



Nations Unies

Rapport du Comité des droits de l'homme

Volume II (Deuxième partie)

**108^e session
(8-26 juillet 2013)**

**109^e session
(14 octobre-1^{er} novembre 2013)**

**110^e session
(10-28 mars 2014)**

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-neuvième session

Supplément n° 40 (A/69/40)

Merci de recycler



Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-neuvième session
Supplément n° 40 (A/69/40)

Rapport du Comité des droits de l'homme

Volume II (Deuxième partie)

108^e session
(8-26 juillet 2013)

109^e session
(14 octobre-1^{er} novembre 2013)

110^e session
(10-28 mars 2014)



Nations Unies • New York, 2014

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

Volume I

Paragraphes Page

- I. Compétence et activités
 - A. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au premier et au deuxième Protocoles facultatifs
 - B. Sessions du Comité
 - C. Élection du Bureau
 - D. Rapporteurs spéciaux
 - E. Groupe de travail et équipes spéciales chargées des rapports périodiques
 - F. Activités des autres organes de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme
 - G. Dérogations prévues à l'article 4 du Pacte
 - H. Réunions avec les États parties
 - I. Observations générales au titre du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte
 - J. Ressources humaines et traduction des documents officiels
 - K. Publicité donnée aux travaux du Comité
 - L. Publications relatives aux travaux du Comité
 - M. Réunions futures du Comité
 - N. Soumission du rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale
 - O. Adoption du rapport
- II. Méthodes de travail du Comité au titre de l'article 40 du Pacte et coopération avec les autres organismes des Nations Unies
 - A. Faits nouveaux et décisions récentes concernant les procédures
 - B. Suivi des observations finales
 - C. Liens avec les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres organes conventionnels
 - D. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies
- III. Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte
 - A. Rapports soumis au Secrétaire général d'avril 2013 à mars 2014
 - B. Rapports en retard et inobservation par les États parties de leurs obligations au regard de l'article 40
 - C. Périodicité concernant les rapports des États parties examinés au cours de la période considérée
- IV. Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte et examen de la situation dans les États parties qui n'ont pas soumis de rapport conformément à l'article 70 du règlement intérieur
 - Indonésie
 - Albanie
 - Tadjikistan

République tchèque
Finlande
Ukraine
État plurinational de Bolivie
Mauritanie
Mozambique
Djibouti
Uruguay
Sierra Leone
Népal
Kirghizstan
Tchad
Lettonie
États-Unis d'Amérique

- V. Examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif
 - A. État des travaux
 - B. Nombre d'affaires soumises au Comité en vertu du Protocole facultatif
 - C. Méthodes d'examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif
 - D. Opinions individuelles
 - E. Coopération des États parties dans le cadre de l'examen des communications
 - F. Questions examinées par le Comité
 - G. Réparations demandées par le Comité dans ses constatations
- VI. Suivi des constatations au titre du Protocole facultatif
 - A. Renseignements reçus dans le cadre de la procédure de suivi depuis la publication du rapport annuel précédent
 - B. Entretiens du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations avec des représentants d'États parties
- VII. Suite donnée aux observations finales
 - A. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 109^e session
 - B. Rapport sur la suite donnée aux observations finales adopté par le Comité à sa 110^e session

Annexes

- I. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux Protocoles facultatifs et États qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte à la date du 30 mars 2014
 - A. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

- B. États parties au premier Protocole facultatif
- C. États parties au deuxième Protocole facultatif, visant à abolir la peine de mort
- D. États qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte
- II. Membres et Bureau du Comité des droits de l'homme 2013-2014
 - A. Membres du Comité des droits de l'homme
 - B. Bureau
- III. Rapports et renseignements supplémentaires soumis par les États parties en application de l'article 40 du Pacte (état au 30 mars 2014)
- IV. Examen des rapports et de la situation dans des pays pendant la période considérée, et rapports restant à examiner par le Comité
- V. Table on follow-up to concluding observations

Volume II (Première partie)

- VI. Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
 - A. Communication n° 1405/2005, *Pustovoyt c. Ukraine*
(Constatations adoptées le 26 mars 2014, 110^e session)
 - B. Communication n° 1592/2007, *Pichugina c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 17 juillet 2013, 108^e session)
 - C. Communication n° 1764/2008, *Alekperov c. Fédération de Russie*
(Constatations adoptées le 21 octobre 2013, 109^e session)
 - D. Communication n° 1795/2008, *Zhirnov c. Fédération de Russie*
(Constatations adoptées le 28 octobre 2013, 109^e session)
 - E. Communication n° 1796/2008, *Zerrougui c. Algérie*
(Constatations adoptées le 25 juillet 2013, 108^e session)
 - Appendice
 - F. Communication n° 1798/2008, *Azouz c. Algérie*
(Constatations adoptées le 25 juillet 2013, 108^e session)
 - Appendice
 - G. Communication n° 1808/2008, *Kovalenko c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 17 juillet 2013, 108^e session)
 - H. Communication n° 1831/2008, *Larbi c. Algérie*
(Constatations adoptées le 25 juillet 2013, 108^e session)
 - Appendice
 - I. Communication n° 1832/2008, *Al Khazmi c. Libye*
(Constatations adoptées le 18 juillet 2013, 108^e session)
 - J. Communication n° 1839/2008, *Komarovsky c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 25 octobre 2013, 109^e session)
 - K. Communication n° 1851/2008, *Sekerko c. Bélarus*
(Constatations adoptées le 28 octobre 2013, 109^e session)
 - L. Communication n° 1856/2008, *Sevostyanov c. Fédération de Russie*
(Constatations adoptées le 1^{er} novembre 2013, 109^e session)

- M. Communication n° 1864/2009, *Kirsanov c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 20 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- N. Communication n° 1865/2009, *Sedhai c. Népal*
(Constataions adoptées le 19 juillet 2013, 108^e session)
Appendice
- O. Communication n° 1873/2009, *Alekseev c. Fédération de Russie*
(Constataions adoptées le 25 octobre 2013, 109^e session)
- P. Communication n° 1874/2009, *Mihoubi c. Algérie*
(Constataions adoptées le 18 octobre 2013, 109^e session)
Appendice
- Q. Communication n° 1881/2009, *Shakeel c. Canada*
(Constataions adoptées le 24 juillet 2013, 108^e session)
Appendices
- R. Communication n° 1884/2009, *Aouali et consorts c. Algérie*
(Constataions adoptées le 18 octobre 2013, 109^e session)
- S. Communication n° 1885/2009, *Horvath c. Australie*
(Constataions adoptées le 27 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- T. Communication n° 1889/2009, *Marouf c. Algérie*
(Constataions adoptées le 21 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- U. Communication n° 1890/2009, *Baruani c. République démocratique du Congo*
(Constataions adoptées le 27 mars 2014, 110^e session)
- V. Communication n° 1898/2009, *Choudhary c. Canada*
(Constataions adoptées le 28 octobre 2013, 109^e session)
Appendice
- W. Communication n° 1899/2009, *Terafi c. Algérie*
(Constataions adoptées le 21 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- X. Communication n° 1900/2009, *Mehalli c. Algérie*
(Constataions adoptées le 21 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- Y. Communication n° 1903/2009, *Youbko c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 17 mars 2014, 110^e session)
- Z. Communication n° 1908/2009, *Ostavari c. République de Corée*
(Constataions adoptées le 25 mars 2014, 110^e session)
- AA. Communication n° 1910/2009, *Zhuk c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 30 octobre 2013, 109^e session)
- BB. Communication n° 1919/2009, *Protsko c. Belarus*
Communication n° 1920/2009, *Tolchin c. Belarus*
(Constataions adoptées le 1^{er} novembre 2013, 109^e session)

- CC. Communication n° 1928/2010, *Singh c. France*
(Constataions adoptées le 19 juillet 2013, 108^e session)
- DD. Communication n° 1948/2010, *Turchenyak et consorts c. Bélarus*
(Constataions adoptées le 24 juillet 2013, 108^e session)
- EE. Communication n° 1955/2010, *Al-Gertani c. Bosnie-Herzégovine*
(Constataions adoptées le 1^{er} novembre 2013, 109^e session)
- FF. Communication n° 1960/2010, *Ory c. France*
(Constataions adoptées le 28 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- GG. Communication n° 1997/2010, *Rizvanović c. Bosnie-Herzégovine*
(Constataions adoptées le 21 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- HH. Communication n° 2006/2010, *Almegaryaf et Matar c. Libye*
(Constataions adoptées le 21 mars 2014, 110^e session)
- II. Communication n° 2007/2010, *X. c. Danemark*
(Constataions adoptées le 26 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- JJ. Communication n° 2094/2011, *F. K. A. G. et consorts c. Australie*
(Constataions adoptées le 26 juillet 2013, 108^e session)
Appendices
- KK. Communication n° 2102/2011, *Paadar et consorts c. Finlande*
(Constataions adoptées le 26 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- LL. Communication n° 2104/2011, *Valetov c. Kazakhstan*
(Constataions adoptées le 17 mars 2014, 110^e session)
- MM. Communication n° 2136/2012, *M. M. M. et consorts c. Australie*
(Constataions adoptées le 25 juillet 2013, 108^e session)
Appendice
- NN. Communication n° 2149/2012, *M. I. c. Suède*
(Constataions adoptées le 25 juillet 2013, 108^e session)
- OO. Communication n° 2155/2012, *Paksas c. Lituanie*
(Constataions adoptées le 25 mars 2014, 110^e session)
Appendice
- PP. Communication n° 2177/2012, *Johnson c. Ghana*
(Constataions adoptées le 27 mars 2014, 110^e session)
- QQ. Communication n° 2202/2012, *Castañeda c. Mexique*
(Constataions adoptées le 18 juillet 2013, 108^e session)
Appendices

Volume II (Deuxième partie)

VII	Décisions du Comité des droits de l'homme déclarant irrecevables des communications en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.....	1
A.	Communication n° 1612/2007, <i>F. B. L. c. Costa Rica</i> (Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109 ^e session).....	1
B.	Communication n° 1809/2008, <i>V. B. c. République tchèque</i> (Décision adoptée le 24 juillet 2013, 108 ^e session)	4
C.	Communication n° 1879/2009, <i>A. W. P. c. Danemark</i> (Décision adoptée le 1 ^{er} novembre 2013, 109 ^e session).....	12
	Appendice.....	21
D.	Communication n° 1894/2009, <i>G. J. c. Lituanie</i> (Décision adoptée le 25 mars 2014, 110 ^e session).....	22
E.	Communication n° 1897/2009, <i>S. Y. L. et consorts c. Australie</i> (Décision adoptée le 24 juillet 2013, 108 ^e session)	40
F.	Communication n° 1922/2009, <i>Martinez et consorts c. Algérie</i> (Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109 ^e session).....	48
	Appendice.....	56
G.	Communication n° 1923/2009, <i>R. C. c. France</i> (Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109 ^e session).....	64
H.	Communication n° 1935/2010, <i>O. K. c. Lettonie</i> (Décision adoptée le 19 mars 2014, 110 ^e session).....	69
	Appendice.....	79
I.	Communication n° 1963/2010, <i>T. W. et G. M. c. Slovaquie</i> (Décision adoptée le 25 mars 2014, 110 ^e session).....	81
J.	Communication n° 1983/2010, <i>Y. B. c. Fédération de Russie</i> (Décision adoptée le 25 mars 2014, 110 ^e session).....	88
K.	Communication n° 2014/2010, <i>Jusinkas c. Lituanie</i> (Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109 ^e session).....	97
L.	Communication n° 2197/2012, <i>X. Q. H. c. Nouvelle-Zélande</i> (Décision adoptée le 25 mars 2014, 110 ^e session).....	106
VIII.	Activités de suivi au titre du Protocole facultatif.....	113

Annexe VII

Décisions du Comité des droits de l'homme déclarant irrecevables des communications en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

A. Communication n° 1612/2007, *F. B. L. c. Costa Rica* (Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109^e session)*

<i>Communication présentée par:</i>	F. B. L. (non représenté par un conseil)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur
<i>État partie:</i>	Costa Rica
<i>Date de la communication:</i>	17 octobre 2006 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Exécution d'un jugement (<i>exequatur</i>) rendu par une juridiction étrangère
<i>Questions de procédure:</i>	Griefs insuffisamment étayés
<i>Questions de fond:</i>	Droit à un procès équitable; droit à un recours utile
<i>Articles du Pacte:</i>	2 (par. 1 à 3), 3, 5, 14 (par. 1), et 16
<i>Article du Protocole facultatif:</i>	2

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication est F. B. L., de nationalité colombienne, né le 5 septembre 1956, qui se dit victime d'une violation par le Costa Rica des articles 2 (par. 1 à 3), 3, 4, 5, 14 (par. 1), et 16 du Pacte. L'auteur n'est pas représenté par un conseil.

1.2 Le 18 juin 2007, le Comité, par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, a décidé qu'il n'avait pas besoin que l'État partie présente ses observations pour se prononcer sur la recevabilité de la communication.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur était propriétaire d'une entreprise de pêche appelée «Incamar LTDA» qui était immatriculée dans le port de Buenaventura (Colombie). Ne s'étant pas acquitté d'une obligation pécuniaire, il a fait l'objet d'une procédure judiciaire à l'issue de laquelle un bateau à moteur appartenant à l'entreprise, le «Puri», a été saisi en décembre 1989 et mis

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Kheshoe Parsad Matadeen, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez Rescia, M. Fabián Omar Salvioli, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine Vardzelashvili et M^{me} Margo Waterval.

sous séquestre en janvier 1990 en attendant la fin de la procédure. En 1995 et 1996 respectivement, le tribunal civil n° 2 de la circonscription judiciaire de Cali et le tribunal supérieur de Popayán se sont prononcés en faveur de l'auteur et ont ordonné la restitution de l'embarcation et l'indemnisation de l'auteur pour les dommages causés au bateau ainsi que pour le manque à gagner. Par la suite, l'auteur a cherché, sans succès, à faire appliquer le jugement rendu par le tribunal de Cali en Colombie en déposant plusieurs requêtes auprès du tribunal supérieur de Popayán, du tribunal administratif de Valle del Cauca, de la Chambre administrative du Conseil d'État et de la Cour constitutionnelle¹.

2.2 Fin 2005, l'auteur et sa famille ont déménagé au Costa Rica. Le 4 novembre 2005, l'auteur a présenté une demande d'*exequatur* auprès de la Cour suprême du Costa Rica contre la Colombie dans le but de faire appliquer le jugement rendu en 1996 par le tribunal supérieur de Popayán. L'auteur demandait à la Cour suprême de l'État partie d'ordonner la restitution du bateau à moteur «Puri» conformément aux termes de la décision du tribunal civil n° 2 de la circonscription judiciaire de Cali, ainsi qu'une réparation patrimoniale d'un montant de 138 348 104,52 dollars des États-Unis.

2.3 Le 8 mars 2006, la Cour suprême a rejeté la demande de l'auteur. Elle a considéré que le Costa Rica n'était pas compétent pour connaître de l'affaire étant donné que le jugement en question avait été rendu par un tribunal colombien souverain qui avait pleins pouvoirs quant à son exécution; qu'en vertu du principe de l'immunité juridictionnelle, les tribunaux de l'État partie ne pouvaient pas examiner des différends dans lesquels l'une des parties était un État souverain et qu'en conséquence, la requête de l'auteur ne répondait pas aux critères énoncés à l'article 46 du Code de procédure civile.

2.4 Les 3 avril et 24 juillet 2006, l'auteur a formé un recours en révision auprès de la Cour suprême. Le 23 août 2006, celle-ci a confirmé sa décision du 8 mars 2006.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur se dit victime d'une violation par le Costa Rica des articles 2 (par. 1 à 3), 3, 4, 5, 14 (par. 1), et 16 du Pacte.

3.2 L'auteur affirme qu'en rejetant sa requête visant à faire appliquer le jugement rendu par le tribunal supérieur de Popayán contre la Colombie, la Cour suprême a agi en violation des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 2 du Pacte puisque les recours internes disponibles dans l'État partie ont été inutiles pour ce qui est de faire appliquer la décision de la justice colombienne, qui ordonnait la restitution du bateau et lui reconnaissait le droit à une indemnisation.

3.3 L'auteur invoque également une violation de l'article 3 du Pacte au motif que son droit à l'égalité devant la loi n'a pas été respecté.

3.4 L'auteur fait valoir que l'État partie a montré, à travers ses procédures judiciaires, qu'il n'était pas disposé à s'acquitter des obligations découlant des instruments internationaux auxquels il était partie et que, ce faisant, il a aussi enfreint l'article 5 du Pacte.

3.5 Pour ce qui est du paragraphe 1 de l'article 14, l'auteur affirme que la décision de la Cour suprême rejetant ses requêtes constitue un traitement inégal par les tribunaux et un déni de justice.

¹ On trouvera un exposé détaillé des faits sur lesquels portaient les requêtes présentées par l'auteur devant les juridictions colombiennes dans la communication no 1611/2007, *Bonilla Lerma c. Colombie*, constatations adoptées le 26 juillet 2011.

3.6 L'auteur invoque une violation de l'article 16 du Pacte au motif que les autorités judiciaires de l'État partie n'ont pas reconnu sa personnalité juridique.

Délibérations du Comité

4.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

4.2 Le Comité note que les griefs de l'auteur portent sur des événements survenus en Colombie qu'il a examinés de manière approfondie dans ses constatations concernant la communication n° 1611/2007². Il note également que l'auteur n'apporte aucun élément pour étayer ses griefs au titre des articles du Pacte qu'il invoque. En outre, le Comité constate que la demande d'*exequatur* présentée par l'auteur pour faire appliquer le jugement du tribunal supérieur de Popayán a été examinée et rejetée à deux reprises par la Cour suprême de l'État partie, et que les griefs que l'auteur formule contre ces décisions ont essentiellement trait à l'application de la législation interne du Costa Rica. À cet égard, le Comité rappelle sa jurisprudence, selon laquelle c'est aux juridictions des États parties qu'il appartient d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans une affaire donnée, ou la manière dont la législation interne a été appliquée, à moins qu'il ne soit établi que cette appréciation, ou cette application, a été clairement arbitraire ou manifestement entachée d'erreur ou a constitué un déni de justice³. Au vu des éléments que l'auteur lui a soumis, notamment des décisions de la Cour suprême, le Comité n'est pas en mesure de conclure que la Cour suprême a agi de manière arbitraire ou que ses décisions ont manifestement été entachées d'erreur ou ont constitué un déni de justice. Le Comité considère donc que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ses griefs de violation des articles 2 (par. 1 à 3), 3, 4, 5, 14 (par. 1), et 16 du Pacte et que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

5. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur de la communication.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

² *Bonilla Lerma c. Colombie*, constatations adoptées le 26 juillet 2011.

³ Voir communications n° 1616/2007, *Manzano et consorts c. Colombie*, décision adoptée le 19 mars 2010, par. 6.4, et n° 1622/2007, *L. D. L. P. c. Espagne*, décision adoptée le 26 juillet 2011, par. 6.3.

**B. Communication n° 1809/2008, V. B. c. République tchèque
(Décision adoptée le 24 juillet 2013, 108^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	V. B. (représentée par David Strupek)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur
<i>État partie:</i>	République tchèque
<i>Date de la communication:</i>	7 novembre 2007 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Allégation de discrimination dans l'accès aux prestations de sécurité sociale pendant la détention
<i>Questions de procédure:</i>	Griefs insuffisamment étayés
<i>Questions de fond:</i>	Non-discrimination
<i>Article du Pacte:</i>	26
<i>Article du Protocole facultatif:</i>	2

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 24 juillet 2013,

Adopte ce qui suit:

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication est M^{me} V. B., de nationalité tchèque d'origine rom, née le 25 février 1969. Elle se déclare victime d'une violation par la République tchèque de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle est représentée par un conseil, M. David Strupek.

1.2 Le 14 septembre 2009 le Comité, par l'intermédiaire de son rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, a décidé de ne pas examiner la question de la recevabilité séparément du fond.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 Le 13 août 2002, l'auteur a été arrêtée et accusée de tentative de meurtre sur sa colocataire. Le 15 août 2002, elle a été entendue par le tribunal municipal de Prague et a été placée en détention provisoire. Le 1^{er} octobre 2002, elle a été remise en liberté dans l'attente de son procès, sur ordre du Bureau du Procureur général municipal de Prague. À l'issue du procès, elle a été acquittée de toutes les charges qui pesaient contre elle, par jugement du tribunal municipal en date du 9 avril 2003.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication:
M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M^{me} Christine Chanet, M. Ahmad Amin Fathalla,
M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina,
M. Kheshoe Parsad Matadeen, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Víctor Manuel Rodríguez
Rescia, M. Fabián Omar Salvioli, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine
Vardzelashvili et M^{me} Margo Waterval.

2.2 Le 16 juin 2003, dans une lettre adressée au Ministre de la justice, l'auteur a demandé réparation pour le temps passé en détention, en vertu de l'article 30¹ de la loi n° 82/1998 relative à la responsabilité pour les dommages causés par une décision ou une procédure officielle incorrecte d'une autorité de l'État. Étant donné qu'elle était sans emploi au moment de son arrestation, l'auteur réclamait une indemnité de 5 000 couronnes tchèques par mois de détention². Dans une lettre datée du 19 août 2003, le Ministre de la justice a rejeté la demande de l'auteur, expliquant que l'on ne pouvait pas se prévaloir de l'article 30 de la loi n° 82/1998 si la perte de gains n'était pas prouvée. Il a ajouté que la responsabilité de l'État ne pouvait être engagée au titre de l'article 30 de la loi n° 82/1998 qu'à la condition que le préjudice pécuniaire soit établi et que, ce préjudice ne pouvant pas être prouvé en l'espèce, aucune indemnité ne pouvait être versée.

2.3 L'auteur a engagé une action civile contre l'État tchèque auprès du tribunal de district de Prague, en faisant valoir qu'elle devrait être indemnisée pour la «perte de possibilité» de trouver un emploi subie du fait de sa détention. Elle faisait observer que le montant fixé par l'article 30 (161 couronnes tchèques par jour de détention en 2002, soit 5 000 couronnes par mois) était inférieur au salaire minimum. Le législateur indique que toute personne aurait eu généralement la possibilité de gagner au moins ce montant si elle n'avait pas été privée de sa liberté. L'auteur réclamait 8 225 couronnes tchèques (soit 3 064 couronnes pour les dix-neuf jours de détention d'août 2002, 5 000 couronnes pour le mois de septembre 2002 et 161 couronnes pour une journée de détention en octobre 2002), plus des intérêts et le remboursement des frais de procédure.

2.4 Le 4 août 2005, le tribunal de district a répondu que l'auteur n'avait pas droit à une indemnisation pour les mois d'août et d'octobre puisqu'elle avait perçu pendant ces deux mois des prestations de sécurité sociale identiques à celles auxquelles elle avait droit avant son placement en détention et après sa libération. Le tribunal a tenu compte de la perte de gains correspondant aux prestations de sécurité sociale non versées en septembre 2002, conformément à l'article 30 de la loi n° 82/1998, et a ordonné à l'État de verser à l'auteur des indemnités d'un montant de 5 000 couronnes tchèques plus les intérêts. Le Ministre a fait appel de ce jugement auprès du tribunal municipal de Prague, en affirmant que les prestations de sécurité sociale perdues ne pouvaient pas être assimilées à une «perte de gains», car ces prestations avaient pour objet de répondre aux besoins essentiels d'un individu, besoins qui étaient pris en charge pendant la détention. Le 10 mai 2006, le tribunal municipal a fait droit à l'appel et infirmé la décision du tribunal de district en ce qui concerne l'indemnisation correspondant au mois de septembre.

2.5 Le 4 septembre 2006, l'auteur a saisi la Cour constitutionnelle en faisant valoir qu'elle n'ignorait pas que le droit des personnes acquittées de charges pénales à être indemnisées pour le préjudice subi n'était pas garanti par la Constitution ni par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, mais que la législation pertinente devait s'appliquer en vertu des principes d'égalité et de non-discrimination. Elle admettait que les chances qu'elle aurait eues de trouver un emploi pendant la période où elle se trouvait en détention pouvaient être discutables. Elle estimait également que ces chances auraient dû être appréciées et qu'elle avait fourni des preuves à cet effet. Enfin l'auteur faisait valoir qu'elle avait été l'objet d'une discrimination fondée non seulement sur le fait qu'elle était sans emploi mais aussi indirectement sur son origine ethnique. Le 11 janvier 2007, la Cour constitutionnelle a rejeté le recours pour défaut manifeste de fondement, considérant qu'elle n'était pas une juridiction du système de justice générale de plus et ne

¹ L'article 30 dispose: «Il est versé une indemnité pour perte de gains d'un montant de 5 000 couronnes tchèques par mois de détention provisoire, d'emprisonnement, d'éducation protégée ou de traitement médical de protection, sauf si la personne lésée demande que la réparation des gains perdus soit déterminée sur la base des règles spéciales.».

² Équivalant à environ 194 euros (à la date du 10 mai 2013).

pouvait pas réexaminer les éléments de fait et de droit déjà examinés par les tribunaux généraux, et que le seul fait d'être en désaccord avec l'interprétation de la Loi fondamentale ne suffisait pas à remettre en question la conformité d'une décision avec l'ordre constitutionnel. Elle estimait en outre qu'une indemnité pécuniaire ne pouvait être versée que dans les cas où il existait au moins une forte probabilité que le préjudice soit subi. Elle n'avait pas pris en considération les questions d'égalité et de non-discrimination³.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur fait valoir que les personnes placées en détention provisoire et acquittées sont protégées par la loi, qui leur donne droit à des prestations de sécurité sociale. Elle estime que l'article 30 de la loi n° 82/1998 a été conçu aussi au bénéfice des personnes sans emploi qui, pendant qu'elles se trouvent en détention, perdent la possibilité de trouver un emploi, et que les autorités de l'État partie ont exclu à tort ces personnes du bénéfice de cet article. Elle affirme également qu'il y a violation de l'article 26 du Pacte car pour établir la perte de gains, la législation nationale tient uniquement compte de la situation de l'intéressé au jour de son placement en détention, sans permettre que soit prise en considération la «perte de possibilité» de percevoir un revenu, ce qui constitue une discrimination directe à l'égard des personnes sans emploi. Ainsi, l'auteur estime que la loi mentionnée et son interprétation soumettent les personnes sans emploi à un traitement moins favorable que celui dont bénéficient les salariés ou les travailleurs indépendants.

3.2 L'auteur affirme que la loi elle-même autorise des différences de traitement. À ce sujet, elle se réfère à la jurisprudence⁴ du Comité qui a constaté une violation de l'article 26 parce que la loi excluait expressément les personnes qui n'avaient pas la nationalité tchèque du bénéfice de la restitution des biens confisqués par le régime communiste. L'auteur estime que la différence de traitement – c'est-à-dire le fait que les autorités tchèques aient refusé de l'indemniser pour la perte de gains subie en raison de sa détention, au seul motif qu'elle était sans emploi au moment de son arrestation – n'est pas raisonnablement justifiée et constitue une discrimination directe fondée sur sa situation économique et sociale (chômage). Elle allègue aussi que, même si son revenu au moment de son placement en détention provisoire était hypothétique dans la mesure où il dépendait de l'emploi qu'elle aurait pu obtenir, il devrait être loisible au tribunal de calculer ce revenu sur la base des «données statistiques du salaire moyen ou du salaire minimum».

3.3 L'auteur affirme aussi avoir fait l'objet de discrimination indirecte fondée sur son origine ethnique. À ce sujet, elle se réfère aux observations finales du Comité des droits de l'homme et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale qui mettent en évidence la marginalisation et l'exclusion sociale que subit la communauté rom dans l'État partie⁵. Elle renvoie également à des rapports de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance et d'autres organes, d'où il ressort que le taux de chômage est d'environ 70 % au sein de la communauté rom, contre 7 à 10 % dans le reste de la population⁶. Elle considère qu'en plus d'être socialement et économiquement marginalisés et d'être gravement défavorisés sur le marché du travail, les membres de la communauté rom subissent une discrimination indirecte due à l'exclusion des personnes sans emploi de l'application de l'article 30 de la loi n° 82/1998.

³ L'auteur n'a invoqué les principes d'égalité et de non-discrimination que devant la Cour constitutionnelle.

⁴ Par exemple, communication n° 586/1994, *Adam c. République tchèque*, constatations adoptées le 23 juillet 1996.

⁵ CCPR/CO/72/CZE, par. 10 et CERD/C/CZE/CO/7, par. 15. Voir aussi CERD/C/SR.1804, par. 42.

⁶ Voir notamment Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, «Troisième rapport sur la République tchèque», adopté le 5 décembre 2003, par. 59.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 L'État partie a fait part de ses observations dans une note verbale du 31 mars 2010. Il ne conteste pas la description des faits donnée par l'auteur. Il explique que d'après le rapport explicatif relatif à l'article 30 de la loi n° 82/1998, la réglementation générale prévoit non pas des dommages-intérêts mais une indemnité forfaitaire, et que celle-ci ne s'applique pas si la personne lésée n'a pas subi de perte de gains. Si, avant d'être placé en détention ou emprisonné, l'intéressé ne travaillait pas mais avait obtenu un contrat de travail ou une relation contractuelle similaire, le calcul était basé sur le revenu qui aurait été perçu dans cet emploi ou dans l'exercice de l'activité rémunérée considérée. Le système prévoit la possibilité d'indemniser la perte de gains y compris dans le cas où l'exercice de l'activité rémunérée n'a pas commencé au moment de la mise en détention ou de l'emprisonnement et ne doit commencer que plus tard. Le seul fait d'avoir été sans emploi dans la période précédant la détention n'empêche pas en principe de demander des dommages-intérêts. Une personne peut réclamer des dommages-intérêts si elle a subi un préjudice parce qu'elle a été mise en détention et de ce fait n'a pas pu commencer à exercer un emploi pour lequel des arrangements étaient déjà pris. La possibilité d'obtenir un emploi rémunéré ou une offre ou promesse d'offre d'emploi d'un employeur ne suffit pas: il doit être établi que l'activité rémunérée qui était prévue n'a pas pu être exercée uniquement en raison du placement en détention et que la personne lésée aurait effectivement exercé l'activité en question pendant la période considérée si elle n'avait pas été détenue. L'État partie indique en outre que l'arrêt de la Cour suprême en l'espèce est conforme à sa jurisprudence constante.

4.2 En ce qui concerne le grief de violation de l'article 26 du Pacte, l'État partie rappelle la jurisprudence du Comité qui affirme que le droit à une égale protection de la loi, sans discrimination, est un droit autonome indépendant de tout autre droit prévu dans le Pacte, et que toutes les différences de traitement ne sont pas discriminatoires, dans la mesure où une différence fondée sur des critères raisonnables et objectifs n'équivaut pas à un acte discriminatoire interdit au sens de l'article 26⁷.

4.3 Considérant que l'article 26 du Pacte ne fait pas obligation aux États d'adopter des dispositions juridiques particulières ou d'introduire des dispositions qui permettent de réclamer une indemnisation pour la «perte de possibilité» de percevoir un revenu, l'État partie estime que la communication n'entre pas dans le champ d'application du Pacte et devrait être jugée irrecevable.

4.4 L'État partie souligne en outre qu'il partage l'avis de l'auteur qui relève que l'article 30 de la loi n° 82/1998 ne prévoit d'indemnisation pour perte de gains que dans les cas où la personne lésée exerçait une activité rémunérée le jour où elle a été placée en détention, ou dans les cas où un contrat portant sur l'exercice d'une activité rémunérée avait déjà été conclu. L'indemnisation pour perte de gains ne serait possible que si les gains étaient effectivement perdus, et une somme forfaitaire de 5 000 couronnes tchèques devait être versée dans les cas où il était impossible ou excessivement difficile de quantifier le manque à gagner. De surcroît, au moment où les faits s'étaient produits, le système juridique de l'État partie n'autorisait pas les tribunaux à accorder une indemnisation pour «perte de possibilité» aux personnes lésées, quelle que soit leur situation socioéconomique. Dès lors les personnes sans emploi, et donc l'auteur elle-même, n'étaient pas victimes d'une inégalité de traitement. Par conséquent, l'État partie estime que le grief est irrecevable en vertu des articles 2 et 3 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

⁷ L'État partie fait expressément référence à la communication n° 182/1984, *Zwaan de Vries c. Pays-Bas*, constatations adoptées le 9 avril 1987, par. 12.1 à 13.

4.5 L'État partie affirme en outre que le grief de l'auteur qui affirme qu'elle a fait l'objet de discrimination indirecte devrait être considéré comme irrecevable faute d'être suffisamment étayé, dans la mesure où le seul fait de relever que la communauté rom connaît dans l'État partie un taux de chômage de 70 % ne suffit pas à établir une suspicion de violation de l'article 26 du Pacte. Il considère également que l'affirmation de l'auteur qui indique que les personnes d'origine rom sont plus souvent détenues que le reste de la population est une spéculation qui ne repose sur aucune base factuelle.

4.6 Sur le fond, l'État partie rappelle que la plainte de l'auteur repose sur le fait qu'elle n'a pas été indemnisée pour la perte de gains subie pendant qu'elle était en détention. Il réaffirme que le système juridique tchèque ne prévoit d'indemnisation pour perte de gains liée à une période de détention que si, avant sa détention, l'intéressé exerçait une activité rémunérée ou avait conclu un contrat portant sur l'exercice d'une telle activité. Sachant que l'auteur était sans emploi au moment de son placement en détention et qu'elle n'a pas fait la preuve qu'elle avait conclu un quelconque contrat d'emploi, la demande d'indemnisation pour «perte de possibilité» qu'elle a introduite devant les tribunaux nationaux a été rejetée conformément à la législation applicable et à la jurisprudence établie, sans qu'il y ait discrimination.

4.7 L'État partie note également que l'auteur compare sa situation à celle des personnes salariées et des travailleurs indépendants, en indiquant que ces personnes reçoivent une indemnisation pour perte de gains si elles sont placées en détention, alors qu'elle-même n'en a reçu aucune. Il estime que la situation de l'auteur ne peut pas être comparée à celle de salariés ou de travailleurs indépendants qui exerçaient une activité rémunérée avant d'être placés en détention. Il rappelle que dans les cas où il est impossible ou extrêmement compliqué pour la personne lésée de déterminer précisément le montant des gains manqués ou de fournir des éléments de preuve pertinents à cet effet, la loi prévoit la possibilité d'accorder une somme forfaitaire de 5 000 couronnes tchèques. L'État partie souligne toutefois que cette disposition ne s'applique pas, comme c'est le cas en l'espèce, lorsque la personne était sans emploi et n'avait pas conclu de contrat portant sur l'exercice d'une activité rémunérée avant d'être placée en détention. Dans ces circonstances, les autorités de l'État partie avaient pris leur décision dans le plein respect de la législation interne et «raisonnablement, sur la base de motifs objectifs et sans aucune forme d'arbitraire». L'État partie estime par conséquent qu'il n'y a pas eu violation de l'article 26 du Pacte.

4.8 L'État partie prend note de l'argument de l'auteur qui considère que, parce qu'elle n'a pas été indemnisée pour la «perte de possibilité» de percevoir un revenu pendant qu'elle était en détention, elle a bénéficié d'un traitement moins favorable que les personnes salariées ou les travailleurs indépendants. Il réaffirme qu'au moment où les faits se sont produits, la loi ne permettait pas à des salariés ou à des travailleurs indépendants de réclamer une indemnisation pour gains manqués en invoquant la «perte de possibilité». À ce sujet il estime que, si la loi applicable et son interprétation n'étaient peut-être pas la meilleure solution au problème, elles ne pouvaient pas être considérées comme arbitraires ou manifestement entachées d'erreur. La loi était la même pour les salariés, les travailleurs indépendants et les personnes sans emploi, et l'auteur n'avait donc pas été traitée différemment ou moins favorablement que d'autres personnes.

4.9 L'État partie ajoute que si le Comité devait conclure qu'une indemnisation pour «perte de possibilité» de percevoir un revenu pendant une détention aurait dû être prévue dans la législation en application du Pacte, il conviendrait d'analyser la situation de l'auteur afin de déterminer si cette disposition lui était ou non applicable. Le Comité devrait alors déterminer quelle était la probabilité que l'auteur trouve un emploi et perçoive un revenu pendant la période d'un mois et demi qu'avait duré sa privation de liberté. L'État partie signale à ce sujet que selon les informations fournies par elle-même, l'auteur était sans emploi depuis sept mois et six jours lorsqu'elle avait été placée en détention, et était restée

sans emploi un mois et neuf jours après sa libération. De plus, l'État partie rappelle que le nom de l'auteur a figuré au registre des demandeurs d'emploi vingt-trois mois sur les trente-trois mois de la période allant de janvier 2001 à septembre 2003. Compte tenu de cette information, l'État partie estime que la probabilité que l'auteur ait trouvé un emploi pendant la période où elle a été détenue n'est pas très élevée. Il estime donc qu'il n'y a pas eu violation de l'article 26.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Dans une réponse du 9 juillet 2010, l'auteur a rejeté les observations de l'État partie sur la recevabilité et le fond. Elle considère que le fait que le droit interne n'offre pas la possibilité de réclamer une indemnisation pour «perte de possibilité» tient non pas à la législation elle-même mais à son interprétation. Elle souligne que la loi n'exclut pas expressément le concept de «perte de possibilité» de la notion de perte de gains, et que le concept de perte de gains résultant de la détention tel que prévu dans la loi n° 82/1998 est beaucoup plus étroit que le même concept interprété dans le droit privé (civil et commercial).

5.2 L'auteur rappelle que dans la jurisprudence nationale, le gain manqué est le préjudice qui tient au fait que la valeur des biens du plaignant n'a pas augmenté comme elle aurait dû le faire dans le «cours normal des choses». L'auteur estime que le fait que les autorités de l'État partie exigent que le plaignant prouve l'existence d'un contrat déjà conclu fait peser sur lui une charge de la preuve beaucoup plus lourde que pour l'évaluation du «cours normal des choses» dans d'autres circonstances.

5.3 L'auteur rappelle la référence qu'elle avait faite dans sa lettre initiale à la jurisprudence du Comité dans laquelle celui-ci a constaté une violation de l'article 26 du Pacte par l'État partie parce que la loi excluait expressément du bénéfice de la restitution des biens les personnes qui n'avaient pas la nationalité tchèque. Elle estime que de la même façon l'interprétation étroite de la loi n° 82/1998 exclut une catégorie particulière d'individus (les personnes sans emploi le jour de leur arrestation) du bénéfice d'un droit qui est généralement garanti à toute personne acquittée de charges pénales après avoir été détenue légalement. Par conséquent, elle estime que l'article 26 du Pacte s'applique à son cas et demande que la législation en vigueur soit interprétée conformément au Pacte.

5.4 L'auteur affirme en outre que les statistiques de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance qu'elle cite dans sa communication sont dignes de foi et suffisent à prouver la discrimination indirecte dont elle a été victime en tant que membre de la communauté rom. Elle juge également qu'il existe une «tendance générale» à considérer que les communautés marginalisées, à faible niveau d'instruction et victimes de discrimination ont une plus grande propension à commettre des actes criminels, ce qui entraîne une discrimination de facto des membres de la communauté rom, y compris dans l'interprétation de la loi.

5.5 De plus, l'auteur affirme que sa plainte n'a pas été appréciée individuellement car les tribunaux n'ont pas procédé à l'examen critique des éléments fournis pour prouver ses efforts de recherche d'emploi, mais ont plutôt fait une évaluation globale, concluant qu'elle n'avait pas apporté la preuve qu'au moment de sa détention elle avait une quelconque assurance d'exercer une activité rémunérée. L'auteur estime par conséquent avoir reçu des tribunaux nationaux un traitement différent de celui que recevraient d'autres personnes dans une situation comparable.

Observations complémentaires de l'État partie sur la recevabilité et le fond

6.1 Dans une note verbale du 30 novembre 2010, en réponse aux commentaires de l'auteur, l'État partie réitère les observations initiales qu'il avait faites le 31 mars 2010. Il rappelle en particulier qu'au moment des faits relatés dans la communication la législation nationale ne donnait pas la possibilité de se prévaloir de la «perte de possibilité», quelle que soit la situation socioéconomique de l'intéressé.

6.2 L'État partie fait en outre référence à la jurisprudence constante du Comité selon laquelle celui-ci n'est pas une juridiction de quatrième instance, et qu'il appartient aux tribunaux des États parties d'interpréter et d'appliquer la législation nationale dans un cas d'espèce, sauf s'il peut être établi que l'appréciation des éléments de preuve ou l'application de la législation nationale ont été manifestement arbitraires ou entachées d'erreur ou ont représenté un déni de justice, ou que le tribunal a manqué par ailleurs à son obligation d'indépendance et d'impartialité⁸.

6.3 L'État partie estime que, même si la législation pertinente et son interprétation ne représentent pas nécessairement la meilleure solution au problème, elles ne peuvent pas être qualifiées d'arbitraires ou de manifestement entachées d'erreur. Il estime que le Comité ne devrait pas examiner l'interprétation que les juridictions tchèques ont faite de la législation nationale dans le cas d'espèce.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

7.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 Le Comité note que la plainte de l'auteur porte sur le refus de l'État partie de l'indemniser pour la perte des prestations sociales correspondant au mois de septembre et pour la «perte de possibilité» de trouver un emploi résultant de son placement en détention provisoire du 15 août au 1^{er} octobre 2002, date de son élargissement dans l'attente de son procès. Bien que l'auteur reconnaisse avoir été arrêtée et détenue légalement, elle affirme que le fait de refuser de l'indemniser au motif qu'elle était «sans emploi» constitue une violation de l'article 26 du Pacte. Le Comité note que la loi en question (loi n° 82/1998) prévoit l'indemnisation en cas de «gains manqués». Il note également que les juridictions nationales considèrent comme perte de gains une perte pécuniaire effective ou, comme le reconnaît l'auteur, une perte potentielle lorsqu'un contrat de travail a été prénégocié. À ce sujet, le Comité rappelle que ce n'est généralement pas à lui mais aux tribunaux des États parties qu'il revient d'interpréter la législation ou d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans un cas d'espèce, sauf s'il peut être établi que la conduite du procès ou l'appréciation des faits et des éléments de preuve ont été manifestement arbitraires ou ont représenté un déni de justice⁹. Au vu des renseignements dont il dispose, le Comité n'est

⁸ L'État partie fait expressément référence à la communication n° 1618/2007, *Brychta c. République tchèque*, décision adoptée le 27 octobre 2009, par. 6.5.

⁹ Observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme concernant le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, *Documents officiels de*

pas en mesure de conclure que les autorités de l'État partie ont agi de manière arbitraire dans l'appréciation des faits et des éléments de preuve en l'espèce, et il considère en conséquence que le grief n'est pas suffisamment étayé.

7.4 Le Comité fait observer également que pour étayer son grief de violation de l'article 26 l'auteur cite des chiffres et d'autres informations ayant trait à la situation de la communauté rom en République tchèque. Il ne conteste pas l'exactitude des informations données. Cependant, il estime qu'elles ne suffisent pas à étayer l'argument de l'auteur selon lequel, dans les circonstances de l'espèce, elle a été victime de discrimination directe et indirecte fondée sur son origine ethnique. Par conséquent, la communication est irrecevable faute d'être suffisamment étayée, aux fins de l'article 2 du Protocole facultatif¹⁰. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur de la communication.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 40, vol. I, (A/62/40 (Vol. I)), annexe VI, par. 26. Voir aussi par exemple les communications n° 1943/2010, H. P. N. c. Espagne, décision d'irrecevabilité adoptée le 25 mars 2013; n° 1500/2006, M. N. et consorts c. Tadjikistan, décision d'irrecevabilité adoptée le 29 octobre 2012; n° 1210/2003, Damianos c. Chypre, décision d'irrecevabilité adoptée le 25 juillet 2005, par. 6.3; n° 1212/2003, Lanzarote Sánchez et consorts c. Espagne, décision d'irrecevabilité adoptée le 25 juillet 2006, par. 6.3; n° 1358/2005, Korneenko c. Bélarus, décision d'irrecevabilité adoptée le 1^{er} avril 2008, par. 6.3; n° 1758/2008, Jessop c. Nouvelle-Zélande, constatations adoptées le 29 mars 2011, par. 7.11 et 7.12.

¹⁰ Communication n° 1771/2008, *Mohamed Musa Gbondo Sama c. Allemagne*, décision concernant la recevabilité adoptée le 28 juillet 2009, par. 6.9; communication n° 1537/2006, *Yekaterina Gerashchenko c. Bélarus*, décision concernant la recevabilité adoptée le 23 octobre 2009, par. 6.4.

**C. Communication n° 1879/2009, A. W. P. c. *Danemark*
(Décision adoptée le 1^{er} novembre 2013, 109^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	A. W. P. (représenté par Niels-Erik Hansen, du Centre de documentation et de conseil en matière de discrimination raciale (DACHORD))
<i>Au nom de:</i>	L'auteur
<i>État partie:</i>	Danemark
<i>Date de la communication:</i>	26 mars 2009 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Propos haineux à l'égard de la communauté musulmane au Danemark
<i>Questions de procédure:</i>	Griefs non étayés; non-épuisement des recours internes; qualité de victime
<i>Questions de fond:</i>	Propos haineux; discrimination fondée sur les convictions religieuses et droits des minorités; droit à un recours utile
<i>Articles du Pacte:</i>	2 (par. 3), 20 (par. 2) et 27
<i>Articles du Protocole facultatif:</i>	1, 2 et 5 (par. 2 b))
<i>Le Comité des droits de l'homme</i> , institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,	
<i>Réuni le 1^{er} novembre 2013,</i>	
<i>Adopte ce qui suit:</i>	

Décision concernant la recevabilité

1. L'auteur de la communication est M. A. W. P., de nationalité danoise. Il se dit victime de violations par le Danemark des droits qu'il tient des articles 2, 20 (par. 2) et 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'auteur est représenté par un conseil¹.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 Le 18 avril 2007, le député Søren Krarup, membre du Parti du peuple danois, a donné son point de vue, dans un article du journal *Morgenavisen Jyllands-Posten*, sur la question de savoir s'il fallait autoriser une candidate à la députation à porter le foulard islamique lorsqu'elle s'exprimait au Parlement. M. Krarup a tenu les propos suivants: «tout comme les Nazis pensaient qu'il fallait éliminer tous les membres des autres races, selon l'islam, tous les membres des autres confessions doivent être convertis ou, à défaut,

* Les membres du Groupe de travail dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M^{me} Christine Chanet, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabián Omar Salvioli, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine Vardzelashvili et M^{me} Margo Waterval. Le texte d'une opinion individuelle signée de M. Yuval Shany, M. Fabián Omar Salvioli et M. Victor Manuel Rodríguez-Resia est joint à la présente décision.

¹ Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 6 avril 1972.

éliminés». Le 20 avril 2007, le député Morten Messerschmidt, du Parti du peuple danois, a déclaré dans un article de *Nyhedsavisen*: «les sociétés musulmanes sont par définition vouées à l'échec. Les musulmans sont incapables de penser de façon critique [...] et cela condamne à l'échec [...]». Le même jour, Mogens Camre, député européen du même parti politique, a déclaré dans le même article de presse: «l'idée qu'une fondamentaliste coiffée d'un foulard puisse devenir députée au Parlement danois est insensée. Elle (la candidate à la députation) a besoin de soins psychiatriques [...]».

2.2 L'auteur est de confession musulmane. Il se considère personnellement insulté par le parallèle ainsi établi entre l'islam et le nazisme. En outre, ces propos créent un environnement hostile et donnent concrètement lieu à une discrimination à son égard.

2.3 L'auteur a déposé une plainte auprès de la police métropolitaine de Copenhague. Le 20 septembre 2007, la police a informé l'auteur par courrier que le Procureur régional avait décidé de ne pas poursuivre les trois membres du Parti du peuple danois évoqués ci-dessus. Dans sa lettre, la police indiquait également que l'auteur avait la possibilité de faire appel de cette décision auprès du Procureur général.

2.4 Le 16 octobre 2007, l'auteur a fait appel de la décision auprès du Procureur général. Celui-ci, le 28 août 2008, a confirmé la décision du Procureur régional, estimant que ni l'auteur ni son conseil ne pouvaient être considérés comme des plaignants légitimes dans cette affaire. Il a ajouté que les propos visés à l'article 266 b) du Code pénal² revêtaient habituellement un caractère trop général pour que ceux qui les contestent puissent être considérés comme des plaignants légitimes. Il a souligné que rien n'indiquait que l'auteur pouvait être considéré comme une personne lésée au titre du paragraphe 3 de l'article 749 de la loi relative à l'administration de la justice. Il ne pouvait être affirmé que l'auteur avait un intérêt juridique réel, direct et personnel dans l'issue de l'affaire, condition nécessaire pour qu'il soit considéré comme un plaignant légitime.

2.5 En vertu du paragraphe 3, alinéa 2), de l'article 99 de la loi relative à l'administration de la justice, cette décision n'est pas susceptible d'appel. Aucun autre recours administratif n'est disponible puisque le pouvoir de saisir les tribunaux d'affaires au titre de l'article 266 b) du Code pénal appartient exclusivement au parquet.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme qu'en ne s'acquittant pas de l'obligation positive lui incombant de prendre des mesures efficaces pour réagir aux propos haineux qui lui ont été signalés à l'égard des musulmans vivant au Danemark l'État partie a violé les droits que l'auteur tient des articles 2, 20 (par. 2) et 27 du Pacte.

3.2 Selon l'auteur le parallèle établi entre l'islam et le nazisme dans les propos en cause n'est qu'un exemple parmi d'autres des formes que prend la campagne actuellement menée par des membres du Parti du peuple danois pour attiser la haine à l'égard des musulmans danois. Certaines personnes, sous l'influence de ces propos, commettent des actes de violence motivés par la haine contre des musulmans qui vivent au Danemark. D'après une

² La disposition du Code pénal relative aux propos à connotation raciale discriminatoire est libellée comme suit:

«Article 266 b)

1) Quiconque, publiquement ou dans l'intention d'atteindre un vaste public, fait une assertion ou diffuse des informations ayant un caractère menaçant, insultant ou dégradant pour un groupe de personnes en raison de leur race, couleur, origine nationale ou ethnique, religion ou préférence sexuelle encourt une amende ou jusqu'à deux ans d'emprisonnement.

2) Lors de la détermination de la peine, le fait que les propos incriminés tiennent de la propagande est considéré comme une circonstance aggravante.».

étude publiée en 1999 par le Conseil danois pour l'égalité ethnique, des personnes originaires du Liban, de Somalie et de Turquie (principalement des musulmans) et vivant au Danemark sont la cible d'agressions racistes dans la rue. Le Conseil a été supprimé par le Gouvernement danois en 2002 et aucune autre étude n'a été réalisée depuis lors. L'État partie ne reconnaît pas la nécessité de protéger les musulmans contre les discours haineux pour empêcher à l'avenir que des actes de violence motivés par la haine ne soient commis contre des membres de groupes religieux. L'auteur fait observer que des propos s'inscrivant dans le cadre d'une campagne systématique de propagande raciste telle que celle menée par le Parti du peuple danois constituent une circonstance aggravante au sens du paragraphe 2 de l'article 266 b) du Code pénal danois.

3.3 En ce qui concerne sa qualité de victime, l'auteur renvoie à l'opinion du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale concernant la communication n° 30/2003³, dans laquelle le Comité a adopté une approche de la notion de la qualité de «victime» comparable à celle du Comité des droits de l'homme dans l'affaire *Toonen c. Australie* et de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Open Door and Dublin Well Women c. Irlande*⁴. En particulier, la Cour a estimé que certains des auteurs étaient des «victimes» parce qu'ils appartenaient à une classe/catégorie de personnes susceptible, à l'avenir, d'être touchée par les répercussions négatives des actes dénoncés. L'auteur fait valoir, en conséquence, qu'en tant que membre d'une telle catégorie, il est lui-même une victime.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans une note verbale datée du 14 juillet 2009, l'État partie a soumis ses observations sur la recevabilité et sur le fond de la communication. Il indique que les services de police de Copenhague ont traité la plainte du conseil et ont interrogé M. Messerschmidt le 22 août 2007. Celui-ci a confirmé avoir tenu les propos incriminés et a expliqué que, à l'époque où il a tenu ces propos, il y avait un débat au Danemark, parce qu'une candidate musulmane à la députation avait annoncé qu'elle porterait le foulard dans l'enceinte du Parlement. Il avait fait cette déclaration pour soutenir M. Krarup. Son intention n'était pas d'insulter les musulmans, mais simplement d'expliquer qu'à son avis l'islamisme posait un problème car ses tenants faisaient primer la volonté de Dieu sur le sens commun et transformaient la religion en une idéologie politique.

4.2 Le 4 septembre 2007, la police de Copenhague a soumis l'affaire au Procureur régional de Copenhague et de Bornholm, qui a décidé, le 7 septembre 2007, que l'enquête devait être abandonnée en application du paragraphe 2 de l'article 749 de la loi relative à l'administration de la justice. Le 20 septembre 2007, le Directeur de la police de Copenhague a informé le conseil de l'auteur de la décision prise par le Procureur régional, indiquant que les responsables politiques jouissaient d'une liberté d'expression particulièrement grande s'agissant des questions sociales sujettes à controverse et que le Procureur régional avait estimé que les personnes mises en cause n'avaient pas franchi les limites de la légalité. Les débats politiques sont particulièrement propices aux déclarations qui peuvent être jugées offensantes par certains mais, dans de telles situations, il ne faut pas oublier que ces déclarations sont faites au cours de débats dans le cadre desquels, par tradition, le recours à la simplification est largement admis.

4.3 Le 28 août 2008, le Procureur général a estimé que ni l'auteur ni son conseil n'avaient le droit de faire appel, parce qu'ils n'avaient pas un intérêt raisonnable dans

³ CERD, communication n° 30/2003, *La communauté juive d'Oslo et consorts c. Norvège*, opinion adoptée le 15 août 2005, par. 7.4.

⁴ Communication n° 488/1992, *Toonen c. Australie*, constatations adoptées le 31 mars 1994, par. 5.1, et Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), affaire *Open Door and Dublin Well Women c. Irlande*, requêtes n°s 14234/88 et 14235/88, arrêt du 29 octobre 1992.

l'affaire, en vertu du paragraphe 3 de l'article 749 de la loi relative à l'administration de la justice (personnes considérées comme parties à l'affaire).

4.4 L'État partie conteste la recevabilité de la communication au motif que l'article 2 ne peut être invoqué que conjointement avec d'autres articles du Pacte. En outre, le paragraphe 3 b) de l'article 2 oblige les États parties à veiller à ce que l'existence du droit à un tel recours soit déterminée par une «autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative», mais il ne saurait être raisonnablement exigé d'un État partie, sur la base de cet article, qu'il rende de telles procédures disponibles même pour des griefs qui ne sont guère fondés. Le paragraphe 3 de l'article 2 garantit une protection aux victimes présumées uniquement si leurs griefs sont suffisamment fondés pour être défendables au regard du Pacte.

4.5 L'État partie ajoute que les propos mis en cause ne peuvent être considérés comme visés par le paragraphe 2 de l'article 20 du Pacte. Pour que des propos puissent tomber sous le coup de ce paragraphe, ils doivent, aux termes de celui-ci, constituer un appel à la haine nationale, raciale ou religieuse. En outre, cet appel doit constituer une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Le fait d'appeler à la haine nationale, raciale ou religieuse n'est pas suffisant. L'État partie conteste que les déclarations de certains membres du Parti du peuple danois constituent de quelque manière que ce soit un appel à la haine religieuse. Toutes les déclarations en question ont été faites dans le contexte d'un débat public portant sur la manière dont les membres du Parlement doivent se présenter lorsqu'ils s'expriment à la tribune. Les trois déclarations ont été faites dans le cadre de ce débat public intense, qui a eu lieu à la fois dans la presse et au Parlement. L'État partie insiste sur le fait que, au cours du débat, une large majorité de parlementaires ont fermement condamné ces déclarations.

4.6 Bien que ces propos puissent être considérés comme offensants, rien ne permet d'affirmer qu'ils ont été tenus dans le but d'inciter à la haine religieuse. L'une des déclarations ne visait pas tous les musulmans, mais uniquement la candidate à la députation. Cette déclaration ne relevait donc pas du champ d'application du paragraphe 2 de l'article 20 du Pacte, et les griefs dont le Comité a été saisi doivent être considérés comme insuffisamment étayés en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

4.7 L'État partie affirme en outre que l'auteur n'a pas épuisé tous les recours internes. Il oppose l'article 266 b) du Code pénal relatif aux propos à connotation raciale discriminatoire, en application duquel des poursuites peuvent être engagées et seules les personnes pouvant invoquer un intérêt personnel peuvent faire appel de la décision du Procureur de mettre un terme à l'enquête, aux articles 267 et 268 relatifs aux déclarations insultantes, qui sont, eux, applicables aux propos racistes⁵. Contrairement à l'article 266 b), l'article 267 autorise les poursuites à la diligence de la victime. En conséquence, l'auteur aurait pu engager une procédure pénale contre MM. Krarup, Messerschmidt et Camre. En choisissant de ne pas le faire, il ne s'est pas acquitté de l'obligation d'épuiser tous les recours internes disponibles. L'État partie renvoie à la jurisprudence du Comité concernant une communication portant sur la publication d'un article intitulé «Le visage de Mahomet», communication qu'il a déclarée irrecevable parce que les auteurs qui avaient déposé une

⁵ La disposition du Code pénal sur les propos insultants est libellée comme suit:

«Article 267

Quiconque porte atteinte à l'honneur d'une personne par des remarques ou une conduite injurieuses ou en formulant ou en diffusant des allégations faisant état d'un acte de nature à entamer l'estime qu'ont pour elle ses concitoyens encourt une amende ou jusqu'à quatre mois d'emprisonnement.». Cette disposition est complétée par l'article 268, qui se lit comme suit:

«Article 268

Quiconque fait ou diffuse une allégation de mauvaise foi, ou sans avoir aucun motif raisonnable de la considérer comme vraie, se rend coupable de diffamation, et la peine prévue à l'article 267 peut être portée à deux ans d'emprisonnement.».

plainte pénale pour propos insultants au titre de l'article 267 avaient adressé la communication au Comité avant que la Haute Cour n'ait rendu sa décision finale dans l'affaire⁶. Selon l'État partie, cette jurisprudence signifie que, s'agissant des allégations d'incitation à la haine religieuse, il est nécessaire d'engager une procédure au titre de l'article 267 du Code pénal pour que les recours internes soient épuisés. Exiger que l'auteur exerce ce recours en vertu de l'article 267 ne saurait être considéré comme contraire au Pacte, même si le ministère public a refusé d'intenter une action au titre de l'article 266 b), étant donné que les règles relatives aux poursuites au titre de l'article 267 ne sont pas identiques à celles que prévoit l'article 266 b).

4.8 Sur le fond, l'État partie fait valoir qu'il s'est entièrement acquitté de l'obligation d'assurer un recours utile en l'espèce, dans la mesure où les autorités danoises – à savoir le ministère public – ont examiné la plainte de l'auteur pour discrimination raciale d'une manière rapide, approfondie et efficace, en pleine conformité avec les dispositions du Pacte. Le paragraphe 3, alinéas *a* et *b*, de l'article 2 du Pacte ne rend pas obligatoire l'accès à la justice dans le cas où la victime a pu saisir une autorité administrative compétente. S'il en allait autrement, les tribunaux seraient submergés d'affaires soumises par des personnes invoquant une violation du Pacte et demandant aux tribunaux de statuer, même si l'autorité administrative compétente a déjà minutieusement examiné leurs allégations.

4.9 Il importe peu que la plainte pénale de l'auteur n'ait pas donné le résultat escompté, à savoir l'engagement de poursuites contre MM. Krarup, Messerschmidt et Camre, dans la mesure où les États parties n'ont pas l'obligation de poursuivre des personnes lorsque aucune violation des droits garantis par le Pacte n'a été relevée. À cet égard, il convient de souligner que la seule question soulevée par la présente affaire était de savoir s'il y avait des raisons de penser que les propos de MM. Krarup, Messerschmidt et Camre pouvaient tomber sous le coup de l'article 266 b) du Code pénal. L'appréciation qui incombait au ministère public était donc purement juridique. À cet égard, le 22 août 2007, les services de police de Copenhague ont interrogé l'un des intéressés, M. Messerschmidt, sur le contexte dans lequel s'inscrivaient les propos incriminés. Le fait que ces personnes aient fait ces déclarations dans les journaux n'a pas été contesté et il n'y avait aucun doute quant au contexte dans lequel les propos avaient été tenus. Il était également inutile d'interroger l'auteur, ses vues étant exposées de manière détaillée dans la plainte déposée auprès de la police, et d'autres mesures d'enquête n'étaient pas pertinentes en l'espèce.

4.10 Selon les travaux préparatoires de l'article 266 b) du Code pénal, il n'a jamais été dans l'intention du législateur d'imposer des limites étroites aux thèmes pouvant faire l'objet d'un débat politique ni de spécifier la manière dont ces thèmes devaient être débattus. Le droit à la liberté d'expression est particulièrement important pour un représentant du peuple. Les ingérences dans l'exercice de la liberté d'expression d'un député de l'opposition appellent un examen des plus minutieux. En l'espèce, l'État partie considère que les autorités nationales qui ont examiné la plainte de l'auteur se sont pleinement conformées aux prescriptions du paragraphe 3, alinéas *a* et *b*, de l'article 2 du Pacte.

4.11 En ce qui concerne la possibilité de faire appel de cette décision, rien, dans le Pacte, ne consacre le droit qu'auraient l'auteur ou son conseil de faire appel des décisions des autorités administratives auprès d'un organe administratif supérieur. Le Pacte ne régit pas non plus la question de savoir quand un particulier ou un groupe de pression devrait être en mesure de faire appel d'une décision auprès d'un organe administratif supérieur. Toute personne s'estimant victime d'une infraction pénale peut faire appel. Les autres personnes ne peuvent le faire que si elles ont un intérêt particulier dans l'issue de l'affaire autre que le

⁶ Communication n° 1487/2008, *Kasem Said Ahmad et Asmaa Abdol-Hamid c. Danemark*, 18 avril 2008.

fait d'obtenir que l'auteur de l'infraction présumée soit condamné. Dans le cas d'espèce, aucune circonstance ne permet de dire que l'auteur ou son représentant légal était habilité à faire appel. L'État partie conclut donc que la décision du Procureur général, qui était mûrement réfléchie et conforme aux règles danoises, ne peut être considérée comme contraire aux dispositions du Pacte.

4.12 L'État partie ajoute que les directeurs de la police sont tenus d'informer le Procureur général de toutes les affaires dans lesquelles une allégation de violation de l'article 266 b) n'a pas été retenue. Ce mécanisme de notification repose sur le principe selon lequel le Procureur général est habilité, dans le cadre de son pouvoir général de supervision, à réexaminer une affaire pour garantir l'application correcte et uniforme de l'article 266 b). À cet égard, l'État partie renvoie à l'affaire de la publication de l'article intitulé «Le visage de Mahomet» et des 12 dessins du prophète qui l'accompagnaient, dans laquelle le Procureur général a décidé, en raison de l'intérêt suscité par l'affaire dans l'opinion publique, d'examiner l'appel sans déterminer si les organismes et les personnes qui avaient contesté la décision du Procureur régional pouvaient être considérés comme habilités à faire appel⁷. Dans la présente affaire, toutefois, le Procureur général n'a trouvé aucune raison de ne pas tenir compte, à titre exceptionnel, du fait que ni l'auteur ni son conseil n'étaient habilités à faire appel de la décision.

4.13 À titre d'arguments visant à prouver le risque d'agression l'auteur renvoie simplement à une étude de 1999 d'où il ressortait que des personnes originaires de Turquie, du Liban et de Somalie vivant au Danemark étaient victimes d'agressions racistes dans la rue. Selon l'État partie, une telle étude ne peut être considérée comme une preuve suffisante que l'auteur, né au Danemark, a une raison sérieuse de craindre des attaques ou des agressions; l'auteur, de fait, n'a fait état d'aucune attaque – verbale ou physique – dont il aurait été victime en raison des propos de MM. Krarup, Messerschmidt et Camre.

4.14 L'État partie demande par conséquent au Comité de déclarer la communication irrecevable au motif que l'auteur n'a pas apporté d'élément attestant l'existence à première vue d'une violation du paragraphe 2 de l'article 20 du Pacte et n'a pas épuisé les recours internes. Au cas où le Comité déclarerait la communication recevable, il lui est demandé de conclure à l'absence de violation du Pacte.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Dans une lettre datée du 24 août 2009, l'auteur fait part de ses commentaires. Il fait remarquer que, dans la réponse de l'État partie, aucune référence n'est faite à l'article 27 du Pacte. Il estime par conséquent qu'il y a lieu de considérer que son droit de jouir paisiblement de sa culture, de sa religion et des symboles de celle-ci n'a pas été protégé. En vertu de l'article 27, les groupes minoritaires ont le droit d'avoir leur propre identité et ne devraient pas être obligés de «s'effacer» ou de se soumettre à une assimilation forcée. Ce droit devrait être absolu. En affirmant que les déclarations en cause ne relèvent pas du paragraphe 2 de l'article 20 du Pacte, l'État partie n'a pas traité la question de savoir si le fait d'imposer des limites aux déclarations relève de l'obligation positive qu'ont les États parties, en vertu de l'article 27 du Pacte, de protéger le droit des minorités à leur propre culture et aux symboles de celle-ci, ainsi que leur droit de professer et de pratiquer leur propre religion.

5.2 L'auteur conteste qu'une enquête approfondie ait été menée dans cette affaire. Il est très difficile de comprendre comment la police danoise a pu mener l'enquête à son terme sans interroger les trois personnes concernées (seul M. Messerschmidt a été interrogé par la police). Étant donné le caractère répété des propos dégradants et offensants tenus par des membres du parti politique de MM. Krarup, Messerschmidt et Camre, il aurait été opportun

⁷ Ibid.

d'examiner si les déclarations en cause constituaient une forme de propagande, ce qui est considéré comme une circonstance aggravante en vertu du paragraphe 2 de l'article 266 b). De l'avis de l'auteur, les propos incriminés ne sont pas couverts par l'immunité parlementaire et doivent être appréciés strictement au regard de la disposition précitée.

5.3 L'auteur se réfère aux travaux préparatoires relatifs à l'article 266 b) du Code pénal, ainsi qu'à l'affaire *Glistrup*⁸, pour affirmer que le législateur avait bien eu l'intention d'inclure les actes des hommes politiques ou les déclarations politiques dans le champ d'application de l'article 266 b). Une modification a été apportée au Code pénal en 1996 pour y ajouter le paragraphe 2 de l'article 266 b) qui vise à contrecarrer les activités de propagande. Cette modification a été apportée dans un contexte marqué par une tendance de plus en plus manifeste à l'intolérance, à la xénophobie et au racisme, au Danemark comme dans d'autres pays. La propagande, entendue comme la diffusion systématique de propos discriminatoires en vue d'influer sur l'opinion publique, a été considérée comme une circonstance aggravante, entraînant une peine d'emprisonnement plutôt qu'une simple amende. Le rapport explicatif contenait en outre une directive à l'intention du parquet, lui demandant de ne pas faire preuve d'autant de retenue que par le passé concernant l'engagement de poursuites lorsque les actes en cause relèvent de la propagande. Dans l'affaire *Glistrup*, la Cour suprême a établi que l'article 266 b) était applicable dans la mesure où le défendeur, qui était un homme politique, avait exposé un groupe de la population à la haine en raison de sa foi ou de son origine. La Cour a en outre souligné que la liberté d'expression devait être exercée dans le respect nécessaire des autres droits de l'homme, dont le droit à la protection contre une discrimination blessante et dégradante fondée sur les convictions religieuses.

5.4 En ce qui concerne l'évaluation juridique à laquelle le procureur aurait dû procéder, l'auteur fait valoir qu'un juste équilibre n'a pas été assuré entre tous les éléments qui entraient en ligne de compte. Les propos en cause n'ont pas été tenus dans le cadre d'un échange entre deux partis rivaux mais constituent une attaque unilatérale contre un groupe vulnérable qui n'avait pas la possibilité de se défendre. En ne menant pas d'enquête en dépit de l'existence d'une jurisprudence de la Cour suprême reconnaissant qu'il y avait des limites à la liberté d'expression des hommes politiques, le parquet a privé l'auteur – et le groupe minoritaire auquel il appartient – de la possibilité de soumettre l'affaire à un tribunal. L'auteur rappelle que le parquet danois a déjà pris à plusieurs reprises la décision de ne pas enquêter sur des plaintes concernant des déclarations faites par des hommes politiques et de ne pas poursuivre leurs auteurs, par exemple dans l'affaire *Gelle c. Danemark*, dans laquelle le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a conclu à une violation de l'article 6 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁹.

5.5 En ce qui concerne l'épuisement des recours internes, l'auteur réfute fermement l'argument de l'État partie selon lequel il aurait dû engager une procédure au titre des articles 267 et 275 (par. 1) pour propos insultants. L'article 266 fait référence à un intérêt public ou un intérêt général de la société et vise à assurer une protection à un groupe (dimension collective) alors que l'article 267 se rapporte au concept traditionnel d'atteinte à l'honneur ou à la réputation de la personne et a pour objet les actes ou les qualités morales d'une personne (dimension individuelle). Contrairement à ce que requiert l'article 267, il n'est pas nécessaire qu'une déclaration insultante ou dégradante soit fausse pour qu'elle tombe sous le coup de l'article 266.

⁸ Affaire *Glistrup*, arrêt de la Cour suprême danoise du 23 août 2000 (Danish Weekly Law Reports, UfR 2000. 2234).

⁹ Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, communication n° 34/2004, *Gelle c. Danemark*, opinion adoptée le 6 mars 2006, par. 6.5.

5.6 Dans l'affaire *Gelle c. Danemark*¹⁰, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a estimé qu'il serait déraisonnable de demander au requérant d'engager une procédure distincte en vertu des dispositions générales de l'article 267 après avoir invoqué sans succès l'article 266 b) du Code pénal pour des faits relevant directement de la lettre et de l'objet de cette disposition. En ce qui concerne la décision d'irrecevabilité rendue par le Comité des droits de l'homme dans l'affaire *Ahmad et Abdol-Hamid c. Danemark*¹¹, l'auteur note que, dans cette affaire, les faits étaient différents de ceux de la présente cause étant donné que la communication concernait deux procédures, l'une au titre de l'article 266 b) (pour le deuxième requérant), l'autre au titre de l'article 267 (pour le premier requérant). Comme la communication a été présentée conjointement et que l'une des deux procédures était encore en instance au moment de l'examen de la communication, le Comité a déclaré celle-ci irrecevable dans son ensemble. L'État partie ne peut donc pas exciper de cet exemple pour demander que la présente communication soit déclarée irrecevable.

5.7 L'auteur affirme qu'il devrait être considéré comme une victime des propos en cause dans la mesure où il a été visé en tant que membre d'un groupe minoritaire, distingué par son symbole culturel et religieux. Il a été exposé aux effets de la diffusion d'idées encourageant la haine culturelle et religieuse sans bénéficier d'une protection adéquate.

5.8 L'auteur évoque l'équilibre qui doit être assuré entre la liberté d'expression dont jouissent les personnes publiques, notamment les hommes politiques et les agents de l'État et l'obligation qu'a l'État de restreindre cette liberté lorsqu'elle va à l'encontre d'autres droits fondamentaux. En ce qui concerne l'affirmation de l'État partie selon laquelle les données statistiques relatives à la violence à l'égard des musulmans datent de 1999, l'auteur répond que c'est précisément parce que le Conseil danois pour l'égalité ethnique a été supprimé en 2002 qu'aucune donnée actualisée ne peut être fournie. La validité actuelle de ces données est cependant confirmée en partie par un rapport récent (mai 2009)¹² de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui indique que, dans l'État partie, certains groupes présentent un taux élevé de victimisation mais un faible taux de signalement à la police.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.3 Le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel, étant donné que l'auteur n'a pas engagé de procédure pour propos insultants, lesquels englobent les déclarations racistes (art. 267 et 275 1) du Code pénal), il n'a pas épuisé les recours internes. Il relève que: a) d'après l'auteur, l'article 266 b) d'une part (voir note de bas de page 2) et les articles 267 et 268 d'autre part (voir note de bas de page 6) ne visent pas à protéger les mêmes intérêts (puisque'ils couvrent, respectivement les intérêts collectifs et les intérêts privés); b) l'article 266 b) porte sur les déclarations racistes qui appellent obligatoirement des poursuites de la part de l'État partie (intérêt collectif) tandis que

¹⁰ Ibid., par. 6.2.

¹¹ Communication n° 1487/2008, op. cit.

¹² EU-MIDIS 02, Données en bref: Les musulmans.

l'article 267 a trait à la diffamation personnelle (action civile) et s'adresse donc aux particuliers; et c) il n'est pas nécessaire que des propos insultants ou dégradants relevant de l'article 266 soient faux pour tomber sous le coup de cette disposition. Le Comité prend note de l'argument de l'auteur qui affirme que le fait d'engager une procédure de citation directe ne constitue pas, par définition, un recours dont on peut se prévaloir pour obtenir l'exécution par l'État partie de ses obligations internationales. Le Comité considère que l'on ne peut raisonnablement attendre de l'auteur qu'il engage une procédure distincte au titre de l'article 267 après avoir invoqué sans succès l'article 266 b) du Code pénal à propos de circonstances relevant directement de la lettre et de l'objet de cette disposition. En conséquence, le Comité conclut que les recours internes ont été épuisés conformément au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif¹³.

6.4 En ce qui concerne les griefs tirés du paragraphe 2 de l'article 20 et de l'article 27 du Pacte, le Comité note qu'aucun individu ne peut, dans l'abstrait et par voie d'*actio popularis*, contester une loi ou une pratique qui, d'après lui, est contraire au Pacte. Toute personne se disant victime d'une violation d'un droit protégé par le Pacte doit démontrer soit qu'un acte ou une omission de l'État partie a déjà eu un effet néfaste sur l'exercice de ce droit, soit qu'un tel effet est imminent, par exemple en se fondant sur la législation en vigueur ou sur une décision ou une pratique judiciaire ou administrative. Dans sa décision concernant l'affaire *Toonen c. Australie*, le Comité a considéré que l'auteur avait avancé suffisamment d'arguments pour démontrer que le maintien de dispositions – qui risquaient à tout moment d'être appliquées ou influaient en permanence sur les pratiques administratives – lui avait été et continuait de lui être préjudiciable. Dans la présente affaire, sans préjudice des obligations incombant à l'État partie en vertu du paragraphe 2 de l'article 20 pour ce qui est des propos de MM. Krarup, Messerschmidt et Camre, le Comité considère que l'auteur n'a pas démontré que lesdits propos avaient eu des effets concrets sur lui ou que les effets concrets de ces propos étaient imminents et lui seraient préjudiciables¹⁴. Le Comité considère par conséquent que l'auteur n'a pas établi qu'il avait la qualité de victime aux fins du Pacte. Cette partie de la communication est donc irrecevable en vertu de l'article premier du Protocole facultatif.

6.5 Le Comité fait observer que l'article 2 ne peut être invoqué par des particuliers que conjointement avec d'autres dispositions du Pacte. Il ne peut être raisonnablement demandé à un État partie, en vertu du paragraphe 3 b) de l'article 2, de faire en sorte que des procédures de ce type soient disponibles pour des plaintes qui ne sont pas suffisamment fondées et dont les auteurs n'ont pas été en mesure de démontrer qu'ils étaient directement victimes des violations en cause¹⁵. Comme l'auteur n'a pas établi sa qualité de victime au regard du paragraphe 2 de l'article 20 et de l'article 27 du Pacte aux fins de la recevabilité, son allégation de violation de l'article 2 du Pacte est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif, faute d'être suffisamment étayée.

7. En conséquence, le Comité décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu des articles 1 et 2 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'auteur de la communication et, pour information, à l'État partie.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

¹³ Communication n° 1868/2009, *Andersen c. Danemark*, décision d'irrecevabilité du 26 juillet 2010, par. 6.3.

¹⁴ Ibid., par. 6.4.

¹⁵ Ibid., par. 6.5.

Appendice

Opinion individuelle (concordante) de M. Yuval Shany, M. Fabián Omar Salvioli et M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia

1. Nous sommes d'avis que la communication de l'auteur est irrecevable, mais nous craignons que le libellé utilisé par le Comité ne donne à penser que celui-ci limite plus qu'il n'est nécessaire le droit de présenter des communications. Aux termes du Protocole facultatif, seules peuvent présenter des communications les personnes qui prétendent être victimes d'une violation d'un droit protégé par le Pacte et le Protocole ne reconnaît l'*actio popularis* (action collective). Or, dans les cas où un acte ou une omission de la part d'un État partie a des conséquences néfastes pour un groupe d'individus, tous les membres de ce groupe qui peuvent démontrer que cet acte ou cette omission a déjà porté atteinte à l'exercice de leur droit reconnu par le Pacte ou qu'une telle atteinte est imminente, peuvent être considérés comme des victimes et avoir qualité pour agir. Dans l'affaire *Toonen c. Australie*, le Comité a été d'avis que, bien que la loi incriminant les comportements homosexuels privés ait un caractère général et influe en permanence sur les pratiques administratives et l'opinion publique en Tasmanie, l'auteur avait démontré que le maintien de cette loi et les attitudes sociales discriminatoires qu'elle encourageait lui avaient effectivement été et continuaient de lui être préjudiciables à titre personnel¹.

2. En l'espèce, l'auteur n'a pas établi que la décision de l'État partie de ne pas engager de poursuites pénales à la suite des propos tenus par M. Krarup, M. Messerschmidt et M. Camre lui avait effectivement porté préjudice, ou que les conséquences spécifiques de ladite décision étaient imminentes et l'affecteraient personnellement. Le fait que l'auteur appartienne à la minorité musulmane au Danemark et que les propos en question visaient ce groupe minoritaire ne permet pas de conclure que l'État partie, à première vue, n'a pas protégé l'auteur de manière adéquate et que ce manquement avait effectivement porté atteinte à l'exercice des droits que l'auteur tient du Pacte.

3. En conséquence, nous estimons que le motif d'irrecevabilité à retenir devrait être le fait que l'auteur n'a pas suffisamment étayé l'allégation de violation des droits qui lui sont reconnus au paragraphe 2 de l'article 20 et à l'article 27 du Pacte, et non le fait qu'il n'a pas la qualité de victime en raison du caractère collectif du préjudice qui lui aurait été infligé par des actes ou omissions de l'État partie.

[Fait en anglais, en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

¹ Communication n° 488/1992, *Toonen c. Australie*, constatations adoptées le 31 mars 1994, par. 8.2.

**D. Communication n° 1894/2009, G. J. c. Lituanie
(Décision adoptée le 25 mars 2014, 110^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	G. J. (non représenté par un conseil)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur
<i>État partie:</i>	Lituanie
<i>Date de la communication:</i>	26 novembre 2007 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Traitement inhumain; légalité de la détention; droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et de communiquer avec un conseil; droit d'interroger ou de faire interroger des témoins; droit de ne pas témoigner contre soi-même
<i>Questions de procédure:</i>	Incompatibilité avec les dispositions du Pacte; bien-fondé des griefs; épuisement des recours internes
<i>Questions de fond:</i>	Traitement inhumain; détention illégale; <i>habeas corpus</i> ; garanties d'un procès équitable
<i>Articles du Pacte:</i>	7, 9 (par. 1 et 4), 10 (par. 1) et 14 (par. 3 b), d), e) et g))
<i>Articles du Protocole facultatif:</i>	2 et 3
<i>Le Comité des droits de l'homme</i> , institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,	
<i>Réuni le 25 mars 2014,</i>	
<i>Adopte ce qui suit:</i>	

Décision concernant la recevabilité

1. L'auteur est G. J., un ressortissant lituanien né en 1950. Il se dit victime de violations par la Lituanie des droits qu'il tient de l'article 7, des paragraphes 1 et 4 de l'article 9, du paragraphe 1 de l'article 10 et du paragraphe 3 b), d), e) et g) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il n'est pas représenté par un conseil. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour la Lituanie le 20 février 1992.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 Le 18 mai 2005, l'auteur a été arrêté en relation avec des faits d'extorsion et le meurtre d'un certain M. G. S. en 1993, commis dans le cadre d'un groupe organisé, en vertu de l'article 24, paragraphe 4, de l'article 25, paragraphe 3, de l'article 129, paragraphe 2, alinéa 9, et de l'article 181, paragraphe 3, du Code pénal lituanien.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M^{me} Christine Chanet, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabián Omar Salvioli, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M^{me} Margo Waterval et M. Andrei Paul Zlatescu.

2.2 Le 19 mai 2005, le tribunal du deuxième district de Vilnius l'a placé en détention pour trois mois. L'auteur a indiqué au tribunal qu'en mars 2003, une hépatite C incurable avait été diagnostiquée chez lui et que, depuis janvier 2005, il participait à un essai clinique concernant un nouveau médicament pour cette maladie, censé prendre fin en décembre 2005.

2.3 Le 27 mai 2005, l'avocat de l'auteur a fait appel de la décision du tribunal de district devant le tribunal régional de Vilnius. L'appel a été rejeté le 3 juin 2005, notamment parce que l'hôpital pénitentiaire avait assuré que le traitement de l'auteur pourrait se poursuivre en détention.

2.4 Le 13 juin 2005, l'auteur a demandé au Bureau du Procureur de le placer en résidence surveillée afin qu'il puisse poursuivre son traitement. Sa demande a été rejetée le 1^{er} juillet 2005 par le procureur (nom fourni) du Département des enquêtes sur le crime organisé et la corruption (ci-après «le procureur»). À une date non précisée, l'auteur a formé un recours contre cette décision mais il a été de nouveau débouté le 20 juillet 2005. Le 31 juillet 2005, il a fait appel des deux décisions devant un juge d'instruction du tribunal du deuxième district de Vilnius. Ces appels ont été rejetés les 2 et 8 août 2005. L'auteur s'est pourvu contre les décisions du juge d'instruction devant le Président du tribunal du deuxième district de Vilnius. Le 22 août 2005, il a été débouté pour des motifs de procédure.

2.5 Le 18 juillet 2005, l'avocat de l'auteur a demandé au procureur un assouplissement des conditions de détention de son client, en faisant valoir que la vie de l'auteur serait menacée si celui-ci cessait de prendre le médicament expérimental. Le procureur a refusé de faire droit à cette demande le 29 juillet 2005. L'auteur précise que sa demande était fondée sur le paragraphe 3 de l'article 8 de la loi sur la détention provisoire, qui interdit de pratiquer toute expérimentation scientifique ou médicale sur un détenu, même avec son consentement. Le procureur a néanmoins affirmé que cette disposition ne s'appliquait pas lorsque de tels essais étaient menés à l'initiative du détenu.

2.6 Le 1^{er} août 2005, l'auteur a été accusé de plusieurs infractions plus ou moins graves.

2.7 Le 3 août 2005, son avocat s'est pourvu contre la décision du procureur en date du 29 juillet 2005 devant le tribunal du deuxième district de Vilnius pour demander un assouplissement de la mesure de contrainte. Ce recours a été rejeté le 8 août 2005.

2.8 Le 16 août 2005, le tribunal du deuxième district de Vilnius a prolongé de trois mois la détention de l'auteur. Le même jour, l'avocat de l'auteur s'est de nouveau pourvu contre la décision du procureur du 29 juillet 2005 et a fait appel de la décision du tribunal du deuxième district de Vilnius en date du 8 août 2005. Le 22 août 2005, le Président par intérim du tribunal du deuxième district de Vilnius a rejeté le recours, en indiquant notamment que la décision du juge était définitive et non susceptible d'appel.

2.9 Le 29 juillet 2005, la femme de l'auteur a écrit au Ministère de la santé à propos de la participation de son mari au programme de traitement médicamenteux expérimental dans le cadre de sa détention. Le Ministère de la santé a chargé le comité de bioéthique d'examiner sa réclamation.

2.10 L'auteur a cessé de recevoir le traitement expérimental le 16 août 2005.

2.11 En août 2005, après que le traitement eut pris fin, la femme de l'auteur a saisi différentes autorités pour demander que son mari reçoive le traitement nécessaire. Le 2 septembre 2005, le Ministère de la santé a répondu qu'il avait été mis fin à la participation de l'auteur à l'essai clinique parce que celle-ci était contraire à l'article 8 de la loi sur la détention provisoire et au paragraphe 2 de l'article 5 de la loi d'éthique pour la recherche biomédicale. Le Ministère a indiqué que la détention provisoire constituait un obstacle dirimant à la poursuite des essais cliniques et que l'auteur se verrait prescrire un traitement «standard». La Commission parlementaire de la santé a fait savoir, le 11 octobre

2005, qu'elle n'était pas habilitée à se prononcer sur la participation de telle ou telle personne à des recherches biochimiques.

2.12 Lorsque la participation de son client à l'expérimentation a été suspendue, l'avocat de l'auteur a saisi le tribunal du premier district de Vilnius pour demander que l'administration de l'hôpital universitaire Santariskiu de Vilnius réintègre l'auteur dans le programme d'essais cliniques et que des mesures conservatoires soient prises, sous la forme de la poursuite du traitement expérimental, dans l'attente d'une décision sur le fond de l'affaire. Le 18 août 2005, le tribunal de district a considéré que la demande ne remplissait pas les conditions de l'article 111 du Code de procédure civile et a ordonné qu'elle soit rectifiée au plus tard le 7 septembre 2005.

2.13 Le 30 août 2005, l'auteur s'est pourvu contre la décision du tribunal de district du 18 août 2005 et a prié le Président du tribunal du premier district de Vilnius de ne pas mettre fin au traitement expérimental, car il serait trop tard, le 7 septembre 2005, pour reprendre le traitement. Ce recours n'a pas été examiné, l'auteur ayant été libéré le 9 septembre 2005.

2.14 Le 9 septembre 2005, le tribunal régional de Vilnius a ordonné la libération sous caution de l'auteur après lui avoir fait signer un document dans lequel il s'engageait à ne pas quitter le pays. L'auteur fait observer que les circonstances de fait n'avaient pas changé depuis son arrestation, si ce n'est que sa santé s'était considérablement détériorée durant sa détention. Le jour même, il a été hospitalisé à l'hôpital régional de Klaipeda.

2.15 Les 3 et 10 janvier 2006, l'auteur a demandé au Bureau du Procureur de prendre des mesures disciplinaires contre le procureur évoqué plus haut¹. Sa demande a été transmise à un juge d'instruction du tribunal du deuxième district de Vilnius qui, le 30 janvier 2006, a conclu que la mise en détention de l'auteur avait été décidée par un tribunal, que toutes les occasions avaient été offertes à l'auteur d'être traité par les médicaments expérimentaux durant sa détention et qu'il avait été mis fin au traitement non pas par le juge d'instruction ou par un procureur, mais à la demande de l'auteur et de sa femme.

2.16 Le 3 juin 2005, l'auteur a été admis à l'hôpital pénitentiaire en raison d'un risque de crise cardiaque. Il a perdu connaissance alors qu'un fonctionnaire de police tentait de l'interroger. Le 6 juin 2005, il s'est plaint auprès du Procureur général du fait que des actes d'instruction avaient été accomplis pendant son hospitalisation, en l'absence de son avocat. Le 20 juillet 2005, le procureur a estimé que sa plainte n'était pas fondée.

2.17 L'auteur et sa femme ont alors tenté de faire valoir le caractère illicite des actes d'instruction auprès du Président de la Ligue des droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme du Parlement et de l'Institut lituanien pour la surveillance du respect des droits de l'homme, mais leurs démarches n'ont pas abouti.

2.18 Le 28 février 2006, l'auteur a saisi le Bureau du Procureur, en reprenant les demandes qu'il avait présentées les 6 et 13 juin 2005. Le 26 mai 2006, le même procureur a mis en garde l'auteur et sa femme, en appelant leur attention sur le fait qu'au cours de l'instruction, ils avaient saisi diverses institutions de plus d'une centaine de demandes à caractère répétitif. D'après le procureur, ils avaient, en agissant ainsi, commis un abus du droit de se pourvoir contre des actes et des décisions de procédure, ce qui constituait une entrave à l'instruction.

2.19 Le 1^{er} septembre 2006, le Procureur général adjoint a avisé l'auteur que son avocat et lui avaient présenté plus de 150 réclamations au cours de l'instruction. Il a souligné que ces demandes et réclamations, par leur nombre exorbitant, avaient nui à l'efficacité et à la

¹ Voir par. 2.4 *supra*.

rigueur de l'instruction de l'affaire, en violation du principe de rapidité de la justice selon le Code de procédure pénale.

2.20 Le 15 septembre 2006, l'auteur a saisi le tribunal du deuxième district de Vilnius pour se plaindre des mesures illicites prises par le procureur en question, notamment de celles ayant abouti à la détérioration de son état de santé et à l'interruption du traitement expérimental. Le 27 septembre 2006, un juge d'instruction a déclaré la demande mal fondée. À une date non précisée, l'auteur s'est pourvu contre cette décision auprès du Président du tribunal du deuxième district de Vilnius, mais sans succès. Les demandes analogues qu'il a présentées ultérieurement ont été rejetées.

2.21 L'auteur insiste en outre longuement sur les recommandations formulées le 5 juillet 2007 par le Groupe d'experts médicaux du Centre d'hépatologie, de gastroentérologie et de diététique de l'hôpital universitaire Santariskiu de Vilnius, qui mettaient en avant les effets positifs du traitement par le médicament expérimental.

2.22 Le 18 mars 2008, alors qu'il était se trouvait à l'hôpital de Klaipeda et que son médecin avait interdit tout acte d'instruction à son égard, l'auteur s'est vu notifier sa qualité de suspect et a été interrogé dans l'établissement.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur allègue une violation des droits qu'il tient de l'article 7 et du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et affirme que l'interruption de sa participation à l'essai clinique a compromis son état de santé. Le fait d'avoir été interrogé alors qu'il était hospitalisé et en état de vulnérabilité a constitué une violation des droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte.

3.2 L'auteur se dit victime d'une violation des paragraphes 1 et 4 de l'article 9 du Pacte et affirme qu'alors que sa participation à l'expérimentation clinique était indispensable, il a été illégalement placé en détention le 19 mai 2005 et que les autorités ont refusé d'assouplir la mesure de contrainte le concernant.

3.3 L'auteur allègue aussi une violation des droits que lui garantissent l'article 10 et les alinéas *d* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte et déclare qu'il a été interrogé alors qu'il était hospitalisé, en état de vulnérabilité et en l'absence de son avocat, et qu'il a été ainsi forcé de témoigner contre lui-même. À ce dernier égard, l'auteur affirme aussi qu'il lui a été proposé à plusieurs reprises de s'avouer coupable, en contrepartie de quoi il serait libéré et pourrait ainsi poursuivre son traitement.

3.4 L'auteur fait également valoir que les droits qu'il tient des alinéas *b* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte ont été violés et indique que le 18 mars 2008, alors qu'il était hospitalisé et que son médecin avait interdit de le soumettre à tout acte d'instruction, son statut de suspect lui a été officiellement notifié et il a été interrogé par des enquêteurs.

3.5 Le 15 mars 2010, l'auteur a allégué d'autres violations de ses droits au titre des alinéas *b* et *e* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, en soulignant qu'il n'avait pas disposé de suffisamment de temps pour préparer sa défense en raison de l'impossibilité de prendre connaissance du dossier d'instruction et de le compléter, qu'il n'avait pas pu communiquer librement avec son avocat lorsqu'il était en détention et que sa détention avait ensuite été remplacée par l'interdiction de quitter la ville de Palanga. Le 11 septembre 2010, en se fondant sur l'alinéa *e* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, l'auteur a ajouté que la possibilité d'interroger ou de faire interroger certains témoins lui avait été refusée.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Le 13 novembre 2009, l'État partie a contesté la recevabilité de la communication. Il fait observer que le 1^{er} décembre 2004, avant sa mise en détention en 2005, l'auteur a, de

son propre chef, décidé de participer à l'essai clinique, et qu'il a décidé de l'interrompre le 16 août 2005 en prétextant qu'en tant que détenu, il ne pouvait poursuivre sa participation. Entre le 19 mai et le 16 août 2005, les autorités ont assuré sa participation à l'expérimentation en le conduisant trois fois par semaine dans l'établissement de santé qui menait les recherches.

4.2 L'engagement des recherches expérimentales avait pour but de confirmer l'efficacité et l'innocuité d'un certain médicament pour les personnes souffrant d'hépatite C à évolution lente.

4.3 Le 1^{er} décembre 2004, le Centre d'hépatologie, de gastroentérologie et de diététique de l'hôpital universitaire de Vilnius (ci-après «le Centre») a invité l'auteur à participer aux recherches précitées, ce que celui-ci a accepté. À ce propos, l'État partie fait observer que le contrôle de l'efficacité du médicament était assuré par l'administration d'une substance dépourvue de principe actif (un placebo) à plusieurs participants. Ni le patient ni le médecin traitant ne savaient si c'était le médicament ou le placebo qui était injecté. En vertu de l'accord qu'il avait conclu avec le Centre, l'auteur pouvait mettre fin à tout moment à sa participation.

4.4 Le 19 mai 2005, le tribunal du deuxième district de Vilnius a placé l'auteur en détention pour trois mois. Cependant, la participation de l'auteur à l'expérimentation était assurée durant sa détention. Le 18 juillet 2005, l'un des avocats de l'auteur a demandé au procureur d'assouplir la mesure de contrainte, en invoquant l'article 8 de la loi sur la détention provisoire, qui interdit de faire participer des détenus à des expérimentations scientifiques ou médicales. Le 29 juillet 2005, le procureur a expliqué que c'était là une interprétation injustifiée de l'article 8 de la loi puisque l'auteur avait entrepris l'essai avant son placement en détention et que les autorités se contentaient de permettre la poursuite de sa participation durant sa détention.

4.5 L'État partie ajoute que la femme de l'auteur est intervenue auprès de diverses institutions publiques à propos de la participation de son mari aux recherches durant sa détention. En outre, le 1^{er} août 2005, elle a publié une lettre ouverte au Ministre de la santé dans le plus grand quotidien national, «*Lietuvos Rytas*». Dans ces circonstances, l'organisateur des recherches a décidé, le 11 août 2005, d'en exclure l'auteur. Selon l'État partie, l'auteur s'est servi de sa participation à l'expérimentation pour obtenir l'assouplissement de la mesure de contrainte qui lui était imposée. De plus, les allégations selon lesquelles l'interruption de sa participation aux recherches avait eu des conséquences fatales pour sa santé étaient dépourvues de fondement.

4.6 C'est pourquoi l'État partie considère que les griefs de l'auteur ne relèvent pas des articles 7 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'article 7 du Pacte garantit à chacun le droit de ne pas être soumis à une expérience médicale ou scientifique sans son libre consentement, mais non une protection contre l'interruption d'expériences médicales ou scientifiques. En conséquence, cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif.

4.7 À titre subsidiaire, l'État partie considère que l'auteur n'a pas étayé ses allégations et n'a pas prouvé avoir subi un préjudice ou des souffrances tels qu'ils constituent une violation des articles précités du Pacte. En conséquence, les griefs tirés par l'auteur des articles 7 et 10 du Pacte ne sont pas étayés et sont donc irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

4.8 L'État partie ajoute qu'en tout état de cause, l'auteur n'a pas épuisé les recours internes disponibles comme l'exige le paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif. En particulier, le droit de tout patient de recevoir un traitement approprié est prévu à l'article 3 de la loi sur les droits des patients et sur la réparation des atteintes à leur santé. L'État partie souligne donc que l'auteur, pour défendre son droit, prétendument violé, à un traitement médical approprié, aurait pu saisir les autorités nationales, notamment le Service

public d'inspection et de contrôle des soins médicaux, ainsi que les tribunaux, et engager une action judiciaire contre l'hôpital universitaire de Vilnius, lequel aurait pu aussi être tenu de réparer un préjudice éventuel.

4.9 L'État partie note que le 16 août 2005, un tribunal a été saisi d'une demande aux fins de mesures conservatoires, à savoir la reprise des injections du médicament expérimental. Le 18 août 2005, compte tenu des nombreux vices de procédure entachant la requête, le tribunal a fixé un nouveau délai pour la présentation de celle-ci. Cela n'interdisait pas de présenter la requête avant l'expiration du délai. Sans tenir compte des vices de procédure signalés qui empêchaient l'examen de la requête, l'auteur a, le 30 août 2005, soumis la requête au Président du tribunal du premier district de Vilnius en demandant le dessaisissement du juge qui avait rendu la décision du 18 août 2005. Cette demande a été rejetée le 1^{er} septembre 2005 comme étant manifestement mal fondée. Le 8 septembre 2005, aucun recours exempt de vice de procédure n'ayant été présenté, le tribunal du premier district de Vilnius a décidé de ne pas examiner la requête aux fins de mesures conservatoires.

4.10 L'État partie relève en outre que l'auteur allègue une violation des droits qu'il tient de l'article 10 du Pacte en affirmant que la police est venue l'interroger alors qu'il se trouvait à l'hôpital pénitentiaire. Étant donné que l'auteur n'a pas précisé la date à laquelle il a reçu la visite de la police, l'État partie suppose qu'il fait référence à la visite d'un enquêteur, le 6 juin 2005, dont il est fait état dans la procédure interne. Il note que l'auteur a été hospitalisé du 3 au 13 juin 2005 et souligne que l'affirmation de celui-ci selon laquelle il était «sur le point d'avoir une crise cardiaque» est inexacte. À l'époque, l'état de santé de l'auteur était satisfaisant et son hospitalisation avait été décidée à l'avance, et non en urgence. Le dossier médical de l'auteur ne mentionne aucune visite spéciale ou exceptionnelle d'un médecin qui aurait été due à une aggravation de l'état de santé ou à une perte de connaissance de l'auteur le 6 juin 2005. En outre, l'examen médical du 7 juin 2005 a montré que le rythme cardiaque de l'auteur était normal et qu'il n'y avait aucune atteinte coronarienne. En conséquence, les griefs de l'auteur tirés de l'article 10 selon lesquels la visite du policier enquêteur, le 6 juin 2005, aurait été préjudiciable à sa santé ne sont pas étayés et sont donc irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif. L'État partie fait valoir qu'en tout état de cause, l'auteur n'a pas épuisé les recours internes à cet égard.

4.11 S'agissant des griefs de l'auteur tirés des paragraphes 1 et 4 de l'article 9 du Pacte, l'État partie fait observer qu'au moment de la présentation de ses observations, l'instruction était achevée et l'affaire pénale était en cours d'examen devant le tribunal de première instance. Cette affaire comporte 105 dossiers, et 13 suspects, dont l'auteur, sont accusés de différentes infractions.

4.12 L'État partie ajoute que, le 19 mai 2005, le tribunal du deuxième district de Vilnius, appelé à se prononcer sur la détention provisoire de l'auteur, est parvenu aux conclusions suivantes: le dossier pénal contenait suffisamment d'éléments à charge pour supposer que le suspect avait bel et bien commis les faits qui lui étaient reprochés; de plus, l'auteur était soupçonné d'avoir commis des infractions graves et encourait une peine d'emprisonnement, risque qui pouvait l'inciter à tenter de s'enfuir. Il a aussi été noté que l'enquête n'était pas terminée et que tous les suspects n'avaient pas été arrêtés, ce qui faisait craindre que l'auteur ne tente d'influencer des tiers (par exemple des témoins, des experts, d'autres suspects, etc.), de se cacher ou de falsifier des preuves importantes. Le tribunal a conclu à un risque que l'auteur n'entrave la procédure. L'État partie souligne que le tribunal a tenu compte de l'état de santé de l'auteur et a estimé que rien ne permettait de penser qu'il ne recevrait pas des soins médicaux appropriés pendant sa détention.

4.13 L'État partie note que le 16 août 2005, le tribunal du deuxième district de Vilnius a approuvé la demande du procureur tendant à une prolongation de trois mois de la détention de l'auteur. Le 9 septembre 2005, le tribunal régional de Vilnius, statuant en appel, a infirmé la décision de la juridiction inférieure, et l'auteur a été libéré le jour même.

4.14 Se référant à la jurisprudence du Comité des droits de l'homme, l'État partie fait observer que, lorsque les griefs sont par essence liés à l'appréciation de faits, d'éléments de preuve et de questions de droit interne par les juridictions internes, il appartient généralement aux juridictions de l'État partie concerné, et non au Comité, d'apprécier les faits dans un cas d'espèce et d'interpréter la législation interne, sous réserve que leur appréciation des faits et leur interprétation de la loi ne soient pas manifestement arbitraires ou ne constituent pas un déni de justice. Dans la présente affaire, les questions liées au caractère «suffisant» des éléments de preuve, à l'existence de motifs justifiant le placement en détention provisoire, ainsi qu'aux circonstances à prendre en considération pour décider du type particulier de mesure provisoire à appliquer, ont été examinées. En conséquence, les griefs de l'auteur tirés des paragraphes 1 et 4 de l'article 9 du Pacte ne sont pas étayés et sont irrecevables.

4.15 S'agissant des griefs de l'auteur tirés des alinéas *b*, *d* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14, l'État partie relève que ces dispositions du Pacte énoncent une série de garanties minimales en faveur des personnes accusées d'infractions pénales. Il fait observer que trois avocats ont assisté l'auteur dans les procédures internes. Les différents organes publics, y compris le procureur et le juge d'instruction, ont été submergés par les requêtes répétées de l'auteur. Le 26 mai 2006, le procureur a ainsi rappelé à l'auteur, en réponse à sa requête du 22 mai 2006, que ses demandes avaient déjà été examinées et en partie satisfaites. Le procureur a appelé l'attention de l'auteur sur le fait qu'il avait déjà soumis plus d'une centaine de réclamations et que celles-ci, par leur nombre et leur caractère répétitif, constituaient un abus du droit de saisir la justice. Le 1^{er} septembre 2006, le Procureur général adjoint a lui aussi fait remarquer à l'auteur et à ses avocats qu'ils avaient déjà soumis plus de 150 plaintes qui avaient été examinées et auxquelles il avait été fait droit dans certains cas.

4.16 S'agissant de la visite du fonctionnaire de police le 6 juin 2005, l'État partie reprend sa version des faits concernant la nature de l'admission de l'auteur à l'hôpital pénitentiaire et son traitement ultérieur. Il relève en outre que l'auteur s'était plaint de cette visite auprès du Procureur général le 6 juin 2005. Le 13 juin 2005, ses griefs ont été transmis, pour examen, au procureur chargé de l'affaire.

4.17 L'État partie souligne que, selon le procès-verbal officiel établi par le fonctionnaire de police, la visite du 6 juin 2005 a eu lieu à l'initiative de l'auteur et d'un avocat. Ceux-ci avaient notamment exprimé le souhait d'une rencontre afin de donner des renseignements à titre officieux concernant d'autres membres du groupe criminel organisé. Lorsqu'il est arrivé, le policier a constaté que le conseil de l'auteur n'était pas présent et que l'auteur ne souhaitait pas s'exprimer, et a donc quitté les lieux. À ce propos, l'État partie affirme que le fait que l'initiative de prendre contact avec le policier ait été prise par l'avocat de l'auteur pourrait être confirmé par ce qui est relaté dans le dossier médical de l'auteur de la rencontre «privée» qui a eu lieu le 7 juin 2005. Selon ce dossier, le 7 juin 2005 à 13 heures, un médecin a été appelé dans le service car l'auteur s'était plaint d'une douleur dans la poitrine. L'auteur a expliqué qu'il avait travaillé avec son avocat et l'enquêteur mais s'était senti fatigué. Le 8 juin 2005, il est indiqué dans le dossier médical que l'auteur se sentait bien et ne se plaignait d'aucun trouble. Les résultats des examens médicaux qui ont ensuite été pratiqués n'ont révélé aucune atteinte coronarienne ni aucun autre problème de santé connexe. L'État partie souligne que l'auteur n'a jamais été interrogé dans le cadre de l'instruction durant son hospitalisation du 3 au 13 juin 2005.

4.18 Enfin, l'État partie réfute catégoriquement toutes les allégations de l'auteur concernant le fait qu'on a tenté de le forcer à s'avouer coupable. Il fait observer en particulier que l'auteur n'a jamais reconnu aucune des accusations portées contre lui et qu'il persiste dans ses dénégations.

4.19 L'État partie conclut que, dès lors que la visite du policier ne constituait pas un interrogatoire et qu'elle n'a entraîné aucune conséquence juridique pour l'auteur, les griefs de celui-ci à cet égard ne relèvent pas des alinéas *d* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, et que cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif. À titre subsidiaire, il soutient qu'elle n'est pas étayée et qu'elle est donc irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif. Cette partie de la communication est également irrecevable en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif. En effet, l'auteur avait notamment saisi le Bureau du Procureur général d'une réclamation à propos des circonstances dans lesquelles il aurait été interrogé le 6 juin 2005, laquelle réclamation avait été rejetée, mais il n'a jamais formé de recours judiciaire contre cette décision, comme l'y autorisait l'article 63 du Code de procédure pénale.

4.20 Pour ce qui est de la notification officielle à l'auteur de son statut de suspect le 18 mars 2008, l'État partie explique que le 5 mars 2008, l'auteur et ses trois avocats ont été informés que l'auteur était convoqué à un interrogatoire le 13 mars 2008. À la demande de l'auteur, la date de l'interrogatoire a été reportée au 14 mars 2008. Toutefois, l'auteur ne s'est pas présenté à l'heure fixée; en fait, il est apparu qu'il était traité dans l'unité d'urologie de l'hôpital de Klaipeda depuis le 13 mars 2008 et qu'il avait subi une opération. Le 15 mars 2008, le chef de l'unité d'urologie de l'hôpital de Klaipeda a été interrogé par la police et a expliqué que l'auteur souffrait d'une sténose urétrale. Le médecin a cependant confirmé que l'opération ne présentait aucun caractère d'urgence.

4.21 Le médecin qui traitait l'auteur à l'époque a précisé à la police que l'état de celui-ci était satisfaisant, qu'il pouvait lire et écrire, et qu'il était conscient et lucide. Il ne s'est pas opposé à ce que l'auteur reçoive notification de son statut de suspect à l'hôpital, le 18 mars 2008.

4.22 Le 15 mars 2008, les avocats de l'auteur ont été informés que puisque celui-ci ne pouvait se rendre à Vilnius en raison de son état de santé, il se verrait notifier son statut de suspect le 18 mars 2008 à 10 heures à l'hôpital. Cette notification a effectivement eu lieu le 18 mars 2008, en présence de l'avocat de l'auteur. À cette occasion, il a été établi un procès-verbal concernant le refus de l'auteur de répondre aux questions sous prétexte que son état de santé ne lui permettait pas de témoigner car il ne comprenait pas les charges portées contre lui; dans le même temps, l'auteur a nié catégoriquement avoir commis une quelconque infraction. Il a par ailleurs été noté que l'avocat de l'auteur avait lu le procès-verbal et en avait confirmé l'exactitude. Lorsqu'il a été pris contact avec le médecin traitant le 20 mars 2008, celui-ci a indiqué que l'auteur était déjà sorti de l'hôpital et que la notification de son statut de suspect n'avait entraîné pour lui aucune conséquence néfaste.

4.23 Étant donné que l'auteur et ses avocats avaient été informés par écrit les 5, 7 et 15 mars 2008 qu'il allait être procédé à la notification officielle à l'auteur de son statut de suspect, l'État partie fait valoir que l'auteur a été informé suffisamment tôt aux fins de l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte². L'auteur est sorti de l'hôpital le 20 mars 2008 et n'a subi aucune entrave à l'exercice de son droit de défense.

4.24 En conséquence, les griefs de l'auteur tirés des alinéas *b* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte ne sont pas étayés et ne sont recevables ni en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif, ni pour non-épuisement des recours internes, en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

² L'État partie invoque *a contrario* l'affaire *Aston Little c. Jamaïque*, communication n° 283/88, par. 8.3.

4.25 Le 18 février 2010, l'État partie a communiqué ses observations sur le fond de la communication. À propos de l'interruption de la participation de l'auteur à l'essai clinique, l'État partie réitère ses observations précédentes et affirme qu'il n'y a eu aucune violation des droits que tient l'auteur des articles 7 et 10 du Pacte.

4.26 Pour ce qui est des conséquences sur la santé de l'auteur de l'interrogatoire qui aurait eu lieu en juin 2005 à l'hôpital, l'État partie renvoie à ses précédentes observations et réaffirme que les droits de l'auteur au titre du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte n'ont pas été violés.

4.27 S'agissant des griefs de l'auteur tirés de l'article 9 du Pacte, l'État partie reprend ses précédents arguments et souligne que les dispositions de cet article ont été respectées en l'espèce, une attention considérable ayant été accordée à l'état de santé de l'auteur lors du choix de la mesure de contrainte. Il fait observer que, de manière générale, les personnes souffrant d'hépatite C mènent une vie normale si elles reçoivent des soins appropriés. Cela étant, cette maladie n'exclut pas par nature la possibilité d'une mise en détention, ce que l'auteur, en particulier, n'a pas contesté à l'échelon national. De plus, même après l'interruption de la participation de l'auteur à l'essai, un traitement de remplacement lui a été prescrit.

4.28 À propos des griefs de l'auteur relatifs à la visite du policier le 6 juin 2005, l'État partie reprend ses précédents arguments, en faisant observer qu'il lui est difficile d'apprécier les circonstances en cause, celles-ci n'ayant pas fait l'objet d'une appréciation au niveau interne. De plus, rien ne démontre que l'auteur aurait été forcé de témoigner contre lui-même, puisqu'il n'a jamais reconnu sa culpabilité à l'égard d'aucune des charges portées contre lui. En conséquence, les droits qu'il tient des alinéas *d* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte n'ont pas été violés.

4.29 Pour ce qui est du caractère prétendument illégal de la notification à l'auteur, le 18 mars 2008, de son statut de suspect, l'État partie réitère ses précédentes observations et affirme qu'il n'y a pas eu violation des droits reconnus à l'auteur par les alinéas *b* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Le 5 février 2010, l'auteur a réaffirmé que le tribunal du deuxième district de Vilnius, lorsqu'il a décidé de la mesure de contrainte à lui imposer le 19 mai 2005, savait que l'interruption de sa participation au traitement expérimental aurait des conséquences néfastes sur sa santé.

5.2 Il ajoute qu'il n'était pas conduit trois fois par semaine à l'institution médicale qui effectuait des recherches, mais au service médical de la maison d'arrêt de Lukiskes, où le médicament lui était administré. Une fois par mois, il était examiné à l'institution chargée des recherches.

5.3 L'auteur affirme que lui-même, ses avocats et sa femme ont épuisé tous les recours internes disponibles au sens du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

5.4 S'agissant des griefs tirés de l'article 9 du Pacte, l'auteur met en avant les recommandations formulées le 5 juillet 2007 par le Groupe d'experts médicaux du Centre d'hépatologie, de gastroentérologie et de diététique de l'hôpital universitaire Santariskiu de Vilnius, concernant les effets positifs du traitement par le médicament expérimental.

5.5 À propos de son interrogatoire en l'absence d'avocat, l'auteur affirme avoir été interrogé les 5 et 6 juin 2005 et avoir déposé plainte à ce sujet auprès du Bureau du Procureur. Du 3 au 13 juin 2005, il a été traité à l'hôpital pénitentiaire pour, entre autres, hypertension, dépression nerveuse, insomnie, hépatite virale C chronique et atteinte

coronarienne. Il affirme qu'entre le 3 et le 7 juin 2005 aucun médecin ne l'a examiné parce que le cardiologue était absent.

5.6 Pour ce qui est de la notification de son statut de suspect le 18 mars 2008, l'auteur insiste sur la violation de l'article 188 du Code de procédure pénale (relatif aux interrogatoires de suspects malades). En outre, un médecin du Centre neuropsychologique de Vilnius avait recommandé de ne procéder à aucun acte d'instruction à son égard à ce moment-là en raison de son état de santé.

5.7 L'auteur affirme en outre que le fait qu'il ne se soit jamais avoué coupable ne contredit pas son grief tiré de l'alinéa *g* du paragraphe 3 de l'article 14, puisque son arrestation et les interrogatoires illicites auxquels il a été soumis à l'hôpital en l'absence d'avocat visaient à le forcer à s'avouer coupable d'infractions qu'il n'avait jamais commises.

5.8 Le 15 mars 2010, l'auteur a réaffirmé ses griefs en ajoutant notamment que contrairement aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, il n'avait pas disposé du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense puisqu'il s'était vu dénier le droit de prendre connaissance du dossier pénal au cours de l'instruction (s'agissant, par exemple, de l'interrogatoire de plusieurs témoins, de la décision de procéder à un examen psychiatrique et des documents relatifs aux témoins auditionnés sous couvert de l'anonymat) et de produire des documents durant l'instruction ou le procès.

5.9 Le 24 août 2005, l'avocat de l'auteur a demandé au procureur l'autorisation de consulter le dossier pénal de son client; cette requête a été rejetée le 25 août 2005. L'avocat a formé un recours contre cette décision, et elle a été annulée le 16 septembre 2005 par le tribunal du deuxième district de Vilnius, au motif que le droit de prendre connaissance des éléments du dossier ne peut être refusé à un suspect ou à son défenseur que dans des circonstances exceptionnelles. Le 6 octobre 2005, le procureur a donné à l'avocat l'autorisation de consulter des éléments du dossier sans rapport avec la procédure d'information judiciaire. Le 10 octobre 2005, l'avocat de l'auteur a fait appel de cette décision; le tribunal a cependant rejeté ce recours le 12 octobre 2005, en soulignant que l'instruction n'était pas terminée et que ses détails ne pouvaient être divulgués. Il a été permis à l'auteur de prendre connaissance des éléments du dossier dans les conditions autorisées le 3 novembre 2005. L'auteur précise que les demandes déposées en vue de la consultation de certains éléments particuliers de l'instruction ont également été rejetées par le Bureau du Procureur et les tribunaux le 6 décembre 2005, le 25 janvier 2006, les 10 et 14 juillet 2006, les 11 et 23 août 2006, le 7 septembre 2006, les 6, 16, 20 et 25 octobre 2006 et le 27 novembre 2006, ainsi que les 9, 22 et 23 janvier 2007, les 5 et 19 mars 2007 et le 7 juin 2007. À neuf reprises, les tribunaux ont ordonné au Bureau du Procureur de réexaminer son refus de permettre l'accès à certains éléments, mais aucune de ces émissions n'a été prise en compte.

5.10 Le 31 mars 2008, l'auteur a été informé que l'instruction était terminée et qu'il pouvait prendre connaissance de tous les éléments du dossier. Le 15 mai 2008, il a rappelé au procureur qu'en raison de l'interdiction de quitter Palanga qui lui était imposée depuis le 13 septembre 2005, il ne pouvait se rendre à Vilnius pour consulter le dossier. Le même jour, il a été informé par le Quatrième service d'enquête sur le crime organisé du Bureau de la police criminelle qu'une copie des éléments du dossier d'instruction serait à sa disposition au plus tard le 23 mai 2008. Le 22 mai 2008, l'auteur a prié le procureur de l'autoriser à se rendre à Vilnius pour consulter le dossier, vu qu'à cette époque, il était traité dans un hôpital et que la demande tendant à ce que les éléments du dossier pénal soient envoyés à ses défenseurs avait été refusée.

5.11 L'auteur soutient en outre qu'après la clôture de l'instruction, ses demandes et celles de ses défenseurs tendant à obtenir l'ajout de certaines pièces n'ont pas été examinées en temps voulu. Il affirme en conséquence avoir été «privé du droit» de se pourvoir contre la décision du procureur devant un procureur de rang supérieur et avoir été ainsi dans l'incapacité de présenter ses moyens de défense avant le 15 décembre 2008, date de l'ouverture du procès. L'auteur fait aussi observer que le 15 décembre 2008, le tribunal a rejeté ses demandes concernant ses moyens de défense. Il ajoute que lors du jugement de l'affaire, ni lui ni ses avocats n'ont pu prendre connaissance des éléments de preuve qui avaient été retirés du dossier, tandis que certains de ses moyens de défense étaient ignorés.

5.12 En outre, l'auteur invoque une violation des dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, au motif qu'il n'a pas pu communiquer avec ses défenseurs durant sa détention, du 19 mai au 9 septembre 2005. Il ne lui était pas interdit de communiquer avec les avocats assurant sa défense à Vilnius, mais il devait obtenir une autorisation spéciale d'un procureur. Les 1^{er} et 5 décembre 2005, il a demandé au procureur, entre autres, à pouvoir rencontrer ses avocats à Vilnius sans autorisation spéciale, mais cela lui a été refusé le 3 janvier 2006. À plusieurs autres reprises, il a demandé au procureur d'assouplir l'interdiction de quitter Palanga, mais en vain. Le 24 avril 2009, le tribunal régional de Vilnius a décidé, notamment, d'assouplir l'interdiction de quitter Palanga sans autorisation écrite préalable.

5.13 Par lettre du 23 juin 2010, l'auteur a réaffirmé ses griefs, en ajoutant que sa détention était inutile, qu'elle lui avait fait perdre 65 % de ses capacités et qu'il souffrait d'une grave dépression. À propos de l'argument de l'État partie selon lequel il aurait pu se plaindre de soins médicaux prétendument inadaptés, il note que son grief porte essentiellement sur sa participation à des recherches cliniques durant sa détention. Il a été mis fin à sa participation conduite dans des conditions illégales le 16 août 2005, mais les institutions de l'État n'ont rien fait pour qu'il puisse participer aux recherches (en assouplissant la mesure de contrainte).

5.14 L'auteur répète aussi que, malgré son mauvais état de santé, un policier l'a interrogé à l'hôpital les 5 et 6 juin 2005, en l'absence d'avocat, pour lui faire avouer sa culpabilité. Le 6 juin 2005, il s'est plaint de ces faits auprès du Procureur général. L'auteur affirme que la date des interrogatoires indiquée par l'État partie est inexacte. Il conteste en outre les affirmations de l'État partie concernant son état de santé entre le 3 et le 13 juin 2005.

5.15 Pour ce qui est de la violation des paragraphes 1 et 4 de l'article 9 du Pacte, l'auteur renvoie à la décision du tribunal régional de Vilnius en date du 9 septembre 2005, dans laquelle cette juridiction avait déclaré que son placement en détention était «injustifié».

5.16 S'agissant de la notification de son statut de suspect le 18 mars 2008, l'auteur souligne que les enquêteurs n'ont pas tenu compte de la recommandation de ses médecins de ne pas le soumettre à des actes d'instruction, et qu'ils auraient pu attendre le 20 mars 2008, date de sa sortie de l'hôpital. Il affirme aussi avoir épuisé tous les recours internes disponibles pour ce qui est de ce grief.

5.17 L'auteur réaffirme par ailleurs que son arrestation et les interrogatoires auxquels il a été soumis de manière illégale à l'hôpital, en l'absence d'avocat, visaient à le faire avouer des infractions qu'il n'avait jamais commises. Il soutient avoir épuisé tous les recours internes disponibles, puisque sa demande de report de tous les interrogatoires jusqu'à son rétablissement et sa réclamation à propos de l'interrogatoire irrégulier n'ont pas été dûment examinées.

5.18 L'auteur répète que sa demande et celle de ses avocats aux fins, entre autres, de consultation de certains documents du dossier pénal et de production de certaines pièces n'ont pas été dûment examinées par le procureur en temps voulu. En particulier, l'auteur indique qu'il a saisi un procureur de rang supérieur de la décision du procureur, en date du

22 août 2008, de ne faire droit qu'en partie à sa demande d'adjonction de plusieurs pièces au dossier, et que son recours a été rejeté le 8 septembre 2008, au motif que l'instruction était terminée. Or, en vertu de l'article 64 du Code de procédure pénale, une décision prise par un procureur dans le cadre de l'instruction est susceptible de recours durant l'instruction. En conséquence, l'auteur a été «privé du droit» de faire appel de la décision du procureur devant un procureur de rang supérieur.

5.19 En conclusion, l'auteur soutient que la communication remplit les conditions énoncées aux articles 2 et 3 et au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Observations complémentaires de l'État partie

6.1 En date du 2 juillet 2010, l'État partie note que les griefs tirés de l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 14 concernent exclusivement la période de l'instruction. À cet égard, l'auteur fait valoir l'impossibilité où il s'est trouvé de consulter les éléments du dossier avant l'interrogatoire de l'un des témoins, de prendre connaissance des résultats de l'examen psychiatrique et de consulter la déposition des témoins auditionnés sous couvert de l'anonymat. Il fait également valoir le déni de son droit de faire appel de la décision du procureur concernant la possibilité de compléter l'instruction après la clôture de celle-ci et le déni du droit de communiquer sans entrave avec ses avocats.

6.2 L'État partie fait observer que le dossier pénal de l'auteur a été transmis à la juridiction de première instance, à savoir le tribunal régional de Vilnius, aux fins d'examen. Dès lors, les questions invoquées dans les nouvelles demandes de l'auteur au moment considéré pouvaient encore être soulevées et traitées en cours d'instance, et ultérieurement, dans le cadre de procédures d'appel et de recours en annulation.

6.3 L'État partie ajoute que, lorsqu'une affaire est renvoyée devant la juridiction de jugement, il n'est pas interdit à celle-ci de compléter le dossier d'instruction (art. 287 du Code de procédure pénale). En vertu de l'article 98 du Code de procédure pénale, toute personne a le droit de communiquer des informations pertinentes à un tribunal. En vertu de l'article 20 du Code de procédure pénale, les données recueillies et consignées au cours de l'instruction ne peuvent être considérées comme des preuves que par une décision du tribunal. Celui-ci examine les données en question, s'assure qu'elles ont été recueillies de manière licite et apprécie leur pertinence en l'espèce. Seul cet examen transforme les données en preuves. Les parties à l'instance peuvent soulever des objections quant aux données soumises au tribunal ou recueillies par lui (elles peuvent, par exemple, le prier de ne pas considérer certains faits ou éléments comme des moyens de preuve). La question de savoir si les droits de l'auteur ont été violés ou si les griefs sont étayés ne peut être tranchée qu'à la lumière de la procédure pénale dans son ensemble. En conséquence, l'État partie fait valoir que les griefs de l'auteur concernant la violation de son droit de consulter le dossier d'instruction, ainsi que les restrictions de ses droits de défense, sont prématurés.

6.4 Selon l'État partie, le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, y compris le droit de consulter les éléments du dossier, doit être considéré d'une manière différente aux différents stades de la procédure pénale. L'État partie souligne que la législation de procédure pénale ne prévoit pas un droit absolu de consulter les éléments du dossier durant l'instruction. En vertu du paragraphe 1 de l'article 181 du Code de procédure pénale, un procureur peut refuser qu'un suspect ou son défenseur consulte tout ou partie du dossier d'instruction si cette consultation risque de nuire à la conduite de l'enquête. Un tel refus est susceptible de recours devant le juge d'instruction, dont la décision est définitive.

6.5 En vertu du paragraphe 1 de l'article 177 du Code de procédure pénale, les informations relatives à l'instruction ne peuvent pas être divulguées ou peuvent l'être avec l'autorisation d'un procureur si celui-ci le juge approprié et uniquement dans la mesure de cette autorisation. Durant l'instruction, l'auteur a été autorisé à consulter certaines parties du dossier qui, au moment considéré, ne concernaient pas les mesures d'instruction en cours. En outre, il a pu consulter l'ensemble du dossier après la clôture de l'instruction.

6.6 L'État partie rejette par ailleurs les affirmations de l'auteur selon lesquelles le procureur n'aurait pas tenu compte des décisions des juges d'instruction. Il fait observer que ceux-ci ont à de nombreuses reprises confirmé le bien-fondé des décisions du procureur (par exemple, des décisions des 12 octobre 2005, 14 juillet 2006, 1^{er} et 22 janvier 2007 et 19 mars 2007) et que dans les cas où un tribunal a fait droit aux recours de l'auteur, le procureur s'est dûment conformé aux décisions des juges d'instruction.

6.7 Selon l'État partie, l'auteur affirme de façon trompeuse que la décision du juge d'instruction du 16 septembre 2005 n'aurait pas été exécutée par le procureur. Le juge d'instruction a ordonné au procureur de réexaminer la demande de consultation des éléments du dossier et d'indiquer les documents auxquels l'accès était restreint, en donnant les motifs de ces restrictions. Par la décision du 6 octobre 2005, le procureur a indiqué qu'il était refusé à l'avocat de l'auteur de consulter les éléments du dossier d'instruction concernant l'information judiciaire en cours. Le procureur a aussi précisé que l'enquête portait sur des faits constitutifs d'infractions particulièrement graves et que des mesures d'instruction susceptibles de produire des effets étaient en cours. Il a également indiqué qu'il disposait de suffisamment d'informations montrant que le suspect exerçait des pressions illicites sur l'instruction en exploitant les données obtenues. Il a affirmé en outre que l'auteur avait publié dans le principal quotidien national plusieurs «lettres ouvertes» dans lesquelles il divulguait l'essentiel du témoignage de la personne qui avait déposé contre lui, pour tenter de discréditer ce témoin. De tels actes revenaient à exercer des pressions illicites sur l'instruction. De plus, l'auteur avait établi une liste de patronymes de tiers impliqués dans l'instruction en cours. L'État partie ajoute que bien que l'auteur ait été autorisé à consulter certains éléments du dossier, il a néanmoins formé un recours contre cette décision. Le 12 octobre 2005, un juge d'instruction du tribunal du deuxième district de Vilnius l'a débouté, et a confirmé le bien-fondé de la décision du procureur. Le 3 novembre 2005, le conseil de l'auteur a pu prendre connaissance de la partie du dossier dont la consultation avait été autorisée.

6.8 Pour ce qui est du grief de l'auteur concernant l'impossibilité de consulter des documents relatifs à l'interrogatoire d'un témoin, l'État partie note que le juge d'instruction a examiné le recours de l'avocat de l'auteur à ce propos le 14 juillet 2006 et a conclu que le refus du procureur de donner accès à certains éléments avant l'interrogatoire était justifié. L'État partie souligne que l'auteur et ses avocats ont été informés de l'interrogatoire du témoin et auraient pu y participer. En outre, l'auteur et ses conseils pouvaient soulever les questions liées au présent grief, notamment aux interrogatoires, durant le procès en cours.

6.9 S'agissant de la demande d'accès de l'auteur à la décision du procureur de soumettre deux autres suspects à un examen psychiatrique, ainsi qu'aux résultats de cet examen, l'État partie note que le 6 octobre 2006, le procureur a partiellement fait droit à cette demande en permettant à l'auteur de prendre connaissance du contenu des questions aux experts. Le 25 octobre 2006, un juge d'instruction a annulé la décision du procureur et a indiqué que, conformément à l'article 209 du Code de procédure pénale, le procureur était tenu d'informer le suspect au préalable de la nécessité de procéder à un tel examen. Néanmoins, le procureur ayant pris l'ordonnance relative à l'examen le 13 mai 2005, c'est-à-dire avant le placement de l'auteur sous le statut de suspect, l'auteur n'avait pas été informé de cette décision. Le juge d'instruction a donc décidé que l'auteur devait être autorisé à consulter le

compte rendu de l'examen. En outre, ces questions pouvaient encore être soulevées par l'auteur lui-même et/ou par ses défenseurs au cours du procès.

6.10 L'État partie conteste en outre l'affirmation de l'auteur selon laquelle, le 19 mars 2005, un juge d'instruction aurait ordonné au procureur d'autoriser l'auteur et ses avocats à consulter l'ensemble du dossier et qu'il n'aurait pas été tenu compte de cette décision. Il souligne qu'en réalité, dans cette décision, le juge d'instruction a confirmé celle, jugée licite, du procureur et a rejeté le recours. Cependant, dans la décision du 21 juin 2007 du tribunal du deuxième district de Vilnius, le juge d'instruction a infirmé la décision du procureur et a conclu que ce dernier devait autoriser l'auteur et son avocat à consulter les éléments du dossier dont la divulgation n'entraverait pas le déroulement de l'instruction. Le 13 juillet 2007, le procureur a fait droit à la demande de l'auteur et a amplement motivé la restriction partielle de l'accès au dossier étant donné que, outre la divulgation illégale par l'auteur d'éléments de l'instruction, d'autres faits illicites entravant le déroulement de l'enquête s'étaient produits. Le procureur a noté en particulier que peu après l'audition d'un témoin à la demande de l'auteur, un article révélant l'essentiel de la déposition de ce témoin avait été publié dans le principal quotidien national. De plus, au cours de l'instruction, deux émissions télévisées avaient été diffusées à propos d'investigations en cours. Dans sa décision du 31 août 2007, le procureur a énuméré tous les documents que l'auteur et ses avocats étaient autorisés à consulter.

6.11 Enfin, l'État partie réaffirme que l'auteur et ses avocats ont été informés de leur droit de consulter les éléments du dossier à la fin de l'instruction. En effet, l'auteur a pu prendre connaissance du dossier après la clôture de l'instruction et a disposé de six mois environ pour préparer sa défense.

6.12 À propos de la prétendue impossibilité où se serait trouvé l'auteur de produire des compléments de preuve au cours de l'instruction, l'État partie fait observer qu'en vertu du paragraphe 4 de l'article 218 du Code de procédure pénale, c'est au procureur de prendre des décisions à cet égard. Le 22 août 2008, le procureur a rejeté la demande de l'auteur tendant à la production de pièces supplémentaires. Le dossier ayant été renvoyé au tribunal régional de Vilnius le 2 septembre 2008, le recours de l'auteur contre la décision du procureur en date du 22 août 2008 a été transmis, avec la demande de production de pièces supplémentaires, au tribunal de première instance. Contrairement à l'affirmation de l'auteur selon laquelle, le 15 décembre 2008, le tribunal aurait rejeté toutes ses demandes et toutes celles de ses avocats sans les examiner, l'État partie souligne que, selon les indications du tribunal, celui-ci ne pouvait que rejeter la demande à ce stade de la procédure, vu qu'il ne pouvait apprécier l'opportunité de compléter le dossier avant d'avoir examiné les éléments dont il était saisi. De l'avis de l'État partie, il s'agit là, non pas d'un rejet définitif de la demande, mais plutôt d'un report de son examen.

6.13 En ce qui concerne l'accès à des documents concernant des témoins auditionnés sous couvert de l'anonymat, l'État partie soutient que, bien que les suspects et les avocats aient le droit de prendre connaissance du dossier après la clôture de l'instruction et que l'auteur ait exercé ce droit, cela n'affecte pas l'institution de l'audition sous couvert de l'anonymat dans les procédures pénales. En particulier, le procureur a indiqué, dans sa décision du 17 mars 2008, que certains témoins avaient été interrogés selon la procédure ordinaire mais avaient ensuite sollicité l'anonymat de crainte de subir des représailles de la part de l'auteur. C'est pourquoi les procès-verbaux de leur audition ont été soustraits du dossier. Cette question ayant été également soulevée lors de l'audience du 15 décembre 2008, le tribunal de première instance a expliqué à l'auteur et à ses défenseurs qu'ils pourraient interroger ultérieurement les témoins ayant requis l'anonymat. De même, le tribunal a indiqué que la demande de l'auteur tendant à compléter l'interrogatoire de certains témoins serait traitée à un stade ultérieur de l'examen de l'affaire.

6.14 Compte tenu de ce qui précède, l'État partie soutient que les griefs de l'auteur concernant l'impossibilité de consulter le dossier et son droit de défense ne sont pas étayés. En tout état de cause, le droit de l'auteur de consulter les éléments du dossier et son droit de défense n'ont pas été restreints d'une manière incompatible avec l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte.

6.15 S'agissant des griefs de l'auteur relatifs à l'impossibilité de communiquer sans entrave avec ses avocats, l'État partie relève que selon les renseignements figurant au dossier, l'auteur a tenté d'obtenir un assouplissement de l'interdiction de quitter Palanga, car ses défenseurs se trouvaient à Vilnius. L'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte garantit le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires pour communiquer avec le conseil de son choix. L'État partie fait valoir que rien n'empêchait l'auteur, compte tenu notamment de la mesure de contrainte dont il faisait l'objet, de choisir un avocat installé à Palanga. L'auteur a cependant choisi des avocats exerçant ailleurs. Cela étant, l'État partie note qu'il n'a été fait aucune entrave aux déplacements de l'auteur à Vilnius pour y rencontrer ses avocats, pas plus qu'à d'autres formes possibles de communication. Au contraire, les demandes de l'auteur adressées au procureur qui, en vertu du paragraphe 1 de l'article 136 du Code de procédure pénale, était compétent pour l'autoriser à quitter son lieu de résidence, ont été traitées d'une manière informelle et rapide par télécopie. À plusieurs reprises, le tribunal du deuxième district de Vilnius, saisi de recours de l'auteur contre des refus du procureur de modifier les conditions de l'interdiction de quitter Palanga, a affirmé que l'auteur n'était pas empêché de se rendre à Vilnius pour y rencontrer des médecins ou des avocats. L'État partie relève en outre que l'auteur n'avait jamais fait état d'obstacles ou d'interdictions l'ayant empêché de s'entretenir avec ses avocats. L'État partie conclut donc que ce grief n'est pas étayé.

6.16 Compte tenu de ce qui précède, l'État partie affirme que les griefs supplémentaires présentés par l'auteur le 15 mars 2010 sont prématurés ou non étayés et, partant, irrecevables. Il soutient qu'en tout état de cause, les droits de l'auteur n'ont pas été violés.

Commentaires de l'auteur sur les observations complémentaires de l'État partie

7.1 Le 11 septembre 2010, l'auteur rappelle que le tribunal a reporté l'examen de son dossier pénal le 15 décembre 2008. Son avocat a ensuite sollicité l'audition de plusieurs témoins, mais cette demande a été rejetée au motif qu'elle visait, à ce stade de la procédure pénale, de nouveaux moyens de preuve qui ne pouvaient être examinés avant l'examen des preuves déjà rassemblées. La décision sur l'opportunité d'assouplir l'interdiction faite à l'auteur de quitter Palanga a elle aussi été reportée.

7.2 L'auteur expose en outre en détail les violations supposées du droit national par le tribunal régional de Vilnius et le parquet à propos de l'anonymat injustifié de témoins.

7.3 S'agissant de l'argument de l'État partie selon lequel une décision du procureur peut faire l'objet d'un recours devant un juge d'instruction, l'auteur réaffirme qu'à neuf reprises, le juge d'instruction a annulé des décisions du procureur et a ordonné à celui-ci de réexaminer les demandes déposées par l'auteur en vue d'obtenir l'autorisation de consultation du dossier. L'auteur cite en outre des cas de non-respect par le procureur des délais fixés pour l'examen de ses demandes et fait observer qu'il n'était pas en mesure d'influencer des témoins. Il réaffirme que la possibilité de participer à l'interrogatoire de plusieurs témoins lui a été refusée et souligne que, sans avoir consulté le dossier, il ne pouvait se préparer à l'interrogatoire du témoin N.

7.4 L'auteur affirme en outre que lui-même et ses défenseurs n'ont pas été autorisés par le procureur à consulter les éléments de l'instruction relatifs à l'interrogatoire des témoins P. et N., qui a eu lieu le 31 mai et le 30 juin 2006, ainsi que du témoin B. Il précise comment il a contesté en vain ces refus devant le tribunal.

7.5 L'auteur ajoute que, le 29 mai 2006, la demande qu'il avait déposée en vue d'être interrogé, parce qu'il estimait que l'interrogatoire auquel il avait été soumis par l'enquêteur pendant l'instruction manquait d'objectivité, a été rejetée par le procureur. Ce refus a été confirmé par un tribunal le 21 juin 2006. En conséquence, l'auteur soutient que le droit d'être entendu lui a été refusé, ce qui constitue une violation des droits qui lui sont garantis par le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

7.6 Pour ce qui est de l'affirmation de l'État partie selon laquelle il aurait pu consulter tous les éléments du dossier d'instruction dès la clôture de celle-ci en mars 2008, l'auteur fait remarquer qu'il a consulté le dossier le 26 mai 2008, mais qu'il n'a pas pu prendre connaissance des «décisions occultes, lettres du procureur et mandats spéciaux».

7.7 L'auteur note de surcroît que la décision du procureur en date du 22 août 2008 concernant le refus de production de preuves a fait l'objet d'un recours le 2 septembre 2008 devant un procureur de rang supérieur. Ce recours a été transmis pour examen au tribunal régional de Vilnius et, le 15 décembre 2008, le tribunal régional a refusé d'examiner la demande de l'auteur.

7.8 En ce qui concerne l'argument de l'État partie selon lequel il aurait pu choisir un avocat de Palanga, l'auteur souligne que la législation nationale prévoit notamment le droit de communiquer sans entrave avec le défenseur de son choix et que l'interdiction de quitter Palanga a servi en fait de sanction et d'obstacle à l'exercice de son droit de défense.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

8.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

8.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

8.3 Le Comité prend note des griefs de l'auteur tirés des articles 7 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, selon lesquels l'interruption de sa participation à l'essai clinique expérimental le 16 août 2005 aurait été préjudiciable à sa santé. À cet égard, il note que le droit de participer ou non à des essais cliniques expérimentaux organisés par une entité privée dans le but de tester un médicament particulier, essais auxquels, comme dans le cas présent, l'intéressé a décidé de participer de son propre chef avant sa mise en détention, ne relève pas du champ d'application du Pacte. Le Comité conclut donc que ces griefs sont incompatibles avec les dispositions du Pacte et que cette partie de la communication est en conséquence irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

8.4 Le Comité prend note du grief de l'auteur tiré de l'article 10 du Pacte concernant son interrogatoire les 5 et 6 juin 2005 alors qu'il était hospitalisé, interrogatoire qui aurait entraîné une détérioration de son état de santé. Au vu des informations versées au dossier, le Comité considère que ce grief est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif, car il n'est pas suffisamment étayé.

8.5 De même, à propos des griefs de l'auteur tirés de l'article 9 du Pacte concernant sa détention prétendument illégale du 19 mai au 9 septembre 2005, le Comité considère, compte tenu de toutes les informations pertinentes dont il est saisi, que ces griefs ne sont pas suffisamment étayés aux fins de la recevabilité et qu'ils sont donc irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.6 L'auteur se prétend en outre victime de violations des droits qu'il tient des alinéas *d* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, parce que, les 5 et 6 juin 2005, il aurait été interrogé à l'hôpital en l'absence d'avocat, et qu'un enquêteur aurait tenté de le forcer à s'avouer coupable alors qu'il était hospitalisé et en état de vulnérabilité. À cet égard, le Comité note qu'au vu des informations figurant au dossier et compte tenu du fait que l'auteur n'a jamais effectivement reconnu sa culpabilité, ces griefs non plus ne sont pas suffisamment étayés aux fins de la recevabilité. En conséquence, le Comité conclut que cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.7 Le Comité prend note par ailleurs des griefs que soulève l'auteur au titre des alinéas *b* et *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, au motif que le 18 mars 2008, alors qu'il était hospitalisé et que son médecin avait interdit de le soumettre à tout acte d'instruction, il a reçu notification de son statut de suspect et, en dépit de son mauvais état de santé, a été interrogé par des enquêteurs. À ce sujet, et au vu des informations dont il est saisi, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ces griefs et que cette partie de la communication est donc irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.8 Pour ce qui est des autres griefs de l'auteur tirés des alinéas *b* et *e* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, à savoir qu'il n'aurait pas disposé du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense parce que la possibilité de consulter le dossier d'instruction et de le compléter lui aurait été refusée, de même que celle de communiquer librement avec son avocat, le Comité note tout d'abord que selon les informations qui lui ont été communiquées par les parties, durant l'instruction, il a été interdit à l'auteur de consulter certaines parties du dossier. Il ressort cependant des informations dont le Comité est saisi que les refus d'autoriser la consultation d'une partie du dossier étaient motivés, qu'ils ont été réexaminés à plusieurs reprises par les tribunaux nationaux et que, si certaines de ces décisions ont été confirmées ou modifiées moyennant des motifs plus précis de refus, d'autres ont été annulées et la consultation a été autorisée. En conséquence, le Comité ne saurait conclure que les refus en question étaient arbitraires. De plus, le Comité note que la question de la production de pièces en vue de compléter le dossier d'instruction (au stade du procès) se rapporte à la manière dont les autorités nationales ont apprécié les moyens de preuve et déterminé quels éléments de preuve étaient particulièrement pertinents dans le cadre du procès. Le Comité observe que ces griefs concernent principalement l'appréciation des éléments de fait et des moyens de preuve par les autorités nationales.

8.9 Le Comité prend également note du grief de l'auteur concernant l'impossibilité de communiquer librement avec ses avocats, mais il relève aussi que le dossier ne contient pas plus de détails sur ce point, concernant par exemple le contexte exact dans lequel il aurait été fait obstacle à ses contacts avec ses avocats.

8.10 Le Comité rappelle qu'il incombe généralement aux tribunaux des États parties d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans un cas d'espèce, et qu'il n'appartient pas au Comité de réexaminer cette appréciation, sauf s'il peut être établi qu'elle était manifestement arbitraire ou représentait un déni de justice, ou que le tribunal a enfreint son obligation d'indépendance et d'impartialité³. Étant donné que le procès devant le tribunal de première instance était encore en cours au moment de la soumission des présents griefs et à la lumière des informations dont il dispose, le Comité considère qu'en l'espèce, l'auteur n'a pas démontré que le refus d'autoriser l'auteur à compléter le dossier d'instruction ou le report de la décision à cet égard par le tribunal avait un caractère arbitraire s'agissant de l'appréciation des preuves ou constituait un déni de justice.

³ Voir, entre autres, la communication n° 541/1993, *Simms c. Jamaïque*, décision d'irrecevabilité adoptée le 3 avril 1995, par. 6.2.

8.11 Dans ces circonstances, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ses griefs tirés des alinéas *b* et *e* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte et que cette partie de la communication est donc irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8.12 Le Comité note enfin que l'auteur a également allégué une atteinte à son droit d'interroger certains témoins, en violation de l'alinéa *e* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, sans toutefois donner plus d'explications, en particulier sur la pertinence éventuelle de l'audition de ces témoins pour son procès. Dans ces conditions, et en l'absence d'autres informations pertinentes, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé son grief aux fins de la recevabilité et que cette partie de la communication est donc irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

9. En conséquence, le Comité décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu des articles 2 et 3 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur de la communication.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

**E. Communication n° 1897/2009, S. Y. L. et consorts c. Australie
(Décision adoptée le 24 juillet 2013, 108^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	S. Y. L. (représenté par Kon Karapanagiotidis, du centre de ressources pour les demandeurs d'asile)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur
<i>État partie:</i>	Australie
<i>Date de la communication:</i>	28 août 2009 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Expulsion vers un pays où la personne craint d'être persécutée et de ne pas avoir accès à des soins médicaux appropriés
<i>Questions de procédure:</i>	Non-épuisement des voies de recours internes; défaut de fondement des griefs; incompatibilité avec le Pacte
<i>Questions de fond:</i>	Droit à une protection contre des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
<i>Article du Pacte:</i>	7
<i>Articles du Protocole facultatif:</i>	2, 3 et 5 (par. 2 b))
<i>Le Comité des droits de l'homme</i> , institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,	
<i>Réuni le 24 juillet 2013,</i>	
<i>Adopte ce qui suit:</i>	

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication est S. Y. L., national du Timor-Leste né en 1939. Il se dit victime d'une violation par l'État partie de l'article 7 du Pacte. Il est représenté par un conseil¹.

1.2 Conformément à l'article 97 de son règlement intérieur, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial pour les nouvelles communications et les mesures provisoires, a prié l'État partie de ne pas expulser l'auteur pendant que la communication était à l'examen.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 En avril 2006, à l'occasion d'un conflit entre les forces armées et la police au Timor-Leste, l'auteur, son épouse et leurs 2 fils, craignant pour leur sécurité, se sont

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Kheshoe Parsad Matadeen, M^{me} Iulia Antoanella Motoc, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabián Omar Salvio, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine Vardzelashvili et M^{me} Margo Waterval.

¹ Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 26 décembre 1991.

enfuis en Australie. L'auteur a 6 enfants, 6 petits-enfants, 3 arrière-petits-enfants, 5 frères et 2 sœurs, tous de nationalité australienne et vivant en Australie². Ce sont eux qui aidaient financièrement l'auteur et sa famille quand ils vivaient encore au Timor-Leste. L'auteur, son épouse et leurs deux fils sont arrivés en Australie munis de visas délivrés sur attestation d'accueil familial.

2.2 Le 19 juillet 2006, l'auteur, qui craignait des persécutions à cause de ses origines chinoises et des violences auxquelles le Timor-Leste était en proie, a fait la demande d'un visa de protection auprès du Département de l'immigration et de la citoyenneté. Le 3 octobre 2006, le Département a rejeté cette demande au motif que l'auteur n'avait pas établi le bien-fondé de sa crainte de persécutions. Le 4 janvier 2007, le Tribunal de contrôle des décisions concernant les réfugiés a confirmé la décision du Département mais reconnu que des considérations d'ordre humanitaire plaident en faveur de la demande de l'auteur. Le 15 avril 2008, le Ministre de l'immigration a rejeté la requête de l'auteur qui sollicitait une intervention à titre humanitaire conformément à la loi sur les migrations. L'auteur avait fait valoir que son expulsion lui causerait un préjudice irréparable car lui-même ainsi que son épouse et ses deux fils dépendaient de l'aide que leur apportait l'une de leurs filles installées en Australie. Il invoquait aussi de graves problèmes de santé, se disant notamment atteint de tuberculose. Le 14 juillet 2008, le Ministre de l'immigration a rejeté la deuxième requête de l'auteur qui sollicitait une intervention à titre humanitaire. Le 17 juin 2009, le Ministre de l'immigration a rejeté la troisième requête de l'auteur qui sollicitait une intervention à titre humanitaire en invoquant la détérioration de sa santé et de celle de sa femme. Le 12 août 2009, le Département a notifié à l'auteur, son épouse et leurs deux fils qu'ils devaient quitter l'Australie le 27 août 2009 au plus tard sous peine d'arrestation.

2.3 Pendant son séjour en Australie, l'auteur a été traité pour différents problèmes de santé: il souffrait notamment de diabète, de goutte, d'hypertension et de tuberculose.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur considère que, en le renvoyant au Timor-Leste, l'État partie violerait les droits qu'il tire de l'article 7 du Pacte car son expulsion constituerait un traitement cruel, inhumain et dégradant. L'auteur est âgé et a besoin du soutien de sa famille et de l'assistance et des soins médicaux immédiats dispensés en Australie.

3.2 L'auteur, qui a besoin d'une attention médicale de tous les instants, ne peut prétendre à aucun traitement comparable au Timor-Leste où les services médicaux sont limités et les médicaments de base ne sont disponibles qu'en petites quantités. Il renvoie à un certificat médical daté du 6 décembre 2006, signé du docteur Erica Peters, médecin consultant au Western Hospital de Victoria, établissant que l'auteur souffre de tuberculose et a besoin de soins médicaux complexes qu'il ne recevrait pas au Timor-Leste. Il mentionne aussi un certificat médical du 26 février 2009 délivré par le docteur Karen Winter du service médical du Centre de ressources pour les demandeurs d'asile de Victoria confirmant l'attestation précédente selon laquelle l'auteur serait en danger s'il était renvoyé au Timor-Leste, faute des services médicaux nécessaires. Un certificat daté du même jour et également signé du docteur Karen Winter indique que l'épouse de l'auteur souffre de problèmes cardiovasculaires qui ne seraient pas traités correctement au Timor-Leste. L'auteur affirme que les expulser reviendrait à leur refuser le droit à la santé, puisqu'ils ne pourraient être traités nulle part ailleurs.

² En 2004, l'auteur, sa femme et leurs deux fils leur avaient rendu visite munis d'un visa de tourisme d'un mois.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans une note du 13 octobre 2010, l'État partie a fait des observations sur la recevabilité et le fond de la communication. Il note que, dans sa demande d'asile, l'auteur a déclaré avoir quitté le Timor-Leste pour échapper aux violences provoquées par le conflit entre différents corps des forces de sécurité du pays et que celui-ci était en proie à une instabilité sociale continue, les forces de sécurité locales étant dans l'incapacité d'assurer une protection. Il ajoutait que, s'il était renvoyé dans son pays, ses deux fils vivraient dans la crainte constante de se trouver face à des bandes locales de jeunes adeptes d'arts martiaux et que lui-même pourrait être pris pour cible à cause de ses origines chinoises. Il indiquait aussi avoir été traumatisé par les années d'occupation japonaise (dans les années 1940) et indonésienne (1975), le massacre de Santa Cruz à Dili en 1991 et les troubles qui avaient suivi l'accession du Timor-Leste à l'indépendance en 1999.

4.2 Le 19 juillet 2006, l'auteur a demandé un visa de protection en faisant valoir qu'il craignait d'être persécuté s'il était renvoyé au Timor-Leste. Le 3 octobre 2006, le Département de l'immigration et de la citoyenneté a refusé de lui délivrer un visa de protection. L'auteur a demandé le réexamen de cette décision par le Tribunal de contrôle des décisions concernant les réfugiés qui a confirmé la décision du Département. Il avait le droit de faire appel de la décision du Tribunal mais s'en est abstenu. Aussi l'État partie considère-t-il que l'auteur n'a pas épuisé les voies de recours internes comme il y est tenu par le paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

4.3 L'État partie fait valoir que l'auteur n'a pas étayé ses griefs ou, subsidiairement, que sa plainte est dénuée de tout fondement. En octobre 2008, l'État partie a fait faire une enquête sur la capacité d'une personne à mobilité fortement réduite, habitant dans la province d'Aileu (province d'origine de l'auteur), de se faire soigner pour un diabète de type 2, de l'hypertension, une tuberculose et de la goutte auprès de centres de santé ou dispensaires locaux sans avoir à se déplacer jusqu'à Dili. Il est ressorti de cette enquête que bien que le niveau des soins de santé au Timor-Leste soit inférieur à celui qui existe en Australie, une personne qui habitait la région d'Aileu pouvait avoir accès sur place, dans un centre de santé, aux traitements recommandés pour les pathologies dont l'auteur était atteint, à condition que ces pathologies aient été diagnostiquées et les traitements prescrits. Il n'était normalement pas nécessaire que cette personne se rende à Dili pour se procurer les médicaments permettant de traiter ce type d'affections. Après examen des rapports médicaux de l'auteur, le centre d'opérations sanitaires du Département australien de l'immigration et de la citoyenneté a estimé que l'auteur et sa femme souffraient certes de plusieurs maladies chroniques, mais que celles-ci étaient actuellement maîtrisées et pouvaient être traitées au Timor-Leste. Les enquêtes supplémentaires menées par l'État partie en 2009 ont montré que les médicaments dont l'auteur et sa femme avaient besoin étaient disponibles à Dili et, la plupart du temps, dans la province d'Aileu, même si des problèmes de transport ou de financement public entraînaient parfois des ruptures d'approvisionnement. Dans son rapport, le centre d'opérations sanitaires confirme que l'auteur et sa femme auront besoin d'examens médicaux réguliers et qu'il y a dans la province d'origine de l'auteur des médecins capables de les suivre.

4.4 L'État partie renvoie à la jurisprudence du Comité contre la torture établie par l'affaire *G. R. B. c. Suède*, dans laquelle le Comité a considéré que l'aggravation de l'état de santé de l'auteur qui pourrait résulter de son expulsion ne constituerait pas un traitement cruel, inhumain ou dégradant au sens de l'article 16 de la Convention contre la torture³. Suivant le même raisonnement, l'État partie estime que ni l'aggravation de l'état de santé de l'auteur ni l'état du système médical au Timor-Leste décrit par l'auteur ne

³ Comité contre la torture, communication n° 83/1997, *G. R. B. c. Suède*, constatations adoptées le 15 mai 1998, par. 6.7.

constitueraient une torture ou une peine ou un traitement cruels, inhumains ou dégradants. De même, dans l'affaire *D. c. Royaume-Uni*⁴, la Cour européenne des droits de l'homme a conclu à une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en raison uniquement de la situation exceptionnelle du requérant, notamment le stade critique de sa maladie (VIH/sida), le fait que sa famille se réduisait à une seule personne et que rien ne prouvait qu'un lit lui serait réservé dans un des hôpitaux qui, dans son pays, soignaient les malades atteints du sida. En l'espèce, la situation de l'auteur se distingue de celle du requérant dans l'affaire *D. c. Royaume-Uni* en ce que ni l'auteur ni son épouse ne souffrent d'une maladie au stade terminal et qu'il a été établi que lui-même et son épouse pourraient être soignés au Timor-Leste.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Par une note du 20 décembre 2010, l'auteur a soumis ses commentaires sur les observations de l'État partie. Il rappelle que, le 25 octobre 2007, il a saisi le Tribunal de contrôle des décisions concernant les réfugiés pour faire réexaminer la décision de ne pas lui accorder de visa de protection. Bien que le Tribunal ait confirmé cette décision, il a admis que certaines expériences vécues au Timor-Leste avaient eu des conséquences catastrophiques pour la famille. Il a conclu que son rôle se limitait à déterminer si l'auteur répondait aux critères d'octroi du visa de protection. Seul le Ministre avait toute discrétion pour apprécier la situation au regard de considérations humanitaires. C'est pourquoi, le 31 janvier 2007, l'auteur a écrit au Ministre de l'immigration en se prévalant de l'article 417 de la loi sur les migrations pour solliciter une intervention à titre humanitaire. Il a fait valoir les difficultés qu'il rencontrerait en cas de retour au Timor-Leste et l'importance de maintenir l'unité de la famille. Il a indiqué que lui-même et son épouse habitaient chez leur fille Sonya et son époux qui leur venaient en aide financièrement. Des liens étroits unissaient les membres de la famille. L'auteur a évoqué son âge avancé et son état de santé précaire. Le 15 avril 2008, le Ministre a refusé d'intervenir, sans motiver sa décision.

5.2 Le 6 juin 2008, l'auteur s'est de nouveau tourné vers le Ministre, lui demandant d'intervenir à titre humanitaire en se prévalant de l'article 417 de la loi sur les migrations. La demande a été rejetée le 14 juin 2008 sans qu'aucune raison ne soit avancée. Le 5 mai 2009, l'auteur a fait une troisième tentative en faisant valoir la dégradation de son état de santé et de celui de son épouse. On venait de lui diagnostiquer une pathologie rénale. Le 17 juin 2009, le Ministre a refusé d'intervenir.

5.3 L'auteur considère avoir épuisé les voies de recours internes car le Tribunal lui-même avait déclaré qu'il appartenait au seul Ministre d'examiner sa situation. L'auteur a présenté sans succès trois requêtes demandant au Ministre d'intervenir. Il n'existe pas de droit de recours permettant de contester l'exercice par le Ministre de son pouvoir discrétionnaire.

5.4 L'auteur estime que, comme son état de santé ne manquerait pas de s'aggraver s'il rentrait au Timor-Leste, l'exécution de la décision de l'expulser d'Australie constituerait un traitement inhumain en violation de l'article 7 du Pacte. Pendant leur séjour en Australie, il s'est avéré que l'auteur et sa femme étaient atteints de pathologies chroniques et invalidantes qui, soit n'avaient pas été diagnostiquées, soit n'avaient pas été correctement traitées au Timor-Leste. Bien que son organisme ait bien réagi aux traitements médicaux, l'auteur, en raison de son âge avancé et du caractère chronique de la maladie, risque fort de voir celle-ci s'aggraver et de décéder prématurément s'il est renvoyé au Timor-Leste.

⁴ Cour européenne des droits de l'homme, *D. c. Royaume-Uni*, requête n° 30240/96, arrêt du 2 mai 1997.

5.5 L'auteur souffre d'un handicap fonctionnel permanent qui fait qu'il a une démarche hésitante et mal assurée et qu'il ne peut pas se déplacer sur une longue distance. Il court un risque élevé d'attaque cérébrale et d'insuffisance rénale et selon toute probabilité son diabète exigera des injections d'insuline à l'avenir. Des rapports médicaux plus récents montrent qu'il a besoin de consulter régulièrement des spécialistes, de faire faire des analyses de sang et de faire modifier/ajuster son traitement. Dans une lettre, le docteur Andrew McDonald⁵ s'est dit très préoccupé par la probabilité d'une détérioration rapide de la santé de l'auteur s'il rentrait au Timor-Leste. Étaient mentionnés le fait que l'auteur risquait de ne pas avoir accès à des soins spécialisés suivis, la qualité des soins de santé, la difficulté d'avoir un approvisionnement continu de plusieurs médicaments, l'absence de directives pour la gestion des maladies chroniques, la mauvaise prise en charge des maladies chroniques et le risque élevé de maladies infectieuses. L'analyse du docteur McDonald est étayée par un rapport émanant de l'Organisation mondiale de la Santé dont il ressort que la prestation de soins de santé au Timor-Leste pâtit d'une grave pénurie de ressources humaines. En 2004, 79 médecins, 1 795 infirmières/sages-femmes et 14 pharmaciens et préparateurs en pharmacie assuraient des services de soins de santé à l'ensemble de la population. Le docteur McDonald déclare qu'en cas de renvoi au Timor-Leste, l'auteur risquerait de voir son état de santé décliner rapidement et de mourir dans un délai d'un à deux ans car il ne pourrait pas avoir accès aux consultations suivies et régulières de spécialistes, aux examens, aux médicaments, au suivi et aux soins dont il a besoin.

5.6 L'auteur relève que l'État partie renvoie à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme en l'affaire *D. c. Royaume-Uni*, dans lequel la Cour a estimé que le renvoi à Saint-Kitts-et-Nevis d'un requérant qui souffrait du VIH/sida réduirait encore son espérance de vie déjà courte et lui causerait des souffrances physiques et morales extrêmes. Il affirme qu'en se référant à cette jurisprudence, l'État partie n'a pas reconnu les fortes similarités qui tendraient à étayer la constatation de la présence de circonstances exceptionnelles dans le cas de l'auteur. L'État partie ne tient pas compte de ce que la santé de l'auteur risque de se détériorer si celui-ci ne peut compter que sur les traitements médicaux dispensés au Timor-Leste. En outre, l'auteur n'a qu'un enfant qui vit au Timor-Leste et celui-ci n'est pas en mesure de les prendre en charge, lui et son épouse, ni de s'occuper de leur état de santé. La plupart de ses frères et sœurs vivent en Australie et pendant leur séjour dans le pays, l'auteur et son épouse ont beaucoup dépendu de leur soutien.

Complément d'information soumis par les deux parties

6.1 Dans une note du 1^{er} juillet 2011, l'État partie a fait valoir que les griefs de l'auteur relatifs à l'accès aux soins médicaux et à la dégradation de son état de santé étaient sans rapport avec les droits énoncés dans le Pacte et qu'ils étaient donc irrecevables au regard de l'article 3 du Protocole facultatif.

6.2 Aucun des éléments d'information fournis par l'auteur ne porte à croire qu'il y a un risque de préjudice irréparable tel que celui mentionné dans l'Observation générale n° 31 (2004) du Comité sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte⁶. Ainsi qu'il l'a déjà indiqué, l'État partie s'est renseigné sur l'accès aux traitements médicaux dont l'auteur aurait besoin au Timor-Leste. Il ressort de toutes ces enquêtes que l'auteur aurait accès aux services médicaux et au traitement nécessaires besoin. Rien dans les informations données par l'auteur ne permet de penser que lui-même

⁵ Lettre datée du 17 décembre 2009.

⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 40*, vol. I (A/59/40 (vol. I)), annexe III.

et sa femme sont entrés dans la phase terminale de leur maladie ou qu'ils y entreraient s'ils sont renvoyés au Timor-Leste. Dans le rapport médical daté du 17 décembre 2009, soumis par l'auteur, le médecin déclare que son état de santé déclinerait probablement rapidement et entraînerait sa mort dans un délai de un à deux ans. Cela étant, aucun élément de preuve irréfutable ne porte à croire que le retour de l'auteur au Timor-Leste aurait pour conséquence inévitable et prévisible de le placer dans l'impossibilité d'avoir accès à des soins médicaux, au point que cela constituerait un traitement cruel ou inhumain au sens de l'article 7.

6.3 L'aggravation d'une maladie préexistante qui pourrait résulter de l'expulsion d'une personne n'équivaut pas à un traitement inhumain au sens de l'article 7. Telle est la conclusion à laquelle le Comité contre la torture est parvenu dans l'affaire *G. R. B. c. Suède*. Dans l'affaire *D. c. Royaume-Uni*, la Cour européenne des droits de l'homme a rejeté l'argument du requérant selon lequel il y aurait un lien direct de causalité entre son expulsion et le fait que sa mort survienne plus tôt, ce qui emporterait violation de son droit à la vie. De plus, elle a déclaré que la détérioration de l'état de santé du requérant ne découlerait pas de facteurs dont le Gouvernement pourrait être tenu pour responsable, mais de la maladie mortelle dont il souffrait, combinée à l'absence de traitement médical dans le pays de destination. La Cour a seulement jugé qu'en raison de circonstances exceptionnelles le renvoi constituerait un traitement inhumain. Or il existe de sérieuses différences de fait entre la situation de l'auteur et les circonstances exceptionnelles en cause dans l'affaire *D. c. Royaume-Uni*. La maladie de l'auteur ne nécessite pas le même niveau de traitement et de soutien que la phase terminale dans laquelle se trouvait le requérant dans l'affaire en question. L'auteur reconnaît lui-même que les pathologies dont il souffre peuvent toutes se soigner à l'aide de médicaments administrés par voie orale.

7.1 Dans une lettre du 7 septembre 2011, l'auteur déclare que, contrairement aux affirmations de l'État partie, l'état sérieux dans lequel il se trouve a un rapport avec l'article 7 du Pacte. Quant au fond, il estime que l'analyse faite par l'État partie de l'affaire *D. c. Royaume-Uni* ne tient pas compte des conséquences probables qu'auraient les maladies invalidantes et chroniques dont il souffre s'il devait être expulsé et contraint de dépendre des traitements médicaux disponibles au Timor-Leste. L'État partie ne tient pas compte non plus de la déclaration du docteur McDonald, pour qui l'état de santé de l'auteur risquerait d'entraîner son décès dans un délai de un à deux ans en cas de renvoi au Timor-Leste. La conclusion de la Cour européenne, selon laquelle l'expulsion du requérant emporterait violation de l'article 3 de la Convention européenne, ne tenait pas uniquement aux circonstances exceptionnelles dans lesquelles le requérant se trouvait, mais à l'absence de garanties que des soins médicaux seraient dispensés au requérant et au défaut de soutien moral ou social. Les facteurs susmentionnés sont analogues en l'espèce vu l'insuffisance des soins médicaux qui seraient dispensés au Timor-Leste et le fait que l'auteur et son épouse dépendent actuellement du soutien financier, moral et médical que leur apportent leurs filles australiennes en Australie.

7.2 L'État partie a établi une comparaison entre la situation de l'auteur et celle du requérant dans la décision du Comité contre la torture en l'affaire *G. R. B. c. Suède*. Mais les deux affaires sont différentes. Dans l'affaire *G. R. B. c. Suède*, l'auteur fondait sa plainte sur la crainte de subir des actes de torture (art. 3 de la Convention contre la torture) alors qu'en l'espèce, l'auteur fait valoir que son expulsion constituerait un traitement inhumain au sens de l'article 7 du Pacte.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

8.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

8.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

8.3 Le Comité prend note de l'argument de l'État partie, qui fait valoir que l'auteur n'a pas épuisé les voies de recours internes comme il y est tenu par le paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif car il n'a pas fait appel de la décision du Tribunal de contrôle des décisions concernant les réfugiés. Il prend acte de la réponse de l'auteur qui affirme que l'examen de sa situation sous l'angle humanitaire relevait uniquement du pouvoir discrétionnaire du Ministre et qu'il n'existe pas de voie de recours permettant de contester l'exercice par le Ministre de son pouvoir discrétionnaire. Le Comité constate que l'État partie n'a pas contesté l'affirmation de l'auteur. Comme le seul grief dont le Comité est saisi porte sur la violation des droits que l'auteur tire de l'article 7, eu égard à la détérioration de son état de santé qu'entraînerait son retour au Timor-Leste, le Comité estime que les voies de recours internes ont été épuisées.

8.4 Pour ce qui est de l'affirmation de l'auteur, selon qui son retour au Timor-Leste entraînera l'aggravation de son état de santé au point de constituer un traitement inhumain, le Comité prend note de la référence à un rapport médical, daté de 2009, indiquant que l'état de santé de l'auteur risquerait de se détériorer rapidement au Timor-Leste et d'entraîner sa mort dans un délai d'un à deux ans car l'auteur ne pourrait pas avoir accès aux consultations suivies et régulières de spécialistes, aux examens, aux médicaments, au suivi et aux soins dont il a besoin. Il prend également acte de l'argument avancé par l'État partie, qui affirme que le centre d'opérations sanitaires du Département australien de l'immigration et de la citoyenneté a évalué les rapports médicaux de l'auteur et estimé que si l'auteur et son épouse souffraient effectivement de plusieurs affections chroniques, celles-ci étaient actuellement maîtrisées et pouvaient être traitées au Timor-Leste. L'État partie faisait aussi valoir qu'il ressortait des enquêtes supplémentaires menées en 2009 qu'il était possible de se procurer à Dili et, la plupart du temps, dans la province d'Aileu, les médicaments dont l'auteur et son épouse avaient besoin, même si des problèmes de transport ou de financement public entraînaient parfois des ruptures d'approvisionnement. Les médicaments dont l'auteur et son épouse avaient besoin. Le Comité constate que les rapports médicaux fournis par l'auteur, datés de 2009 pour les plus récents, émettent l'hypothèse de l'absence au Timor-Leste des soins médicaux appropriés dont l'auteur aurait besoin sans l'étayer de données concrètes sur la situation personnelle de l'auteur. Il note en outre que l'auteur n'a apporté aucun élément pour expliquer pourquoi il ne pourrait raisonnablement pas vivre dans une région du Timor-Leste où il disposerait de davantage de soins de santé appropriés que dans la province d'Aileu, ni donné aucune information mentionnant un état pathologique aigu qui ferait que son retour au Timor-Leste constituerait une menace immédiate pour sa santé. À la lumière des informations dont il est saisi, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment démontré que son expulsion, en entraînant vraisemblablement l'aggravation de son état de santé, irait jusqu'à constituer un traitement inhumain au sens de l'article 7 du Pacte.

9. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:
- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif;
 - b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur de la communication.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

**F. Communication n° 1922/2009, *Martinez et consorts c. Algérie*
(Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	Gilbert Martinez et consorts (représentés par Alain Garay)
<i>Au nom de:</i>	Les auteurs
<i>État partie:</i>	Algérie
<i>Date de la communication:</i>	24 novembre 2004 (lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Dépossession des biens des auteurs suite à la déclaration d'indépendance de l'État partie
<i>Questions de procédure:</i>	Abus de droit; non-épuisement des voies de recours internes; incompatibilité avec les dispositions du Pacte
<i>Questions de fond:</i>	Droit des peuples de disposer librement de leurs richesses et ressources naturelles; droit de choisir librement sa résidence; immixtion arbitraire ou illégale, atteinte à l'honneur et à la réputation; violation du droit des minorités; discrimination dans le cadre de la dépossession et le droit à la propriété
<i>Articles du Pacte:</i>	1; 5; 12; 17; 27; 2, paragraphe 1, et 26, lus isolément ou conjointement; 26 et 17 lus conjointement
<i>Article du Protocole facultatif:</i>	3
<i>Le Comité des droits de l'homme</i> , institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,	
<i>Réuni</i> le 28 octobre 2013,	
<i>Adopte</i> ce qui suit:	

Décision concernant la recevabilité

1.1 Les auteurs de la communication, datée du 24 novembre 2004, et complétée par des informations supplémentaires présentées en 2005 et 2006, sont 590 personnes de nationalité française. Les auteurs se déclarent victimes de violations par l'Algérie des articles 1, 5, 12, 17, 27; du paragraphe 1 de l'article 2 et de l'article 26, lus isolément ou conjointement; des articles 26 et 17 lus conjointement. Ils sont représentés par un conseil. Le Pacte et le

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la présente communication: M. Yadh Ben Achour, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, Mme Zonke Zanele Majodina, M. Kheshoe Parsad Matadeen, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabián Omar Salvio, Mme Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine Vardzelashvili et Mme Margo Waterval. Conformément à l'article 90 du règlement intérieur du Comité, M. Lazhari Bouzid n'a pas pris part à l'examen de la communication. Conformément à l'article 91 du règlement intérieur du Comité, Mme Christine Chanet n'a pas pris part à l'examen de la communication.

Protocole facultatif s'y rapportant sont entrés en vigueur pour l'État partie le 12 décembre 1989.

1.2 Le 10 mars 2010, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son Président, a décidé que la question de la recevabilité serait examinée séparément de celle du fond.

Rappel des faits présentés par les auteurs

2.1 Les auteurs, citoyens français qui ont été contraints à quitter l'Algérie lors de l'indépendance en 1962, se sont vus dépossédés des biens qu'ils avaient dans ce pays, contrairement à ce qui était prévu dans les Accords d'Évian du 18 mars 1962¹. Chacun d'entre eux présente au Comité une copie de la décision de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) par laquelle la France les a déclarés bénéficiaires d'indemnisations correspondant au patrimoine qu'ils possédaient en Algérie. Cependant, ils affirment que l'intervention de la France à ce sujet ne leur a pas permis d'obtenir une indemnisation équitable correspondant à la valeur en 1962 des biens spoliés, alors que l'Algérie était souveraine et indépendante depuis cette année là.

2.2 Les auteurs relatent l'histoire de l'indépendance et indiquent qu'après cette date, l'État partie n'a pas pu ou pas voulu assumer ses responsabilités parmi lesquelles figurent la sécurité et la protection des intérêts moraux et matériels au bénéfice des populations domiciliées en Algérie.

2.3 Concernant les dispositions mises en place par l'État partie par rapport aux biens des personnes ayant quitté leur territoire, les auteurs distinguent plusieurs périodes. Pendant la première, de juillet à septembre 1962, les dépossessions ne résultent d'aucun texte. Elles sont le fait d'individus isolés, de groupes d'individus, ou d'autorités locales sans mandat, dont les initiatives ne provoquent aucune réaction caractérisée de l'État partie. Ensuite, l'ordonnance du 24 août 1962² règle le sort des biens vacants (dont l'usage, l'occupation et la jouissance ne sont plus exercés depuis plus de deux mois par le titulaire légal) et les place sous l'administration des préfets. L'ordonnance a pour objet de conserver les biens et réserver les droits des propriétaires. Dans la plupart des cas, elle aboutit à donner un support légal à l'état de fait qui s'était créé et à le perpétuer, ainsi qu'à de nouvelles dépossessions, décisions à l'appréciation des préfets qui ne sont assujetties à aucune garantie ou formalité préalable, et sans voie de recours effective. Cependant, en application de l'ordonnance, quelques restitutions furent ordonnées et effectivement réalisées. Ensuite, le décret du 23 octobre 1962³ interdit et annule tous les contrats de vente de biens vacants, y compris les ventes et locations conclues à l'étranger depuis le 1^{er} juillet 1962. Les biens ayant fait l'objet d'une annulation retombent dans le cadre des biens vacants au sens de l'ordonnance du 24 août 1962. Ensuite, le décret du 18 mars 1963⁴ apporte des conditions et garanties pour la déclaration de vacance, et prévoit une voie de recours⁵. Selon les

¹ Les auteurs citent les Accords d'Évian, en particulier les *Dispositions concernant les citoyens français de statut civil de droit commun*, selon lesquelles: «leurs droits de propriétés seront respectés. Aucune mesure de dépossession ne sera prise à leur encontre sans l'octroi d'une indemnité équitable préalablement fixée. Ils recevront les garanties appropriées à leurs particularismes culturel, linguistique et religieux. [...] Une Cour des garanties, institution de droit interne algérien, sera chargée de veiller au respect de ces droits.»

² Ordonnance n° 62-020 du 24 août 1962 concernant la protection et la gestion des biens vacants.

³ Décret n° 62-03 du 23 octobre 1962 portant réglementation des transactions, ventes, locations, afferriages, amodiations des biens mobiliers et immobiliers.

⁴ Décret n° 63-88 du 18 mars 1963 portant réglementation des biens vacants.

⁵ Dans les deux mois, «en assignant l'État algérien en la personne du préfet [...] par devant le juge des référés dans le ressort duquel se trouve la préfecture». Il s'agissait là d'une procédure rapide et peu coûteuse. Mais, encore une fois, l'application du décret ne répondit pas aux espoirs que son texte avait fait naître.

auteurs, ces recours n'étaient pas efficaces car les magistrats qui en furent saisis s'accordèrent des longs délais avant de se prononcer, et des dispositions nouvelles ont fait pratiquement disparaître toute garantie juridictionnelle. En effet, le décret du 9 mai 1963⁶ a écarté toute possibilité de recours, à part une procédure devant une commission départementale⁷, et ajouté à la notion de vacance celle très vaste d'ordre public et de paix sociale, conférant aux autorités un pouvoir d'appréciation quasi souverain. Du point de vue procédural, les présidents des tribunaux saisis en référé en vertu du décret du 18 mars 1963 se sont déclarés incompétents, puisque désormais la gestion des biens était assurée d'après un texte nouveau qui ne prévoyait pas la possibilité de saisir le juge des référés. Enfin, les commissions de recours gracieux prévues par le texte ne furent jamais mises en place.

2.4 En l'absence d'une limite de temps assignée aux mesures de ces textes, cet état de fait s'apparente en réalité à une expropriation déguisée, même si en droit strict les titulaires de biens n'ont pas perdu le droit de propriété. L'Avis n° 16 Z.F., relatif au transfert du produit de la réalisation des récoltes des biens appartenant antérieurement à des agriculteurs français et nationalisés par le décret du 1^{er} octobre 1963⁸, est l'unique mesure officielle d'indemnisation consentie aux Français spoliés. L'Avis verse à titre de dédommagement social 10 millions d'anciens francs à répartir aux maraîchers et cultivateurs. Cependant, pour les biens vacants, les négociations n'ont pas abouti⁹.

Teneur de la plainte

3.1 Les violations en cause sont de six ordres: a) la privation des biens et des moyens de subsistance de la minorité française spoliée (article 1 du Pacte); b) l'anéantissement du droit de choisir librement sa résidence en Algérie (article 12); c) l'immixtion illégale dans le domicile des auteurs en Algérie, combinée à une atteinte à leur honneur et à leur réputation (article 17); d) violation des droits des auteurs en considération de leur situation minoritaire et culturelle (article 27); e) mesures discriminatoires fondées sur l'atteinte à des droits relevant d'un traitement étatique différencié et non justifié dans le cadre de la dépossession des biens (articles 2, paragraphe 1, et 26 lus isolément ou conjointement, articles 17 et 26 lus conjointement); et f) atteinte discriminatoire au droit de propriété (article 5). Selon les auteurs, les droits des particuliers acquis sous l'État prédécesseur doivent être sauvegardés par l'État successeur. Ce principe fait partie du droit international commun et sa méconnaissance est de nature à engager la responsabilité internationale d'un État. Les droits de propriété des ressortissants français rapatriés d'Algérie devaient être maintenus et sauvegardés par l'État partie, ce qui n'a pas été le cas.

3.2 Concernant l'épuisement des voies de recours internes, les auteurs estiment que ces voies sont vouées à l'échec. Premièrement, l'absence d'installation de la Cour des garanties

⁶ Décret n° 63-168 du 9 mai 1963 relatif à la mise sous protection de l'État des biens mobiliers et immobiliers dont le mode d'acquisition, de gestion, d'exploitation ou d'utilisation est susceptible de troubler l'ordre public ou la paix sociale: les arrêtés préfectoraux qui mettent des biens sous protection de l'État ne peuvent donner lieu qu'à un recours exercé dans le délai d'un mois devant une commission départementale. Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

⁷ Organisée par le décret n° 63-222 du 23 juin 1963 réglementant les recours contre les décisions préfectorales plaçant certains biens sous la protection de l'État. Un recours est possible devant le préfet, qui transmet la requête à une commission départementale puis nationale, instituée au Ministère de l'intérieur.

⁸ Avis publié dans le Journal Officiel de la République algérienne du 17 mars 1964.

⁹ Le décret 63-64 du 18 février 1963 portant fixation d'une indemnité d'occupation des locaux d'habitation et à usage professionnel considérés comme vacants indiquait explicitement que les propriétaires de biens vacants ne recevraient aucune indemnité et renvoyait à des dispositions ultérieures l'examen de leur droit.

prévue par les Accords d'Évian a résulté en une impasse procédurale, alors que cette cour aurait dû ordonner des enquêtes, prononcer l'annulation de textes contraires à la *Déclaration des garanties*, et se prononcer sur toute mesure d'indemnisation. Deuxièmement, en fonction de la disposition d'ordre réglementaire qui autorise la dépossession, certaines voies de recours sont ouvertes, mais d'autres décrets les ont fermées.

3.3 Les recours suivants pouvaient être théoriquement exercés par les propriétaires lésés. Premièrement, devant la Cour suprême¹⁰: 1) recours en annulation contre les décrets ayant institué le régime des biens vacants, contre le décret du 9 mai 1963 et contre celui du 1er octobre 1963; 2) recours contre les décisions de la commission nationale statuant sur les recours formés contre les mesures d'application du décret du 9 mai 1963; 3) recours contre les arrêtés préfectoraux pris en application du décret du 1er octobre 1963; 4) recours contre les arrêtés de déclaration de vacance; 5) pourvoi en cassation contre les arrêts de cour d'appel ayant statué dans le cadre de la procédure instituée par l'article 7 du décret du 18 mars 1963; et 6) recours pour excès de pouvoir lorsque l'appréhension des biens est la conséquence d'un acte administratif. Deuxièmement, devant le juge des référés, un recours était possible contre les arrêtés de déclaration de vacance qui pourraient être pris dans l'avenir. Enfin, devant les commissions instituées par le décret du 9 mai 1963, un recours administratif contre les arrêtés plaçant les biens sous protection de l'État et contre les déclarations de vacance était possible. Trois procédures furent engagées devant le président du tribunal de grande instance d'Alger en vertu du décret du 18 mars 1963¹¹, et gagnées dans le sens où soit les arrêtés furent annulés, soit le tribunal ordonna une expertise qui conclut à un défaut de vacance. Encouragés par ces trois ordonnances, de nombreuses autres procédures furent engagées, mais les décisions favorables ne purent être exécutées. Les recours introduits en vertu du décret du 9 mai 1963 n'ont jamais abouti, car les commissions n'ont jamais été constituées. Deux arrêts furent rendus en mai 1964, infirmant l'ordonnance du président du tribunal d'Alger et considérant que le juge des référés demeurerait compétent pour les litiges relevant du décret du 18 mars 1963.

3.4 Toutes les procédures pouvant être valablement engagées l'ont été. Or, la juridiction algérienne soit s'est déclarée incompétente, soit a renvoyé devant la commission administrative prévue par le décret du 9 mai 1963, qui n'a jamais été constituée, soit a fait droit à la demande, mais sa décision est demeurée lettre morte. Quant aux recours devant la Cour suprême, les recours pour excès de pouvoir n'ont en pratique aucune chance d'aboutir. Du fait qu'aucun Français exilé d'Algérie n'a pu obtenir satisfaction de la dépossession subie, il revient à l'État partie de prouver le contraire.

3.5 En raison des impossibilités procédurales dans l'État partie, certains Français exilés d'Algérie se sont tournés vers la France: 74 pourvois ont été rejetés par le Conseil d'État, les 25 novembre 1988, 17 février 1999 et 7 avril 1999 (affaires *Teytaud et autres*¹²). Ils se sont ensuite tournés vers la Cour européenne des droits de l'homme¹³, qui a conclu que les

¹⁰ Créée par la loi n° 63-218 du 18 juin 1963.

¹¹ Quant aux décrets de nationalisation des biens agricoles, des tabacs, des minoteries et semouleries, des transports, cinémas etc., ils n'ont prévu aucune procédure amiable ou contentieuse. Seul le recours administratif pouvait jouer.

¹² Sur un recours formé contre les arrêts rendus le 11 juillet 1996 par la Cour administrative d'appel de Paris, le Conseil d'État a estimé le 17 février 1999 que la responsabilité de l'État français n'était pas engagée car les Accords d'Évian ne comportaient pas de clauses ou de promesses garantissant aux Français résidant en Algérie qu'au cas où ils seraient spoliés de leurs biens par l'État algérien, l'État français les indemniserait du préjudice.

¹³ Voir les requêtes n°s 48754/99, 49720/99, 49721/99, 49723/99, 49724-30/99, *Teytaud et autres c. France*, décision d'irrecevabilité du 25 janvier 2001; ainsi que les requêtes n°s 52240/99 à 52296/99, *Amsellem et autres c. France*, décision d'irrecevabilité du 10 juillet 2001.

requérants avaient été dépossédés de leurs biens par l'État Algérien, qui n'était pas partie à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3.6 Sur la recevabilité de la communication, les auteurs argumentent qu'elle émane de particuliers relevant, au début de la violation du Pacte, de la juridiction de l'État partie, qu'ils restent effectivement et personnellement victimes des violations qui se poursuivent depuis 1962 et que la question soulevée n'est pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

3.7 Sur la compétence *ratione temporis* du Comité, les effets des faits présumés contraires aux droits garantis par le Pacte sont continus et permanents. Si le Comité n'a en principe pas compétence *ratione temporis* pour un État partie dont les actes se sont produits avant la date à laquelle le Protocole a été ratifié par cet État partie, le Comité devient compétent si lesdits actes continuent de produire des effets après l'entrée en vigueur du Protocole et continuent de violer le Pacte ou ont des effets qui constituent une violation du Pacte.

3.8 Sur le fait que les auteurs ont été contraints d'attendre jusqu'en 2004 pour saisir le Comité, le Pacte et le Protocole n'édicte aucun délai de présentation, et suite à la jurisprudence du Comité, le dépôt des communications seulement en 2004 ne constitue nullement un abus de droit de plainte. Premièrement, les recours exercés en Algérie dès 1962 devant les juridictions nationales ont échoué. Deuxièmement, l'Algérie a attendu 1989 pour ratifier le Pacte et son Protocole. Troisièmement, dès lors les auteurs se sont naturellement, en tant que ressortissants français et pour des raisons nationales et culturelles, tournés vers les autorités françaises, à défaut de mettre en cause un État étranger. Quatrièmement, le recours aux procédures française et européenne (de 1970 à 2001) explique le délai qui s'est écoulé entre 1962 et 2004. Cinquièmement, en août 2001, les requérants devant la Cour européenne des droits de l'homme ont été informés par leur conseil que les décisions de la Cour mettaient définitivement fin à toutes les procédures engagées. C'est seulement en janvier 2004, que le conseil actuel a été sollicité pour étudier l'affaire et la présenter au Comité. Sixièmement, le 5 décembre 2002 le Président de la République française a annoncé l'adoption d'un quatrième dispositif légal de contribution nationale en faveur des Français rapatriés, qui a entretenu l'illusion d'une solution définitive et complète. Or, le projet de loi n° 1499 du 10 mars 2004 ne comportait pas un dispositif de réparation relatif à l'indemnisation des biens spoliés.

3.9 Sur l'allégation de violation de l'article 1, paragraphe 2, du Pacte, les auteurs estiment qu'en raison de leur appartenance à la communauté des Français exilés d'Algérie ils ont subi de graves atteintes à l'exercice individuel des droits collectifs, notamment ne pas pouvoir disposer librement de ses richesses et de ses ressources naturelles dont les droits immobiliers et les droits du travail.

3.10 Sur l'allégation de violation de l'article 12, les auteurs estiment que les conditions de la fuite d'Algérie s'assimilent à un exil. Du fait de la législation algérienne des biens vacants et des confiscations, ils n'ont pas pu fixer leur résidence en Algérie, ni y demeurer. Ils n'ont pu librement choisir leur domicile sans qu'aucune restriction conforme au paragraphe 3 de l'article 12 ne leur soit valablement notifiée. La privation de leur libre choix de résidence est incompatible avec les droits reconnus par le Pacte.

3.11 Sur l'allégation de violation de l'article 17, les auteurs font valoir que les mesures de dépossession n'ont jamais revêtu les formes légales. Le dispositif étatique algérien dérogeait au respect du principe de légalité au sens de l'article 17. L'immixtion dans la vie privée, la famille et le domicile des auteurs n'était pas autorisée par la loi algérienne. L'État n'avait aucune habilitation légale à agir comme il le fit uniquement par voie réglementaire et aucune mesure de protection légale ne fut mise en œuvre pour éviter leur exil.

3.12 Sur l'allégation de violation de l'article 27, les auteurs revendiquent la qualité de minorité dont les droits à exercer leur propre vie culturelle, en commun avec les autres membres de leur groupe, ont été anéantis en 1962. Les auteurs ont été privés de leurs droits en raison de l'absence d'effectivité des garanties de la minorité française. En étant contraints à l'exil, ils ont été empêchés d'exercer leur droit de vivre en Algérie dans leur milieu culturel et linguistique.

3.13 Sur l'allégation de violation des articles 2, paragraphe 1, et 26, lus isolément ou conjointement, et des articles 26 et 17 lus conjointement, les auteurs sont victimes d'une confiscation continue de leurs biens fondée sur une législation discriminatoire qui a frappé l'exercice de leur droit de propriété sans justification objective et raisonnable. La loi algérienne du 26 juillet 1963¹⁴ relative aux biens spoliés a institué le principe général de déclaration de biens d'État, de façon sélective et discriminatoire, pour les biens ayant appartenu aux «agents de la colonisation». Les biens nationalisés, sous certaines conditions, furent ensuite restitués au seul profit des «personnes physiques de nationalité algérienne»¹⁵ dont les terres avaient été nationalisées, contrairement aux garanties du Pacte et à la jurisprudence du Comité.

3.14 De plus, la mesure d'indemnisation du 17 mars 1964¹⁶ au profit exclusif d'une catégorie spécifique de la population (les agriculteurs) constitue une discrimination. Elle a établi une distinction de traitement, arbitraire, que rien ne justifiait au seul profit des agriculteurs. Or, l'obligation d'indemniser, sans traitement discriminatoire, est le corollaire du droit de nationaliser. Il y a donc eu violation des articles 2, paragraphe 1, et 26, lus isolément ou conjointement, et des articles 26 et 17 lus conjointement.

3.15 L'allégation de violation de l'article 5 du Pacte découle de la destruction des droits et libertés des auteurs en 1962. L'article 5, paragraphe 2, permet aussi de soulever la mise en œuvre de l'article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Compte tenu des allégations de violations mentionnées ci-dessus, il y a eu aussi violation de l'article 5.

3.16 Sur le préjudice moral et psychologique, les auteurs demandent expressément au Comité de constater que l'État partie, en contravention avec ses obligations résultant du Pacte et de sa propre législation nationale, est tenu de remédier à la série de violations. La satisfaction constituerait ici un mode approprié de réparation du dommage moral. Il y aurait un élément de satisfaction dans la reconnaissance du bien-fondé de la communication. Ils ne perdent cependant pas de vue l'exigence d'une réparation sous forme d'une indemnisation financière, juste et équitable, de leurs biens spoliés en Algérie.

Observations de l'État partie sur la recevabilité

4.1 Le 28 février 2010, l'État partie a contesté la recevabilité de la communication. Il rappelle que le 1^{er} novembre 2006, le Comité a déclaré irrecevable une communication similaire présentée par Armand Anton. Cette décision était basée sur la non-rétroactivité de l'application du Pacte et le fait que le droit à la propriété n'était pas couvert par celui-ci. Le Gouvernement algérien souhaite connaître les motivations qui ont conduit le Comité, en dépit du précédent mentionné et en application de l'article 3 du Protocole Facultatif, à ne pas déclarer irrecevables l'ensemble de ces communications, qualifiées d'abus de droit.

4.2 De plus, l'État partie fait valoir que les auteurs n'ont pas épuisé les recours internes. Les Accords d'Évian ont prévu un dispositif de sauvegarde pour les citoyens français

¹⁴ Loi n° 63-276 du 26 juillet 1963 relative aux biens spoliés et séquestrés par l'administration coloniale.

¹⁵ Article 3, ordonnance n° 95-26 du 25 septembre 1995 modifiant et complétant la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 portant orientation foncière, en référence à l'ordonnance n° 62-20 du 24 août 1962.

¹⁶ L'avis n° 16 Z. F. publié le 17 mars 1964 qui vise exclusivement les agriculteurs français dont les biens ont été nationalisés.

désirant rester en Algérie. Or, les auteurs ou leurs ayants droits ont quitté volontairement le territoire algérien laissant leurs biens «vacants», ce qui a conduit le Gouvernement à prendre des mesures de sauvegarde pour des raisons d'ordre et de sécurité publics.

4.3 Un organe des Nations Unies ne peut accepter d'examiner une communication de cette nature parce qu'il contreviendrait à la Charte des Nations Unies, laquelle consacre le droit à l'autodétermination comme règle à faire respecter pour les peuples sous domination étrangère. Le Comité aurait dû considérer ces communications comme incompatibles avec l'article premier du Pacte. Toute acceptation et tout examen de plainte de cette nature équivaldrait pour l'État partie à une légitimation de la colonisation et à une inversion du droit où le colonisateur demande à être indemnisé par le colonisé qui a été victime de la spoliation coloniale.

Commentaires des auteurs sur les observations de l'État partie

5.1 Par lettres du 10 mai 2010 et du 3 janvier 2012, les auteurs ont présenté des commentaires sur les observations de l'État partie. Concernant l'épuisement des recours internes, les auteurs réitèrent leurs allégations concernant l'absence de recours effectifs et demandent à l'État partie de bien vouloir faire la démonstration pratique de l'exposé des voies de recours susceptibles d'être exercées. Les auteurs citent l'ordonnance n° 10-01 du 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, dont l'article 42 signale: «Est nulle toute transaction opérée par les propriétaires initiaux à l'intérieur ou à l'extérieur du pays sur les biens immobiliers dont la propriété a été dévolue à l'État consécutivement à des mesures de nationalisation, d'étatisation ou d'abandon par leurs propriétaires. Sont également interdits de restitution les biens cités [...] ci-dessus ayant fait l'objet de cession par l'État.»

5.2 Les auteurs rejettent l'affirmation de l'État partie concernant leur départ «volontaire» de l'Algérie. L'État partie énonce des «faits» sans apporter le moindre début de preuve documentée et circonstanciée. Les auteurs rejettent également le discours de l'État partie concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

5.3 Sur la violation continue, la distinction entre «fait illicite instantané à effets continus» et «fait illicite continu» nécessite une analyse subtile des faits et du droit. La juridiction est compétente dès que l'opposition entre les parties (prétention et contestation) s'est réalisée après l'entrée en vigueur, même si les «faits» litigieux ou la «situation» qui a provoqué le litige sont antérieurs. Si toutefois la «cause» de la réclamation (ou la «source» du litige) est un ensemble de faits postérieurs à la date critique, la juridiction sera compétente même si leur caractère illicite tient à la modification, ou au non-respect, d'une situation créée antérieurement. L'effet des conditions temporelles nécessite donc une étude attentive des faits et du droit, et l'on doit alors joindre leur examen au fond.

Délibérations du Comité

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6.2 Le Comité note que, dans cette affaire, un délai de 15 ans s'est écoulé entre la ratification du Protocole facultatif par l'État partie en 1989 et la présentation de la communication en 2004. Il observe qu'il n'existe pas d'échéance précise pour la présentation de communications en vertu du Protocole facultatif. Cela étant, dans certaines circonstances, le Comité est en droit d'attendre une explication raisonnable pour justifier un tel délai. Dans le cas d'espèce, le Comité prend note des divers arguments avancés par le conseil, lesquels expliquent, selon ce dernier, pourquoi les auteurs ont été contraints d'attendre jusqu'à 2004 pour soumettre la communication au Comité (voir par. 3.8). En ce

qui concerne le fait que l'État partie n'a ratifié le Pacte et le Protocole facultatif qu'en 1989, le conseil n'explique pas pourquoi les auteurs n'ont pas engagé de procédure dans l'État partie à ce moment-là. Le Comité relève que les auteurs ont bénéficié de mesures d'indemnisation de la part de la France¹⁷ et que c'est seulement après avoir découvert que le projet de loi français n° 1499 du 10 mars 2004¹⁸ ne comportait pas de dispositif de réparation relatif à l'indemnisation des biens spoliés en Algérie qu'ils ont décidé d'introduire un recours contre l'État partie, non pas devant les tribunaux et les organes administratifs internes de ce dernier mais directement devant le Comité. Le Comité est d'avis que les auteurs auraient pu introduire un recours contre l'État partie après l'adhésion de celui-ci au Pacte et au Protocole facultatif et que les actions intentées en France ne les empêchaient pas d'engager une procédure contre l'Algérie devant le Comité. Aucune explication convaincante n'a été donnée par les auteurs pour justifier leur décision d'attendre jusqu'à 2004 pour soumettre la communication au Comité. En l'absence d'explication, le Comité considère que la présentation de la communication après un délai aussi long équivaut à un abus du droit de plainte et il conclut à l'irrecevabilité de la communication en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif¹⁹.

7. En conséquence, le Comité décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et aux auteurs.

[Adopté en français (version originale), en anglais et en espagnol. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

¹⁷ Loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés, qui cherchait à régler définitivement les dossiers des biens perdus ou «spoliés» outre-mer.

¹⁸ La loi n° 2005-158 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés a été adoptée le 23 février 2005. Elle vise essentiellement deux catégories de personnes: les rapatriés et les harkis. En ce qui concerne les rapatriés, la loi a pour but la restitution des sommes prélevées sur les indemnisations qui leur avaient été versées en 1970, aux fins du remboursement des prêts de réinstallation. Ces prêts avaient été accordés aux personnes qui voulaient créer des entreprises en France. En ce qui concerne les harkis, la loi prévoit le versement de l'*allocation de reconnaissance*.

¹⁹ Voir communication n° 787/1997, *Gobin c. Maurice*, décision concernant la recevabilité adoptée le 16 juillet 2001, par. 6.3, et communication n° 1434/2005, *Fillacier c. France*, décision concernant la recevabilité adoptée le 27 mars 2006, par. 4.3.

Appendice

Liste des auteurs

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. ACQUAVIVA VALERO, Dolores | 36. BANDET, Huguette |
| 2. ADRAGNA, Rose | 37. BANON, Philippe |
| 3. AGUADO, Antoine | 38. BARBAUD, Françoise |
| 4. ALBEROLA, Marie | 39. BARBAUD, Paul-Robert |
| 5. ALBOUY, Maryse (née JURADO) | 40. BARCELO, Marcel |
| 6. ALLIONE, Régine | 41. BARRET, Carmen (née GARCIA) |
| 7. AMADOR, Germaine | 42. BARRET, Jean-Louis |
| 8. AMATE, Henry-Marius | 43. BARRIERE, Denise |
| 9. AMATE, Henry | 44. BARTOLO, Eliette |
| 10. AMATE, Henry-Marius | 45. BAYARD, Denise |
| 11. AMATE, Maryse | 46. BAYARD, Serge |
| 12. AMATE, Pierre | 47. BELLIER, Hélène |
| 13. ANAHORY, Ambroise | 48. BELLIER, Paul |
| 14. ANDREO, Emma | 49. BELZER, Jacques |
| 15. ANDREO, Jean Joël | 50. BERNAD, Jean-Jacques |
| 16. ANGLADE, Gérard | 51. BERNAD, Jean-Pierre |
| 17. ANGLADE, Marcel | 52. BERNAD, Lucienne |
| 18. ANGLADE, Roleine | 53. BERNARD, Olga |
| 19. ARACIL, Alain | 54. BILLARD, André |
| 20. ARACIL, Lucie | 55. BILLARD, Marie |
| 21. ARNAUD, Alain | 56. BILLUART, Adèle |
| 22. ARNAUD, Janine | 57. BIREBENT, Danielle (née GARCIA) |
| 23. ARNAUD, Maryse | 58. BIREBENT, Paul |
| 24. ARNAUD, René | 59. BLANDIN, Marie-Claude |
| 25. AR, Marie-Louise (née CASTANO) | 60. BLANDIN, Norbert |
| 26. ASNAR, Michelle (née BROTONS) | 61. BOBBIA, Jean-Charles |
| 27. ASTIER, Nelly | 62. BOBBIA, Marie-Claude |
| 28. AUDISIO, Danielle (née FAES) | 63. BOBBIA, Renée |
| 29. AUDOUY, Marie (née TOUSTOU) | 64. BOBBIA, Marie-Yvonne |
| 30. AUZIAS, Monique | 65. BONED, Claudine |
| 31. AVERSENG, Michel | 66. BORONAD, Vincent |
| 32. AZORIN, René | 67. BORRAS, André |
| 33. AZZOPARDI, Charles | 68. BORRAS, Félicie |
| 34. BALLESTER, Jacqueline | 69. BORRAS, Gabriel |
| 35. BALTAZAR, Bernadette | 70. BORRAS, Jacques |

-
- | | |
|---|--|
| 71. BORRAS, Jacques Pierre | 110. CASSAGNE, Jean-Marie |
| 72. BOSCH, Jean-Pierre | 111. CASSAGNE, Pierre |
| 73. BOSSERT, Georges | 112. CASTET, Suzanne |
| 74. BOSSERT, Luc | 113. CAZAUX, Armand |
| 75. BOUBAY, Marie-Hélène
(née DUBUCHE) | 114. CAZENAVE, Georges |
| 76. BOUCHERAT, Helyette | 115. CHAMUEL, Michèle |
| 77. BOUCHERAT, Rollande | 116. CHARRIN, Georges |
| 78. BOUIE, Jacqueline (épouse MAS) | 117. CHARRIN, Jean-Claude |
| 79. BOURGEOIS, Alain | 118. CHARRIN, Pierre Yves |
| 80. BOURGEOIS, Jean-Michel | 119. CHEYMOL, Edmond |
| 81. BOURGEOIS, Micheline (née SALA) | 120. CHIEZE, Jean |
| 82. BOURREL, Annie | 121. CIOMEI, Pierre |
| 83. BOUTIN, Georges | 122. CLAVENAD, Sylviane (née MALISSON) |
| 84. BREVARD, Marcelle | 123. COHEN SOLAL, Fernand |
| 85. CABANIE, Alfred | 124. COLIN, Robert |
| 86. CABANIE, Simone (née GOILLOT) | 125. COLINO, Mathieu |
| 87. CABOT, Jacques | 126. COMBES, Jacqueline (née FERNET) |
| 88. CABOT, Jean-Louis | 127. COMBES, Philippe |
| 89. CABOT, Suzanne | 128. COMTE, Chantal (née SERRES) |
| 90. CACHIA, Henri | 129. COMTE, Pierre-Yves |
| 91. CALLEJA, Hervé | 130. CONTE, Anne |
| 92. CALMELS, Renée | 131. CORBALAN, Vincent |
| 93. CAMBOS, Lydie (née CANNOVA) | 132. CORDINA, Francis |
| 94. CAMELIS, Jean-Michel | 133. CORNUS, Lydia |
| 95. CAMPILA LOUIS, Nicole | 134. CORTES, Renée |
| 96. CAMPRUBI, Josette | 135. COUTELIER, André |
| 97. CAMPS, Albert | 136. CRIVELLO, Marcel |
| 98. CAMPS, Nicole | 137. CROMBET, Michelle (née BIREBENT) |
| 99. CANTINEAU, Paule (née CARDONA) | 138. CROS, Claude |
| 100. CARAVACA, Joseph | 139. CROS, Guy |
| 101. CARDENTI, Alain | 140. CROS, Jean Félix |
| 102. CARDI, Édouard | 141. CROS, Renée |
| 103. CARDI, Ignace | 142. CUBA, Françoise (épouse BERNARDO) |
| 104. CARDIS, Hippolyte | 143. DANET, Éliane |
| 105. CARRIERE, Jean | 144. DARIES, Jean-Marie |
| 106. CASA, Marie-Thérèse | 145. DAVID, Alain |
| 107. CASANOVA, Yves | 146. DAVID, Angèle (née LLEDO) |
| 108. CASAVECCHIA, Fernande | 147. DAVID, Guy |
| 109. CASIN, Charlette | 148. DAVIN, Nicole (épouse BOBBIA) |
| | 149. DAYMAND, Paulette |

- | | |
|---|---|
| 150. DEBONO, Louis | 189. FERNANDEZ, Gilbert |
| 151. DELENSEIGNE, Anny | 190. FERNANDEZ, José |
| 152. DELEUZE, Madeleine | 191. FERRER, Bernadette |
| 153. DELZENNE, Marie-France
(née BORRAS) | 192. FERRER, Lucienne |
| 154. DEOM, Reine (née DROSS) | 193. FIESCHI, Jacques |
| 155. DEVAUX, Jean-Marcel | 194. FIESCHI, Marie-José |
| 156. DI MAIO, André | 195. FILLACIER, Claude |
| 157. DI MAIO, Bernadette | 196. FILLACIER, Monique |
| 158. DI MAIO, Jean-Paul | 197. FLAMANT, Nelly (née PITAVIN) |
| 159. DI MAIO, Pierre | 198. FLINOIS, Claude |
| 160. DIANOUX, Adrienne | 199. FLOUTTARD, Jean-Pierre |
| 161. DIMECH, Marcelle | 200. FLOUTTARD, Suzanne (née COTTE) |
| 162. DISTINGUIN, Cyril | 201. FOISSIER, Gislaine (née PERLES) |
| 163. DOLL, France | 202. FONTAINE, Christian |
| 164. DOLL, Véronique | 203. FONTI, Reine |
| 165. DONNADIEU, Jean-Marie | 204. FORT, Rolland |
| 166. DOUMENS, Jean | 205. FORTESA, Louis |
| 167. DUBOUCH, Alain | 206. FOUILLERON, Armande |
| 168. DUBOUCH, Bernard | 207. FOUILLERON, Jeanine (née JANDRIEU) |
| 169. DUBOUCH, Roger | 208. FOUILLERON, Jean-Pierre |
| 170. DUDOGNON, Jacqueline (née NORIS) | 209. FOUILLERON, Monique |
| 171. DUMONT, Georgette | 210. FOUILLERON, Philippe |
| 172. DUPEUX, Pierre | 211. FOUROUX, Lucien |
| 173. DUPLAN, Armand | 212. FRAIZIER, Jean-Marc |
| 174. DUPONT, Arlette (née GONZALEZ) | 213. FRAIZIER, Josette (née PUIG) |
| 175. DUPONT, René | 214. FRANCOIS, Michel |
| 176. DUPONT, Suzanne | 215. FUGET, Marie-Laure |
| 177. DUPUY, Jacques | 216. FUGET, Robert |
| 178. DUVERGEY, Lisette (née KIENTZLER) | 217. GADEA, Vincent |
| 179. DYE, Jean-Marie | 218. GADEA, Vincent |
| 180. ESPINERA, Camille | 219. GALVES, Emmanuel |
| 181. ESPINOSA, Manuel | 220. GALVES, Michelle |
| 182. EYMARD, Denise | 221. GALVEZ, Émilie |
| 183. EYMARD, Monique | 222. GANDOLPHE, Léonce |
| 184. FA, Odile | 223. GANDOLPHE, Léonce |
| 185. FABRER, Bernard | 224. GARCIA, Arlette |
| 186. FAUR, Monique | 225. GARCIA, Carmen |
| 187. FEDOUL, Dris | 226. GARCIA, Clorinde |
| 188. FENOLLAR, René | 227. GARCIA, Électre (née FERNANDEZ) |
| | 228. GARCIA, Gabriel |

-
- | | |
|--------------------------------------|--|
| 229. GARCIA, Joseph | 269. HENRI, Marc |
| 230. GARCIN, Georges | 270. HERAULT, Astride (née KIENTZLER) |
| 231. GASSO, Jean-Claude | 271. HONNORAT, Christiane |
| 232. GASSO, Jeanne | 272. HOUDOU, Anne-Marie |
| 233. GASSO, Michel | 273. HUMBERT, Yvon |
| 234. GAUBERT, Maurice | 274. HUNTZINGER, Marcelle (née CHIEZE) |
| 235. GAUCI, Charles | 275. HUOT, Viviane |
| 236. GAUCI, Colette | 276. IACONO, Claude |
| 237. GAUDICHON, Bernard | 277. INFANTES, Antoine |
| 238. GENTHIAL, Gérald | 278. INZAINA, Claudine |
| 239. GIGANDET, Albert | 279. JACOMO, Huguette |
| 240. GIGON, Paule | 280. JAEN, Jean-Claude |
| 241. GIOVANNONE, Alice | 281. JUAN, Antoine |
| 242. GIOVANNONE, Christiane | 282. JULIEN, Cyrille |
| 243. GOILLOT, Gaston | 283. JULIEN, Gautier |
| 244. GONERA, Florence (née HENRI) | 284. JURADO, Louise |
| 245. GOURBEYRE, Claude | 285. KARSENTY, Menahim |
| 246. GRANJON, Chantal | 286. KIENTZKER, Charles |
| 247. GRIMA, Gladys (née FEDERIGI) | 287. KIENTZLER, René |
| 248. GRIMA, Jean | 288. KLOCK, Chantal |
| 249. GRIMA, Paulette | 289. KRAFT, Suzanne |
| 250. GUARESCHI, Fernand | 290. LA CASA, Didier |
| 251. GUARESCHI, Marie (née NOCERINO) | 291. LACRAMPE, Yvette |
| 252. GUERRY, Anne-Marie | 292. LAEMMEL, Claude |
| 253. GUIAUCHAIN, Jacques | 293. LAFFORGUE, Cécile (née CROZE) |
| 254. GUICHARD, Georges | 294. LAGARDE, Georges |
| 255. GUILLAUME, Maryvonne | 295. LAMIRAULT Marie, Chantal
(née LOUIS) |
| 256. GUIRAUD, Jean-François | 296. LANCRY, Denise (née CHERKI) |
| 257. GUISSET, Colette | 297. LANCRY, Roger |
| 258. GUITONEAU, Michelle | 298. LANIEL, Jean-Pierre |
| 259. GUTTIEREZ, Francis | 299. LARDEAUX, Aristide |
| 260. GUY, Roger | 300. LARGE, Jean-Pierre |
| 261. HAMELIN, Albert | 301. LARTIGUE, Josiane |
| 262. HAMELIN, Odette | 302. LASSERRE, Josée |
| 263. HAUDRICOURT, Marlène | 303. LAURENT, Daniel |
| 264. HAUDRICOURT, Paul | 304. LAURENT, Odile |
| 265. HENRI, Céline | 305. LAVAYSSE, Bernard |
| 266. HENRI, Claude | 306. LAVAYSSE, Philippe |
| 267. HENRI, Edmond | 307. LECLERCQ, Régine |
| 268. HENRI, Jean Marc | |

- | | |
|--|--|
| 308. LESCOMBES, Germain | 348. MARTINEZ, Denise |
| 309. LESCOMBES, Raymond | 349. MARTINEZ, Edmonde (née VICENTE) |
| 310. LISSARE, Dolores | 350. MARTINEZ, Gilbert |
| 311. LLACER, Frédéric | 351. MARTINEZ, Guy |
| 312. LELLBACH, Gérald | 352. MARTINEZ, Jean-Claude |
| 313. LLEU, Juliette | 353. MARTINEZ, Jofrette |
| 314. LLEU, Michel | 354. MARTINEZ, Joseph |
| 315. LLORCA, Jacqueline (née MAGLIOZZI) | 355. MARTINEZ, Marcel |
| 316. LOBELL, Angèle | 356. MARTY, Anne-Marie |
| 317. LOPEZ, Huguette | 357. MARTY, Simone (née ROUX) |
| 318. LOPEZ, Marie-Dolores (née MARTINEZ) | 358. MAS, Jacqueline (née BOUIE) |
| 319. LOPINTO, Arlette | 359. MASQUEFA, Antoinette |
| 320. LORENZ FALZON, Andrée | 360. MASQUEFA, Hubert |
| 321. LORTIE, Rolande | 361. MATHIEU, Michèle |
| 322. LOUIS, Christian | 362. MAURANGE, Janine (née RIQUELME) |
| 323. LOUIS, Edmonde (née LUCCI) | 363. MAURANGES, Claude |
| 324. LOUIS, Marie-France | 364. MEDINA, Victor |
| 325. LOUVIER, Ignace | 365. MENE, Gabriel |
| 326. LOUVIER, Sylviane | 366. MERCURI, Monique |
| 327. LUBRANO, Alexandre | 367. MERLENG, Rose |
| 328. LUBRANO, Lucie | 368. MESTRE, Edgar |
| 329. LUCCI, Alain | 369. MICALEFF, Pierre |
| 330. LUCCI, Gilbert | 370. MIRBELLE, Louis |
| 331. LUCCI, Louis | 371. MOATTI, William |
| 332. LUCCI, Vincent | 372. MOLLAR, Jean-Pierre |
| 333. LUPISGICH, Nieves (née VIXCAINO) | 373. MOMMEJA, Alain |
| 334. MACALLUSO, Arlette | 374. MOMMEJA, Hélène (née BERTHET) |
| 335. MAIGUES, Raymond | 375. MOMMEJA, Laurent |
| 336. MARCE, Solange | 376. MOMMEJA, Marc |
| 337. MARECHAL, Colette (née ROS) | 377. MOMMEJA, Marie-José |
| 338. MARGUERITE, Michèle | 378. MOMMEJA, Michel |
| 339. MARI, Jean | 379. MOMMEJA, Régine |
| 340. MARIN, Marie-Claire | 380. MONMIREL, Janie (née VIAL) |
| 341. MARTIN, Georges | 381. MONREAL, Henri |
| 342. MARTIN, Micheline (née FABRE) | 382. MORALES, Armand |
| 343. MARTIN, Nicolas | 383. MORAND DE LA GENEVRAYE,
Jacqueline |
| 344. MARTINEZ, Alberta | 384. MOREL, Pierre |
| 345. MARTINEZ, André | 385. MORETTI, Geneviève (née CARDI) |
| 346. MARTINEZ, Antoine | 386. MOULIS, Jean-Claude |
| 347. MARTINEZ, Christian | |

-
- | | |
|---------------------------------------|--|
| 387. MOULIS, Roberte (née MOULIS) | 427. PETRO, Marlyse (née OLIVIERI) |
| 388. MULLER, Georges | 428. PEYRE, Jacques |
| 389. NAUD, Claude | 429. PEYROT, Jacqueline (née DI NAPOLI) |
| 390. NAUD, Élisabeth (née LLEU) | 430. PHILIPPE, Chantal |
| 391. NAUD, Henri | 431. PICHOT, Jean |
| 392. NAUD, Jean | 432. PICONE, Brigitte (née BUSSUTIL) |
| 393. NAUD, Robert | 433. PICONE, Didier |
| 394. NAVARRO, Antoinette | 434. PICONE, Jean-Jacques |
| 395. NAVARRO, Germaine | 435. PICONE, Marie-Thérèse |
| 396. NAVARRO, Joachim | 436. PIERRE, Juliette |
| 397. NAVARRO, Marie (épouse MUCCI) | 437. PIGNODEL, Hermine |
| 398. NEBOT, Daniel | 438. PINA, Jeanine |
| 399. NEBOT, Didier | 439. PIRO, Joseph |
| 400. NEBOT, Evelyne | 440. PODESTA, Hélène |
| 401. NOGARET, Robert | 441. PODESTA, Jean |
| 402. NOIRET, Jean Germain | 442. POLETTI, Jean-Pierre |
| 403. NOUGARO, Lydia | 443. PONS, Colette |
| 404. NUNCIE, Geneviève (née LAVAYSSE) | 444. PONS, Jocelyne (née SEYLER) |
| 405. OLIBE, Louise | 445. PONT, Achille |
| 406. OLIVIERI, André | 446. PONT, Huguette (née MARTINEZ) |
| 407. OLIVIERI, Charly | 447. PONT, Louis |
| 408. OLIVIERI, Louis | 448. PONT, Lucette |
| 409. PAPALIA, Anne | 449. PORCEDO, Aline (née GIROUD) |
| 410. PAPALIA, Dominique | 450. PORTELLI, Christian |
| 411. PAPALIA, Françoise | 451. PORTELLI, Jean-Pierre |
| 412. PAPALIA, Michèle | 452. PORTELLI, Michèle |
| 413. PARINI, Louis | 453. PORTIGLIATTI, Arielle (née CALLEJA) |
| 414. PASTOR, Jeanne (née LUCCI) | 454. POUYET, Raphaëlle (née THYL) |
| 415. PASTOR, Jeanne (née LUCCI) | 455. POVEDA, Antoine |
| 416. PAULY, Elizabeth (GRANJON) | 456. PRA, Marc |
| 417. PAYA, André | 457. PRADEL, André |
| 418. PAYET, Marie-Jane (née DEVESA) | 458. PRADEL, Didier |
| 419. PELLISSIER, André | 459. PRADEL, Henri |
| 420. PEREZ, Alain | 460. PRADEL, Suzanne (née TISSOT) |
| 421. PEREZ, Marie | 461. PRALY, Hervé |
| 422. PERLES, Ginette | 462. PUDEBAT, René |
| 423. PERLES, Marcelle | 463. QUINTARD, Marie-Paule (née MORIN) |
| 424. PERLES, Serge | 464. RAMADE, Jacques |
| 425. PETIT, Robert | 465. RAMADE, Marie-Hélène
(née TROUSSARD) |
| 426. PETREQUIN, Paul | |

-
- | | |
|--|---|
| 466. RAMIREZ, Huguette (née GIMENEZ) | 504. SALA, Jacqueline |
| 467. RAPIN, Marie | 505. SALA, Jean Claude |
| 468. RAPIN, Yves | 506. SALA, Renée (née CAZAUX) |
| 469. RAVOT, Berthe | 507. SALAS, Pierre Louis |
| 470. RAVOT, Gilbert | 508. SALLAN, Maryse |
| 471. REDON, Marius | 509. SALVAT, Jean Pierre |
| 472. REINOLD, Eveline (née FONT) | 510. SALVAT, Joseph |
| 473. REY, Roselys (née REICHERT) | 511. SAMTMANN, Armand |
| 474. RIBAS, Antoine | 512. SANCHEZ, Roger |
| 475. RIBAS, José | 513. SANCHO, Laure (née BERNABEU) |
| 476. RIBAS, Maria | 514. SANTANA, Michel |
| 477. RIBAS, Vincent | 515. SANZ, Henriette |
| 478. RICO, Zahrie | 516. SAVES, Simone (née JAUBERT) |
| 479. RIEU, Marcel | 517. SCHREYECK, Huguette |
| 480. RIVIERE, Gisèle (née MARTINEZ) | 518. SCHWAL, Jean-Michel |
| 481. ROBERT, Fernand | 519. SCHWAL, Michèle (née PIERRE) |
| 482. ROMAGGI, Georges | 520. SCHWAL, Stéphane |
| 483. ROMAGGI, Paulette | 521. SCOTTI, Jean-Claude |
| 484. ROMERA, Mathilde | 522. SCOTTO, Jean-Pierre |
| 485. RONGEAT, Georges | 523. SEGUI, Jean-Luc |
| 486. ROS, Antoine | 524. SEGUI, Martine |
| 487. ROS, Suzel (née TROUSSARD) | 525. SEGUI, Paule |
| 488. ROSEMPLETT, Marlène (épouse
HAUDRICOURT) | 526. SEGUI, Paule (née BOSCH) |
| 489. ROSENZWEIG, Guy | 527. SELLES, Angèle |
| 490. ROSENZWEIG, Jeannine | 528. SEMPERE, Marcel |
| 491. ROUCOULES, Guy | 529. SEMPOL, Émile |
| 492. ROUCOULES, Josette | 530. SEPET, Nicole |
| 493. ROUCOULES, Maurice | 531. SERRES, Hélène |
| 494. ROUCOULES, Paul | 532. SEVERAC, Louis |
| 495. ROUCOULES, Renée | 533. SEYLER, Jean-Paul |
| 496. ROUX, Marie-Ange (née VALENTI) | 534. SOCIAS, Sébastien |
| 497. ROUX, René | 535. SOLER, Antoinette |
| 498. RULLIER, Marie-Madeleine
(née WASMER) | 536. SOLER, Danielle (née SARAMITE) |
| 499. SAIMAN, Alain | 537. SOLER, Philippe |
| 500. SAIMAN, Bernard | 538. SOULIER, Robert |
| 501. SAIMAN, Divine | 539. STREIT, Albert |
| 502. SAIMAN, Janine (née LELLOUCHE) | 540. SUCH, Odile |
| 503. SAJOUS, Francine (née MALE) | 541. SUCH, Patrick |
| | 542. TARI, Emmanuelle (née VIDAL
AVEILLAN) |

-
- | | |
|--|--|
| 543. TENZA, Joseph | 568. VIAL, Jean |
| 544. TEPPET, Danielle | 569. VIDAL, Martine (née PIERRE) |
| 545. TEPPET, Guy | 570. VIGIER, Jean-Gilles |
| 546. TEPPET, Marie-Jeanne (née DROSS) | 571. VIGIER, Yvette |
| 547. THIEBEAUD, Jean-Paul | 572. VIGNAU, André |
| 548. TOCHON, Claude | 573. VIGNAU, Danielle |
| 549. TORRA, Suzanne | 574. VITIELLO, Jackie |
| 550. TORREGROSA, Jean-Pierre | 575. VITIELLO, Michèle (née NACHTRIPP) |
| 551. TORRES, Fernand | 576. VITIELLO, Pierre |
| 552. TOUSSAINT, Edmée (née ACOLAS) | 577. VIUDES, André |
| 553. TRAVERSE, Paule (née FROMENTAL) | 578. VIUDES, Fabienne |
| 554. TRISTAN, Mathilde | 579. VIUDES, Frédéric |
| 555. TROUSSARD, Gabriel | 580. VUILLAUME, Claude |
| 556. TRUCHI, Marcel | 581. VUILLAUME, Rose |
| 557. VALAT, Marie-Rose (née FUGET) | 582. VUILLAUME, Yves |
| 558. VALVERDE, Louisette | 583. WAAS, Michel |
| 559. VALVERDE, Marc | 584. WAGNER, Georges |
| 560. VALVERDE, Marie Christine
(née GARCIA) | 585. WAGNER, Sylviane (née MORIN) |
| 561. VEILLON, Christian | 586. WARISSE, Marie-France |
| 562. VELA, Claude | 587. WARISSE, Roger |
| 563. VELLA, Thérèse | 588. WIETRICH, Gislaine
(née FLEDDERMANN) |
| 564. VERDOUX, Agnès | 589. WIMET, Paulette (née FULLANA) |
| 565. VERDOUX, Christian | 590. ZAMMIT, Charley |
| 566. VERDOUX, Gérard | |
| 567. VERDOUX, Sébastien | |

**G. Communication n° 1923/2009, R. C. c. France
(Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	R. C. (non représenté par un conseil)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur
<i>État partie:</i>	France
<i>Date de la communication:</i>	4 août et 9 octobre 2009 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Légalité de la procédure par laquelle le pourvoi de l'auteur a été considéré par le Conseil d'État
<i>Questions de procédure:</i>	Épuisement des recours internes, incompatibilité <i>ratione materiae</i>
<i>Question de fond:</i>	Droit à un procès équitable
<i>Article du Pacte:</i>	14 (par. 1)
<i>Article du Protocole facultatif:</i>	2

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 28 octobre 2013,

Adopte ce qui suit:

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication, datée des 4 août et 9 octobre 2009, est R.C., de nationalité française. Il affirme être victime d'une violation par la France de l'article 14, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il n'est pas représenté par un conseil. Le Pacte et le Protocole facultatif s'y rapportant sont entrés en vigueur pour la France respectivement les 4 février 1981 et 17 mai 1984.

1.2 Le 22 avril 2010, le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, agissant au nom du Comité, a décidé que la recevabilité de la communication devait être examinée séparément du fond.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur est fonctionnaire de l'État, en qualité de professeur agrégé de l'université. Il a fait l'objet d'un contrôle fiscal par la direction des services fiscaux des Pyrénées-orientales pour les années 2004, 2005 et 2006.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la présente communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Kheshoe Parsad Matadeen, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabián Omar Salvio, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine Vardzelashvili et M^{me} Margo Waterval.

Conformément à l'article 90 du règlement intérieur du Comité, M^{me} Christine Chanet n'a pas pris part à l'examen de la communication.

2.2 Dans le cadre de ce contrôle, l'auteur a été amené à demander à l'administration fiscale la communication de divers documents, dont une fiche dite «3609». Par lettre du 25 février 2008, le directeur des services fiscaux des Pyrénées-orientales a estimé que la communication de cette fiche n'était pas possible, au motif qu'elle porterait atteinte à la recherche, par les services compétents, des infractions fiscales et douanières au sens de la loi du 17 juillet 1978.

2.3 Le 19 mars 2008, l'auteur a saisi la Commission d'accès aux documents administratifs, laquelle, par décision du 18 avril 2008, et se fondant sur les indications données par le directeur des services fiscaux des Pyrénées-orientales, a émis un avis défavorable à la communication de la fiche «3609». Le 19 mai 2008, le directeur des services fiscaux des Pyrénées-orientales confirmait implicitement le rejet de la demande de l'auteur. Ce dernier a par conséquent introduit un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier, en demandant l'annulation de la décision implicite du directeur des services fiscaux des Pyrénées-orientales. Le 23 avril 2009, le tribunal administratif de Montpellier rendait sa décision en faveur de l'auteur, considérant que c'était à tort que l'administration fiscale avait refusé de lui communiquer la fiche «3609», annulant la décision implicite de rejet du directeur des services fiscaux des Pyrénées-orientales, et enjoignant à ce dernier de communiquer le document en question à l'auteur dans un délai de 15 jours.

2.4 Le 7 juillet 2009, l'auteur était informé par la section du contentieux du Conseil d'État que l'administration fiscale s'était pourvue en cassation, qu'elle avait introduit une requête en sursis à l'exécution du jugement du tribunal administratif de Montpellier et que cette requête allait être examinée d'extrême urgence, l'auteur disposant d'un délai de cinq jours pour qu'un avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, obligatoirement constitué, produise un mémoire en défense.

2.5 Ne disposant que de cinq jours en pleines vacances estivales pour trouver un avocat qui accepte le dossier, et rédige un mémoire, l'auteur décida de procéder lui-même à la rédaction d'un tel mémoire, qu'il adressait d'urgence au Conseil d'État sans le faire viser par un avocat. Dans son mémoire, l'auteur estimait: que son mémoire était recevable sans constitution de ministère d'avocat; qu'il y avait en l'espèce rupture du principe d'égalité quant à la dispense du ministère d'avocat dont seule bénéficiait l'administration; que cette rupture du principe d'égalité était contraire au principe du droit au procès équitable.

2.6 Le 24 juillet 2009, le Conseil d'État écartait les conclusions de l'auteur, car présentées sans le ministère d'un avocat; ordonnait le sursis à l'exécution du jugement du tribunal administratif de Montpellier du 23 avril 2009; et rejetait les arguments de l'auteur quant à la violation du principe de l'égalité des armes, et du droit à un procès équitable.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme que le droit français (Code de justice administrative) rompt le principe d'égalité entre les parties devant les tribunaux, puisque l'État est dispensé du ministère d'avocat devant le Conseil d'État statuant comme juge de cassation, tandis que les parties privées sont astreintes à présenter leurs mémoires par l'intermédiaire d'un avocat, sous peine de voir leurs demandes déclarées irrecevables. De la sorte, le Conseil d'État l'ayant débouté dans sa décision du 24 juillet 2009 au seul motif qu'il n'était pas représenté par un avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'auteur estime que l'État partie a violé l'article 14 paragraphe 1 du Pacte à son égard.

3.2 L'auteur allègue également que le droit français viole l'article 14 paragraphe 1 du Pacte en ce que le Conseil d'État français ne répond pas aux critères communément admis d'indépendance et d'impartialité. L'auteur évoque entre autres le fait que les membres du Conseil d'État exercent cumulativement des fonctions juridictionnelles et des fonctions

consultatives auprès du gouvernement, que ses juges ne sont pas inamovibles, qu'ils sont fonctionnaires et non magistrats, et que le déroulement de leur carrière et leur promotion dépendent en grande partie du pouvoir exécutif. Il note que l'arrêt du Conseil d'État du 24 juillet 2009 a été rendu par un président de sous-section à l'impartialité objective douteuse, vu qu'il a exercé plusieurs fonctions gouvernementales comme membre du Conseil des impôts, membre du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière, membre et président du Comité consultatif pour la répression des abus de droit, et membre du Conseil national de la comptabilité.

3.3 La décision contestée par l'auteur a été rendue en dernier ressort par le Conseil d'État, qui est la plus haute juridiction administrative française. Elle n'est susceptible d'aucun recours.

Observations de l'État partie sur la recevabilité

4.1 Le 1^{er} mars 2010, l'État partie conteste la recevabilité de la communication. Il fait tout d'abord valoir que la décision de sursis à exécution adoptée par le Conseil d'État le 24 juillet 2009 n'est qu'une mesure provisoire, qui n'affecte en rien le fond de l'affaire. Le Conseil d'État s'est borné à suspendre, dans l'attente de la décision au fond, les effets du jugement de première instance favorable à l'auteur, jugement dont l'exécution immédiate, compte tenu de l'objet du litige (communication d'un document fiscal) aurait eu des conséquences irréversibles. La question du droit d'accès à ce document ne sera tranchée que par l'arrêt au fond. En conséquence, l'État partie prie le Comité de déclarer cette partie de la communication irrecevable au titre de l'article 3 du Protocole.

4.2 L'État partie fait valoir, en outre, que l'auteur n'a pas épuisé les recours internes, puisqu'il n'a jamais soulevé une quelconque violation des stipulations du Pacte devant le juge interne dans le cadre de son contentieux avec l'administration fiscale. S'agissant de la question de l'obligation de présenter son mémoire par l'intermédiaire d'un avocat au Conseil d'État, il s'est borné à soulever une prétendue méconnaissance du principe d'égalité des armes entre les parties, en se référant de manière imprécise aux dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Quant à la prétendue absence d'impartialité du Conseil d'État, l'auteur ne s'en est nullement plaint devant cette juridiction. Alors qu'il se plaint devant le Comité de l'absence d'impartialité objective du président de la 8^e sous-section du Conseil d'État, il n'a à aucun moment sollicité le déport de ce dernier, alors même qu'il savait que l'affaire serait appelée à la séance de ladite sous-section¹. Pour ces motifs, l'État partie considère la communication irrecevable au titre de l'article 5, paragraphe 2 b) du Protocole facultatif.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Le 28 mars 2010, l'auteur affirme que le fait que la décision rendue par le Conseil d'État ne soit que provisoire, et n'affecte pas sa décision au fond, n'a pas d'incidence sur ses allégations. Selon lui, la violation de l'article 14 du Pacte ne concerne pas une question de fond non encore tranchée par le Conseil d'État, mais le caractère inéquitable de la procédure dès lors que l'État est dispensé du ministère d'avocat, contrairement aux autres parties. Cette iniquité se retrouve dans toutes les affaires jugées par le Conseil d'État, aussi bien dans les mesures provisoires ordonnées dans le cadre d'un sursis à exécution, que dans les décisions tranchant le fond. Dès lors, selon l'auteur, le Conseil d'État n'a pas examiné ses arguments de façon contradictoire et équitable, au seul motif qu'ils n'étaient pas visés par un avocat au Conseil d'État.

¹ L'État partie joint l'avis d'audience daté du 17 juillet 2009 adressé à l'auteur, où figure la mention que son affaire est inscrite au rôle de la séance du 22 juillet 2009, devant la 8^e sous-section du Conseil d'État.

5.2 En réponse à l'argument de l'État partie relatif à l'épuisement des recours internes, l'auteur fait valoir que le fait qu'il n'ait pas invoqué explicitement le Pacte, mais la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, est sans conséquence, puisque ces deux instruments contiennent, en substance, la même disposition relative au droit à un procès équitable. Pour ce qui est de l'argument selon lequel il aurait dû se plaindre, devant le Conseil d'État, du manque d'impartialité de cette même juridiction, l'auteur soumet que la suspicion légitime qui concerne l'ensemble d'une juridiction n'est pas recevable devant le Conseil d'État, selon la jurisprudence constante de cette juridiction. Une telle demande ne serait recevable que s'il existait une juridiction supérieure. Or, il n'existe pas en l'espèce de juridiction supérieure au Conseil d'État, qui est la cour suprême en matière administrative.

5.3 Pour ce qui est de la récusation du Président de la 8^e sous-section du Conseil d'État, l'auteur allègue qu'il ignorait que ce dernier allait effectivement présider la formation de jugement. Ce n'est qu'à la notification de l'arrêt du Conseil d'État du 24 juillet 2009 qu'il a eu connaissance de l'existence et du nom du magistrat en question, et qu'il a pu effectuer des recherches mettant en évidence son absence d'impartialité objective, notamment au vu de ses fonctions au service de l'administration fiscale. En conclusion, l'auteur invite le Comité à considérer qu'il a épuisé les voies de recours internes.

Soumission additionnelle de l'auteur

6. Le 11 juin 2011, l'auteur soumet une copie de l'arrêt du Conseil d'État n° 328914 rendu le 4 mai 2011 sur le fond de son affaire, qui rejette les conclusions de l'auteur, au motif que son mémoire a été présenté sans constitution d'avocat, bien qu'il ait été informé de cette obligation de représentation. L'arrêt annule en outre la décision du tribunal administratif de Montpellier du 23 avril 2009.

Délibérations du Comité

7.1 Avant d'examiner une plainte soumise dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si cette communication est recevable en vertu du Protocole facultatif.

7.2 Le Comité a pris note des allégations de l'auteur selon lesquelles en rejetant ses prétentions, visant à se voir communiquer, par l'administration fiscale, une fiche dite «3609», au simple motif qu'il n'était pas représenté par un avocat au Conseil d'État, cette juridiction aurait violé son droit à un procès équitable, au titre de l'article 14, paragraphe 1 du Pacte. Le Comité observe que l'auteur visait à se voir communiquer un document dans le cadre d'une procédure fiscale le concernant. L'administration fiscale des Pyrénées-orientales a estimé que la communication de cette fiche n'était pas possible, au motif qu'elle porterait atteinte à la recherche, par les services compétents, des infractions fiscales et douanières au sens de la loi du 17 juillet 1978. Le Conseil d'État, dans sa décision du 4 mai 2011, a confirmé le bien-fondé de cette décision, et n'a pas tenu compte des arguments de l'auteur, au motif que ce dernier n'était pas représenté par un avocat au Conseil d'État. Le Comité note que l'auteur n'a pas démontré en quoi la condition de représentation par un avocat au Conseil d'État a constitué une atteinte à son droit à l'égalité devant les tribunaux, et en conclut qu'il n'a pas suffisamment démontré une violation au titre du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. Cette partie de la communication est donc irrecevable au titre de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.3 L'auteur a également fait valoir que le Conseil d'État, de par sa composition, n'est pas un tribunal indépendant et impartial. Il a soulevé, en particulier, le manque d'impartialité objective du président de la sous-section du Conseil d'État ayant adopté l'arrêt du 24 juillet 2009, ordonnant le sursis à l'exécution du jugement du 23 avril 2009. Le Comité observe que l'auteur n'a pas démontré que la participation de ce membre du

Conseil d'État a affecté la légalité de la procédure au titre du paragraphe 1 de l'article 14. Le Comité observe en outre que dans sa décision du 4 mai 2011 sur le fond de l'affaire, le Conseil d'État, dans une composition différente qui excluait le membre précédemment mis en cause par l'auteur, a validé, sur le fond, la décision du directeur fiscaux des Pyrénées-orientales de refuser de communiquer à l'auteur le document qu'il réclamait. Dans ces conditions, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment démontré une violation au titre du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte et conclut que cette partie de la communication est également irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur.

[Adopté en français (version originale), en anglais et en espagnol. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

**H. Communication n° 1935/2010, O. K. c. Lettonie
(Décision adoptée le 19 mars 2014, 110^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	O. K. (représentée par un conseil, Tony Ellis)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur et son fils, N. K. (décédé)
<i>État partie:</i>	Lettonie
<i>Date de la communication:</i>	13 novembre 2009 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Enquête sur les circonstances du décès du fils de l'auteur
<i>Questions de procédure:</i>	<i>Ratione materiae</i> ; non-épuisement des recours internes; abus du droit de présenter une communication
<i>Questions de fond:</i>	Droit à la vie; enquête efficace; torture
<i>Articles du Pacte:</i>	6 et 7
<i>Articles du Protocole facultatif:</i>	1, 3 et 5 (par. 2 b))
<i>Le Comité des droits de l'homme</i> , institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,	
<i>Réuni le 19 mars 2014,</i>	
<i>Adopte ce qui suit:</i>	

Décision concernant la recevabilité

1. L'auteur de la communication est O. K., ancienne résidente de Lettonie, qui réside actuellement en Nouvelle-Zélande, agissant en son nom propre et au nom de son fils, N. K., décédé en 1994 à l'âge de 15 ans. L'auteur affirme que son fils est mort après avoir été roué de coups par une bande d'adolescents qui seraient de nationalité russe. Elle affirme que le fait que les autorités lettones n'aient pas enquêté sur la mort de son fils et les mauvais traitements qui l'ont précédée constitue une violation par la Lettonie des droits que son fils, N. K., tenait de l'article 6, et des droits qu'elle-même tient de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹. Elle est représentée par un conseil, Tony Ellis.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur, O. K., ancienne ressortissante de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) et ancienne résidente de Lettonie, indique que, jusqu'en 1996, elle vivait à Riga, capitale de la Lettonie, où elle était professeur de russe. Son fils N. K., étudiant en art, vivait avec elle et sa grand-mère. La veille de son décès, il est sorti vers 18 heures. À 20 heures, il n'était pas rentré et l'auteur ignorait où il se trouvait. Vers

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Kheshoe Parsad Matadeen, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabián Omar Salvio, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine Vardzelashvili et M^{me} Margo Waterval.

¹ Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour la Lettonie le 22 septembre 1994.

23 heures, des garçons du quartier ont averti l'auteur que son fils avait été conduit à l'hôpital n° 1 de Riga après avoir été agressé par quatre garçons russes et qu'il saignait abondamment. L'auteur s'est immédiatement rendue à l'hôpital, qui se trouvait à une heure de chez elle. À son arrivée, elle a été informée que son fils était inconscient et sous assistance respiratoire et qu'elle ne pouvait pas le voir. Elle n'a pas été autorisée à voir son fils avant son décès vers 1 heure du matin le lendemain à la suite d'un «traumatisme crânien massif». Aux funérailles, l'auteur a constaté que son fils avait été gravement blessé à la tête.

2.2 Pendant qu'elle attendait à l'hôpital, l'auteur a appris par le service d'admission de l'établissement que les quatre garçons russes dont on lui avait dit qu'ils avaient battu son fils avaient bu dans un hôtel bon marché du quartier. À une date non précisée, elle s'est rendue au poste de police le plus proche pour signaler les faits et communiquer les informations qu'elle avait recueillies sur les circonstances du décès. Un policier a pris note des renseignements et tous deux sont allés à l'hôtel en question, mais les suspects ne s'y trouvaient pas. L'auteur affirme que la police n'a pas vérifié le registre de l'hôtel pour relever les noms des quatre garçons russes et n'a pas non plus cherché à mener une véritable enquête. L'auteur est retournée au poste de police et a fait une autre déclaration, et on lui a dit de rentrer chez elle.

2.3 Un examen post-mortem du corps de la victime a été réalisé le 2 janvier 1995. La cause du décès a été décrite comme suit: «traumatisme crânien massif; hématome épidural causé par une fracture à la base du crâne; traumatisme crânien causé par un objet contondant». Après l'enterrement, l'auteur a apporté le certificat de décès à la police pour l'aider dans son enquête. Cependant, l'enquêteur russe à qui elle a eu affaire était incapable de lire le certificat. Un an plus tard, l'auteur a été informée par téléphone par un enquêteur d'un autre poste de police que son fils était mort d'une crise d'asthme. Son fils, cependant, n'avait jamais souffert d'asthme. L'auteur affirme que les policiers qui ont enquêté sur la mort de son fils ont été soudoyés, ce qui était un problème endémique en Lettonie à cette époque². En conséquence, bien qu'elle ait déposé une plainte auprès de la police locale immédiatement après la mort de son fils, aucune enquête impartiale n'a été promptement menée. L'auteur fait valoir qu'elle souffre toujours du syndrome de stress post-traumatique et qu'elle cherche à savoir enfin quelle était la cause du décès de son fils, qui n'a pas fait l'objet d'une enquête appropriée, et pourquoi les autorités n'ont engagé aucune poursuite à la suite de cette agression.

2.4 L'auteur indique qu'elle avait perdu son mari dans un accident de train trois mois avant la mort de son fils. Elle indique aussi que sa mère a eu une attaque cérébrale peu de temps après et qu'elle a dû s'occuper d'elle jusqu'à sa mort en mai 1996. Elle affirme qu'en raison de cette série malheureuse d'événements tragiques, elle a fait une dépression nerveuse et a commencé à avoir des problèmes psychiatriques graves, dont elle souffre toujours³. En ce qui concerne l'épuisement des recours internes, elle fait valoir qu'elle n'était pas en mesure de faire davantage pression sur les autorités à cet égard. Elle ajoute qu'à l'époque, elle était de nationalité soviétique et n'avait qu'un permis de séjour en Lettonie, de sorte qu'elle ne pouvait pas insister. Après avoir tenté, en 1995, d'obtenir des réponses de la part des autorités de l'État partie sur les circonstances de la mort de son fils, elle aurait fait l'objet d'une «visite à la maison» et a reçu des menaces de mort contre elle et sa fille.

² À l'appui de ses allégations, l'auteur a joint en annexe à sa deuxième lettre, datée du 11 mars 2010, un article de presse (dans *The Independent*) daté du 8 novembre 1999, consacré à un ancien agent secret letton qui demandait l'asile au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord car il aurait révélé des liens de corruption entre de hauts responsables du Gouvernement letton et la mafia.

³ L'auteur a produit des certificats médicaux datés de 1999, 2000, 2001, 2002, 2004 et 2006 attestant qu'elle souffre de troubles psychotiques, du syndrome de stress post-traumatique et de dépression.

2.5 L'auteur affirme en outre qu'à la suite de son remariage et de son émigration en Nouvelle-Zélande en 1997, ainsi que de la détérioration de son état de santé mentale, elle a été à la fois psychologiquement et physiquement incapable de continuer à suivre l'enquête sur la mort de son fils en Lettonie. Compte tenu du temps écoulé depuis les faits, elle a estimé qu'il était superflu de faire le point de l'enquête avec les autorités lettones lorsqu'elle a présenté la communication au Comité. Même si elle n'a pas épuisé tous les recours internes en Lettonie, elle affirme que son intention de le faire était claire et authentique⁴, mais que des circonstances particulières l'ont empêchée de prendre les mesures nécessaires à cette fin et qu'il serait absurde de permettre à l'État partie de tirer profit de son refus d'enquêter. Elle affirme que la mort de son fils était un facteur important de son traumatisme et, partant, de son incapacité de poursuivre ses démarches.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme que le fait que les autorités de l'État partie n'aient pas enquêté sur les circonstances de la mort violente de son fils constitue une violation de leur obligation positive de protéger le droit à la vie qu'impose l'article 6 du Pacte, y compris en prévenant les meurtres commis par des particuliers, en menant des enquêtes et en punissant les auteurs⁵. Elle indique en outre qu'elle est convaincue que l'absence de véritable enquête sur la mort de son fils était motivée par des facteurs ethniques, car tant la bande de suspects qui avaient battu son fils que les policiers chargés de l'enquête étaient des Russes de souche, et non des Lettons. Elle estime que l'enquête avait été insuffisante et/ou avait visé à étouffer l'affaire et que la corruption avait également joué un rôle.

3.2 Dans la mesure où elle a été privée du «droit de connaître» les circonstances dans lesquelles son fils est mort, ce qui équivaut à un traitement inhumain ou dégradant, l'auteur fait également valoir une violation de l'article 7 du Pacte en ce qui la concerne⁶.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Par lettre du 4 octobre 2010, l'État partie a présenté un résumé des faits établis par les autorités compétentes peu de temps après les incidents en question. Il indique que vers la mi-journée, le 25 décembre 1994, le fils de l'auteur se rendait dans le centre de Riga avec des connaissances pour acheter de la nourriture et des boissons en vue d'une fête quand il a glissé sur la glace et est tombé. Dans la soirée du même jour, le fils de l'auteur est allé à l'hôtel où la fête avait lieu et a consommé environ 200 ml de vodka. Il s'est alors senti nauséux, a vomi et s'est endormi vers 21 heures. Vers 23 heures, ses connaissances ont remarqué que de la salive mêlée de sang coulait de sa bouche et que les battements de son cœur étaient irréguliers. Elles ont essayé de le ranimer, ont appelé une ambulance et informé sa mère qu'il avait été conduit à l'hôpital. Le fils de l'auteur a été admis à l'hôpital vers 1 h 30 le 26 décembre 1994. À l'hôpital, un traumatisme crânien ayant entraîné une hémorragie massive dans la boîte crânienne a été constaté et une trépanation a été effectuée à 5 heures.

⁴ L'auteur renvoie à la communication n° 138/1983, *Ngalula Mpandanjila et consorts c. Zaïre*, constatations adoptées le 26 mars 1986, et à la communication n° 6/1990 du Comité contre la torture, *Parot c. Espagne*, constatations adoptées le 2 mai 1995, par. 6.1.

⁵ L'auteur renvoie à l'Observation générale n° 6 (1982) du Comité sur le droit à la vie; à la communication n° 859/1999, *Vaca c. Colombie*, constatations adoptées le 25 mars 2002, par. 7.3; à la Cour européenne des droits de l'homme, *Yildirim c. Turquie*, requête n° 40074/99, arrêt de chambre du 19 juillet 2007, par. 74 et 75; et *Yasa c. Turquie*, requête n° 63/1997/847/1054, arrêt de chambre du 2 septembre 1998, par. 100.

⁶ L'auteur renvoie à la jurisprudence du Comité en l'affaire *Quinteros c. Uruguay*, communication n° 107/1981, constatations adoptées le 21 juillet 1983.

4.2 L'État partie fait valoir que le même jour, l'auteur a déposé une plainte écrite auprès de la police en demandant que les coupables soient recherchés car son fils était dans le service de réanimation, dans un état grave. Elle a été interrogée en qualité de témoin et, le même jour, la police a interrogé les garçons qui étaient avec le fils de l'auteur la veille et à la fête. Les garçons ont également été interrogés à plusieurs reprises les jours suivants.

4.3 Le fils de l'auteur est décédé le 28 décembre 1994 à l'hôpital. Le 30 décembre 1994, une autopsie a été pratiquée. Selon ses résultats, la cause du décès était un traumatisme crânien survenu quelques jours avant la mort. Le 2 janvier 1995, il a été décidé d'ouvrir une enquête pénale au titre du paragraphe 2 de l'article 105 du Code pénal (violences volontaires ayant entraîné des lésions corporelles graves). Le 6 janvier 1995, l'agent responsable a demandé les dossiers médicaux du fils de l'auteur, qui ont été reçus le 16 janvier 1995 et dans lesquels il était signalé un premier traumatisme crânien survenu en 1993. Le 15 janvier 1995, les membres du personnel de l'hôtel qui travaillaient la nuit où les faits se sont produits ont été interrogés par la police. Ils ont déclaré qu'ils n'avaient pas été témoins d'une quelconque dispute entre les personnes présentes dans la chambre d'hôtel et qu'il n'y avait aucun signe de bagarre sur les lieux. Les 22 et 27 octobre 1997, les connaissances du fils de l'auteur qui se trouvaient avec lui le 25 décembre 1994 ont été de nouveau interrogées. Elles ont dit qu'elles l'avaient vu glisser sur la glace et tomber en arrière. Le 16 mars 2001, la procédure pénale a été transmise à un autre poste de police, conformément à l'article 129 du Code de procédure pénale, pour complément d'enquête avant le procès. Le 30 décembre 2004, l'enquête pénale a été close car le délai de prescription de l'infraction présumée avait expiré.

4.4 L'État partie présente le texte des dispositions de la législation interne en vigueur à l'époque qu'il juge pertinentes en l'espèce: l'article 220 du Code de procédure pénale⁷ et les articles 27, 38 et 39 de la loi sur la police⁸.

⁷ L'article 220 du Code de procédure pénale dispose ce qui suit:

«Procédure pour porter plainte contre des actes de l'agent chargé de l'enquête préliminaire
Un suspect, un accusé et leurs représentants et mandataires, des témoins, des experts [...] peuvent déposer une plainte auprès d'un procureur contre des actes de l'agent chargé de l'enquête préliminaire. Les plaintes sont soumises à un procureur directement ou avec l'assistance d'un tiers. Elles peuvent être soumises par écrit ou oralement. Dans ce dernier cas, le procureur ou l'agent chargé de l'enquête préliminaire doit consigner ces plaintes dans un registre, qui doit être signé par le plaignant. Une plainte soumise à un agent chargé de l'enquête préliminaire doit être transmise à un procureur dans les vingt-quatre heures.

Le dépôt d'une plainte ne suspend pas l'exécution des activités visées par la plainte sauf si cette suspension est jugée nécessaire par l'agent chargé de l'enquête préliminaire ou le procureur.»

(traduction en anglais donnée par l'État partie).

⁸ Les articles en question sont rédigés comme suit:

«Art. 27. Responsabilité des policiers

Un policier est tenu responsable d'un acte illégal conformément aux procédures spécifiées dans les textes réglementaires. S'il a porté atteinte aux droits ou aux intérêts légitimes d'une personne, les autorités de police doivent prendre des mesures pour rétablir les droits et intérêts en question et offrir une réparation pour les dommages causés.

[...]

Les plaintes concernant les actes de policiers subordonnés sont examinées et traitées par le chef des forces de police (unité subordonnée). La décision du chef des forces de police (unité subordonnée) peut faire l'objet d'un appel formé dans un délai d'un mois auprès d'une autorité supérieure de la police, du Bureau du Procureur ou d'un tribunal.

4.5 L'État partie fait valoir en outre que la communication est irrecevable car elle est dénuée de lien avec l'article 6 du Pacte. Il soutient que, contrairement aux allégations de l'auteur qui affirme que son fils a été victime d'un meurtre, il est fermement convaincu que ce décès ne résulte pas d'un acte criminel mais de la combinaison d'événements malheureux – traumatisme crânien précédent, conditions météorologiques, glissade et chute sur la glace. Il conclut que la communication est irrecevable en vertu de l'article premier du Protocole facultatif car elle est dénuée de lien avec l'article 6 du Pacte.

4.6 L'État partie fait également valoir que l'auteur n'a pas épuisé les recours internes disponibles avant de présenter la communication au Comité. Il affirme que l'auteur aurait pu déposer une plainte pour inaction de la police, conformément à l'article 27 de la loi sur la police, mais qu'elle ne l'a pas fait. Il affirme également que l'auteur, en sa qualité de témoin dans l'affaire pénale, a aussi eu la possibilité de se plaindre des actes de la police auprès du Bureau du Procureur, conformément à l'article 220 du Code de procédure pénale, mais qu'elle n'a pas usé de ce droit. Il note en outre que le fait que l'auteur soit étrangère n'avait pas d'incidence sur son droit de se plaindre, car ce droit ne dépendait pas de la nationalité mais était déterminé par son statut dans la procédure pénale (à savoir sa qualité de témoin). Il fait valoir enfin que, même si son état mental ne lui permettait pas de suivre l'enquête activement, l'auteur aurait pu demander une aide judiciaire ou l'aide d'un tiers en qui elle avait confiance, par exemple sa fille. De plus, l'auteur ayant émigré dans un autre pays 13 ans auparavant, les autorités de l'État partie ne disposaient pas d'informations concernant l'adresse où envoyer la correspondance officielle. En conséquence, l'État partie soutient que l'auteur n'a pas exprimé de manière suffisamment claire son intention de suivre l'enquête activement en exerçant son droit de se plaindre des actes des policiers auprès de différentes institutions et n'a donc pas épuisé les voies de recours internes avant de présenter sa communication au Comité.

4.7 En ce qui concerne l'allégation de l'auteur qui affirme être victime d'une violation de l'article 6 du Pacte, l'État partie fait valoir que, conformément à la jurisprudence du Comité, «l'ouverture d'une enquête pénale et ensuite de poursuites judiciaires représentent des recours nécessaires pour les violations de droits fondamentaux tels que ceux qui sont protégés par l'article 6»⁹. Il soutient que l'enquête menée dans cette affaire a établi la cause de la mort du fils de l'auteur et ses circonstances, et qu'aucun crime n'a été commis. Il reconnaît que l'enquête n'a pas abouti à une décision judiciaire, mais soutient que les éléments de preuve réunis suffisaient néanmoins à établir que la mort du fils de l'auteur était un accident tragique. En conséquence, il fait valoir qu'il n'y a pas eu de violation de l'article 6 du Pacte.

4.8 En ce qui concerne l'allégation de l'auteur qui fait état d'une violation de l'article 7 du Pacte, l'État partie fait valoir que dans sa jurisprudence, le Comité a constaté que les violations de l'article 7 résultant de la souffrance psychologique et de la détresse des victimes indirectes étaient dues au fait que les autorités de l'État ne leur avaient pas donné

Art. 38. Contrôle des opérations de police
[...]

Le chef du département de la police, ses adjoints et les chefs des unités subordonnées du département peuvent révoquer les décisions des forces de police subordonnées, prises dans le cadre [...] de procédures pénales [...], si ces décisions ne sont pas en conformité avec la loi.

Art. 39. Supervision en matière de respect de la loi dans les opérations de police

Le Procureur général de la République de Lettonie et ses substituts veillent à ce que la loi soit respectée dans le cadre des opérations de police.» (traduction en anglais donnée par l'État partie).

⁹ L'État partie renvoie à la communication n° 1447/2006, *Amirov c. Fédération de Russie*, constatations adoptées le 2 avril 2009, par. 11.2.

des informations suffisantes, portant ainsi atteinte à leur «droit de savoir» et leur faisant subir angoisse, tension et souffrance psychologique¹⁰. L'État partie soutient que le cas d'espèce ne saurait être comparé à ces affaires, pour les raisons suivantes: le décès du fils de l'auteur n'a pas été causé par une activité criminelle, les autorités de l'État qui ont participé à l'enquête «ne peuvent pas être blâmées» pour ce décès, l'auteur ne s'est pas plainte de la qualité de l'enquête auprès du Bureau du Procureur et elle n'a pas informé les autorités de l'État de son changement de résidence. L'État partie conclut qu'il n'y a pas eu de violation de l'article 7 du Pacte en l'espèce.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Dans une lettre du 9 mars 2011, l'auteur fait valoir que l'État partie n'a pas expliqué pourquoi l'enquête pénale ouverte le 2 janvier 1995 et qui se poursuivait encore en 1997 a ensuite été bloquée jusqu'au 16 mars 2001, date à laquelle elle a été transférée à un autre poste de police. L'État partie ne donne pas non plus de détails ou d'explications sur ce qui s'est passé entre le 16 mars 2001 et le 30 décembre 2004, date à laquelle il a été décidé de classer l'affaire. L'auteur soutient que la seule explication raisonnable est qu'il n'y a pas eu d'enquête prompte et approfondie sur la mort de son fils et qu'une violation de l'article 6 devrait être constatée.

5.2 En ce qui concerne la recevabilité de la communication, l'auteur fait valoir que, alors qu'il n'avait pas mené promptement une enquête pour déterminer si un crime (meurtre ou autre décès suspect) avait eu lieu, l'État partie a déclaré que la communication était irrecevable car le décès ne résultait pas d'actes criminels. Elle soutient que la conviction de l'État partie, selon qui il n'y a pas eu meurtre, se fonde sur une enquête déficiente, que la cause du décès n'a pas été déterminée par la justice et que, lorsque sa plainte a finalement été rejetée, dix ans après le début de l'enquête, rien n'a été fait pour lui notifier ce rejet.

5.3 En ce qui concerne la question du non-épuisement des recours internes, l'auteur affirme qu'elle a déposé une véritable plainte afin d'épuiser ces voies de recours. Elle rappelle qu'elle avait de graves problèmes de santé mentale à la suite de la mort tragique de son mari, la mort de son fils et la maladie grave et la mort de sa propre mère, et qu'à l'époque elle n'était pas en mesure d'exercer ses droits.

5.4 L'auteur note que l'État partie n'a pas fait d'observations concernant ses allégations de corruption généralisée de la police, qui prévalait au moment de la mort de son fils, ni les menaces de mort qu'elle a reçues contre elle-même et contre sa fille, qui l'ont également dissuadée de porter plainte auprès des autorités.

5.5 L'auteur soutient en outre que, le 3 octobre 1997, elle a informé les autorités de l'État partie de son déménagement en Nouvelle-Zélande et que, en 2007, elle a demandé si elle pouvait recevoir une pension de la Lettonie et de nouveau indiqué qu'elle vivait en Nouvelle-Zélande. Elle soutient également que, à cette époque, elle avait un passeport russe et que les autorités russes avaient son adresse en Nouvelle-Zélande. Elle fait valoir que les autorités de l'État partie étaient au courant de sa situation et que si elles avaient voulu prendre contact avec elle, elles auraient pu écrire à l'ambassade de Russie en Lettonie en lui demandant de faire suivre leur courrier. Elle affirme que les autorités lettones n'ont jamais essayé de prendre contact avec elle pour l'informer de l'évolution ou de l'arrêt de l'enquête sur la mort de son fils.

5.6 L'auteur souligne que, selon les observations de l'État partie, l'enquête n'a donné lieu à aucune décision judiciaire et a duré dix ans alors qu'elle portait sur une affaire

¹⁰ L'État partie renvoie aux communications n° 107/1981, *Quinteros c. Uruguay*, constatations adoptées le 21 juillet 1983, par. 14; et n° 886/1999, *Schedko c. Bélarus*, constatations adoptées le 3 avril 2003, par. 10.2.

relativement simple d'agression. Elle fait valoir que le délai raisonnable pour conclure cette enquête n'aurait pas dû excéder une année et qu'il ressort clairement de la réponse de l'État partie qu'il y a eu des années d'inactivité pendant l'enquête. Elle réaffirme qu'il n'y a eu d'enquête menée promptement et approfondie sur la mort de son fils¹¹.

5.7 L'auteur fait valoir en outre qu'elle avait le droit de connaître, dans un délai d'un an après le décès, non seulement la véritable cause de la mort de son fils, mais aussi ce que l'État partie affirme qu'il est arrivé à celui-ci. Elle n'aurait pas dû avoir à attendre dix ans (ce qui aurait été le cas si elle avait été informée en 2004) ni seize ans comme cela a en réalité été le cas. Elle soutient que les plaintes concernant un décès doivent donner lieu à une décision rapidement, car à défaut cela revient à décider du bien-fondé de la plainte; elle renvoie par analogie à la jurisprudence du Comité dans des affaires de garde d'enfants¹². Elle fait valoir qu'en mettant tellement de temps à enquêter et en ne l'informant pas de l'issue de l'enquête, l'État partie l'a amenée à souffrir en permanence de problèmes de santé mentale, ce qui constitue une violation de l'article 7 du Pacte.

Observations supplémentaires de l'État partie

6.1 Par une lettre du 4 novembre 2011, l'État partie indique qu'il a communiqué au Comité tous les éléments qu'il était possible de réunir alors qu'un si long laps de temps s'était écoulé depuis les faits en question. En ce qui concerne le transfert de l'enquête sur la mort du fils de l'auteur à un autre poste de police en 2001, il précise que ce transfert a eu lieu dans le cadre du processus de réorganisation de la police de l'État. Il regrette que l'auteur n'ait pas exercé plus tôt son droit de se plaindre auprès des autorités responsables, ce qui explique pourquoi il n'y a pas d'autres documents concernant l'efficacité de l'enquête sur la mort de son fils. Il rappelle que, même si l'auteur a eu peur des menaces de la police, comme elle l'affirme, elle aurait pu soumettre une requête au Bureau du Procureur, ce qui aurait appelé l'attention des institutions de contrôle sur les éventuelles insuffisances de l'enquête. Il fait valoir également qu'il est difficile d'imaginer comment ces prétendues menaces auraient bien pu la toucher en Nouvelle-Zélande. Par conséquent, l'État partie ne voit pas d'explication raisonnable à l'inaction de l'auteur, qui a duré quinze ans avant qu'elle ne décide finalement de présenter une communication au Comité. Il renvoie en outre à la pratique du Comité, pour qui une explication raisonnable doit justifier qu'une communication lui soit présentée avec un retard considérable¹³. Il fait valoir que, bien que l'auteur ait mis ce retard sur le compte de son état de santé mentale, les certificats médicaux qu'elle a produits indiquent qu'elle «ne souffre de problèmes de santé mentale que sporadiquement (c'est-à-dire pas en permanence)». Le fait que l'auteur ait décidé de se plaindre non pas en 1997, lorsqu'elle a déménagé en Nouvelle-Zélande, mais en 2010, conduit l'État partie «à douter de la sincérité de la volonté de l'auteur de connaître les circonstances de la mort de son fils».

¹¹ L'auteur renvoie de nouveau à la Cour européenne des droits de l'homme, *Yasa c. Turquie*, requête n° 63/1997/847/1054, arrêt de chambre du 2 septembre 1998, par. 100.

¹² L'auteur renvoie à la jurisprudence du Comité dans la communication n° 1368/2005, *E. B. c. Nouvelle-Zélande*, constatations adoptées le 16 mars 2007, par. 9.3:
«Le Comité renvoie à sa jurisprudence constante selon laquelle “la nature même des procédures concernant la garde des enfants ou le droit de visite permettant à un parent divorcé de voir ses enfants exige que les décisions soient rendues rapidement”. [...] Le fait de ne pas satisfaire à cette obligation peut facilement constituer en soi une façon de réfuter le fond de la requête, [...] et porter un préjudice irréparable aux intérêts du parent qui n'a pas la garde.».

¹³ L'État partie renvoie aux communications n° 787/1997, *Gobin c. Maurice*, décision d'irrecevabilité adoptée le 16 juillet 2001, par. 6.3; et n° 1434/2005, *Fillacier c. France*, décision d'irrecevabilité adoptée le 27 mars 2006, par. 4.3.

6.2 L'État partie fait observer que l'auteur s'est adressée à diverses institutions de l'État à propos de différentes questions et a pris contact avec ses proches à l'étranger; il en déduit que rien ne l'empêchait de présenter sa communication au Comité plus tôt. En outre, il soutient que le fait que l'auteur ait chargé un avocat de la représenter devant le Comité «témoigne clairement de sa capacité à avoir conscience des conséquences de ses actes et de sa capacité à formuler des pensées et des opinions avec un degré suffisant de clarté et de cohérence, nonobstant ses problèmes de santé sporadiques».

6.3 L'État partie fait valoir que les allégations de corruption au sein de la police formulées par l'auteur ne sont étayées que par une «histoire d'espionnage» publiée par un journal et indique qu'il ne fera aucune autre observation à ce sujet.

6.4 L'État partie fait observer que les allégations de l'auteur qui prétend avoir pris contact avec les autorités lettones peu après avoir déménagé en Nouvelle-Zélande ne sont étayées par aucun document. Il renvoie en outre aux articles 3 et 15 de la loi sur l'enregistrement de la population¹⁴ et affirme qu'il incombait à l'auteur d'informer le Bureau de la nationalité et des migrations de son lieu de résidence et de son adresse si elle voulait que les autorités de l'État puissent la joindre (par exemple, pour l'informer des résultats de l'enquête sur la mort de son fils).

6.5 L'État partie fait observer en outre que si l'assertion de l'auteur, qui affirme avoir la nationalité russe, est avérée, alors l'auteur «cherche à tromper le Comité et le Gouvernement au sujet de sa nationalité». Il indique également que «les faits de la cause révèlent que l'auteur a auparavant abusé du droit de recevoir des prestations de la Lettonie», car, d'après les informations communiquées par l'Agence nationale d'assurance de sécurité sociale, elle a reçu, pendant près de trois années après le décès de son fils, des «prestations de l'État versées pour son fils mineur»¹⁵. Il fait valoir que les faits ci-dessus «suscitent des doutes sérieux quant à ses véritables intentions lors de la présentation de la présente communication au Comité» et soutient que la communication devrait être déclarée irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif (abus du droit de présenter une communication).

¹⁴ Ces articles disposent ce qui suit:

«Art. 3

La tâche principale du Bureau du registre est d'assurer l'enregistrement des ressortissants lettons et des non-ressortissants lettons, ainsi que des étrangers, des apatrides et des réfugiés qui ont reçu un permis de séjour en Lettonie conformément aux procédures précisées dans la loi, en inscrivant et en mettant à jour dans le registre les informations concernant ces personnes.

Art. 15

1) Les personnes visées à l'article 3 de la présente loi sont tenues de donner au Bureau des informations concernant la personne à inscrire au registre. Les représentants légaux des personnes concernées doivent donner au Bureau des informations sur les mineurs de 16 ans ou les personnes placées sous tutelle ou sous curatelle.

2) Si une personne de nationalité lettone réside à l'étranger pour une période supérieure à six mois, elle a le devoir d'informer le Bureau de l'adresse de son lieu de résidence dans le pays étranger et des autres modifications à apporter aux informations figurant dans le registre à son sujet, au sujet de ses enfants âgés de moins de 16 ans et au sujet des personnes placées sous sa tutelle ou sa curatelle (par l'intermédiaire de la représentation diplomatique ou consulaire de la Lettonie), si ces modifications ont été apportées dans des institutions étrangères».

À consulter sur le site www.vvc.gov.lv/export/sites/default/docs/LRTA/Likumi/Population_Register_Law_.doc, lien fourni par l'État partie.

¹⁵ L'État partie renvoie à l'annexe 1 de sa réponse, qu'il a soumise au Comité en letton sans traduction.

6.6 L'État partie conclut que la communication devrait être déclarée irrecevable en vertu des articles 1^{er} à 3 du Protocole facultatif ou invite le Comité à conclure qu'aucune violation n'a été commise.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

7.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 Le Comité prend note de l'argument de l'État partie qui affirme que la communication est irrecevable en vertu de l'article premier du Protocole facultatif car elle n'a pas de lien avec l'article 6 du Pacte, l'État partie étant convaincu que la mort du fils de l'auteur ne résulte pas d'un acte criminel mais d'un accident. Il fait cependant observer que cette conclusion n'est pas fondée sur la conclusion officielle de l'enquête menée par les autorités de l'État partie, étant donné que cette enquête pénale a été engagée par l'État partie au titre du paragraphe 2 l'article 105 du Code pénal (violences volontaires ayant entraîné des lésions corporelles graves) et a été close à l'expiration du délai de prescription, laissant ainsi ouverte la possibilité que la mort de la victime ait résulté d'un crime. Dans ces circonstances, le Comité considère que les dispositions de l'article premier du Protocole facultatif ne l'empêchent pas d'examiner la présente communication.

7.4 En ce qui concerne l'obligation énoncée au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité prend note de l'argument de l'État partie qui fait valoir que l'auteur n'a pas épuisé les recours internes disponibles, puisqu'elle n'a pas déposé de plainte pour inaction de la police en vertu de l'article 27 de la loi sur la police, ni de plainte concernant la carence de la police auprès du Bureau du Procureur en vertu de l'article 220 du Code de procédure pénale. Le Comité relève que, tout en reconnaissant qu'elle n'a pas épuisé les recours internes, l'auteur fait valoir que ses problèmes de santé mentale l'ont empêchée d'exercer ses droits, et que la corruption largement répandue au sein de la police à l'époque du décès de son fils et les menaces de mort la visant ainsi que sa fille l'ont dissuadée de porter plainte auprès des autorités. Le Comité constate cependant qu'hormis sa plainte initiale auprès de la police, l'auteur n'a pas entrepris d'autre démarche pour dénoncer l'inefficacité de l'enquête, à part des demandes d'informations faites oralement, la dernière remontant à un an après la mort de son fils. Le Comité constate également que l'auteur n'a pas apporté de preuve concrète de corruption dans le contexte de l'enquête menée sur la mort de son fils et qu'elle n'a fourni aucune information sur les menaces de mort dont elle fait état. Dans ces circonstances, le Comité considère que l'auteur n'a pas démontré que les recours internes qui lui étaient ouverts étaient inefficaces, ni qu'elle était dispensée pour une quelconque autre raison d'exercer ces recours. En conséquence, le Comité conclut que la communication est irrecevable en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

7.5 Ayant abouti à une telle conclusion, le Comité décide de ne pas examiner l'argument de l'État partie qui affirme que l'auteur a abusé de son droit de présenter une communication.

8. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:

a) Que la communication est irrecevable en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif;

b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

Appendice

Opinion individuelle (dissidente) de M. Fabián Salvioli et M. Víctor Manuel Rodríguez-Rescia

1. Nous sommes au regret de ne pouvoir souscrire à la décision du Comité des droits de l'homme concernant la communication n° 1935/2010, dans laquelle le Comité conclut, au paragraphe 8 a), «que la communication est irrecevable en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif». Nous ne sommes pas d'accord avec le raisonnement que le Comité a suivi pour conclure à l'irrecevabilité au motif que l'auteur «n'a pas démontré que les recours internes qui lui étaient ouverts étaient inefficaces, ni qu'elle était dispensée pour une quelconque autre raison d'exercer ces recours».
2. Au contraire, puisqu'il s'agit d'une procédure pénale, nous sommes d'avis que l'auteur a fait le nécessaire pour qu'une enquête soit ouverte d'office sur la mort de son fils, comme il convient de le faire lorsqu'une infraction pénale relevant de l'action publique est signalée. Il incombait donc à l'État de mener l'ensemble de la procédure d'enquête avec la diligence voulue, ce qui ne fut pas le cas en l'espèce puisque l'affaire a été classée au bout de dix ans du fait de l'expiration du délai de prescription sans qu'aucun jugement n'ait été rendu sur le fond.
3. Les faits présentés dans la communication touchent à l'absence d'enquête sur la mort du fils de l'auteur, laquelle serait la conséquence des coups portés par une bande d'adolescents apparemment de nationalité russe. Il ressort de l'étude du dossier que, quelques heures après les faits, l'auteur a déposé plainte au poste de police le plus proche, où sa déclaration a été enregistrée (par. 2.2). Elle a en outre pris des mesures pour faciliter l'enquête policière, et a notamment apporté le certificat de décès à la police. L'auteur a continué de suivre l'affaire jusqu'à ce que, environ un an après les faits, un enquêteur d'un autre poste de police l'informe que son fils était mort d'une crise d'asthme, alors qu'il n'était pas atteint de cette maladie et que l'examen post-mortem initial décrivait la cause du décès comme suit: «traumatisme crânien massif; hématome épidural causé par une fracture à la base du crâne; traumatisme crânien causé par un objet contondant».
4. D'après l'État, l'auteur n'a pas épuisé les recours internes disponibles avant de présenter sa communication au Comité, puisqu'elle n'a pas déposé de plainte pour inaction de la police en vertu de l'article 27 de la loi sur la police, ni de plainte concernant la carence de la police auprès du Bureau du Procureur en vertu de l'article 220 du Code de procédure pénale. L'État partie n'a pas contesté que l'état de santé mentale de l'auteur ne lui permettait pas de suivre l'enquête activement, mais a affirmé que, même dans ces conditions, elle aurait pu demander une aide judiciaire ou l'aide d'un tiers en qui elle avait confiance, par exemple sa fille.
5. De l'avis des auteurs de la présente opinion individuelle, l'enquête policière ouverte le 2 janvier 1995 et close le 30 décembre 2004, à l'expiration du délai de prescription, relevait d'office de la responsabilité de l'État (puisque'elle portait sur une infraction relevant de l'action publique) compte tenu de son caractère pénal. Contrairement à ce qui est le cas dans d'autres procédures, notamment civiles, il n'est pas nécessaire en matière pénale que l'action soit mise en mouvement par la partie concernée pour que des poursuites soient engagées et qu'une décision de justice, quelle qu'en soit la teneur, soit rendue. La plainte pénale déposée par l'auteur, mère de la victime, et les résultats de l'examen médico-légal pratiqué étaient des motifs suffisants pour ouvrir une enquête approfondie sur les faits. Au cours des dix années écoulées avant l'expiration du délai de prescription, il y a eu manque

de diligence de la part des enquêteurs et de longues périodes pendant lesquelles aucune procédure n'a été engagée sur le fond.

6. L'enquête n'a été ni diligente ni rapide ni approfondie, et en conséquence la procédure a excédé des délais raisonnables. Or le paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif dispose précisément qu'en pareil cas, l'intéressé est dispensé d'épuiser les recours internes. Compte tenu du caractère pénal de la procédure et de l'obligation faite à l'État d'ouvrir une enquête d'office, nous n'estimons pas nécessaire d'examiner si l'auteur avait des problèmes de santé mentale liés au décès tragique de son mari, au décès de son fils et à la maladie grave puis la mort de sa propre mère.

7. Le Comité aurait dû, au moins, déclarer la communication recevable pour permettre un examen de l'affaire au fond; la présente opinion ne préjuge en rien de l'issue qu'un tel examen aurait pu avoir.

[Fait en espagnol (version originale), en anglais et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

**I. Communication n° 1963/2010, T. W. et G. M. c. Slovaquie
(Décision adoptée le 25 mars 2014, 110^e session)***

Communication présentée par: T. W. et G. M. (représentés par un conseil,
L'udovít Mráz)

Au nom de: Les auteurs

État partie: République slovaque

Date de la communication: 23 février 2009 (date de la lettre initiale)

Objet: Restitution d'un bien

Question de procédure: Épuisement des recours internes

Questions de fond: Discrimination; droit à un recours utile

Articles du Pacte: 2 (par. 3), 26

Article du Protocole facultatif: 3

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 25 mars 2014,

Adopte ce qui suit:

Décision concernant la recevabilité

1.1 Les auteurs de la plainte, datée du 23 février 2009, sont T. W. et G. M., de nationalité slovaque, nés en 1960 et 1953, respectivement, et résidant en République slovaque. Ils affirment être victimes d'une violation par la République slovaque des droits qu'ils tiennent de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce qu'ils ont été contraints de céder leur bien à la République slovaque¹. Les auteurs sont représentés par un conseil, L'udovít Mráz.

1.2 Le 15 décembre 2010, le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications, agissant au nom du Comité, a rejeté la demande de l'État partie qui souhaitait que la recevabilité de la communication soit examinée séparément du fond.

Rappel des faits présentés par les auteurs

2.1 Les ancêtres des auteurs, la famille Hermann, de nationalité slovaque et de religion juive, possédaient un bâtiment résidentiel situé à Trenčianske Teplice (parcelles n^{os} 843 et 844). Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Hermann ont été expropriés en application de la législation raciale et déportés dans des camps de concentration où ils sont morts. Les auteurs affirment que leur droit de propriété découle du droit de propriété des Hermann.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M^{me} Christine Chanet, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabian Omar Salvioli, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M^{me} Margo Waterval et M. Andrei Paul Zlătescu.

¹ Le premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques est entré en vigueur pour la République slovaque le 1^{er} janvier 1993.

2.2 En 1949, le tribunal de district de Trenčín a déclaré nul le transfert du bien des Hermann à S. Z. et sa femme. Les auteurs indiquent que S. Z. avait participé activement à l'application de la législation raciale susmentionnée². En 1951, la cour d'appel de Bratislava a confirmé la décision du tribunal de district de Trenčín³. Cependant, les mêmes juridictions ont accepté l'acquisition du bien par S. Z. parce que la loi était appliquée conformément à l'idéologie de la classe dominante. Elles ont considéré que vu sa condition d'ouvrier, S. Z. avait besoin d'avoir un logement dans le bâtiment en question tandis que l'héritière des Hermann, qui était riche, pouvait se loger ailleurs. La justice a ordonné à S. Z. de verser la moitié de la valeur du bâtiment à l'héritière des Hermann, mais cet ordre n'a jamais été exécuté.

2.3 La fille de S. Z., M. S., a demandé la restitution du bâtiment en vertu de la loi n° 87/1991. Les auteurs fondent leur plainte sur les procédures judiciaires en lien avec M. S. Le 14 septembre 1994, la demande de M. S. a été rejetée par la cour d'appel de Bratislava⁴ au motif que les Hermann avaient été déportés en application de la législation raciale visant le peuple juif et que S. Z. avait participé activement à la déportation. Cependant, après cela, le Procureur général a contesté la décision de la cour d'appel par un recours sur des points de droit⁵. Ce recours était fondé sur le fait que la loi autorisant M. S. à récupérer le bien contenait une disposition indiquant qu'elle était inapplicable si le bien en question avait été acquis en application de la législation raciale⁶. Le 17 décembre 1996, la Cour suprême a rejeté le recours du Procureur général⁷ en s'appuyant sur une décision de la Cour constitutionnelle⁸.

2.4 M. S. a mis en vente le bien en question au prix de 16 millions de couronnes slovaques. En 2004, le tribunal de district de Trenčín a rejeté la demande des auteurs qui, ayant succédé dans les droits des Hermann, réclamaient la moitié des recettes de la vente du bâtiment⁹. En 2005, le recours introduit par les auteurs a été rejeté par la cour d'appel et ils ont été condamnés aux dépens¹⁰. En 2006, le Procureur général a rejeté la demande des auteurs, qui souhaitaient la formation d'un recours sur des points de droit. Le 9 juin 2006, les auteurs ont déposé une requête devant la Cour constitutionnelle. Le 22 novembre 2006, la requête a été déclarée irrecevable au motif qu'elle n'avait pas été présentée dans le délai prévu par la loi.

Teneur de la plainte

3.1 Les auteurs affirment que le refus de l'État partie de les autoriser à invoquer la loi n° 87/1991 relative à la restitution de biens constitue une violation des droits que leur confère l'article 26 du Pacte, étant donné que M. S., qui avait elle-même été victime d'expropriation sous un régime communiste/fasciste dans des circonstances analogues à celles qu'ils avaient connues, avait été autorisée à invoquer cette loi. Ils affirment en outre que les tribunaux ont ordonné la restitution du bien à la descendante de personnes qui

² Les auteurs citent l'ordonnance n° NC II 823/48 (30 juillet 1949) du tribunal de district de Trenčín.

³ Les auteurs citent l'ordonnance n° RIII 630/50 (28 mars 1951) de la cour d'appel de Bratislava.

⁴ Les auteurs citent la décision n° 16 Co 53/94-51 (14 septembre 1994) de la cour d'appel.

⁵ Les auteurs citent la note n° VI Pz 123/96-57 (26 juin 1996) du Procureur général de la République slovaque.

⁶ Les auteurs citent l'article premier, par. 5, de la loi n° 87/1991.

⁷ Les auteurs citent la note n° VI Pz 123/96-60 (17 décembre 1996) du Procureur général de la République slovaque.

⁸ Les auteurs citent la décision n° 281/1996 de la Cour constitutionnelle.

⁹ Les auteurs citent la décision n° 8C 1163/1994 (27 février 2004) du tribunal de district de Trenčín (*Okresný sud v. Trenčine*).

¹⁰ Les auteurs citent la décision n° 19 CO 220/05 (15 décembre 2005) de la cour d'appel de Trenčín. Les frais s'élevaient à 307 938,50 couronnes slovaques.

avaient acquis ce bien en application d'une législation discriminatoire à l'égard du peuple juif et que l'une de ces personnes avait participé activement au génocide du peuple juif. Les auteurs indiquent que ces faits ont été relevés par la cour d'appel de Bratislava. Ils font valoir en outre que le droit international exige que tout bien acquis par des moyens illégitimes soit restitué à son propriétaire légitime¹¹.

3.2 Les auteurs affirment également qu'en déclarant leur requête irrecevable au motif qu'elle avait été déposée après l'expiration du délai de deux mois fixé par la loi¹², la Cour constitutionnelle a porté atteinte à leur droit à un recours utile, garanti au paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte. Ils disent avoir respecté le délai en question puisqu'ils ont été informés de la décision du Procureur général de ne pas former de recours sur des points de droit le 12 avril 2006 et qu'ils ont déposé leur demande le 9 juin 2006. Ils estiment que c'est à tort que la Cour constitutionnelle a considéré que le délai commençait à courir lorsque la décision judiciaire sur le fond a été rendue (et non lorsque le Procureur général a rejeté la demande de recours sur des points de droit)¹³. Ils ajoutent que la Cour constitutionnelle elle-même, dans sa décision, a indiqué que le délai réglementaire pouvait commencer à courir lorsqu'une autorité publique émettait une communication. Les auteurs affirment que la décision d'irrecevabilité de la Cour constitutionnelle a porté atteinte à leurs droits fondamentaux en les pénalisant pour avoir sollicité l'intervention du Procureur général. Ils affirment également que la Cour constitutionnelle n'a pas pris en considération le fait qu'ils avaient tenté de faire annuler les décisions de justice prononcées à leur encontre en s'adressant au Procureur général. Ils affirment en outre que le principe de confiance légitime a été enfreint en ce que l'État partie a fait naître dans leur chef des espérances fondées en engageant une action par l'intermédiaire du Procureur général¹⁴. Les auteurs disent qu'ils n'ont pas été en mesure de saisir la Cour constitutionnelle avant la décision définitive du Procureur général. Ils font valoir que le Procureur général avait saisi la Cour suprême en 1996 pour la même question. En conséquence, les auteurs considèrent qu'ils ont épuisé tous les recours internes disponibles¹⁵.

Observations de l'État partie sur la recevabilité de la communication

4.1 Dans sa lettre du 4 octobre 2010, l'État partie a demandé au Comité de déclarer la communication irrecevable.

4.2 L'État partie considère que les auteurs n'ont pas respecté le délai réglementaire de deux mois pour le dépôt d'une requête devant la Cour constitutionnelle et qu'ils n'ont pas épuisé tous les recours internes disponibles. Conformément à l'article 53.3 de la loi sur la Cour constitutionnelle, le délai en question commence à courir à la date à laquelle une décision devient exécutoire ou à la date de la notification d'une injonction ou de la communication relative à tout autre acte. Dans le cas d'une injonction ou d'un autre acte, le délai réglementaire court à compter de la date à laquelle le requérant a eu connaissance de

¹¹ Les auteurs citent l'article 24, par. 3, du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

¹² Les auteurs citent la décision n° II US 391/06-13 (22 novembre 2006) de la Cour constitutionnelle.

¹³ Les arguments des auteurs concernant le fondement de la décision de la Cour constitutionnelle ont été exposés dans une autre lettre datée du 24 septembre 2009.

¹⁴ Les auteurs citent la définition que donne l'Union européenne du principe de la confiance légitime: «La protection de la confiance légitime s'étend à tout particulier qui se trouve dans une situation de laquelle il ressort que l'administration communautaire a fait naître dans son chef des espérances fondées.», *Jean-Louis Chomel c. Commission des Communautés européennes*, affaire T-123/89, résumé, par. 2.

¹⁵ Les auteurs soulignent également que leur plainte n'est pas actuellement examinée par un autre tribunal international ni dans le cadre d'une autre procédure. En 2008, la requête qu'ils avaient déposée devant la Cour européenne des droits de l'homme a été déclarée irrecevable pour non-épuisement des recours internes.

cette injonction ou de cet acte. Le non-respect du délai réglementaire constitue un motif de rejet¹⁶. En l'espèce, les procédures contestées ont été achevées le 12 janvier 2006, lorsque les jugements du tribunal de district de Trenčín et du tribunal régional sont devenus définitifs¹⁷. La requête des auteurs a été communiquée à la Cour constitutionnelle par télécopie le 11 juin 2006 (l'original a été reçu le 13 juin 2006). L'État partie considère donc que la requête a été déposée après l'expiration du délai réglementaire.

Commentaires des auteurs sur les observations de l'État partie

5. Dans une lettre datée du 29 novembre 2010, les auteurs soutiennent qu'ils ont épuisé tous les recours internes et renouvellent les affirmations qu'ils ont faites dans leurs lettres précédentes. Ils font valoir en outre que leur position est étayée par l'observation de l'État partie qui affirme que le délai réglementaire en question peut courir à compter de la date à laquelle les requérants ont eu connaissance d'«un autre acte». Les auteurs affirment que dans leur cas, la décision définitive du Procureur général constitue «un autre acte», et que le délai réglementaire a donc commencé à courir à la date à laquelle ils ont été informés de cette décision, c'est-à-dire le 12 avril 2006.

Observations supplémentaires de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

6.1 Le 3 février 2011, l'État partie a communiqué des observations supplémentaires sur la recevabilité et sur le fond. À propos du grief que les auteurs tirent de l'article 26 du Pacte, l'État partie considère que son système juridique intègre les principes des droits de l'homme consacrés par le Pacte¹⁸. Il relève que le tribunal de district de Trenčín a rejeté la demande des auteurs, qui souhaitaient être considérés comme titulaires du bien en question, au motif qu'ils n'avaient pas démontré d'«intérêt juridique urgent». La partie de la procédure relative à la restitution du bien a pris fin au moment du rejet de cette prétention. L'État partie considère en outre que M. S. a acquis le titre de propriété sur le bien objet du litige à l'issue de la procédure de restitution engagée devant le tribunal de district de Trenčín¹⁹. Cette propriété avait déjà été confirmée par des décisions de justice définitives antérieures²⁰. Dans la procédure postérieure relative à la détermination du titre de propriété, la réouverture de la procédure de restitution définitive a été empêchée en vertu du principe de l'autorité de la chose jugée (*res judicata*). Le tribunal régional de Trenčín a confirmé le jugement contesté dans une décision définitive²¹. Au vu des considérations susmentionnées, le Bureau du Procureur général de la République slovaque a rejeté la demande des auteurs qui souhaitaient le voir former un recours sur des points de droit. Bien qu'il eût, dans le cas de M. S. en 1996, contesté la procédure de restitution par l'introduction d'un recours sur des points de droit, le ministère public ne pouvait user de cette prérogative en faveur des auteurs en 2006 parce qu'il y avait eu décision définitive sur la question de la restitution et que le délai réglementaire d'un an était venu à expiration²². Il n'était pas non plus possible de former un recours sur des points de droit pour suspendre la procédure car l'article 243 du Code de procédure civile y faisait obstacle.

¹⁶ L'État partie cite l'article 25.2 de la loi sur la Cour constitutionnelle.

¹⁷ L'État partie cite une opinion écrite du Président adjoint du tribunal de district de Trenčín, Frantisek Berec (20 septembre 2010). L'État partie se réfère également au jugement du tribunal de district de Trenčín dans l'affaire n° 8 C 1163/94 et au jugement du tribunal régional dans l'affaire n° 19 C 220/05.

¹⁸ L'État partie cite, notamment, le paragraphe 5 de l'article 12 de la Constitution de la République slovaque (qui garantit la liberté et l'égalité de tous en droits et en dignité).

¹⁹ L'État partie cite le dossier 8C 1639/93 (clos en 1995).

²⁰ L'État partie cite les décisions n° 3Cdo 55/1993 et n° 3Cdo 13/1995 de la Cour suprême de la République slovaque, et la décision n° 17Co 345/1995 du tribunal régional de Bratislava.

²¹ L'État partie cite le dossier 19Co 220/05 (15 décembre 2005).

²² L'État partie cite l'article 243 g) du Code de procédure civile.

6.2 Au sujet du grief que les auteurs tirent du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, l'État partie reprend les arguments qu'il avait présentés dans ses observations initiales et souligne qu'étant donné que toute requête déposée en dehors du délai réglementaire de deux mois est irrecevable au regard de la loi, la Cour constitutionnelle était tenue de rejeter la requête des auteurs²³. L'État partie considère en outre que la date de notification du rejet de la demande des auteurs relative à la formation d'un recours sur des points de droit n'a aucune incidence sur l'écoulement du délai en question. La date déterminante est celle à laquelle la décision contestée du tribunal régional est devenue définitive. Par nature, le droit de former un recours sur des points de droit n'est pas protégé par la Constitution. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle établit que lorsque le demandeur ne peut exercer personnellement un recours, celui-ci ne saurait être considéré comme utile et directement disponible. Par conséquent, le rejet par le Procureur général de la demande des auteurs relative à la formation d'un recours sur des points de droit n'équivaut pas pour les auteurs à la privation d'un «recours utile». En revanche, le dépôt devant la Cour constitutionnelle d'une requête pour atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales constitue un recours interne utile qui doit être épuisé pour qu'une communication adressée au Comité soit recevable. Étant donné que les auteurs n'ont pas respecté le délai réglementaire pour le dépôt d'une requête devant la Cour constitutionnelle, ils n'ont pas exercé cette voie de recours de manière efficace²⁴.

6.3 L'État partie considère également qu'en l'espèce, aucun autre recours n'est disponible pour les auteurs. La détermination d'un titre de propriété et la modification d'un cadastre ne peuvent être effectuées que par un tribunal dans le cadre d'une procédure judiciaire. Dans la présente affaire, le droit de propriété sur le bien objet du litige a été conféré dans le cadre d'une procédure judiciaire à M. S., qui a usé de son droit de disposer de son bien en le transférant à un tiers.

Commentaires supplémentaires des auteurs

7.1 Le 28 mars 2011, les auteurs ont formulé des commentaires supplémentaires sur les observations de l'État partie, reprenant leur argument relatif au délai réglementaire objet de controverse. Ils affirment que la Cour constitutionnelle les a privés de leur droit à un recours utile en refusant d'examiner leur demande au fond, vu que le Procureur général était tenu de former un recours sur des points de droit à cause de la persécution raciale qui avait abouti à l'acquisition par M. S. du bien objet du litige. Les auteurs affirment que le Procureur général a la responsabilité de veiller au respect de la loi et d'introduire un recours sur des points de droit lorsqu'il est porté atteinte à des droits reconnus et qu'aucun autre recours n'est disponible. Les auteurs affirment en outre que l'État partie a modifié inopinément sa position quant à la compétence du Procureur général pour l'introduction de recours sur des points de droit; ils font valoir que ce changement de position leur a porté préjudice et dénote un manque de sécurité juridique.

7.2 En réponse à l'observation de l'État partie, qui indique que le tribunal de district de Trenčín a rejeté leur demande parce qu'ils n'avaient pas démontré d'«intérêt juridique urgent», les auteurs soutiennent que le titre sur le bien objet du litige a été transféré à tort de M. S. à un tiers parce qu'un tribunal avait omis de se prononcer sur la demande de mesures provisoires déposée par R. W., ce qui constituait une violation du droit des auteurs à une

²³ L'État partie cite le paragraphe 3 de l'article 53 de la loi n° 38/1993 portant organisation de la Cour constitutionnelle de la République slovaque et le paragraphe 2 de l'article 25 de la loi sur la Cour constitutionnelle.

²⁴ L'État partie indique que «la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme» établit qu'il ne suffit pas d'utiliser formellement (d'épuiser) les recours internes; encore faut-il que ceux-ci soient exercés dans les délais impartis et dans le respect des prescriptions de la législation nationale.

procédure rapide²⁵. De l'avis des auteurs, vu que leur demande était concrète, réelle et pertinente, le tribunal aurait dû l'examiner au fond.

7.3 Quant à l'observation de l'État partie selon laquelle le principe de *res judicata* constitue un obstacle à la réouverture de la procédure de restitution qui s'était achevée par une décision définitive, les auteurs affirment que l'État partie a en fait reconnu que l'octroi du titre de propriété à M. S. constituait une erreur. Ils soutiennent que seul un tribunal civil est compétent pour se prononcer sur la question de la *res judicata*, ce qui n'a jamais été le cas en l'espèce. Les auteurs auraient donc dû avoir la possibilité de s'adresser à un tribunal civil pour qu'il se prononce sur leur revendication de titre sur la propriété.

7.4 Les auteurs souscrivent à l'observation de l'État partie selon laquelle les procédures engagées devant le tribunal régional de Trenčín et le tribunal de district de Trenčín ont été achevées le 12 janvier 2006, mais ajoutent que cela ne fait que mettre en relief la durée excessive de ces procédures (onze ans, quatre mois et deux semaines). Ils dénoncent une claire violation de leur droit à une procédure rapide.

7.5 Les auteurs contestent l'affirmation selon laquelle ils n'ont pas respecté le délai d'un an prescrit par la loi pour demander au Procureur général la formation d'un recours sur des points de droit. Ils considèrent que la question de la *res judicata* a été tranchée le 12 janvier 2006 et soulignent qu'ils ont demandé au Procureur d'introduire un recours cette même année. Ils nourrissent en outre des doutes quant à l'impartialité du juge qui a examiné leur cas au tribunal régional de Trenčín, vu qu'il portait le même patronyme que l'avocat qui représentait M. S. et que le Procureur général n'a pas exclu l'existence d'un lien de parenté. Ils font valoir par ailleurs que, contrairement à ce qu'affirme l'État partie, le Procureur général n'était pas dans l'impossibilité de former un recours sur des points de droit vu que le tribunal de district et la cour d'appel s'étaient prononcés sur le cas des auteurs quant au fond. Les auteurs soutiennent que le Procureur général était tenu de former un recours sur des points de droit car la loi ne prévoit aucune discrétion à cet égard lorsque toutes les conditions requises sont remplies²⁶.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

8.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

8.2 Quant à l'affirmation des auteurs selon laquelle ils ont droit à la restitution du bien objet du litige, le Comité rappelle que le droit à la propriété n'est pas protégé par le Pacte²⁷ et qu'il n'est donc pas compétent *ratione materiae* pour examiner une violation présumée

²⁵ Les auteurs identifient R.W. comme ayant succédé aux Hermman.

²⁶ Les auteurs citent l'article 243 e) du Code de procédure pénale, qui se lit comme suit: «Lorsque le Procureur général, à la demande de l'une des parties à la procédure [...], constate une violation de la loi et que la protection des droits et intérêts des personnes [...] l'exige et qu'il n'existe aucun autre moyen d'assurer cette protection, le Procureur général forme un recours sur des points de droit contre la décision de justice en question.».

²⁷ Voir communication n° 724/1996, *Jarmila Mazurkiewiczova en son propre nom et au nom de son père, Jaroslav Jakes c. République tchèque*, décision d'irrecevabilité du 26 juillet 1999, par. 6.2 et communication n° 544/1993, *K. J. L. c. Finlande*, décision d'irrecevabilité du 3 novembre 1993.

de ce droit. En conséquence, ce grief est irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif²⁸.

8.3 Le Comité rappelle en outre qu'il a souligné à maintes reprises qu'il n'était pas un organe de dernier ressort qui serait compétent pour réexaminer les conclusions de faits ou l'application de la législation nationale, sauf s'il peut être établi que les procédures suivies par les juridictions nationales ont été arbitraires ou ont représenté un déni de justice²⁹. Le Comité relève que d'après les auteurs, l'État partie a violé leur droit à un recours utile garanti au paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte en ce que la Cour constitutionnelle a déclaré à tort leur requête irrecevable pour non-respect du délai prescrit, que les procédures engagées devant les juridictions internes ont été d'une durée excessive, et que le Procureur général a rejeté leur demande de formation d'un recours sur des points de droit. Le Comité relève en outre l'argument des auteurs selon lequel le fait qu'ils n'aient pu obtenir la restitution du bien objet du litige en vertu de la loi n° 87/1991 constitue une discrimination et, par là, une violation de l'article 26 du Pacte. Le Comité déplore le contexte de discrimination dans lequel le bien a été exproprié. Il fait toutefois observer que le Pacte ne peut pas avoir d'application rétroactive et que l'expropriation a eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale, avant l'entrée en vigueur du Pacte et du Protocole facultatif³⁰. Il estime de plus que l'incapacité des auteurs de faire examiner leur cause par la Cour constitutionnelle et d'obtenir la restitution du bien en litige a été due à des règles de procédure qui étaient applicables à tous dans des conditions d'égalité. Le Comité estime par conséquent que les auteurs n'ont pas démontré, aux fins de la recevabilité, que le comportement des juridictions nationales avait été arbitraire ou avait constitué un déni de justice. Par conséquent, ces griefs sont irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

9. En conséquence, le Comité décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu des articles 2 et 3 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et aux auteurs.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

²⁸ Compte tenu de cette conclusion, le Comité ne juge pas nécessaire d'examiner plus en détail les autres griefs des auteurs relatifs au fait qu'ils auraient respecté le délai d'un an fixé par la loi pour demander au Procureur général la formation d'un recours sur des points de droit ou que l'État partie aurait enfreint le principe de confiance légitime lorsque le Procureur général a engagé une action à leur demande mais a refusé d'introduire un recours sur des points de droit.

²⁹ Voir les communications n° 541/1993, *Errol Simms c. Jamaïque*, décision du 3 avril 1995, par. 6.2; n° 1138/2002, *Arenz et consorts c. Allemagne*, décision du 24 mars 2004, par. 8.6; n° 917/2000, *Arutyunyan c. Ouzbékistan*, constatations du 29 mars 2004, par. 5.7; n° 1528/2006, *Fernández Murcia c. Espagne*, décision du 1^{er} avril 2008.

³⁰ Communication n° 1748/2008, *Josef Bergauer et consorts c. République tchèque*, décision d'irrecevabilité du 28 octobre 2010, par. 8.3.

**J. Communication n° 1983/2010, Y. B. c. Fédération de Russie
(Décision adoptée le 25 mars 2014, 110^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	Y. B. (non représenté par un conseil)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur
<i>État partie:</i>	Fédération de Russie
<i>Date de la communication:</i>	6 avril 2010 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Poursuites et placement de l'auteur dans un établissement psychiatrique à la suite de critiques émises par l'auteur à l'égard d'un procureur et du fils d'un procureur
<i>Questions de procédure:</i>	Griefs non étayés; recours internes non épuisés; abus du droit de présenter une communication
<i>Questions de fond:</i>	Droit à ce que sa cause soit entendue équitablement par un tribunal compétent, indépendant et impartial; détention arbitraire; traitement inhumain et dégradant; conditions de détention; droit au respect de la vie privée; liberté d'expression; discrimination
<i>Articles du Pacte:</i>	7, 9 (par. 1), 10, 14 (par. 1), 17 (par. 1 et 2), 19 (par. 1 et 2) et 26
<i>Articles du Protocole facultatif:</i>	2, 3 et 5 (par. 3 b))
<i>Le Comité des droits de l'homme</i> , institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,	
<i>Réuni le 25 mars 2014,</i>	
<i>Adopte ce qui suit:</i>	

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication est Y. B., de nationalité russe, né en 1965 et résidant actuellement à Pskov. Il se déclare victime d'une violation par la Fédération de Russie des droits consacrés à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au paragraphe 1 de l'article 9, à l'article 10, au paragraphe 1 de l'article 14, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 19 et à l'article 26¹. L'auteur n'est pas représenté par un conseil.

1.2 Le 5 septembre 2011, le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications a décidé que la recevabilité de la communication devait être examinée séparément du fond.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M^{me} Christine Chanet, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabián Omar Salvioli, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M^{me} Margo Waterval et M. Andrei Paul Zlătescu.

¹ Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour la Fédération de Russie le 1^{er} octobre 1991.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 Le 26 juin 2006, le Bureau du Procureur de Velikie Luki, la ville dans laquelle résidait l'auteur, a ouvert une procédure pénale contre celui-ci en vertu de l'article 319 du Code pénal (outrage public à un agent de l'État).

2.2 Le 27 mai 2008, le juge de paix du 33^e district de Velikie Luki a rendu une décision de non-lieu concernant l'auteur, fondée sur l'absence de corps du délit.

2.3 Le 10 septembre 2008, la chambre pénale du tribunal régional de Pskov a rendu une décision en annulation confirmant la décision de non-lieu du juge de paix en date du 27 mai 2008.

2.4 Le 1^{er} juillet 2009, un article indiquant qu'une procédure pénale était en cours contre l'auteur et que celui-ci faisait l'objet d'une enquête a été affiché sur le site Web du tribunal municipal de Velikie Luki, dans la rubrique consacrée aux informations publiques. Le nom de l'auteur était cité et des informations nuisant à sa réputation étaient accessibles à tous.

2.5 Le 15 octobre 2009, l'auteur a adressé au tribunal municipal de Velikie Luki une demande d'indemnisation pour le préjudice moral causé par les informations publiques erronées indiquant qu'il faisait l'objet d'une enquête pour activité criminelle.

2.6 Le 23 octobre 2009, le tribunal municipal de Velikie Luki a rendu une décision par laquelle il retournait sa demande à l'auteur et se déclarait incompétent. L'auteur a ensuite fait appel de cette décision devant le tribunal régional de Pskov qui, le 1^{er} décembre 2009, a rendu une décision confirmant que le tribunal municipal de Velikie Luki n'était pas compétent pour connaître de l'affaire en question et indiquant que la demande devait être adressée au tribunal municipal de Moscou. L'auteur a déposé une demande de procédure de contrôle de cette décision, qui a été rejetée par le tribunal régional de Pskov le 18 janvier 2010.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme qu'il a épuisé tous les recours internes disponibles et utiles.

3.2 L'auteur cite le paragraphe 6 de l'article 29 du Code de procédure civile de la Fédération de Russie, qui dispose ce qui suit: «Les demandes concernant le rétablissement des droits en matière de travail, de pension et de logement, la restitution de biens ou de la valeur de ces biens, les demandes d'indemnisation pour les préjudices causés par une condamnation illégale, des poursuites pénales illégales, l'application illégale d'une mesure de détention provisoire, d'une mesure d'interdiction de quitter un certain périmètre ou d'une peine de détention administrative peuvent également être présentées devant le tribunal du lieu de résidence du demandeur.»² L'auteur affirme que cette disposition de la législation interne lui permet de présenter une demande au tribunal de son lieu de résidence, qu'en tant que retraité il n'a pas les moyens de défendre ses droits devant les tribunaux de Moscou et que le refus du tribunal municipal de Velikie Luki d'entendre sa cause constitue un déni de justice. Par conséquent, il se déclare victime de violations par la Fédération de Russie des droits consacrés au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

Observations de l'État partie sur la recevabilité

4.1 Dans une réponse du 6 décembre 2010, l'État partie a fait observer que la communication ne remplissait pas les critères de recevabilité énoncés au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif, puisque l'auteur n'avait pas épuisé tous les recours internes disponibles.

² Voir www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/ru/ru081en.pdf.

4.2 L'État partie affirme que les informations qui ont été publiées sur le site Internet du tribunal municipal de Velikie Luki sont les suivantes: «Dans trois affaires pénales, la procédure est en cours depuis plus d'un an; dans deux d'entre elles, relatives aux articles 119 et 157 du Code pénal, la procédure avait été suspendue car l'inculpé était recherché; en ce qui concerne l'affaire de l'auteur (art. 319 du Code pénal), cette durée tient au fait que l'affaire a été renvoyée au Procureur (deux fois) et qu'une expertise linguistique a été programmée dans des instituts spécialisés de Moscou et de Saint-Pétersbourg (trois fois).»³. Ces informations portaient sur les activités menées par le tribunal pendant le premier trimestre de 2008, période pendant laquelle l'affaire était encore en cours d'examen. Un non-lieu définitif a été prononcé le 10 septembre 2008.

4.3 Le 15 octobre 2009, l'auteur a intenté une action contre le Ministère des finances de la Fédération de Russie devant le tribunal municipal de Velikie Luki pour le préjudice moral causé par la publication sur le site Web du tribunal de Velikie Luki d'informations indiquant qu'il faisait l'objet de poursuites pénales et parce qu'un certain nombre d'actes de procédure avaient été réalisés après le prononcé du non-lieu. Après le dépôt de la plainte, le nom de l'auteur a été supprimé du site Web et remplacé par ses initiales et une note a été insérée, indiquant qu'un non-lieu avait été prononcé dans l'affaire et que l'auteur avait été réhabilité après qu'il eut été établi qu'il avait fait l'objet de poursuites pénales illégales. La demande de l'auteur lui a été retournée par le tribunal municipal de Velikie Luki, accompagnée d'une note datée du 23 octobre 2009 indiquant que le tribunal n'avait pas compétence pour connaître de cette affaire, conformément au paragraphe 1.2 de l'article 135 du Code de procédure civile.

4.4 L'État partie indique que l'auteur a déposé une demande devant le tribunal municipal de Velikie Luki en vertu du paragraphe 6 de l'article 29 du Code de procédure civile et affirme que cette demande était fondée sur une interprétation erronée de la disposition susmentionnée. L'État partie cite le paragraphe 6 de l'article 29 du Code de procédure civile et fait observer que la demande de l'auteur n'est pas liée «à des poursuites pénales illégales ou à l'application illégale d'une mesure de détention provisoire, d'une mesure d'interdiction de quitter un certain périmètre ou d'une peine de détention administrative», mais à la publication sur le site Web du tribunal de Velikie Luki d'informations révélant le nom de l'auteur. Il a été expliqué à l'auteur qu'étant donné que, dans son action en justice, le défendeur était le Ministère des finances, les dispositions relatives à la juridiction (art. 28 du Code de procédure civile) exigeaient que la demande soit déposée au tribunal du domicile du défendeur, en l'occurrence au tribunal du district de Tver à Moscou. Le tribunal régional de Pskov a confirmé le 1^{er} décembre 2009 la décision du tribunal de première instance. Pour le même motif, le tribunal régional de Pskov a refusé, le 18 janvier 2010, de transmettre la requête en procédure de contrôle soumise par l'auteur. Dans une décision datée du 12 mars 2010, un juge de la Cour suprême a rejeté la requête en procédure de contrôle par la chambre civile de la Cour suprême soumise par l'auteur, estimant qu'il n'y avait pas eu de violation grave de la loi par les tribunaux de juridiction inférieure. Cette décision confirmait aussi le fait que le tribunal municipal de Velikie Luki n'avait pas compétence pour connaître de la demande de l'auteur.

4.5 L'État partie affirme que les décisions susmentionnées ne limitent pas l'accès de l'auteur à la justice mais indiquent la juridiction compétente pour examiner l'affaire et il précise que rien n'empêche l'auteur de saisir le tribunal du district de Tver à Moscou. Par conséquent, l'État partie affirme que les droits que l'auteur tient du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte n'ont pas été violés. Il ajoute que la communication devrait être rejetée

³ Traduction non officielle.

conformément au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif pour non-épuisement de tous les recours internes disponibles⁴.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Dans une note du 10 janvier 2011, l'auteur affirme que dans ses observations l'État partie induit le Comité en erreur. Il soutient que toutes les actions en justice intentées en Fédération de Russie par des personnes réhabilitées sont examinées par les tribunaux du lieu de résidence des demandeurs conformément au paragraphe 6 de l'article 29 du Code de procédure civile. À l'appui de cette affirmation, il soumet une copie d'une décision rendue le 7 décembre 2000 par le tribunal régional de Pskov, dans laquelle celui-ci aurait statué en faveur de l'auteur sur une question similaire. L'auteur précise qu'il ne présente qu'une seule décision, mais que le tribunal régional de Pskov a statué en sa faveur dans sept affaires différentes, dans lesquelles l'auteur contestait des décisions rendues par le tribunal municipal de Velikie Luki qui refusait d'examiner ses demandes en se fondant sur l'article 28 du Code de procédure civile. Dans sa décision du 7 décembre 2010, le tribunal régional de Pskov déclarait qu'il «ressortait de la demande dont il était saisi que l'auteur réclamait une indemnisation pour préjudice, dans le cadre d'une réhabilitation, demande qui, conformément au paragraphe 6 de l'article 29, pouvait être présentée au tribunal du lieu de résidence du demandeur».

5.2 L'auteur réfute en outre l'argument de l'État partie, qui objecte que le fait qu'il soit tenu de faire examiner sa demande par un tribunal de Moscou et non par le tribunal de Velikie Luki ne limite pas son accès à la justice. Il fait observer qu'il est retraité, qu'il reçoit une pension équivalant à 200 euros par mois et qu'il a un fils mineur à charge. Il n'a pas les moyens de se rendre à Moscou pour se présenter en personne devant le tribunal ou d'engager un avocat pour qu'il le représente. Il invoque également son mauvais état de santé, qui ne lui permet pas de faire le déplacement de 500 kilomètres jusqu'à Moscou et qui fait qu'il serait privé de la possibilité de participer à l'audience de première instance et de défendre ses intérêts.

5.3 L'auteur renvoie en outre aux paragraphes 3 c) et 12 c) des Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire⁵. L'auteur regrette que, plutôt que de l'aider à accéder à la justice en tant que victime de violations des droits de l'homme, l'État partie contrevienne aux obligations énoncées dans la résolution.

Observations supplémentaires de l'auteur

6.1 Dans une note du 10 octobre 2010, outre les allégations de violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, l'auteur se déclare victime de violations des droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 9 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 17 du Pacte.

6.2 L'auteur rappelle les faits pour lesquels il a été poursuivi en vertu de l'article 319 du Code pénal. Il fait référence au paragraphe 18 de la résolution 60/147 de l'Assemblée générale, affirme que, puisqu'il a fait l'objet de poursuites pendant une période de deux ans et trois mois, il est victime de violations des droits de l'homme et maintient que la Fédération de Russie refuse de s'acquitter des obligations qu'elle a à son égard en tant que victime.

6.3 L'auteur affirme que pendant la procédure pénale le concernant il a été placé de force en hôpital psychiatrique pendant trente jours en vertu d'une décision prise par un juge

⁴ L'État partie a soumis au Comité une copie de la décision rendue le 23 octobre 2009 par le tribunal municipal de Velikie Luki, une copie de la décision rendue le 1^{er} décembre 2009 par le tribunal régional de Pskov et une copie de la décision rendue le 12 mars 2010 par la Cour suprême.

⁵ Résolution 60/147 de l'Assemblée générale, annexe.

du tribunal municipal de Velikie Luki le 2 août 2006. Il ajoute que cette décision était motivée par le fait qu'il avait soumis 10 requêtes différentes pendant la phase préalable au procès. Il fait observer que par ces requêtes il tentait de défendre les droits garantis par la Constitution et qu'en réponse il a été placé en hôpital psychiatrique. Aucune pathologie psychiatrique n'a été constatée chez lui pendant son séjour à l'hôpital. L'auteur fait aussi observer que l'article 319 du Code pénal, au titre duquel il était poursuivi, ne prévoit pas de peine d'emprisonnement à l'égard des personnes reconnues coupables, et que l'article 108 du Code de procédure pénale ne prévoit pas le placement en détention provisoire des personnes poursuivies pour les infractions visées. Or il a été privé de liberté par cet internement forcé. Il affirme en outre que la partie 2 de l'article 29 du Code de procédure pénale, qui autorise le placement en hôpital psychiatrique à des fins d'expertise psychiatrique de personnes inculpées d'infractions qui n'entraînent pas de peine d'emprisonnement, est contraire à l'article 9 du Pacte. Il fait observer que, le 4 février 2010, il a adressé au juge de paix du 33^e district de Velikie Luki une requête par laquelle il demandait au tribunal de reconnaître qu'il avait été victime de violations des droits énoncés à l'article 9 du Pacte, parce qu'il avait été placé de force en hôpital psychiatrique pendant une durée de trente jours alors qu'il n'était pas atteint de troubles mentaux. Le juge de paix a rejeté sa requête le 9 avril 2010. Le 7 juin 2010, le tribunal municipal de Velikie Luki a rejeté le recours formé par l'auteur contre la décision du 9 avril 2010. Le 4 août 2010, un autre recours formé par l'auteur devant la chambre pénale du tribunal régional de Pskov a également été rejeté.

6.4 L'auteur indique en outre que, pendant l'enquête préliminaire, en 2006, un certain nombre de dossier médicaux le concernant ont été saisis dans des établissements médicaux par des agents d'enquête non munis d'un mandat du tribunal, en violation du droit au respect de la vie privée consacré au paragraphe 1 de l'article 17 du Pacte. Ainsi, des informations confidentielles concernant la santé de l'auteur ont été portées à la connaissance d'un grand nombre de personnes. Le 15 mars 2010, l'auteur a adressé au juge de paix du 33^e district de Velikie Luki une requête par laquelle il lui demandait de reconnaître que les droits qu'il tient de l'article 17 du Pacte avaient été violés. Le juge de paix a rejeté la requête le 7 mai 2010. Le 29 juillet 2010, le tribunal municipal de Velikie Luki a rejeté le recours formé par l'auteur contre la décision du 7 mai 2010. Le 8 septembre 2010, un autre recours formé par l'auteur devant la chambre pénale du tribunal régional de Pskov a également été rejeté.

6.5 L'auteur affirme que, pendant les audiences du 9 et 10 février 2010, un avocat désigné par le juge de paix du 33^e district de Velikie Luki pour assister l'auteur a soutenu la position de l'accusation plutôt que celle de l'auteur. Le 15 février 2010, l'auteur a adressé au juge de paix du 33^e district de Velikie Luki une requête par laquelle il demandait au tribunal «de le rétablir dans ses droits en tant que personne ayant été réhabilitée», notamment de reconnaître que l'avocat commis d'office avait agi en violation des articles 1 et 4.3 de la loi sur le barreau et la profession d'avocat en Fédération de Russie. Le juge de paix a rejeté la requête de l'auteur le 27 mai 2010. Le 13 juillet 2010, le tribunal municipal de Velikie Luki a rejeté le recours formé par l'auteur contre la décision du 27 mai 2010. Le 25 août 2010, un autre recours adressé par l'auteur à la chambre pénale du tribunal régional de Pskov a également été rejeté. L'auteur affirme que le juge de paix a rendu sa décision sans qu'il ait participé à la procédure et qu'il n'a pas été convenablement informé de la date de l'examen de son recours en annulation. Il affirme que les faits susmentionnés entraînent une violation des droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

6.6 Dans une lettre du 8 novembre 2010, l'auteur indique qu'en 2009 et en 2010, à des dates non précisées, il a adressé plusieurs plaintes au juge de paix du 33^e district, lui demandant de le rétablir dans ses droits, en tant que personne ayant été réhabilitée, conformément à l'article 138 du Code de procédure pénale. L'auteur fait observer que les juges du tribunal municipal de Velikie Luki et le juge de paix ont délibérément fixé les audiences aux mêmes dates et aux mêmes heures pour qu'il ne puisse pas assister à toutes les audiences, ce qui a porté atteinte à son droit à un procès équitable. Il affirme de plus que les tribunaux ont refusé de désigner un avocat chargé de le représenter dans cette procédure et que l'audience en appel a eu lieu en son absence, en violation du paragraphe 2 de l'article 364 du Code de procédure

pénale⁶. L'auteur maintient que les faits susmentionnés ont entraîné une violation des droits énoncés au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

6.7 L'auteur formule d'autres allégations concernant des violations du droit à un procès équitable pendant la procédure qu'il a engagée pour tenter d'être rétabli dans ses droits à la suite de l'ordonnance de non-lieu.

6.8 Dans une note du 17 novembre 2010, l'auteur indique que l'ouverture de la procédure pénale le concernant a été motivée par le fait qu'il avait publiquement remis en question les compétences professionnelles du fils d'un procureur et critiqué l'abus de pouvoir commis par le procureur lui-même. Il affirme que l'ouverture de poursuites parce qu'il avait exprimé son opinion sur ces deux personnes a constitué une violation des droits qu'il tient de l'article 19 du Pacte. Il affirme en outre que, le 22 avril 2010, il a adressé une plainte au juge de paix, demandant que soit reconnu le fait que les droits qu'il tient de l'article 19 du Pacte avaient été violés. L'auteur indique de plus que son placement d'office en hôpital psychiatrique motivé par le fait qu'il avait présenté plusieurs requêtes dans le but de défendre ses droits pendant la procédure pénale le concernant est assimilable à un traitement inhumain et dégradant et constitue une violation des droits qu'il tient de l'article 7 du Pacte. Le 3 mars 2010, l'auteur a adressé une plainte au juge de paix, demandant que soit reconnu le fait que les droits qu'il tient de l'article 7 du Pacte avaient été violés. Le juge de paix a ensuite réuni les deux affaires et, le 6 juillet 2010, a rendu une décision par laquelle il rejetait les plaintes de l'auteur. Les recours formés par l'auteur contre cette décision ont été rejetés par le tribunal municipal de Velikie Luki le 17 septembre 2010 et par le tribunal régional de Pskov le 7 octobre 2010, respectivement. L'auteur affirme qu'il a épuisé les recours disponibles. Il ajoute que les droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte ont été violés parce que, dans sa décision, le tribunal de première instance n'a pas fait mention de la violation de l'article 19 et que le tribunal d'appel a examiné cette question, mais en l'absence de l'auteur alors qu'il s'agissait d'une procédure d'appel.

6.9 L'auteur affirme de plus que les droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte ont été violés parce que le juge de paix a rejeté sa demande de remboursement des frais postaux engagés pour l'envoi de plaintes au Comité des droits de l'homme et à d'autres institutions internationales.

6.10 Dans une note du 5 décembre 2010, l'auteur se déclare victime de diverses violations des droits consacrés par le paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte dans le cadre de la procédure judiciaire qui s'est déroulée entre le 1^{er} mars et le 17 novembre 2010.

6.11 Dans une note du 10 janvier 2011, l'auteur affirme que lui-même et son fils mineur sont victimes de violations des droits consacrés au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte dans le cadre d'une procédure pénale concernant le vol du téléphone portable du fils de l'auteur.

6.12 Dans une note du 17 mars 2011, l'auteur dit être victime de diverses autres violations des droits reconnus au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte dans le cadre de la procédure judiciaire qui s'est déroulée entre le 30 octobre 2009 et le 26 janvier 2011.

6.13 Dans une note du 22 mars 2011, l'auteur affirme que pendant son placement forcé en hôpital psychiatrique en 2006, il a été soumis à des examens médicaux sans que soient respectées les règles de sécurité en vigueur. Il a notamment été exposé à des rayons X et contraint de rester dans la salle de radiologie pendant que d'autres détenus étaient exposés à des rayons X, alors que le personnel médical quittait la salle pendant l'examen. L'auteur affirme que le traitement en question était contraire aux règles sanitaires, qui interdisent la

⁶ L'auteur fait observer que, puisqu'il avait formé un recours, l'audience n'aurait pas dû avoir lieu en son absence.

présence de plus d'un patient dans la salle de radiologie pendant les examens, qu'il a eu des problèmes de santé dus à l'exposition à des radiations dans la salle de radiologie et que ce traitement a constitué une violation des droits garantis par l'article 7 du Pacte. Le 22 janvier 2011, l'auteur a présenté au tribunal municipal de Velikie Luki une demande d'indemnisation pour le préjudice moral causé par le fait qu'il avait été exposé à des radiations au mépris des règles sanitaires pendant son séjour forcé en hôpital psychiatrique. Le 24 janvier 2011, le tribunal a refusé d'ouvrir une procédure sur cette question. Le recours formé par l'auteur contre ce refus a été rejeté par le tribunal régional de Pskov le 1^{er} mars 2011. L'auteur ajoute qu'ont été commises diverses violations des droits garantis par le paragraphe 1 de l'article 14 et par l'article 26 du Pacte dans le cadre de la procédure judiciaire qui s'est déroulée entre le 10 janvier et le 1^{er} mars 2011.

6.14 Dans une note du 11 avril 2011, l'auteur indique qu'en 2006, pendant son internement forcé en établissement psychiatrique sur décision judiciaire, il a été détenu avec des personnes reconnues coupables d'infractions qui faisaient l'objet d'une expertise psychiatrique après le prononcé du jugement. Il affirme que ce traitement a constitué une violation des droits qu'il tient de l'article 10 du Pacte. Le 2 novembre 2009, l'auteur a adressé une plainte au juge de paix pour faire reconnaître la violation des droits qu'il tient de l'article 10 du Pacte. Le 26 avril 2010, le juge de paix a rejeté la plainte. Les recours formés par l'auteur contre cette décision ont été rejetés par le tribunal municipal de Velikie Luki le 10 juin 2010 et par le tribunal régional de Pskov le 11 août 2010. L'auteur affirme que les tribunaux n'ont pas examiné ses plaintes au fond puisqu'ils n'ont pas vérifié si les personnes détenues avec l'auteur étaient des condamnés.

6.15 L'auteur fait également observer que la banque par l'intermédiaire de laquelle il reçoit les indemnités pour le préjudice matériel causé par les poursuites pénales dont il a fait l'objet prend des commissions sur les versements et il affirme qu'il en résulte une violation des droits garantis par l'article 26 du Pacte car cela constitue une discrimination à son égard en tant que victime de poursuites illégales. L'auteur ajoute que diverses violations des droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte ont été commises dans le cadre de la procédure judiciaire conduite entre le 8 décembre 2009 et le 2 juin 2010.

6.16 Dans une note du 28 avril 2011, l'auteur réaffirme que son placement d'office en hôpital psychiatrique, décidé parce qu'il avait présenté plusieurs requêtes pour tenter de défendre ses droits pendant le procès le concernant est assimilable à un traitement inhumain et dégradant et viole les droits qu'il tient de l'article 7 du Pacte. Il ajoute qu'il a été soumis à un traitement dégradant, en violation des droits garantis par l'article 7 du Pacte parce que le 9 septembre 2010 pendant une audience à laquelle il participait, le procureur a enfreint le code vestimentaire des procureurs. L'auteur affirme en outre qu'il a fait l'objet d'un traitement dégradant en violation des droits reconnus à l'article 7 du Pacte étant donné que le 15 janvier 2010 un juge a examiné une affaire dans une salle d'audience où figuraient des armoiries qui ne correspondaient pas à celles de la Fédération de Russie.

6.17 Dans une note du 3 mai 2011, l'auteur dit qu'il est victime de diverses violations des droits reconnus au paragraphe 1 de l'article 14 dans le cadre de la procédure judiciaire qui s'est déroulée entre le 27 janvier et le 1^{er} mars 2011.

6.18 Dans une note du 30 mai 2011, l'auteur invoque diverses violations des droits garantis au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte dans le cadre de la procédure judiciaire conduite entre le 3 février et le 29 septembre 2010.

Nouvelles observations de l'État partie sur la recevabilité

7.1 Dans une réponse du 19 août 2011, l'État partie affirme que les observations de l'auteur datées du 10 janvier 2011 ne contiennent aucun argument démontrant le caractère erroné de la position de l'État partie. Il ajoute que les observations supplémentaires de l'auteur datées du 10 janvier 2011 n'avaient aucun rapport avec la communication initiale. Il indique en outre que, le 22 mars 2011, il a reçu de l'auteur quatre autres lettres, datées du

10 octobre 2010, du 8 novembre 2010, du 17 novembre 2010 et du 5 décembre 2010, dans lesquelles étaient formulées diverses allégations, mais qui ne montraient pas que la position de l'État partie était fausse. L'État partie affirme de plus que les observations de l'auteur datées du 17 mars 2011, du 11 avril 2011, du 28 avril 2011, du 3 mai 2011 et du 30 mai 2011 n'ont aucun rapport avec la plainte initiale.

7.2 L'État partie fait observer qu'il coopère efficacement avec le Comité depuis longtemps, y compris en ce qui concerne les communications de particuliers. Il ajoute qu'en l'espèce le processus de correspondance est pratiquement bloqué et que les nombreuses lettres, dont la teneur est présentée plus haut, enregistrées sous un même numéro font qu'il est impossible de rédiger des observations sur le fond. Il ajoute qu'il s'agit là d'une situation singulière.

7.3 Selon l'État partie, la communication devrait être déclarée irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif parce que l'auteur abuse du droit de présenter une communication au Comité.

Nouvelles observations de l'auteur

8. Dans une réponse du 14 octobre 2011, l'auteur indique que, même si l'État partie affirme qu'il coopère efficacement avec le Comité, en ce qui concerne la réhabilitation des personnes qui ont fait l'objet de poursuites pénales illégales, l'État partie refuse sans aucun scrupule de s'acquitter de ses obligations internationales. Ces obligations sont énoncées dans la résolution 60/147. L'auteur fait observer que, jusqu'à présent, la Fédération de Russie n'a pas adopté de texte législatif régissant la mise en œuvre de la résolution en ce qui concerne le rétablissement dans leurs droits des personnes qui ont fait l'objet de poursuites pénales illégales. Il ajoute que, dans sa décision du 2 mars 2010, le juge de paix du 33^e district de Velikie Luki a déclaré que la résolution 60/147 n'était qu'une recommandation, que son application n'avait pas de caractère obligatoire pour la Fédération de Russie⁷ et que les juridictions d'appel et de cassation étaient d'accord avec cette affirmation. L'auteur soutient qu'il n'abuse pas du droit de présenter une communication mais tente seulement d'être rétabli dans ses droits, dont beaucoup ont été violés pendant la procédure pénale illégale qui a duré plus de deux ans.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

9.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

9.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

9.3 En ce qui concerne la plainte initiale de l'auteur, qui se déclare victime de violations par l'État partie des droits garantis au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte parce que le tribunal municipal de Velikie Luki a refusé de donner suite à l'action qu'il avait engagée pour le préjudice moral causé par la publication sur le site Web du tribunal d'informations erronées indiquant qu'il faisait l'objet d'une enquête, le Comité prend note de l'affirmation de l'État partie qui indique que, puisque la plainte de l'auteur concernait une demande d'indemnisation pour préjudice moral, le défendeur dans cette affaire était le Ministère des finances, que les règles relatives à la compétence juridictionnelle exigeaient que de telles

⁷ L'auteur joint une copie de la décision judiciaire en question.

demandes soient présentées au tribunal du domicile du défendeur, en l'espèce, le tribunal du district de Tver à Moscou, et que la communication devrait être déclarée irrecevable pour non-épuisement des recours internes.

9.4 Le Comité prend également note de l'argument de l'auteur qui fait valoir qu'il n'a pas les moyens de financer une action en justice à Moscou. Il rappelle que si les autorités judiciaires d'un État partie imposaient à un particulier une charge financière telle qu'il ne puisse de fait avoir accès aux tribunaux, pareille situation pourrait soulever des questions au regard du paragraphe 1 de l'article 14⁸. Toutefois, le Comité est d'avis qu'en l'espèce l'auteur n'a pas suffisamment étayé ses griefs aux fins de la recevabilité. Par conséquent, cette partie de la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

9.5 Le Comité relève que les griefs de violation des droits consacrés à l'article 7, à l'article 9, paragraphe 1, à l'article 10, à l'article 14, paragraphe 1, à l'article 17, paragraphes 1 et 2, à l'article 19, paragraphes 1 et 2, et à l'article 26 du Pacte, formulés dans les lettres ultérieures datées du 10 octobre 2010, du 8 novembre 2010, du 5 décembre 2010, du 10 janvier 2011, du 17 mars 2011, du 22 mars 2011, du 11 avril 2011, du 28 avril 2011, du 3 mai 2011 et du 30 mai 2011, ne sont pas étayés en ce qui se rapporte à l'objet de la communication initiale, dans laquelle l'auteur faisait valoir que le refus du tribunal municipal de Velikie Luki d'examiner sa demande de réparation pour le préjudice moral causé par la publication sur le site du tribunal d'informations fausses a constitué un déni de justice. Par conséquent, les griefs contenus dans les lettres mentionnées sont irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif. Cette décision est sans préjudice de la possibilité pour l'auteur de présenter une communication distincte portant sur toute autre violation des droits consacrés par le Pacte qui pourrait s'être produite.

10. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:

- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

⁸ Voir la communication n° 646/1995, *Lindon c. Australie*, décision du 20 octobre 1998, par. 6.4.

**K. Communication n° 2014/2010, *Jusinkas c. Lituanie*
(Décision adoptée le 28 octobre 2013, 109^e session)***

Communication présentée par: Darius Jusinkas (non représenté par un conseil)

Au nom de: L'auteur

État partie: Lituanie

Date de la communication: 2 avril 2010 (date de la lettre initiale)

Objet: Concours d'accès à la fonction publique

Questions de procédure: Incompatibilité avec les dispositions du Pacte;
griefs non étayés

Questions de fond: Recours utile; accès aux tribunaux; accès, dans
des conditions générales d'égalité, à la fonction
publique

Articles du Pacte: 2 (par. 2 et 3), 14 (par. 1) et 25 (al. c)

Articles du Protocole facultatif: 2 et 3

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte
international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 28 octobre 2013,

Adopte ce qui suit:

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication est M. Darius Jusinkas, de nationalité lituanienne, né le 1^{er} janvier 1979. Il affirme être victime d'une violation par la Lituanie des droits qui lui sont reconnus en vertu du paragraphe 1 de l'article 14 et de l'alinéa c de l'article 25, lus séparément et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il n'est pas représenté par un conseil.

1.2 Le 22 février 2011, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial sur les nouvelles communications et mesures intérimaires, a décidé de séparer l'examen de la recevabilité de celle du fond de la communication.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 En 2006, l'auteur a présenté sa candidature à un poste de fonctionnaire au Département du patrimoine culturel du Ministère de la culture. Conformément à la *Procédure d'admission dans la fonction publique*, les candidats devaient passer un examen écrit et oral. L'auteur a obtenu la note maximale à l'examen écrit (10 sur 10) et a eu 8,6 à l'oral. Un autre candidat a été retenu pour le poste.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont pris part à l'examen de la communication: M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M. Ahmad Amin Fathalla, M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kaelin, M^{me} Zonke Zanele Majodina, M. Kheshoe Parsad Matadeen, M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabian Omar Salvio, M. Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M. Konstantine Vardzelashvili et M^{me} Margo Waterval.

2.2 Le 24 avril 2006, l'auteur a déposé une plainte auprès du tribunal administratif régional de Vilnius contre la décision qu'avait prise la Commission d'admission de choisir un autre candidat que lui. Il contestait le résultat de la procédure de sélection et demandait à être reconnu comme le candidat admis et à être indemnisé pour la rémunération non perçue et pour le préjudice moral subi. Étant donné que les règles de la *Procédure d'admission dans la fonction publique*, approuvées par la résolution gouvernementale n° 966, n'imposaient pas l'enregistrement des examens oraux, l'auteur a affirmé qu'il n'avait pas les moyens de prouver qu'il avait été évalué de façon injuste à l'oral. En outre, il a demandé au tribunal de saisir la Cour constitutionnelle pour qu'elle examine si la *Procédure d'admission* et le *Tableau d'inventaire de la Procédure d'organisation des concours d'accès à la fonction publique* limitent le droit à la défense en n'imposant pas l'obligation d'enregistrer les examens oraux. L'auteur a fait valoir que l'accès à la justice devait être non seulement formel mais aussi réel, c'est-à-dire que l'on devait pouvoir prouver et contester devant les tribunaux la violation de ses droits ou de ses intérêts légitimes.

2.3 Le 2 novembre 2006, le tribunal administratif régional de Vilnius a débouté l'auteur de sa plainte, déclarant qu'il n'avait pas été prouvé que l'évaluation de son examen oral par la Commission d'admission était injuste. Étant donné qu'il n'y avait pas d'acte illicite, aucune indemnisation ne pouvait être accordée. Le tribunal a également rejeté la demande de l'auteur concernant la saisie de la Cour constitutionnelle. L'auteur a fait appel de la décision du tribunal auprès du Tribunal administratif suprême.

2.4 Le 1^{er} juin 2007, le Tribunal administratif suprême a suspendu son examen de l'affaire et saisi la Cour constitutionnelle pour qu'elle se prononce sur la constitutionnalité de la *Procédure d'admission* et du *Tableau d'inventaire*, qui ne prévoyaient pas l'obligation d'enregistrer les examens oraux. Le Tribunal administratif suprême a souligné que l'absence d'une telle obligation pouvait limiter le droit à une défense en justice de fait et mettre en question le respect du principe de transparence énoncé au paragraphe 1 de l'article 3 de la loi sur la fonction publique.

2.5 Le 22 janvier 2008, la Cour constitutionnelle a considéré que la *Procédure d'admission* et le *Tableau d'inventaire*, dans la mesure où ils n'imposaient pas l'obligation d'enregistrer les questions posées par les membres de la Commission d'admission pendant l'examen oral ni les réponses données par les candidats, étaient en contradiction avec les dispositions du paragraphe 1 de l'article 30 (droit d'accéder aux tribunaux) et du paragraphe 1 de l'article 33 (droit d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques) ainsi qu'avec les principes de transparence de la fonction publique inscrits dans la Constitution. La Cour a déclaré que la décision de recaler un candidat devait être justifiée par des motifs clairs et accessibles aux institutions et aux tribunaux appelés à régler les différends. Le 2 avril 2008, suite à ce jugement, l'obligation d'enregistrer les examens oraux a été introduite dans la législation de l'État partie.

2.6 Le 13 mars 2008, le Tribunal administratif suprême a rejeté le recours de l'auteur, déclarant qu'en dépit de la décision de la Cour constitutionnelle du 22 janvier 2008, rien ne prouvait que la Commission d'admission eût agi d'une manière partielle ou injuste. Le Tribunal a également rejeté la demande d'indemnisation de l'auteur pour préjudice moral. Les décisions du Tribunal administratif suprême sont définitives et sans appel.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme que la Lituanie a violé les droits qui lui sont reconnus en vertu du paragraphe 1 de l'article 14 et de l'alinéa c de l'article 25 du Pacte, lus séparément et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2.

3.2 L'auteur soutient que la procédure administrative qu'il a engagée relève de la notion de «droits et obligations de caractère civil» («suit at law»). Se référant à l'Observation

générale n° 32 du Comité¹ ainsi qu'à sa jurisprudence², l'auteur fait valoir que si la cessation d'emploi d'un fonctionnaire relève de la notion de «droits et obligations de caractère civil», au sens du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, il devrait en être de même pour l'admission à un poste de fonctionnaire. Faute de règlement imposant l'enregistrement des examens oraux qu'il faut passer pour accéder à un poste de fonctionnaire d'État, l'auteur n'a eu aucun moyen de prouver au Tribunal que les évaluations de la Commission d'admission étaient injustes. Son droit d'accès aux tribunaux était donc seulement formel et non pas réel, d'où une violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

3.3 L'auteur affirme en outre que le Tribunal administratif suprême n'a pas motivé le rejet de sa demande d'indemnisation pour préjudice moral, se bornant à déclarer que rien ne permettait de dire que l'auteur avait subi un préjudice moral.

3.4 Le Tribunal administratif suprême a jugé que les évaluations de l'examen oral de l'auteur étaient justes et n'a pas mis en doute l'équité de la Commission d'admission. Mais il a omis de considérer qu'il n'était pas possible de produire de preuves. Aussi sa décision était-elle clairement arbitraire et, manifestement, était entachée d'erreur et constituait un déni de justice.

3.5 L'auteur affirme d'autre part que la législation interne n'imposant pas l'obligation d'enregistrer le déroulement de l'examen oral et vu l'absence, dans la pratique, de mécanisme de contrôle juridictionnel effectif pour la procédure d'admission dans la fonction publique, les droits qui lui sont reconnus en vertu de l'alinéa c de l'article 25 du Pacte, lu séparément et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2, ont été violés.

Observations de l'État partie sur la recevabilité

4.1 Le 7 février 2011, l'État partie a soumis ses observations concernant la recevabilité de la communication et demandé au Comité de séparer l'examen de la recevabilité de celle du fond de la communication, conformément au paragraphe 3 de l'article 97 du Règlement intérieur du Comité. Il a également demandé au Comité de déclarer la communication irrecevable en vertu des articles 2 et 3 du Protocole facultatif, les allégations de l'auteur étant incompatibles avec les dispositions du Pacte et insuffisamment étayées.

4.2 S'agissant des faits énoncés dans la communication, l'État partie fait observer que, le 27 mars 2009, l'auteur a demandé la réouverture du dossier devant le Tribunal administratif suprême en vertu du paragraphe 2 de l'article 153 de la loi sur la procédure administrative. Le 27 mars 2009, le Tribunal administratif suprême a débouté l'auteur de sa demande, considérant que les raisons qu'il avait données ne justifiaient pas la réouverture du dossier.

4.3 En ce qui concerne le grief de l'auteur au titre de l'alinéa c de l'article 25 du Pacte, l'État partie déclare que les conditions d'accès au poste de fonctionnaire n'étaient pas discriminatoires et étaient identiques pour tous les candidats. L'auteur ne s'était pas plaint que les critères de sélection aient été déraisonnables ou la procédure d'admission discriminatoire, et n'avait présenté aucun argument ni élément de preuve à cet égard. Tous les candidats ont suivi la même procédure de sélection dans les mêmes conditions, c'est-à-dire que tous ont passé un examen écrit et un examen oral, et aucun des examens oraux n'a été enregistré. De même, le caractère raisonnable des critères de sélection n'a pas été contesté. L'État partie rappelle la jurisprudence du Comité selon laquelle l'alinéa c de l'article 25 ne confère pas à tout citoyen le droit à un emploi garanti dans la fonction

¹ Observation générale n° 32 (CCPR/C/GC/32), par. 16.

² Voir la communication n° 441/1990, *Casanovas c. France*, constatations adoptées le 19 juillet 1994, par. 5.2.

publique mais seulement une chance d'y accéder dans des conditions générales d'égalité³. S'agissant de l'allégation de l'auteur qui prétend que l'absence de règle imposant l'obligation d'enregistrer la partie orale de l'examen l'a empêché de prouver devant les tribunaux que les résultats du concours avaient été injustes, l'État partie déclare que cette allégation est sans rapport avec le droit protégé à l'alinéa c de l'article 25. L'allégation de l'auteur selon laquelle la procédure d'admission serait d'une manière ou d'une autre discriminatoire au sens du paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte n'est donc pas étayée. Dans ces circonstances, les allégations de l'auteur outrepassent le champ d'application de cette disposition et sont donc incompatibles *ratione materiae* avec les dispositions du Pacte, conformément à l'article 3 du Protocole facultatif.

4.4 L'auteur n'a pas donné d'arguments pouvant justifier une inversion des résultats du concours en sa faveur. Ses allégations sont de simples affirmations d'auto-évaluation subjective, ne comportant pas le moindre élément objectif prouvant que son examen oral a été sous-évalué. En outre, l'auteur a pu faire appel auprès de deux tribunaux administratifs. Les deux instances ont apprécié sa demande et les pièces justificatives et n'ont pas considéré que la Commission d'admission avait agi d'une façon arbitraire ou pris une décision injuste. Le simple fait que les décisions des tribunaux n'étaient pas favorables à l'auteur ne prouve pas que ces décisions judiciaires soient infondées ou arbitraires. L'auteur ne peut donc pas affirmer qu'il n'a pas disposé d'un recours utile conformément au paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte⁴. Aussi ce grief devrait-il être déclaré irrecevable, car insuffisamment étayé.

4.5 Quant au grief de l'auteur au titre du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, l'État partie affirme que, d'après la jurisprudence du Comité, ni la procédure de nomination des agents de l'État, ni les règlements administratifs y relatifs, tels que ceux visés par la présente communication, ne relèvent de la détermination de droits et d'obligations de caractère civil, au sens du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. Ce grief devrait donc être déclaré irrecevable *ratione materiae* en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif.

4.6 Si le Comité en jugeait autrement, le grief en question n'étant pas étayé, il devrait être déclaré irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif. L'enregistrement du déroulement de l'examen oral n'était certes pas une obligation réglementaire, mais l'auteur aurait pu produire d'autres éléments de preuve, comme des témoignages ou des documents écrits. Et même si la loi avait imposé l'enregistrement de l'examen oral, l'enregistrement n'aurait été pour le Tribunal qu'un élément parmi d'autres à examiner et apprécier mais pas nécessairement l'élément déterminant. Les juridictions nationales ont soigneusement examiné tous les griefs et éléments présentés par l'auteur et toutes les circonstances de l'affaire. En examinant la requête de l'auteur, le Tribunal administratif suprême a tenu compte du jugement de la Cour constitutionnelle. Or il a conclu qu'aucun élément du dossier ne pouvait faire douter de l'impartialité des membres de la Commission d'admission ou faire suspecter une évaluation arbitraire des candidats. Compte tenu de ces considérations, il a jugé que les conclusions de la Cour constitutionnelle n'avaient pas d'influence essentielle dans l'affaire et qu'il n'y avait pas de relation de cause à effet entre ces conclusions et le préjudice que l'auteur dit avoir subi.

4.7 L'auteur n'a présenté aucun argument quant au caractère arbitraire et injuste présumé de la décision du Tribunal administratif suprême en date du 13 mars 2008. De plus, ces allégations ont été présentées par l'auteur dans sa demande de réouverture du dossier et soigneusement examinées, puis rejetées, par le Tribunal administratif suprême dans sa décision du 27 mars 2009. Dans toutes ses requêtes ainsi que dans sa

³ L'État partie se réfère à l'affaire *Kall c. Pologne*, communication n° 552/1993, constatations adoptées le 14 juillet 1997.

⁴ L'État partie se réfère à la jurisprudence du Comité concernant l'affaire *Kazantzis c. Chypre*, communication n° 971/2001, décision concernant la recevabilité adoptée le 7 août 2003.

communication au Comité, l'auteur a répété les mêmes allégations. Il n'a toutefois pas présenté d'arguments objectifs à leur appui. En conséquence, l'État partie soutient que l'allégation de l'auteur au titre du paragraphe 1 de l'article 14 n'est pas étayée et devrait être déclarée irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Le 3 mars, le 29 avril et le 3 octobre 2011, l'auteur a présenté des observations et affirmé que sa communication faisait également état d'une violation du paragraphe 2 de l'article 2, lu séparément et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2, le paragraphe 1 de l'article 14 et l'alinéa *c* de l'article 25 du Pacte.

5.2 L'auteur réitère ses griefs et déclare qu'une règle imposant l'obligation d'enregistrer les examens oraux était nécessaire pour donner effet aux droits reconnus au paragraphe 3 de l'article 2, au paragraphe 1 de l'article 14 et à l'alinéa *c* de l'article 25 du Pacte.

5.3 La Cour constitutionnelle a estimé que la *Procédure d'admission dans la fonction publique* était en contradiction avec le paragraphe 1 de l'article 30 et le paragraphe 1 de l'article 109 de la Constitution. Elle a en outre jugé que l'obligation d'assurer des conditions d'égalité pour l'admission dans la fonction publique supposait une évaluation objective et impartiale de ceux qui intégraient cette fonction et que l'absence d'enregistrement de l'examen oral portait atteinte au droit d'accéder dans des conditions d'égalité à la fonction publique. L'auteur a affirmé que, puisque dans son cas un tel enregistrement n'était pas disponible, le tribunal administratif régional de Vilnius n'était pas en mesure de statuer sur sa plainte contestant la décision de la Commission d'admission. Faute d'enregistrement de l'examen oral, l'auteur n'a pas pu produire la moindre preuve pour contester l'équité de l'évaluation. L'absence d'enregistrement ne lui a pas permis de prouver le caractère injuste de l'examen oral (*probatio diabolica*) et a aussi empêché le tribunal de le vérifier. Pratiquement, donc, l'auteur ne disposait d'aucun recours utile pour protéger les droits qui lui sont reconnus au paragraphe 3 de l'article 2, au paragraphe 1 de l'article 14 et à l'alinéa *c* de l'article 25 du Pacte.

5.4 S'agissant de ses griefs au titre du paragraphe 3 de l'article 2, lu séparément et conjointement avec l'article 25, l'auteur fait observer que rien ne prouvait que le candidat retenu fût plus qualifié que lui. Or il ne disposait d'aucun moyen, dans la pratique, pour contester cela. Il ne disposait donc d'aucun recours utile pour contester en justice l'équité de l'examen oral. En outre, en dépit de la décision de la Cour constitutionnelle, le Tribunal administratif suprême a rejeté sa requête de façon arbitraire, considérant, sans autre explication, qu'il n'avait pas produit d'élément prouvant le caractère injuste de l'évaluation, ce qui constituait une erreur manifeste et un déni de justice. L'auteur a soutenu qu'il avait été sous-évalué à l'oral et que le candidat retenu avait été surévalué. Il avait donc fait l'objet d'un traitement inégal par rapport à une personne moins qualifiée que lui⁵. L'auteur a également affirmé que son grief était suffisamment étayé et que l'on pouvait considérer que la charge de la preuve incombait à l'État partie, qui devait donner une explication satisfaisante et convaincante. L'auteur contestait – et jugeait trop faibles – les notes 9, 8 et 7 que certains membres de la Commission d'admission lui avaient attribuées. Mais le Tribunal administratif suprême ne pouvait pas vérifier l'équité de l'évaluation.

⁵ L'auteur a fourni une traduction en anglais du relevé de notes des quatre candidats qui s'étaient présentés à l'examen. La Commission d'admission comptait six membres, qui attribuaient chacun une note. À l'oral, l'auteur a eu les notes suivantes: 9, 9, 9, 7, 8 et 8. À l'écrit, il a obtenu 10 sur 10. Le candidat retenu pour le poste a eu 8, 10, 10, 10, 9 et 9 à l'oral, et également 10 sur 10 à l'écrit. (L'auteur ne fournit aucun autre détail ni document concernant le grief alléguant d'une inégalité de traitement.)

5.5 L'auteur a répété que sa communication relevait des dispositions du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. Puisque la loi lui permettait de saisir la justice pour contester les résultats de l'examen, on devait supposer que les droits et la protection prévus dans ces dispositions s'appliquaient à son cas. En outre, il ne s'était pas limité dans sa requête à contester le résultat de l'examen d'accès à la fonction publique, mais avait également demandé réparation pour préjudice moral. À cet égard, l'auteur soutient que le droit à réparation en cas d'actes illégaux relève clairement de la notion de «contestations sur [les] droits et obligations de caractère civil» («suit at law») au sens du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. Dès lors qu'un organe judiciaire est chargé de se prononcer sur une décision administrative relative à l'admission dans la fonction publique, il doit respecter les garanties d'un procès équitable consacrées au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. L'auteur réaffirme également que, dans la pratique, aucun autre élément de preuve ne pouvait être produit, contrairement à ce qu'a laissé entendre l'État partie. La possibilité de produire des documents écrits était purement théorique et l'État partie lui-même n'a pas précisé quel type de documents l'auteur aurait pu présenter. De même, l'auteur ne pouvait pas faire citer de témoins car seuls le candidat et les membres de la Commission se trouvaient dans la salle d'examen. Pour qu'un procès soit équitable, il faut aussi que le Tribunal motive son jugement. Or le Tribunal administratif suprême a rejeté sa demande de réparation pour préjudice moral sans avancer la moindre raison. Il n'a en outre pas tenu compte, en prenant sa décision, du rapport entre les conclusions de la Cour constitutionnelle et la demande de l'auteur, ni donné d'explication satisfaisante concernant le rejet de cette demande. En conséquence, sa décision était arbitraire, était manifestement entachée d'erreur et constituait un déni de justice.

5.6 En ce qui concerne les griefs au titre du paragraphe 2 de l'article 2 – lu séparément et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2, le paragraphe 1 de l'article 14 et l'alinéa c de l'article 25 du Pacte – l'État partie n'a pas pris les mesures nécessaires pour adopter des règles qui donnent effet aux droits reconnus dans le Pacte.

5.7 S'agissant du grief alléguant d'une violation du paragraphe 3 de l'article 2 – lu séparément et conjointement avec l'alinéa c de l'article 25 – l'auteur affirme qu'il n'a pas disposé d'un recours utile puisque le Tribunal administratif suprême a lui-même reconnu qu'il ne pouvait pas vérifier l'équité de l'évaluation et que la Cour constitutionnelle a déclaré que la *Procédure d'admission* qui était applicable au moment où l'auteur a passé le concours était en contradiction avec le paragraphe 1 de l'article 30 de la Constitution concernant le droit d'accès aux tribunaux.

5.8 Le 8 octobre 2012, l'auteur a informé le Comité que lors de l'examen d'une autre affaire, dans laquelle il contestait le résultat de l'examen oral du concours d'accès au poste de spécialiste en chef du département des affaires juridiques et du personnel de l'Inspection territoriale d'État pour la planification et la construction du Ministère de l'environnement, le 20 septembre 2012, le Tribunal administratif suprême lui avait accordé 1 000 litai à titre d'indemnisation pour préjudice moral en vertu de l'article 6.250 2) du Code civil, en particulier à cause de la longueur considérable de la procédure administrative. En outre, le Tribunal administratif suprême avait déclaré que l'absence d'enregistrement de l'examen oral devait être «considérée comme une violation du droit de l'auteur de faire appel devant une instance administrative du résultat de l'examen oral» et «pouvait aussi être considérée comme une certaine violation du droit [de l'auteur] à une défense en justice effective». De ce fait, le Tribunal a avalisé les allégations présentées par l'auteur dans sa communication au Comité.

Observations supplémentaires de l'État partie sur la recevabilité

6.1 Le 23 janvier 2013, l'État partie a fait part de nouvelles observations sur la recevabilité de la communication. S'agissant de l'allégation de l'auteur au titre de l'alinéa c

de l'article 25, l'État partie a maintenu que le droit reconnu dans cet article était toujours lié à l'interdiction de la discrimination pour l'un quelconque des motifs visés au paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte. Or l'auteur n'a produit aucun élément prouvant une discrimination. De plus, l'article 25 c) ne confère pas à tout citoyen le droit à un emploi garanti dans la fonction publique mais seulement une chance d'y accéder dans des conditions générales d'égalité. Les allégations de l'auteur sont fondées uniquement sur son opinion personnelle selon laquelle il aurait dû être nommé au poste de fonctionnaire à la place du candidat effectivement retenu. L'État partie a rappelé la jurisprudence du Comité selon laquelle il appartient généralement aux juridictions des États parties au Pacte d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans une affaire donnée, ou la manière dont la législation interne a été appliquée, à moins qu'il ne soit établi que cette appréciation a été manifestement arbitraire ou a constitué un déni de justice. Les allégations de l'auteur selon lesquelles l'absence d'enregistrement de la partie orale du concours l'a empêché de prouver devant les tribunaux que les résultats du concours étaient injustes n'ont rien à voir avec le droit d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, à la fonction publique, au sens de l'alinéa c de l'article 25 du Pacte. Cette partie de la communication de l'auteur est donc incompatible avec les dispositions du Pacte et doit donc être déclarée irrecevable *ratione materiae* en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif.

6.2 S'agissant de la décision du Tribunal administratif suprême du 20 septembre 2012, elle se fondait sur des circonstances différentes. Si l'auteur considère qu'elle n'est pas conforme à la jurisprudence du Tribunal et a un rapport avec l'appréciation des faits donnant lieu à la présente communication, il peut demander la réouverture du dossier en invoquant l'un des motifs visés au paragraphe 2 de l'article 153 de la loi sur la procédure administrative, comme la nécessité d'assurer l'uniformité de la jurisprudence des tribunaux administratifs.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

7.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 Le Comité prend note des griefs de l'auteur qui fait valoir a) que, lors du concours d'admission à un poste de fonctionnaire au Département du patrimoine culturel, la Commission d'évaluation a sous-évalué son examen oral et surévalué celui du candidat retenu, et b) que, bien que la loi prévoie la possibilité de contester ce résultat et qu'il ait formé un recours devant les tribunaux administratifs, il n'a eu concrètement aucun accès aux tribunaux puisque ces derniers n'ont pas pu vérifier l'équité de l'évaluation faite par la Commission d'admission faute d'une règle, dans la *Procédure d'admission dans la fonction publique*, imposant l'enregistrement des examens oraux. En outre, dans sa décision du 13 mars 2008, le Tribunal administratif suprême n'a pas tenu compte du rapport entre l'appel de l'auteur et la décision de la Cour constitutionnelle du 22 janvier 2008, qui a considéré que la *Procédure d'admission* et le *Tableau d'inventaire*, dans la mesure où ils n'imposaient pas l'obligation d'enregistrer les examens oraux, étaient en contradiction avec le droit d'accéder aux tribunaux et le droit d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, à la fonction publique, consacrés dans la Constitution de l'État partie, puisque les motifs de la décision de recalier un candidat doivent être clairs et accessibles aux institutions et aux tribunaux appelés à régler les différends. En conséquence, en déboutant l'auteur de

son appel, le Tribunal administratif suprême a agi d'une façon constituant une erreur manifeste et un déni de justice.

7.4 Le Comité prend également note des arguments de l'État partie selon lesquels: a) ni la procédure de nomination des agents de l'État ni les règlements administratifs y relatifs ne relèvent de la détermination de droits et d'obligations de caractère civil, au sens du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte; b) les critères de sélection de la personne compétente pour le poste et la procédure d'admission elle-même (le concours) n'étaient pas discriminatoires et leur caractère raisonnable n'était pas contesté par l'auteur; c) l'auteur n'a produit aucun élément prouvant directement ou indirectement que son examen oral avait été sous-évalué au bénéfice de l'autre candidat; et d) les griefs de l'auteur ainsi que les documents et les pièces qu'il a présentés aux tribunaux ont été soigneusement examinés par le tribunal administratif régional de Vilnius et par le Tribunal administratif suprême, qui n'ont constaté aucun élément de partialité de la part de la Commission d'admission ou d'iniquité dans les évaluations des candidats. Le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel l'alinéa c de l'article 25 du Pacte ne confère pas à tout citoyen le droit à un emploi garanti dans la fonction publique mais seulement une chance d'y accéder dans des conditions générales d'égalité. Compte tenu de ces considérations, le simple fait que les décisions des tribunaux n'étaient pas favorables à l'auteur ne prouve pas que ces décisions soient infondées ou arbitraires.

7.5 Le Comité fait observer que les allégations faites au titre du paragraphe 1 de l'article 14 et de l'alinéa c de l'article 25 – lus séparément et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 – portent principalement sur l'appréciation des faits et des éléments de preuve par le tribunal administratif régional de Vilnius et le Tribunal administratif suprême. Le Comité rappelle sa jurisprudence et réaffirme que c'est aux juridictions des États parties qu'il appartient d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans une affaire donnée, ou la manière dont la législation interne a été appliquée, à moins qu'il ne soit établi que cette appréciation, ou cette application, a été clairement arbitraire ou manifestement entachée d'erreur ou a constitué un déni de justice⁶. Le Comité a examiné les documents produits par les parties, y compris la décision de la Cour constitutionnelle concernant la constitutionnalité de la *Procédure d'admission* et du *Tableau d'inventaire*. Nonobstant l'avis de la Cour constitutionnelle déclarant inconstitutionnels la *Procédure d'admission* et le *Tableau d'inventaire* tels qu'ils ont été appliqués à l'auteur, le Comité n'est pas en mesure, à partir des éléments dont il dispose, de conclure que les tribunaux administratifs, en statuant sur l'affaire de l'auteur, ont agi de façon arbitraire ou que leur décision a été manifestement entachée d'erreur ou a constitué un déni de justice. Le Comité considère donc que l'auteur n'a pas suffisamment étayé son grief de violation du paragraphe 1 de l'article 14 et de l'alinéa c de l'article 25 – lus séparément et conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2 – et que ces allégations sont donc irrecevables au regard de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.6 Le Comité prend également note du grief formulé au titre du paragraphe 2 de l'article 2, selon lequel l'État partie n'a pas adopté en temps voulu de mesures pour faire en sorte que la *Procédure d'admission dans la fonction publique* impose l'obligation d'enregistrer les examens oraux des candidats. Le Comité rappelle sa jurisprudence à ce sujet, selon laquelle les dispositions de l'article 2 du Pacte, qui énoncent des obligations générales à l'intention des États parties, ne peuvent être invoquées isolément dans une communication soumise en vertu du Protocole facultatif⁷. Le Comité estime donc que les

⁶ Voir les communications n^{os} 1616/2007, *Manzano et consorts c. Colombie*, décision adoptée le 19 mars 2010, par. 6.4, et 1622/2007, *L. D. L. P. c. Espagne*, décision adoptée le 26 juillet 2011, par. 6.3.

⁷ Voir les communications n^{os} 1834/2008, *A. P. c. Ukraine*, décision adoptée le 23 juillet 2012, par. 8.5, et 1887/2009, *Peirano Basso c. Uruguay*, constatations adoptées le 19 octobre 2010, par. 9.4.

prétentions de l'auteur à cet égard sont irrecevables au titre de l'article 2 du Protocole facultatif.

8. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:

a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif;

b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

**L. Communication n° 2197/2012, X. Q. H. c. Nouvelle-Zélande
(Décision adoptée le 25 mars 2014, 110^e session)***

<i>Communication présentée par:</i>	X. Q. H. (représentée par un conseil, Frank Deliu)
<i>Au nom de:</i>	L'auteur et son fils
<i>État partie:</i>	Nouvelle-Zélande
<i>Date de la communication:</i>	22 mars 2012 (date de la lettre initiale)
<i>Objet:</i>	Expulsion vers la Chine
<i>Questions de procédure:</i>	Qualité de victime; épuisement des recours internes; défaut de fondement
<i>Question de fond:</i>	-
<i>Articles du Pacte:</i>	17 (par. 1), 23 (par. 1), 24 (par. 1), 14 (par. 1) et 2 (par. 3 a))
<i>Articles du Protocole facultatif:</i>	1, 2, 3 et 5 (par. 2 b))
<i>Le Comité des droits de l'homme</i> , institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,	
<i>Réuni le 25 mars 2014</i>	
<i>Adopte ce qui suit:</i>	

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication, datée du 22 mars 2012 et suivie d'une lettre datée du 2 mai 2012, est M^{me} X. Q. H., ressortissante chinoise. Elle soumet la communication en son nom propre et au nom de son fils, ressortissant néo-zélandais né le 20 novembre 2000. L'auteur affirme que son fils et elle-même sont victimes de violations, par la Nouvelle-Zélande, des droits qui leur sont garantis au paragraphe 1 de l'article 17, au paragraphe 1 de l'article 23, au paragraphe 1 de l'article 24, au paragraphe 1 de l'article 14, et au paragraphe 3 a) de l'article 2 du Pacte. Elle est représentée par M. Frank Deliu, du cabinet d'avocats Amicus Barristers Chambers¹.

1.2 Le 8 mars 2013, le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, agissant au nom du Comité, a décidé que la recevabilité de la communication devait être examinée séparément du fond.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication:
M. Yadh Ben Achour, M. Lazhari Bouzid, M^{me} Christine Chanet, M. Ahmad Amin Fathalla,
M. Cornelis Flinterman, M. Yuji Iwasawa, M. Walter Kälin, M^{me} Zonke Zanele Majodina,
M. Gerald L. Neuman, Sir Nigel Rodley, M. Victor Manuel Rodríguez-Rescia, M. Fabian Omar
Salvioli, M^{me} Anja Seibert-Fohr, M. Yuval Shany, M^{me} Margo Waterval et M. Andrei Paul Zlatescu.

¹ Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 26 mai 1989.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur indique qu'elle est arrivée en Nouvelle-Zélande le 27 avril 1996, après avoir été victime de violations de ses droits par les autorités chinoises. En mars 1990, elle avait été contrainte de mettre un terme à sa grossesse, son médecin ayant informé le comité de rue² qu'elle attendait un deuxième enfant, en violation de la politique de l'enfant unique en vigueur en Chine. En août 1994, elle est à nouveau tombée enceinte. Afin de se protéger et de protéger son futur enfant, elle a fui Guangzhou pour aller s'installer à la campagne. Cependant, le médecin a signalé sa grossesse au comité de rue, lequel s'est mis à sa recherche, menaçant et arrêtant des membres de sa famille jusqu'à ce qu'ils indiquent aux autorités où elle se trouvait. Lorsqu'elle a été retrouvée, l'auteur était enceinte d'environ six mois. Le comité de rue l'a ramenée à Guangzhou et elle a dû avorter contre son gré; elle a eu d'importantes hémorragies qui lui ont valu d'être hospitalisée pendant une semaine.

2.2 L'auteur et son compagnon de l'époque sont arrivés en Nouvelle-Zélande le 27 avril 1996 et le 10 décembre 1996, respectivement. Tous deux ont obtenu à leur arrivée un permis de visiteur de courte durée, qui est arrivé à échéance. Huit jours après son arrivée en Nouvelle-Zélande, l'auteur a déposé une demande de statut de réfugié. Le 24 novembre 1997, la Commission du statut de réfugié a rejeté sa demande. L'auteur a recouru contre cette décision auprès de l'Autorité d'appel des décisions relatives au statut de réfugié, qui l'a déboutée le 3 avril 1998. Le 16 novembre 1998, l'auteur a été localisée et a fait l'objet d'une décision d'expulsion, qu'elle a contestée auprès de l'Autorité chargée de l'examen des mesures d'expulsion le 22 décembre 1998. Le 13 décembre 1998, elle a sollicité une nouvelle audience à l'Autorité d'appel des décisions relatives au statut de réfugié au motif qu'il y avait eu un malentendu entre elle et ses anciens avocats. Il a été fait droit à sa demande et son recours a été examiné le 29 mars 1999. Le 17 juin 1999, l'Autorité d'appel des décisions relatives au statut de réfugié a rejeté ce recours.

2.3 Le 2 août 2000, l'Autorité chargée de l'examen des mesures d'expulsion a rendu sa décision concernant le recours formé par l'auteur le 22 décembre 1998. À l'époque, l'auteur attendait un enfant. Compte tenu de ce qu'elle avait déjà été forcée à deux reprises à interrompre une grossesse en Chine, l'Autorité chargée de l'examen des mesures d'expulsion a estimé qu'il y avait, sur le plan humanitaire, des circonstances exceptionnelles qui auraient rendu «son retour en Chine, alors qu'elle [était] enceinte, injuste ou démesurément pénible». L'Autorité a ordonné l'annulation de la décision d'expulsion et a décidé d'autoriser l'auteur à rester en Nouvelle-Zélande jusqu'à ce qu'elle ait accouché et qu'elle soit pleinement remise, et de lui accorder un permis de visiteur valable jusqu'au 28 février 2001. En novembre 2000, l'auteur et son compagnon se sont mariés et leur fils est né en Nouvelle-Zélande, acquérant de ce fait la nationalité néo-zélandaise.

2.4 Le 17 avril 2001, une lettre sollicitant une autorisation spéciale de déposer une demande de permis de séjour pour raison humanitaire a été adressée à la Ministre de l'immigration au nom de l'auteur. Le 29 mai 2001, la Ministre a fait savoir qu'elle n'était pas disposée à intervenir en faveur de la demande. Le 1^{er} juillet 2001, les permis temporaires de l'auteur et de son mari ont expiré. Le 2 octobre 2001, l'auteur a déposé une nouvelle demande de statut de réfugié. Elle a eu un entretien le 14 décembre 2001. Le 18 février 2002, la Commission du statut de réfugié a rejeté sa demande. Le 25 février 2002, l'auteur a recouru contre cette décision auprès de l'Autorité d'appel des décisions relatives au statut de réfugié. Ce recours a été retiré le 3 décembre 2002³. L'auteur avait aussi formé le 10 août 2001 un recours auprès de l'Autorité chargée de l'examen des

² Pendant les années 1980-1990, les comités de quartier/comités de rue prenaient une part active au maintien de l'ordre et à la médiation en cas de conflit au niveau local.

³ L'auteur n'explique pas pourquoi elle a retiré ce recours.

mesures d'expulsion, qui l'a rejeté le 27 juin 2003. De nouvelles démarches ont été entreprises auprès du Ministre adjoint de l'immigration. Le 15 juin 2004, celui-ci a fait savoir qu'il n'était pas disposé à intervenir.

2.5 La décision d'expulsion a été notifiée à l'auteur et à son mari les 19 et 12 septembre 2005, respectivement. Le mari a été expulsé de Nouvelle-Zélande et se trouve actuellement en Chine. L'auteur vit toujours en Nouvelle-Zélande. La requête en contrôle juridictionnel qui avait été soumise à la *High Court* a été examinée, et le juge a estimé⁴ que, sur le plan du droit administratif, les décisions d'expulser l'auteur étaient justifiées. Il n'a pas été fait droit aux demandes de mesures provisoires ni au recours sur le fond introduits par l'auteur⁵. En mars 2010, l'auteur a divorcé. En novembre 2011, elle a épousé un ressortissant néo-zélandais.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur estime que, compte tenu de ce qu'elle est mère d'un enfant ayant la nationalité néo-zélandaise et de ce qu'elle est maintenant mariée à un ressortissant néo-zélandais, il est dans l'intérêt supérieur de la famille élargie qu'elle reste en Nouvelle-Zélande. Elle estime que s'il l'expulsait vers la Chine, l'État partie violerait les droits qu'elle et son enfant tiennent des articles 14, 17, 23, 24 et 2, paragraphe 3, du Pacte.

3.2 L'auteur estime que son expulsion porterait atteinte aux droits de son fils, qui est néo-zélandais et a toujours vécu en Nouvelle-Zélande. Elle précise que son fils ne pourrait pas acquérir la nationalité chinoise sans renoncer à sa nationalité néo-zélandaise. De plus, n'étant pas le premier enfant de l'auteur, il est considéré en Chine comme un «enfant noir». En tant que tel, il ne peut pas être enregistré comme membre du ménage familial et s'il rentrait en Chine, il n'aurait pas accès à des soins médicaux, à l'éducation ou à l'emploi, sauf si l'auteur était en mesure de payer une amende importante à titre de sanction pour avoir enfreint la réglementation relative à la planification familiale. L'auteur fait valoir en outre que son fils souffre d'asthme depuis sa naissance, qu'il a besoin de suivre un traitement régulier faisant appel à des inhalateurs et qu'il aurait des problèmes de santé s'il rentrait en Chine, en raison de la pollution et de l'humidité.

3.3 L'auteur renvoie à la jurisprudence du Comité, faisant valoir que sa situation relève des «circonstances exceptionnelles» qui ont été mises en relief dans l'affaire *Winata c. Australie*⁶, dans laquelle le Comité a estimé que le refus de l'État partie d'autoriser un membre de la famille à rester sur son territoire constituait une immixtion dans la vie familiale de cette personne. En l'espèce, le fils de l'auteur avait 12 ans lorsque la communication a été soumise, et il ne connaissait que la Nouvelle-Zélande, où il avait toujours vécu. L'auteur fait valoir que son expulsion par l'État partie aurait pour conséquence que les deux parents biologiques de l'enfant seraient en Chine, et que la famille se verrait dans l'obligation de choisir entre laisser l'enfant en Nouvelle-Zélande sans sa mère, ou l'envoyer avec sa mère en Chine, pays où il n'est jamais allé. L'auteur considère donc que la décision de l'État partie de l'expulser constitue une «immixtion» dans sa vie familiale. En outre, le père biologique de son fils ayant fait l'objet d'une mesure d'expulsion assortie d'une interdiction de revenir en Nouvelle-Zélande pendant cinq ans, l'auteur estime, par analogie, qu'il est très probable qu'elle ferait l'objet de la même mesure. À cet égard, elle renvoie à la jurisprudence du Comité dans l'affaire *Sahid c. Nouvelle-Zélande*⁷, dans laquelle la communication avait été jugée non fondée car «le petit-

⁴ *High Court* d'Auckland, CIV-2005-404-5202, 29 décembre 2006, voir annexe B.

⁵ *X. Q. H. v. Minister of Immigration* CA 236/06, 18 décembre 2006; et *X. Q. H. v. Minister of Immigration* (2009) 2 NZLR 700 (CA), annexes C et D.

⁶ Communication n° 930/2000, *Winata c. Australie*, constatations adoptées le 26 juillet 2001.

⁷ Communication n° 893/1999, *Sahid c. Nouvelle-Zélande*, constatations adoptées le 28 mars 2003.

fils de l'auteur [était] resté avec sa mère et le mari de celle-ci en Nouvelle-Zélande après l'expulsion de l'auteur». L'auteur fait valoir que son fils n'a aucun autre membre de sa famille proche en Nouvelle-Zélande et que le séparer de ses deux parents biologiques constituerait une violation manifeste des articles 17 et 23 du Pacte à son égard et à celui de son fils, et de l'article 24 à l'égard de son fils seulement.

3.4 En ce qui concerne les griefs qu'elle tire des articles 2 et 14, l'auteur affirme que l'État partie n'a pas appliqué les «critères juridiques appropriés» lors de l'examen de la demande d'asile présentée par son compagnon, et que la réparation à laquelle elle estime que sa famille avait droit lui a été refusée, sans qu'il lui soit donné la possibilité d'être entendue sur cette question. L'auteur fait en outre valoir que la Cour suprême ne s'est pas livrée à un examen adéquat de sa demande de réparation car elle n'a jamais informé son conseil du fait qu'une décision serait prise concernant cette demande.

3.5 L'auteur indique qu'elle n'a pas soumis sa communication plus tôt parce qu'elle n'a cessé d'exercer des recours internes, même après que la Cour suprême eut rendu sa décision. La décision d'expulsion la concernant a été prise le 19 septembre 2005 conformément à l'article 54 de la loi de 1987 relative à l'immigration, et restait exécutoire lorsque la communication a été soumise. L'auteur affirme également que bien qu'elle ait fait une nouvelle demande de permis de résidence après son mariage avec un Néo-Zélandais, elle pourrait être expulsée à tout moment car, en vertu du paragraphe 11 de la loi de 2009 relative à l'immigration, les services de l'immigration n'ont aucune obligation d'examiner une nouvelle demande de visa. Aussi, au moment de la soumission de la communication, l'auteur se cachait car elle craignait d'être expulsée. Compte tenu de cette situation, le Comité n'a pas demandé de mesures provisoires.

Observations de l'État partie sur la recevabilité de la communication

4.1 Dans ses observations en date du 3 décembre 2012, l'État partie a demandé au Comité de déclarer la communication irrecevable.

4.2 L'État partie indique qu'avant⁸ que l'auteur ait soumis sa communication au Comité, les services de l'immigration lui ont conseillé de faire une demande de visa de travail. L'auteur a fait une demande en ce sens le 6 novembre 2012, et un visa de travail lui a été accordé le 21 novembre 2012. Elle n'est donc plus en situation irrégulière et ne risque plus d'être expulsée. L'État partie précise en outre que le visa de travail a été accordé pour une période initiale de deux ans, au terme de laquelle il peut être renouvelé et/ou une demande de statut de résident permanent peut être déposée.

4.3 En ce qui concerne le fils de l'auteur, l'État partie indique qu'il a la nationalité néo-zélandaise depuis sa naissance et qu'il n'a donc pas besoin d'obtenir l'autorisation des services de l'immigration pour rester dans le pays. L'État partie fait valoir que la communication portant entièrement sur le refus des services de l'immigration d'accorder un permis de séjour et sur les procédures judiciaires y relatives, elle est désormais sans fondement et donc irrecevable au titre de l'article premier du Protocole facultatif.

4.4 L'État partie estime que les griefs formulés par l'auteur au titre du paragraphe 3 de l'article 2, du paragraphe 1 de l'article 14, du paragraphe 1 de l'article 17, du paragraphe 1 de l'article 23 et de l'article 24 ont été examinés en profondeur par les services de l'immigration et les tribunaux, et conformément aux droits qui y sont visés. Il fait en outre valoir que l'auteur, dans la communication, ne formule aucune allégation d'arbitraire ou d'injustice manifeste et n'invoque pas d'autre motif justifiant un réexamen des décisions rendues. L'État partie estime par conséquent que la communication est irrecevable en vertu des articles 2 et 3 du Protocole facultatif.

⁸ Aucune date n'est précisée.

4.5 Pour ce qui est des griefs formulés par l'auteur concernant le respect de la vie familiale, l'État partie estime qu'ils ne sont que la conséquence des procédures judiciaires prolongées que l'auteur a engagées dès son arrivée en Nouvelle-Zélande, en 1996. L'État partie renvoie à la jurisprudence du Comité dans l'affaire *Rajan c. Nouvelle-Zélande*⁹, dans laquelle celui-ci a estimé que les autorités du pays avaient tenu compte de la question de la protection des enfants et de la famille à chaque stade de la procédure et que l'essentiel du séjour des auteurs en Nouvelle-Zélande avait ensuite été «passé à exercer les recours disponibles ou à se cacher», et a donc conclu que les griefs formulés par les auteurs au titre des articles 17, 23 et 24 n'étaient pas suffisamment étayés aux fins de l'article 2 du Protocole facultatif. L'État partie estime par conséquent que les griefs formulés par l'auteur au titre des articles 17, 23 et 24 sont irrecevables faute d'être suffisamment étayés.

4.6 L'État partie fait également valoir que les griefs formulés par l'auteur au titre du paragraphe 3 de l'article 2 et du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, concernant l'audience et la décision relatives à son recours devant la Cour suprême, en mai et en juillet 2009, sont irrecevables pour défaut de fondement et non-épuisement des recours internes. L'État partie estime tout d'abord que la décision de la Cour suprême de rejeter la requête en contrôle juridictionnel présentée par l'auteur était justifiée. Depuis 1994, les services de l'immigration ont revu leur approche à l'égard des demandeurs d'asile afin de tenir compte des obligations internationales de l'État partie dans l'application du droit interne. La législation modifiée accorde la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant et de la famille. Dans trois affaires distinctes, la Cour suprême a estimé que les services de l'immigration n'avaient pas appliqué les critères voulus dans la procédure de demande d'asile. Cependant, dans le cas de l'auteur, la Cour a estimé que la situation de l'intéressée avait fait l'objet d'une évaluation relativement récente et que son conseil n'avait mis en évidence aucun élément nouveau pertinent qui n'aurait pas été pris en considération par les services de l'immigration. L'État partie estime qu'à supposer qu'il y ait eu une erreur de la part des autorités, cela n'aurait eu aucune incidence sur l'issue de l'affaire concernant l'auteur, et que le grief invoqué par cette dernière sur ce point n'est pas suffisamment étayé.

4.7 En outre, l'État partie considère que l'auteur n'a pas épuisé les recours internes en ce qui concerne le grief qu'elle tire du paragraphe 3 de l'article 2 et du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, car le système néo-zélandais permet aux parties à une procédure judiciaire de demander l'annulation d'un jugement lorsqu'une erreur exceptionnelle a été commise. L'auteur, qui est assistée par un conseil, ne s'est pas prévalu de cette possibilité et le grief qu'elle formule à cet égard devrait être donc être déclaré irrecevable en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Dans une lettre en date du 28 février 2013, l'auteur fait valoir que le fait qu'elle s'est vu accorder un permis de travail ne répare pas la violation du Pacte imputable à l'État partie. Si elle n'avait pas épousé un Néo-Zélandais, elle n'aurait jamais obtenu un permis de travail et aurait été contrainte de retourner en Chine. L'État partie s'est donc rendu responsable de violations des articles 17, 23 et 24 du Pacte.

5.2 En ce qui concerne la décision de la Cour suprême, l'auteur fait valoir que, même s'il a été reconnu que les agents de l'immigration avaient commis une erreur sur le plan du droit, une réparation lui a été refusée parce que les éléments de fait de l'espèce n'avaient pas changé. L'auteur estime que l'erreur juridique commise à l'égard de sa famille devrait malgré tout être réparée. Elle conteste en outre la référence faite à l'affaire *Rajan*

⁹ Communication n° 820/1998, *Rajan c. Nouvelle-Zélande*, décision d'irrecevabilité du 6 août 2003, par. 7.3.

c. *Nouvelle-Zélande*¹⁰, estimant que, dans son cas, elle a été exposée au risque d'être expulsée pendant toute la durée de son séjour en Nouvelle-Zélande et que son fils risque en permanence d'être séparé de sa mère.

5.3 Quant au défaut d'objet de la plainte, l'auteur fait valoir qu'elle a un visa temporaire, et que si sa relation actuelle avec un Néo-Zélandais devait prendre fin, elle risquerait à nouveau d'être expulsée. Elle estime donc que sa situation au regard de la législation sur l'immigration reste non résolue.

5.4 Compte tenu de ce qui précède, l'auteur demande que la communication soit déclarée recevable et examinée sur le fond.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6.2 Le Comité prend note de l'argument de l'auteur selon lequel, en cas d'expulsion vers la Chine, sa vie familiale et celle de son fils seraient compromises: son fils devrait soit rester en Nouvelle-Zélande sans ses parents biologiques, soit aller avec sa mère en Chine, où il serait considéré comme un «enfant noir» et pâtirait donc, sur les plans civil, économique et social, de toutes les conséquences de la politique chinoise de l'enfant unique. Le Comité constate également que le fils de l'auteur ayant la nationalité néo-zélandaise depuis la naissance, il n'a pas à obtenir une autorisation d'immigrer. Les arguments avancés par l'auteur concernant la violation des articles 17 et 23 qui aurait été commise à son égard et la violation de l'article 24 qui aurait été commise à l'égard de son fils tiennent donc entièrement à sa situation au regard de la législation sur l'immigration. À cet égard, le Comité constate que l'auteur s'était vu conseiller par l'État partie de demander un visa de travail avant qu'elle n'ait saisi le Comité, mais qu'elle n'a fait cette demande qu'après. Il relève également qu'elle a obtenu un visa de travail le 21 novembre 2012 et qu'elle n'est plus susceptible d'expulsion de Nouvelle-Zélande.

6.3 Le Comité constate en outre que l'auteur a évoqué de manière purement hypothétique: i) l'éventualité où elle n'aurait pas épousé son mari actuel, ce qui lui aurait valu de ne pas obtenir de visa de travail; et ii) l'éventualité où elle se séparerait de son mari actuel, ce qui lui vaudrait d'être à nouveau exposée au risque d'expulsion, compte tenu du caractère temporaire de son visa. Le Comité considère que ces arguments concernant la situation matrimoniale passée et future de l'auteur ne dépassent pas le cadre des éventualités et des possibilités théoriques¹¹. Par conséquent, l'auteur ne peut, à l'heure actuelle, revendiquer la qualité de victime au sens de l'article premier du Protocole facultatif.

6.4 En ce qui concerne le grief de violation du paragraphe 3 de l'article 2 et du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, le Comité constate que l'auteur ne formule aucune allégation d'arbitraire ou d'injustice manifeste et n'invoque pas d'autre motif justifiant un réexamen des décisions rendues et des procédures menées à cet égard, mais se borne à invoquer les droits de son ex-mari, lequel n'est pas partie à la présente communication. Par conséquent, le Comité considère que les griefs tirés du paragraphe 3 de l'article 2 et du

¹⁰ Voir note 12.

¹¹ Voir, notamment, la communication n° 932/2000, *Gillot et consorts c. France*, constatations adoptées le 15 juillet 2002, par. 10.5.

paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte n'ont pas été suffisamment étayés aux fins de la recevabilité et conclut qu'ils sont irrecevables au titre de l'article 2 du Protocole facultatif¹².

7. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide:

a) Que la communication est irrecevable en vertu des articles 1^{er} et 2 du Protocole facultatif;

b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur de la communication.

[Adopté en anglais (version originale), en espagnol et en français. Le texte est aussi traduit en arabe, en chinois et en russe aux fins du présent rapport.]

¹² Communication n° 1892/2010, *J. J. U. B. c. Espagne*, décision d'irrecevabilité du 29 octobre 2012, par. 7.5.

Annexe VIII

Activités de suivi au titre du Protocole facultatif

1. En juillet 1990, le Comité a adopté une procédure pour assurer le suivi des constatations qu'il adopte en application du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif et a créé à cet effet la fonction de rapporteur spécial chargé du suivi des constatations.
2. Depuis 1991, le Rapporteur spécial envoie aux États parties des demandes de renseignements sur la suite donnée aux constatations. Des informations ont été systématiquement demandées sur la suite donnée à toutes les constatations dans lesquelles le Comité a conclu à une violation des droits consacrés dans le Pacte. Dans 850 des 1 008 constatations adoptées depuis 1979, le Comité a établi qu'il y avait eu violation.
3. Le classement en catégories des réponses sur la suite donnée aux constatations est nécessairement subjectif et imprécis, de sorte qu'il est impossible de fournir des statistiques ventilées exactes. Une bonne partie des réponses reçues peuvent être considérées comme satisfaisantes en ce sens qu'elles montrent que l'État partie est prêt à donner effet aux recommandations du Comité ou à accorder réparation au plaignant. D'autres réponses ne peuvent pas être considérées comme satisfaisantes, soit parce qu'elles ne traitent pas les constatations du Comité, soit parce qu'elles n'en traitent que certains aspects. Certaines réponses indiquent simplement que la victime n'a pas présenté de demande d'indemnisation dans les délais légaux et donc qu'il ne peut pas lui être versé d'indemnité. D'autres enfin indiquent que, bien que l'État partie ne soit pas tenu par la loi d'accorder une réparation au plaignant, il en consentira une à titre gracieux.
4. Dans toutes les autres réponses, l'État partie conteste les constatations du Comité en invoquant des raisons de fait ou de droit, donne des informations très tardives sur le fond de l'affaire, promet d'ouvrir une enquête sur la question examinée par le Comité ou indique qu'il ne donnera pas suite, pour une raison ou une autre, aux recommandations du Comité.
5. Dans de nombreux cas, le secrétariat a aussi été informé par l'auteur de la communication qu'il n'avait pas été donné effet aux constatations du Comité. À l'inverse, il est arrivé dans de rares cas que l'auteur d'une communication informe le Comité que l'État partie avait donné suite à ses recommandations alors que celui-ci ne l'avait pas fait savoir lui-même.
6. Le tableau ci-dessous récapitule toutes les réponses reçues des États parties jusqu'à la 107^e session (11-28 mars 2013) au sujet des communications dans lesquelles le Comité a conclu à une violation du Pacte. Il est précisé si la réponse est ou a été considérée comme satisfaisante ou insatisfaisante au regard de la recommandation du Comité, ou si le dialogue entre l'État partie et le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations reste ouvert. Les notes explicatives qu'il a été nécessaire d'ajouter pour un certain nombre d'affaires donnent une idée des difficultés que pose le classement en catégories des réponses sur la suite donnée aux constatations.
7. À sa 104^e session, soucieux de faire en sorte que son évaluation de la suite donnée aux constatations soit présentée de manière plus complète, structurée et transparente, le Comité a décidé d'indiquer comment il évalue, à ce stade, la situation dans les cas où une réponse a été reçue pendant la période visée par le rapport. Les décisions d'arrêter ou de suspendre le dialogue sont également indiquées dans le tableau ci-après.

8. Les renseignements adressés par les États parties et par les auteurs des communications ou leurs représentants depuis le dernier rapport annuel (A/68/40) figurent au chapitre VI (vol. I) du présent rapport.

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Afrique du Sud (1)	1818/2008, <i>McCallum</i> A/66/40		X	X	
Algérie (28)	992/2001, <i>Bousroual</i> A/61/40		X	X	
	1085/2002, <i>Taright</i> A/61/40		X	X	
	1172/2003, <i>Madani</i> A/62/40		X	X	
	1173/2003, <i>Benhadj</i> A/62/40		X	X	
	1196/2003, <i>Boucherf</i> A/61/40		X A/64/40	X	
	1297/2004, <i>Medjnoune</i> A/61/40		X A/67/40	X	
	1327/2004, <i>Grioua</i> A/62/40		X	X	
	1328/2004, <i>Kimouche</i> A/62/40		X	X	
	1439/2005, <i>Aber</i> A/62/40		X	X	
	1495/2006, <i>Madoui</i> A/64/40		X	X	
	1588/2007, <i>Benaziza</i> A/65/40		X	X	
	1753/2008, <i>Rakik</i> A/68/40		X	X	
	1779/2008, <i>Mezine</i> , A/68/40		X	X	
	1780/2008, <i>Aouabdia</i> <i>et consorts</i> A/66/40	X A/68/40		X A/68/40	
	1781/2008, <i>Berzig</i> A/67/40		X	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Algérie (suite)	1791/2008, <i>Sahbi</i> A/68/40		X	X	
	1796/2008, <i>Zerrougui</i> A/69/40		X	X	
	1798/2008, <i>Azouz</i> A/69/40		X	X	
	1806/2008, <i>Saadoun</i> A/68/40		X	X	
	1807/2008, <i>Mechani</i> A/68/40		X	X	
	1811/2008, <i>Djebbar et Chihoub</i> A/67/40		X	X	
	1831/2008, <i>Larbi</i> A/69/40		X	X	
	1874/2009, <i>Mihoubi</i> A/69/40		X	X	
	1884/2009, <i>Aouali et consorts</i> A/69/40		X	X	
	1889/2009, <i>Marouf</i> A/69/40		Délai non échu	X	
	1899/2009, <i>Terafi</i> A/69/40		Délai non échu	X	
	1900/2009, <i>Mehalli</i> A/69/40		Délai non échu	X	
	1905/2009, <i>Ouaghliissi</i> A/67/40		X	X	
Allemagne (1)	1482/2006, <i>Gerlach</i> A/63/40	X A/64/40		X	
Angola (2)	711/1996, <i>Dias</i> A/55/40	X A/61/40		X	
	1128/2002, <i>Marques</i> A/60/40	X A/61/40		X	
Argentine (4)	400/1990, <i>Mónaco de Gallichio</i> A/50/40	X A/51/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Argentine (suite)	1458/2006, <i>González et consorts</i> A/66/40			X	
	1608/2007, <i>L. M. R.</i> A/66/40			X	
	1610/2007, <i>L. N. P.</i> A/66/40	X A/68/40			Décision de clore le dialogue: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (A/69/40)
Australie (28)	560/1993, <i>A.</i> A/52/40	X A/53/40, A/55/40, A/56/40		X	
	900/1999, <i>C.</i> A/58/40	X A/58/40, CCPR/C/80/FU/1, A/60/40, A/62/40		X	
	930/2000, <i>Winata et consorts</i> A/56/40	X CCPR/C/80/FU/1, A/57/40, A/60/40, A/62/40, A/63/40		X	
	941/2000, <i>Young</i> A/58/40	X A/58/40, A/60/40, A/62/40, A/63/40		X	
	1014/2001, <i>Baban et consorts</i> A/58/40	X A/60/40, A/62/40		X	
	1020/2001, <i>Cabal et Pasini</i> A/58/40	X A/58/40, CCPR/C/80/FU/1		X	
	1036/2001, <i>Faure</i> A/61/40	X A/61/40		X	
	1050/2002, <i>Rafie et Safdel</i> A/61/40	X A/62/40, A/63/40		X	
	1069/2002, <i>Bakhitiyari</i> A/59/40	X A/60/40, A/62/40		X	
	1157/2003, <i>Coleman</i> A/61/40	X A/62/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Australie (<i>suite</i>)	1184/2003, <i>Brough</i> A/61/40	X A/62/40		X	
	1255, 1256, 1259, 1260, 1266, 1268, 1270 et 1288/2004, <i>Shams, Atvan, Shahrooei, Saadat, Ramezani, Boostani, Behrooz et Sefed</i> A/62/40	X A/63/40		X	
	1324/2004, <i>Shafiq</i> A/62/40	X A/62/40, A/63/40		X	
	1347/2005, <i>Dudko</i> A/62/40	X A/63/40, A/64/40		X	
	1442/2005, <i>Kwok</i> A/65/40	X A/67/40			Décision de clore l'examen: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1629/2007, <i>Fardon</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40		A/68/40	Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (A/69/40)
	1557/2007, <i>Nystrom et consorts</i> A/66/40				Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (A/68/40)
	1635/2007, <i>Tillman</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40		A/68/40	Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (A/69/40)
	1885/2009, <i>Horvath</i> A/69/40	Délai non échu		X	
	2094/2011, <i>F. K. A. G.</i> A/69/40			X	
	2136/2012, <i>M. M. M. et consorts</i> A/69/40			X	
Autriche (5)	415/1990, <i>Pauger</i> A/57/40	X A/47/40, A/52/40, A/66/40			

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Autriche (<i>suite</i>)	716/1996, <i>Pauger</i> A/54/40	X A/54/40, A/55/40, A/57/40, A/66/40, CCPR/C/80/FU/1			
	965/2001, <i>Karakurt</i> A/57/40	X A/58/40, CCPR/C/80/FU/1, A/61/40		X	
	1086/2002, <i>Weiss</i> A/58/40	X A/58/40, A/59/40, CCPR/C/80/FU/1, A/60/40, A/61/40		X	
	1454/2006, <i>Lederbauer</i> A/62/40	X A/63/40		X	
Azerbaïdjan (1)	1633/2007, <i>Avadanov</i> A/66/40		X	X A/68/40	
Bélarus (49)	780/1997, <i>Laptsevich</i> A/55/40		X A/56/40, A/57/40	X	
	814/1998, <i>Pastukhov</i> A/58/40		X A/59/40	X	
	886/1999, <i>Bondarenko</i> A/58/40	X A/59/40, A/62/40, A/63/40		X	
	887/1999, <i>Lyashkevich</i> A/58/40	X A/59/40, A/62/40, A/63/40		X	
	921/2000, <i>Dergachev</i> A/57/40		X	X	
	927/2000, <i>Svetik</i> A/59/40	X A/60/40, A/61/40, A/62/40		X A/62/40	
	1009/2001, <i>Shchetko</i> A/61/40		X	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Bélarus (<i>suite</i>)	1022/2001, <i>Velichkin</i> A/61/40		X A/61/40	X	
	1039/2001, <i>Boris et consorts</i> A/62/40	X A/62/40		X	
	1047/2002, <i>Sinitzin, Leonid</i> A/62/40		X	X	
	1100/2002, <i>Bandazhewsky</i> A/61/40	X A/62/40		X	
	1178/2003, <i>Smantser</i> A/64/40	X A/65/40		X	
	1207/2003, <i>Malakhovsky</i> A/60/40	X A/61/40		X	
	1226/2003, <i>Korneenko</i> A/68/40			X A/68/40	
	1274/2004, <i>Korneenko</i> A/62/40	X A/62/40		X A/62/40	
	1296/2004, <i>Belyatsky</i> A/62/40	X A/63/40		X	
	1311/2004, <i>Osiyuk</i> A/64/40		X	X	
	1316/2004, <i>Gryb</i> A/67/40		X	X A/68/40	
	1354/2005, <i>Sudalenko</i> A/66/40		X	X	
	1377/2005, <i>Katsora</i> A/65/40		X	X	
	1383/2005, <i>Katsora et consorts</i> A/66/40		X	X	
	1390/2005, <i>Koreba</i> A/66/40		X	X	
	1392/2005, <i>Lukyanchik</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1502/2006, <i>Marinich</i> A/65/40	X A/66/40			

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Bélarus (<i>suite</i>)	1553/2007, <i>Korneenko et Milinkevich</i> A/64/40	X A/65/40		X	
	1592/2007, <i>Pichugina</i> A/69/40		X	X	
	1604/2007, <i>Zalesskaya</i> A/66/40		X	X	
	1750/2008, <i>Sudalenko</i> A/67/40		X	X	
	1772/2008, <i>Belyazeka</i> A/67/40		X	X	
	1784/2008, <i>Schumilin</i> A/68/40			X A/68/40	
	1785/2008, <i>Oleshkevish</i> A/68/40			X	
	1787/2008, <i>Kovsh (Abramova)</i> A/68/40			X	
	1790/2008, <i>Govsha et consorts</i> A/68/40			X A/68/40	
	1820/2008, <i>Krassovskaya</i> A/67/40			X A/68/40	
	1808/2008, <i>Kovalenko</i> A/69/40			X	
	1830/2008, <i>Pivonos</i> A/68/40			X A/68/40	
	1835-1837/2008, <i>Yasinovich</i> A/68/40			X	
	1836/2008, <i>Katsora</i> A/68/40		X	X A/68/40	
	1838/2008, <i>Tulzhenkova</i> A/67/40		X	X A/68/40	
	1839/2008, <i>Komarovsky</i> A/69/40		Délai non échu	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Bélarus (<i>suite</i>)	1851/2008, <i>Sekerko</i> A/69/40		X	X	
	1864/2009, <i>Kirsanov</i> A/69/40		Délai non échu	X	
	1867/2009, 1936, 1975, 1977-1891/2010, 2010/2010, <i>Levinov</i> A/68/40		X	X A/68/40	
	1903/2009, <i>Youbko</i> A/69/40		Délai non échu	X	
	1910/2009, <i>Zhuk</i> A/69/40		X	X	
	1919-1920/2009, <i>Protsko et Tolchin</i> A/69/40		X	X	
	1948/2010, <i>Turchenyak et consorts</i> A/69/40		Délai non échu	X	
	2065/2011, <i>Kvasha</i> A/68/40		X	X A/68/40	
	2120/2011, <i>Kovalev</i> A/68/40		X	X A/68/40	
Belgique (1)	1472/2006, <i>Sayadi</i> A/64/40		X	X	
Bolivie (État plurinational de) (1)	176/1984, <i>Peñarrieta</i> A/43/40	X A/52/40		X	
Bosnie-Herzégovine (3)	1917-1918-1925/2008, <i>Prutina et consorts</i> A/68/40	X		X	
	1955/2010, <i>Al-Gertani</i> A/69/40	X		X	
	1997/2010, <i>Rizvanović et consorts</i> A/69/40	Délai non échu		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Bulgarie (1)	2073/2011, <i>Naidenova et consorts</i>			X	
Burkina Faso (1)	1159/2003, <i>Sankara et consorts</i> A/61/40	X A/63/40			Décision de clore le dialogue: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (A/63/40)
Cameroun (7)	458/1991, <i>Mukong</i> A/49/40 630/1995, <i>Mazou</i>	X A/57/40	X A/52/40	X	L'État partie a indiqué qu'il avait rétabli l'auteur dans ses fonctions judiciaires et qu'il lui avait proposé une indemnisation, qu'il a refusée car il la jugeait insuffisante. Il a été décidé de clore le dialogue, le Comité estimant que l'État partie avait donné effet aux constatations (A/59/40).
	1134/2002, <i>Gorji-Dinka</i> A/60/40	X A/65/40	X	X	
	1186/2003, <i>Titiahongo</i> A/63/40		X	X	
	1353/2005, <i>Afuson</i> A/62/40	X A/65/40	X	X	
	1397/2005, <i>Engo</i> A/64/40	X A/67/40, A/68/40		X A/68/40	
	1813/2008, <i>Akwanga</i> A/66/40		X	X A/68/40	
Canada (14)	27/1978, <i>Pinkney</i> Quatorzième session Sélection de décisions, vol. 1		X	X	
	167/1984, <i>Ominayak et consorts</i> A/45/50	X A/59/40, A/61/40, A/62/40		X A/62/40	
	694/1996, <i>Waldman</i> A/55/40	X A/55/40, A/56/40, A/57/40, A/59/40, A/61/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Canada (<i>suite</i>)	829/1998, <i>Judge</i> A/58/40	X A/59/40, A/60/40		X A/60/40	
	1051/2002, <i>Ahani</i> A/59/40	X A/60/40, A/61/40		X A/60/40	L'État partie a en partie mis en œuvre les constatations du Comité: le Comité n'a pas expressément indiqué que la mise en œuvre était satisfaisante.
	1465/2006, <i>Kaba</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1467/2006, <i>Dumont</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40			Décision de clore le dialogue: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (A/69/40).
	1544/2007, <i>Hamida</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1763/2008, <i>Pillai et consorts</i>	X A/67/40			Décision de clore l'examen: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (voir A/68/40)
	1792/2008, <i>Dauphin</i> A/64/40	X A/65/40		X	
	1881/2009, <i>Shakeel</i> A/69/40	X		X	
	1898/2009, <i>Choudhary</i> A/69/40	X		X	
	1912/2009, <i>Thuraisamy</i> A/68/40	X		X	
	1959/2010, <i>Warsame</i> A/66/40	X		X	
Colombie (16)	45/1979, <i>Suárez de Guerrero</i> Quinzième session Sélection de décisions, vol. 1	X A/52/40, A/68/40		X A/68/40	
	46/1979, <i>Fals Borda</i> Seizième session Sélection de décisions, vol. 1	X A/52/40		X	
	64/1979, <i>Salgar de Montejó</i> Quinzième session Sélection de décisions, vol. 1	X A/52/40, A/68/40		X A/68/40	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Colombie (<i>suite</i>)	161/1983, <i>Herrera Rubio</i>	X		X	
	Trente et unième session	A/52/40, A/68/40		A/68/40	
	Sélection de décisions, vol. 2				
	181/1984, <i>frères Sanjuán Arévalo</i>	X		X	
	A/45/40	A/52/40, A/64/40, A/68/40		A/68/40	
	195/1985, <i>Delgado Pérez</i>	X		X	
	A/45/40	A/52/40, A/68/40		A/68/40	
	514/1992, <i>Fei</i>	X		X	
	A/50/40	A/51/40, A/68/40		A/68/40	
	612/1995, <i>Arhuacos</i>	X		X	
	A/52/40	A/68/40		A/68/40	
	687/1996, <i>Rojas García</i>	X		X	
	A/56/40	A/58/40, A/59/40, A/68/40		A/68/40	
	778/1997, <i>Coronel et consorts</i>	X		X	
	A/58/40	A/59/40, A/68/40		A/68/40	
Côte d'Ivoire (1)	848/1999, <i>Rodríguez Orejuela</i>	X		X	
	A/57/40	A/58/40, A/59/40, A/68/40		A/68/40	
	859/1999, <i>Jiménez Vaca</i>	X		X	
	A/57/40	A/58/40, A/59/40, A/61/40, A/68/40		A/68/40	
	1298/2004, <i>Becerra</i>	X		X	
	A/61/40	A/62/40, A/68/40		A/68/40	
	1361/2005, <i>Casadieago</i>	X		X	
	A/62/40	A/63/40, A/68/40		A/68/40	
	1611/2007, <i>Bonilla Lerma</i>	X		X	
	A/66/40			A/68/40	
	1641/2007, <i>Calderón Bruges</i>	X		X	
	A/67/40	A/68/40		A/68/40	
	1759/2008, <i>Traoré</i>		X	X	
	A/67/40				

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Croatie (2)	727/1996, <i>Paraga</i> A/56/40	X A/56/40, A/58/40		X	
	1510/2006, <i>Vojnović</i> A/64/40	X A/65/40, A/66/40			
Danemark (2)	1554/2007, <i>El-Hichou</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	2007/2010, <i>X.</i> A/69/40	Délai non échu		X	
Équateur (2)	277/1988, <i>Terán Jijón</i> A/47/40	X A/59/40		X	
	319/1988, <i>Cañón García</i> A/47/40			X	
Espagne (23)	493/1992, <i>Griffin</i> A/50/40	X A/59/40, A/58/40		X	
	526/1993, <i>Hill</i> A/52/40	X A/53/40, A/56/40, A/58/40, A/59/40, A/60/40, A/61/40, A/64/40		X A/68/40	
	701/1996, <i>Gómez Vásquez</i> A/55/40	X A/56/40, A/57/40, A/58/40, A/60/40, A/61/40		X	
	864/1999, <i>Ruiz Agudo</i> A/58/40		X A/61/40	X	
	986/2001, <i>Semey</i> A/58/40	X A/59/40, A/60/40, A/61/40		X	
	1006/2001, <i>Muñoz</i> A/59/40		X A/61/40	X	
	1007/2001, <i>Sineiro Fernando</i> A/58/40	X A/59/40, A/60/40, A/61/40		X	
	1073/2002, <i>Terón Jesús</i> A/60/40		X A/61/40	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Espagne (<i>suite</i>)	1095/2002, <i>Gomariz A/60/40</i>		X A/61/40	X	
	1101/2002, <i>Alba Cabriada A/60/40</i>		X A/61/40	X A/68/40	
	1104/2002, <i>Martínez Fernández A/60/40</i>		X A/61/40	X A/68/40	
	1122/2002, <i>Lagunas Castedo A/64/40</i>		X	X	
	1211/2003, <i>Oliveró A/61/40</i>		X	X	
	1325/2004, <i>Conde A/62/40</i>		X	X	
	1332/2004, <i>Garcia et consorts A/62/40</i>		X	X	
	1351 et 1352/2005, <i>Hens et Corujo A/63/40</i>		X	X	
	1363/2005, <i>Gayoso Martínez A/65/40</i>	X A/66/40, A/68/40		X A/68/40	
	1364/2005, <i>Carpintero A/64/40</i>	X A/68/40		X A/68/40	
	1381/2005, <i>Hachuel A/62/40</i>		X	X	
	1473/2006, <i>Morales Tornel A/64/40</i>	X A/66/40, A/68/40		A/68/40	Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (A/69/40)
	1493/2006, <i>Williams Lecraft A/64/40</i>	X A/65/40, A/66/40			
	1531/2006, <i>Cunillera Arias A/66/40</i>			X	
	1945/2010, <i>Achabal A/68/40</i>			X	
Fédération de Russie (22)	712/1996, <i>Smirnova A/59/40</i>	X A/60/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Fédération de Russie (suite)	763/1997, <i>Lantsov</i> A/57/40	A/58/40, A/60/40		X	
	770/1997, <i>Gridin</i> A/55/40	A/57/40, A/60/40		X	
	888/1999, <i>Telitsin</i> A/59/40	X A/60/40		X	
	815/1997, <i>Dugin</i> A/59/40	X A/60/40		X	
	889/1999, <i>Zheikov</i> A/61/40	X A/62/40		X A/68/40	
	1218/2003, <i>Platanov</i> A/61/40	X A/61/40		X	
	1232/2003, <i>Pustovalov</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40		X	
	1278/2004, <i>Reshnetnikov</i> A/64/40		X	X	
	1304/2004, <i>Khoroshenko</i> A/66/40		X	X A/68/40	
	1310/2004, <i>Babkin</i> A/63/40	X A/64/40, A/66/40		X	
	1410/2005, <i>Yevdokimov et Rezanov</i> A/66/40		X	X	
	1447/2006, <i>Amirov</i> A/64/40	X A/65/40, A/66/40		X	
	1548/2007, <i>Kholodov</i> A/68/40			X	
	1577/2007, <i>Usaev</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1605/2007, <i>Zyuskin</i> A/66/40		X	X A/68/40	
	1628/2007, <i>Pavlyuchenko</i> A/68/40			X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Fédération de Russie (suite)	1795/2008, <i>Zhirnov</i> A/69/40	Délai non échu		X	
	1856/2008, <i>Sevostyanov</i> A/69/40	X		X	
	1866/2009, <i>Chebotareva</i> A/67/40			X	
	1873/2009, <i>Alekseev</i> A/69/40	X		X	
	1932/2010, <i>Fedotova</i> A/68/40		X	X	
Finlande (1)	779/1997, <i>Äärelä et consorts</i> A/57/40	X A/57/40, A/59/40		X	
France (6)	1620/2007, <i>J. O.</i> A/66/40	X A/67/40		X	
	1760/2008, <i>Cochet</i> A/66/40		X	X A/68/40	
	1852/2008, <i>Singh</i> A/68/40			X	
	1876/2009, <i>Singh</i> A/66/40	X A/68/40		X A/68/40	
	1928/2010, <i>Singh</i> A/69/40			X	
	1960/2010, <i>Ory</i> A/69/40			X	
Géorgie (3)	626/1995, <i>Gelbekhiani</i> A/53/40	X A/54/40		X	
	627/1995, <i>Dokvadze</i> A/53/40	X A/54/40		X	
	975/2001, <i>Ratiani</i> A/60/40	X A/61/40		X	
Grèce (4)	1070/2002, <i>Kouldis</i> A/61/40	X A/61/40		X	
	1486/2006, <i>Kalamiotis</i> A/63/40	X A/64/40		X	

État partie et nombre d'affaires de violation	Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité	Réponse reçue de l'État partie	Pas de réponse	Dialogue en cours	Observations
Grèce (suite)	1558/2007, <i>Katsaris</i> A/68/40	X A/68/40		X	
	1799/2008, <i>Georgopoulos et consorts</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40		X A/68/40	
	414/1990, <i>Primo Essono</i> A/49/40	A/62/40*	X	X	
Guinée équatoriale (3)	468/1991, <i>Oló Bahamonde</i> A/49/40	A/62/40*	X	X	
	1152 et 1190/2003, <i>Ndong et consorts</i> et <i>Mic Abogo</i> A/61/40	A/62/40*	X	X	L'État partie n'a pas répondu par écrit mais a rencontré le Rapporteur spécial à plusieurs reprises.
	676/1996, <i>Yasseen et Thomas</i> A/53/40	A/60/40*, A/62/40	X A/60/40	X	
Guyana (9)	728/1996, <i>Sahadeo</i> A/57/40	A/60/40*, A/62/40	X A/60/40	X	
	811/1998, <i>Mulai</i> A/59/40	A/60/40*, A/62/40	X A/60/40	X	
	812/1998, <i>Persaud</i> A/61/40	A/60/40*, A/62/40	X	X	
	862/1999, <i>Hussain et Hussain</i> A/61/40	A/60/40*, A/62/40	X	X	
	838/1998, <i>Hendriks</i> A/58/40	A/60/40*, A/62/40	X A/60/40	X	
	867/1999, <i>Smartt</i> A/59/40	A/60/40*, A/62/40	X A/60/40	X	
	912/2000, <i>Ganga</i> A/60/40	A/60/40*, A/62/40	X A/60/40	X	
	913/2000, <i>Chan</i> A/61/40	A/60/40*, A/62/40	X	X	L'État partie n'a pas répondu par écrit mais a rencontré le Rapporteur spécial à plusieurs reprises.
Hongrie (3)	410/1990, <i>Párkányi</i> A/47/40	X		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Hongrie (<i>suite</i>)	521/1992, <i>Kulomin</i> A/51/40	X A/52/40		X	
	852/1999, <i>Borisenko</i> A/58/40	X A/58/40, A/59/40		X	
Islande (1)	1306/2004, <i>Haraldsson et Sveinsson</i> A/62/40	X A/63/40, A/64/40, A/67/40			Décision de clore l'examen: mise en œuvre partiellement satisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
Italie (1)	699/1996, <i>Maleki</i> A/54/40	X A/55/40		X	
Jamaïque (98)	92 affaires*			X	Voir A/59/40. 25 réponses détaillées ont été reçues; dans 19 d'entre elles, l'État partie indique qu'il n'appliquera pas les recommandations de l'État partie; dans 2, il s'engage à ouvrir une enquête; dans une des réponses, il annonce la libération de l'auteur (592/1994 – Clive Johnson – voir A/54/40). Dans 36 réponses générales, il indique que la peine de mort a été commuée. Aucune réponse n'a été reçue dans 31 affaires.
	695/1996, <i>Simpson</i> A/57/40	X A/57/40, A/58/40, A/59/40, A/63/40, A/64/40		X	
	792/1998, <i>Higginson</i> A/57/40		X	X	
	793/1998, <i>Pryce</i> A/59/40		X	X	
	796/1998, <i>Reece</i> A/58/40		X	X	
	797/1998, <i>Lobban</i> A/59/40		X	X	
	798/1998, <i>Howell</i> A/59/40	X A/61/40		X	
Kazakhstan (2)	2024/2011, <i>Israil</i> A/67/40		X	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Kazakhstan (suite)	2104/2011, <i>Valetov</i> A/69/40	Délai non échu		X	
Kirghizistan (14)	1275/2004, <i>Umetaliev et Tashtanbekova</i> A/64/40	X A/65/40		X	
	1312/2004, <i>Latifulin</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1338/2005, <i>Kaldarov</i> A/65/40	X A/66/40		X A/68/40	
	1369/2005, <i>Kulov</i> A/65/40	X A/66/40		X A/68/40	
	1402/2005, <i>Krasnov</i> A/66/40	X A/66/40, A/67/40		X	
	1461, 1462, 1476 et 1477/2006, <i>Maksudov, Rakhimov, Tashbaev, Pirmatov</i> A/63/40	X A/65/40		X	
	1470/2006, <i>Toktakunov</i> A/66/40	X A/67/40			Décision de clore l'examen: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1503/2006, <i>Akhadov</i> A/66/40	X A/67/40		X	
	1545/2007, <i>Gunan</i> A/66/40	X A/67/40		X	
	1547/2007, <i>Torobekov</i> A/67/40	X		X A/68/40	
	1756/2008, <i>Moidunov et Zhumbaeva</i> A/66/40	X A/67/40, A/68/40		X A/68/40	
Lettonie (2)	884/1999, <i>Ignatane</i> A/56/40	X A/57/40			
	1621/2007, <i>Raihman</i> A/66/40	X		X A/68/40	
Libye (16)	440/1990, <i>El-Megreisi</i> A/49/40		X	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Libye (<i>suite</i>)	1107/2002, <i>El Ghar</i> A/60/40	X A/61/40, A/62/40		X A/68/40	
	1143/2002, <i>Dernawi</i> A/62/40		X	X	
	1755/2008, <i>El Hagog Jumaa</i> A/67/40		X	X	
	1782/2008, <i>Aboufaied</i> A/67/40		X	X	
	1880/2009, <i>Nenova et consorts</i> A/67/40		X	X	
	1295/2004, <i>El Awani</i> A/62/40		X	X	
	1422/2005, <i>El Hassy</i> A/63/40		X	X	
	1640/2007, <i>El Abani</i> A/65/40		X	X	
	1751/2008, <i>Aboussedra et consorts</i> A/66/40		X	X	
	1776/2008, <i>Ali Bashasha et Hussein Bashasha</i> A/66/40		X	X	
	1804/2008, <i>Il Khwildy</i> A/68/40		X	X	
	1805/2008, <i>Benali</i> A/68/40		X	X	
	1832/2008, <i>Al Khazmi</i> A/69/40	Délai non échu		X	
	1913/2009, <i>Abushala</i> A/68/40		X	X	
	2006/2010, <i>Almegaryaf et Matar</i> A/69/40	Délai non échu		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Lituanie (1)	2155/2012, <i>Paksas</i> A/69/40	Délai non échu		X	
Madagascar (4)	49/1979, <i>Marais</i> Dix-huitième session Sélection de décisions, vol. 2		X*	X	D'après le rapport annuel (A/52/40), l'auteur a indiqué avoir été libéré. Aucune autre information n'a été fournie.
	115/1982, <i>Wight</i> Vingt-quatrième session Sélection de décisions, vol. 2		X*	X	D'après le rapport annuel (A/52/40), l'auteur a indiqué avoir été libéré. Aucune autre information n'a été fournie.
	132/1982, <i>Jaona</i> Vingt-quatrième session Sélection de décisions, vol. 2		X	X	
	155/1983, <i>Hammel</i> A/42/40 Sélection de décisions, vol. 2		X	X	
Maurice (1)	1744/2007, <i>Narrain et consorts</i> A/68/40	X A/68/40		X A/68/40	
Népal (5)	1469/2006, <i>Sharma</i> A/64/40	X A/64/40, A/66/40, A/67/40, A/68/40		X A/68/40	
	1761/2008, <i>Giri et consorts</i> A/66/40	X A/67/40		X	
	1863/2009, <i>Maharjan</i> A/68/40			X	
	1865/2009, <i>Sedhai</i> A/69/40	X		X	
	1870/2009, <i>Sobhraj</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40		X A/68/40	
Nicaragua (1)	328/1988, <i>Zelaya Blanco</i> A/49/40	X A/56/40, A/57/40, A/59/40		X	
Norvège (2)	1155/2003, <i>Leirvag</i> A/60/40	X A/61/40			Nouvelles informations attendues dans le cadre du suivi

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Norvège (suite)	1542/2007, <i>Aboushanif</i> A/63/40	X A/65/40		X	Décision de clore le dialogue: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (A/69/40)
Nouvelle-Zélande (2)	1368/2005, <i>Britton</i> A/62/40	X A/63/40		X	
	1512/2006, <i>Dean</i> A/64/40	X A/65/40	X	X	
Ouzbékistan (32)	907/2000, <i>Siragev</i> A/61/40	X A/61/40		X	
	911/2000, <i>Nazarov</i> A/59/40	X A/60/40		X	
	915/2000, <i>Ruzmetov</i> A/61/40		X	X	
	917/2000, <i>Arutyunyan</i> A/59/40	X A/60/40		X	
	931/2000, <i>Hudoyberganova</i> A/60/40	X A/60/40		X	
	959/2000, <i>Bazarov</i> A/61/40	X A/62/40		X A/62/40	
	971/2001, <i>Arutyuniantz</i> A/60/40	X A/60/40		X	
	1017/2001, <i>Strakhov</i> et 1066/2002, <i>Fayzulaev</i> A/62/40		X	X	
	1041/2002, <i>Tulayganov</i> A/62/40		X	X	
	1043/2002, <i>Chikiunov</i> A/62/40		X	X	
	1057/2002, <i>Korvetov</i> A/62/40	X A/62/40		X A/62/40	
	1071/2002, <i>Agabekov</i> A/62/40		X	X	
	1140/2002, <i>Khudayberganov</i> A/62/40		X	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Ouzbékistan (<i>suite</i>)	1150/2002, <i>Uteev</i>	X		X	
	A/63/40	A/64/40			
	1163/2003, <i>Isaev et Karimov</i>	X		X	
	A/64/40	A/65/40			
	1225/2003, <i>Eshonov</i>	X		X	
	A/65/40	A/66/40			
	1280/2004, <i>Tolipkhudzaev</i>	X		X	
	A/64/40	A/66/40			
	1284/2004, <i>Kodirov</i>	X		X	
	A/65/40	A/66/40			
	1334/2004, <i>Mavlonov et Sa'di</i>		X	X	
	A/64/40				
	1378/2005, <i>Kasimov</i>		X	X	
	A/64/40				
	1382/2005, <i>Salikh</i>	X		X	
	A/64/40	A/65/40			
	1418/2005, <i>Iskiyaev</i>	X		X	
	A/64/40	A/65/40			
	1449/2006, <i>Umarov</i>	X		X	
	A/66/40	A/66/40			
	1478/2006, <i>Kungurov</i>		X	X	
	A/66/40				
	1552/2007, <i>Lyashkevich</i>	X		X	
	A/65/40	A/66/40			
	1585/2007, <i>Batyrov</i>	X		X	
	A/64/40	A/66/40			
	1589/2007, <i>Gapirjanov</i>	X		X	
	A/65/40	A/66/40			
	1769/2008, <i>Ismailov</i>		X	X	
	A/66/40				
	1914-1915-1916/2009, <i>Musaev</i>	X		X	
	A/67/40	A/68/40		A/68/40	
Panama (2)	289/1988, <i>Wolf</i>	X		X	
	A/47/40	A/53/40			

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Panama (<i>suite</i>)	473/1991, <i>Barroso</i> A/50/40	X A/53/40		X	
Paraguay (3)	1407/2005, <i>Asensi</i> A/64/40	X A/65/40, A/66/40		X A/68/40	
	1828/2008, <i>Domínguez</i> A/67/40	X A/68/40		X A/68/40	
	1829/2008, <i>Benítez Gamarra</i> A/67/40	X A/68/40		X A/68/40	
Pays-Bas (5)	786/1997, <i>Vos</i> A/54/40	X A/55/40		X	
	976/2001, <i>Derksen</i> A/59/40	X A/60/40		X	
	1238/2003, <i>Jongenburger Veerman</i> A/61/40		X	X	
	1564/2007, <i>X. H. L.</i> A/66/40	X A/68/40		X A/68/40	
	1797/2008, <i>Mennen</i> A/65/40		X	X	
Pérou (15)	202/1986, <i>Ato del Avellanal</i> A/44/40	X A/52/40, A/59/40, A/62/40, A/63/40		X A/68/40	
	203/1986, <i>Muñoz Hermosa</i> A/44/40	X A/52/40, A/59/40, A/68/40		A/68/40	Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (A/69/40)
	263/1987, <i>González del Río</i> A/48/40	X A/52/40, A/59/40		X	
	309/1988, <i>Orihuela Valenzuela</i> A/48/40	X A/52/40, A/59/40		X	
	540/1993, <i>Celis Laureano</i> A/51/40	X A/59/40, A/68/40		X A/68/40	
	577/1994, <i>Polay Campos</i> A/53/40	X A/53/40, A/59/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Pérou (<i>suite</i>)	678/1996, <i>Gutiérrez Vivanco</i> A/57/40	X A/58/40, A/59/40, A/64/40, A/68/40		X A/68/40	
	688/1996, <i>Arredondo</i> A/68/40	X A/68/40		X A/68/40	
	906/1999, <i>Vargas-Machuca</i> A/57/40		X A/58/40, A/59/40	X	
	981/2001, <i>Gómez Casafranca</i> A/58/40	X A/59/40, A/68/40		X A/68/40	
	1058/2002, <i>Vargas</i> A/61/40	X A/61/40, A/62/40		X	
	1125/2002, <i>Quispe</i> A/61/40	X A/61/40, A/68/40		X A/68/40	
	1126/2002, <i>Carranza</i> A/61/40	X A/61/40, A/62/40, A/68/40		X A/68/40	
	1153/2003, <i>K. N. L. H.</i> A/61/40	X A/61/40, A/62/40, A/63/40		X	
	1457/2006, <i>Poma Poma</i> A/64/40	X A/65/40		X A/68/40	
Philippines (11)	788/1997, <i>Cagas</i> A/57/40	X A/59/40, A/60/40, A/61/40		X	
	868/1999, <i>Wilson</i> A/59/40	X A/60/40, A/61/40, A/62/40		X	
	869/1999, <i>Piandiong et consorts</i> A/56/40	X sans objet		X	
	1089/2002, <i>Rouse</i> A/60/40		X	X A/68/40	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Philippines (<i>suite</i>)	1320/2004, <i>Pimentel et consorts</i> A/62/40	X A/63/40, A/64/40, A/66/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1421/2005, <i>Larrañaga</i> A/61/40		X	X A/68/40	
	1466/2006, <i>Lumanog et Santos</i> A/63/40	X A/65/40, A/66/40		X	
	1559/2007, <i>Hernandez</i> A/65/40		X	X	
	1560/2007, <i>Marcellana et Gumanoy</i> A/64/40		X	X	
	1619/2007, <i>Pestaño</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1815/2008, <i>Adonis</i> A/67/40		X	X	
Portugal (1)	1123/2002, <i>Correia de Matos</i> A/61/40	X A/62/40, A/67/40		X A/68/40	
République centrafricaine (1)	1587/2007, <i>Mamour</i> A/64/40		X	X	
République de Corée (11)	518/1992, <i>Sohn</i> A/50/40	X A/60/40, A/62/40		X	
	574/1994, <i>Kim</i> A/54/40	X A/60/40, A/62/40, A/64/40		X	
	628/1995, <i>Park</i> A/54/40	X A/54/40, A/64/40		X	
	878/1999, <i>Kang</i> A/58/40	X A/59/40, A/64/40		X	
	926/2000, <i>Shin</i> A/59/40	X A/60/40, A/62/40, A/64/40		X	
	1119/2002, <i>Lee</i> A/60/40	X A/61/40, A/64/40		X	

État partie et nombre d'affaires de violation	Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité	Réponse reçue de l'État partie	Pas de réponse	Dialogue en cours	Observations
République de Corée (<i>suite</i>)	1321 et 1322/2004, <i>Yoon, Yeo-Bzum et Choi, Myung-Jin</i> A/62/40	X A/62/40, A/63/40, A/64/40		X	
	1593 à 1603/2007, <i>Jung et consorts</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1642-1741/2007, <i>Jeong et consorts</i> A/66/40	X A/67/40		X A/68/40	
	1786/2008, <i>Kim et consorts</i> A/68/40			X	
	1908/2009, <i>Ostavari</i> A/69/40	Délai non échu		X	
République démocratique du Congo (15)*	16/1977, <i>Mbenge</i> Dix-huitième session Sélection de décisions, vol. 2		X	X	Voir A/59/40 pour le détail des consultations relatives au suivi
	90/1981, <i>Luyeye</i> Dix-neuvième session Sélection de décisions, vol. 2		X A/61/40	X	
	124/1982, <i>Muteba</i> Vingt-deuxième session Sélection de décisions, vol. 2		X A/61/40	X	
	138/1983, <i>Mpandanjila et consorts</i> Vingt-septième session Sélection de décisions, vol. 2		X A/61/40	X	
	157/1983, <i>Mpaka Nsusu</i> Vingt-septième session Sélection de décisions, vol. 2		X A/61/40	X	
	194/1985, <i>Miango</i> Trente et unième session Sélection de décisions, vol. 2		X A/61/40	X	
	241/1987, <i>Birindwa</i> A/45/40		X A/61/40	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
République démocratique du Congo (<i>suite</i>)	242/1987, <i>Tshisekedi</i> A/45/40		X A/61/40	X	
	366/1989, <i>Kanana</i> A/49/40		X A/61/40	X	
	542/1993, <i>Tshishimbi</i> A/51/40		X A/61/40	X	
	641/1995, <i>Gedumbe</i> A/57/40		X A/61/40	X A/68/40	
	933/2000, <i>Mundyo Busyo et consorts</i> (68 magistrats) A/58/40		X A/61/40	X	
	962/2001, <i>Mulezi</i> A/59/40		X A/61/40	X	
	1177/2003, <i>Wenga et Shandwe</i> A/61/40		X	X	
	1890/2009, <i>Baruani</i> A/69/40	Délai non échu		X	
République dominicaine (2)	193/1985, <i>Giry</i> A/45/40	X A/52/40, A/59/40		X	
	449/1991, <i>Mojica</i> A/49/40	X A/52/40, A/59/40		X	
République tchèque (27)*	516/1992, <i>Simunek et consorts</i> A/50/40	X A/51/40, A/57/40, A/58/40, A/61/40, A/62/40		X	Pour toutes ces affaires de propriété, voir également la réponse de l'État concernant la suite donnée aux observations finales dans le document A/59/40
	586/1994, <i>Adam</i> A/51/40	X A/51/40, A/53/40, A/54/40, A/57/40, A/61/40, A/62/40		X	
	747/1997, <i>Des Fours Walderode</i> A/57/40	X A/57/40, A/58/40, A/61/40, A/62/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
République tchèque (suite)	757/1997, <i>Pezoldova</i> A/58/40	X A/60/40, A/61/40, A/62/40		X	
	765/1997, <i>Fábryová</i> A/57/40	X A/57/40, A/58/40, A/61/40, A/62/40		X	
	823/1998, <i>Czernin</i> A/60/40	X A/62/40		X	
	857/1999, <i>Blazek et consorts</i> A/56/40	X A/62/40		X	
	945/2000, <i>Marik</i> A/60/40	X A/62/40		X	
	946/2000, <i>Patera</i> A/57/40	X A/62/40		X	
	1054/2002, <i>Kriz</i> A/61/40	X A/62/40		X	
	1445/2006, <i>Polacek</i> A/62/40		X	X	
	1448/2006, <i>Kohoutek</i> A/63/40	X A/66/40		X	
	1463/2006, <i>Gratzinger</i> A/63/40		X	X	
	1479/2006, <i>Persan</i> A/64/40		X	X	
	1484/2006, <i>Lnenicka</i> A/63/40		X	X	
	1485/2006, <i>Vlček</i> A/63/40		X	X	
	1488/2006, <i>Süsser</i> A/63/40		X	X	
	1491/2006, <i>Fürst Blücher von Wahlstatt</i> A/65/40		X	X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
République tchèque (suite)	1497/2006, <i>Preiss</i> A/63/40		X	X	
	1508/2006, <i>Amundson</i> A/64/40		X	X	
	1586/2007, <i>Lange</i> A/66/40		X	X	
	1533/2006, <i>Ondracka</i> A/63/40		X	X	
	1563/2007, <i>Jünglingová</i> A/67/40		X	X	
	1581/2007, <i>Drda</i> A/66/40		X	X	
	1615/2007, <i>Zavrel</i> A/65/40		X	X	
	1742/2007, <i>Gschwind</i> A/65/40		X	X	
	1847/2008, <i>Klain et Klain</i> A/67/40		X	X	
Roumanie (1)	1158/2003, <i>Blaga</i> A/60/40		X	X	
Saint-Vincent-et-les Grenadines (1)	806/1998, <i>Thompson</i> A/56/40		X A/61/40	X	
Serbie (1)	1556/2007, <i>Novaković</i> A/66/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40		X A/68/40	
Sierra Leone (3)	839/1998, <i>Mansaraj et consorts</i> A/56/40	X A/57/40, A/59/40		X	
	840/1998, <i>Gborie et consorts</i> A/56/40	X A/57/40, A/59/40		X	
	841/1998, <i>Sesay et consorts</i> A/56/40	X A/57/40, A/59/40		X	
Sri Lanka (14)	916/2000, <i>Jayawardena</i> A/57/40	X A/58/40, A/59/40, A/60/40, A/61/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Sri Lanka (<i>suite</i>)	950/2000, <i>Sarma</i> A/58/40	X A/59/40, A/60/40, A/63/40		X	
	909/2000, <i>Kankanamge</i> A/59/40	X A/60/40		X	
	1033/2001, <i>Nallaratnam</i> A/59/40	X A/60/40, A/64/40		X	
	1189/2003, <i>Fernando</i> A/60/40	X A/61/40		X	
	1249/2004, <i>Immaculate Joseph et consorts</i> A/61/40	X A/61/40		X	
	1250/2004, <i>Rajapakse</i> A/61/40		X	X	
	1373/2005, <i>Dissanakye</i> A/63/40		X	X	
	1376/2005, <i>Bandaranayake</i> A/63/40		X	X A/68/40	
	1406/2005, <i>Weerawanza</i> A/64/40		X	X A/68/40	
	1426/2005, <i>Dingiri Banda</i> A/63/40		X	X	
	1432/2005, <i>Gunaratna</i> A/64/40		X	X	
	1436/2005, <i>Sathasivam</i> A/63/40		X	X	
	1862/2009, <i>Pathmini Peiris et consorts</i> A/67/40		X	X	
Suède (3)	1416/2005, <i>Alzery</i> A/62/40	X A/62/40		X	
	1833/2008, <i>X.</i> A/67/40	X A/68/40		A/68/40	Décision de clore le dialogue: mise en œuvre satisfaisante de la recommandation (A/69/40)

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Suède (<i>suite</i>)	2149/2012, <i>Islam A/69/40</i>	X		X	
Suriname (8)	146/1983, <i>Baboeram</i> Vingt-quatrième session Sélection de décisions, vol. 2	X A/51/40, A/52/40, A/53/40, A/55/40, A/61/40		X	
	148 à 154/1983, <i>Kamperveen, Riedewald, Leckie, Demrawsingh, Sohansingh, Rahman, Hoost</i> Vingt-quatrième session Sélection de décisions, vol. 2	X A/51/40, A/52/40, A/53/40, A/55/40, A/61/40		X	
Tadjikistan (22)	964/2001, <i>Saidov A/59/40</i>	X A/60/40, A/62/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	973/2001, <i>Khalilova A/60/40</i>	X A/60/40, A/62/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	985/2001, <i>Aliboev A/61/40</i>	A/62/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1042/2002, <i>Boimurudov A/61/40</i>	X A/62/40, A/63/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1044/2002, <i>Nazriev A/61/40</i>	X A/62/40, A/63/40		X	
	1096/2002, <i>Kurbonov A/59/40</i>	A/59/40, A/60/40, A/62/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1108 et 1121/2002, <i>Karimov, Askarov et Davlatov A/62/40</i>	X A/63/40, A/67/40			Le Comité a décidé de clore le dialogue pour M. A. Davlatov. Il a décidé de suspendre le dialogue et de conclure à une mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation en ce qui concerne M. Karimov, M. Askarov et M. N. Davlatov (voir A/67/40, chap. VI).

État partie et nombre d'affaires de violation	Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité	Réponse reçue de l'État partie	Pas de réponse	Dialogue en cours	Observations
Tadjikistan (<i>suite</i>)	1117/2002, <i>Khomidova</i> A/59/40	X A/60/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1195/2003, <i>Dunaev</i> A/64/40		X	X	
	1200/2003, <i>Sattorova</i> A/64/40	X A/65/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1208/2003, <i>B. Kurbonov</i> A/61/40	X A/62/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1209/2003, 1231/2003 et 1241/2004, <i>Rakhmatov, Safarov</i> et <i>Salimov, et Mukhammadiev</i> A/63/40	X A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1263/2004 et 1264/2004, <i>Khuseynov et Butaev</i> A/64/40	X A/65/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1276/2004, <i>Idiev</i> A/64/40	X A/65/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1348/2005, <i>Ashurov</i> A/62/40	X A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
Tadjikistan (<i>suite</i>)	1401/2005, <i>Kirpo</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
	1499/2006, <i>Iskandarov</i> A/66/40				
	1519/2006, <i>Khostikoev</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40			Décision de suspendre le dialogue: mise en œuvre insatisfaisante de la recommandation (voir A/67/40, chap. VI)
Togo (4)	422 à 424/1990, <i>Aduayom et</i> <i>consorts</i> A/51/40	X A/56/40, A/57/40		X	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Togo (<i>suite</i>)	505/1992, <i>Ackla</i> A/51/40	X A/56/40, A/57/40		X	
Trinité-et-Tobago (23)	232/1987, <i>Pinto</i> A/45/40 et 512/1992, <i>Pinto</i> A/51/40	X A/51/40, A/52/40, A/53/40		X	
	362/1989, <i>Soogrim</i> A/48/40	X A/51/40, A/52/40, A/53/40, A/58/40	X	X	
	434/1990, <i>Seerattan</i> A/51/40	X A/51/40, A/52/40, A/53/40		X	
	523/1992, <i>Neptune</i> A/51/40	X A/51/40, A/52/40, A/53/40, A/58/40		X	
	533/1993, <i>Elahie</i> A/52/40		X	X	
	554/1993, <i>La Vende</i> A/53/40		X	X	
	555/1993, <i>Bickaroo</i> A/53/40		X	X	
	569/1996, <i>Mathews</i> A/43/40		X	X	
	580/1994, <i>Ashby</i> A/57/40		X	X	
	594/1992, <i>Phillip</i> A/54/40		X	X	
	672/1995, <i>Smart</i> A/53/40		X	X	
	677/1996, <i>Teesdale</i> A/57/40		X	X	
	683/1996, <i>Wanza</i> A/57/40		X	X	
	684/1996, <i>Sahadath</i> A/57/40		X	X	

État partie et nombre d'affaires de violation	Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité	Réponse reçue de l'État partie	Pas de réponse	Dialogue en cours	Observations
Trinité-et-Tobago (suite)	721/1996, <i>Boodoo</i> A/57/40		X	X	
	752/1997, <i>Henry</i> A/54/40		X	X	
	818/1998, <i>Sextus</i> A/56/40		X	X	
	845/1998, <i>Kennedy</i> A/57/40		X A/58/40	X	
	899/1999, <i>Francis et consorts</i> A/57/40		X A/58/40	X	
	908/2000, <i>Evans</i> A/58/40		X	X	
	928/2000, <i>Sooklal</i> A/57/40		X	X	
	938/2000, <i>Siewpersaud et consorts</i> A/59/40		X A/51/40, A/53/40	X	
Turkménistan (4)	1450/2006, <i>Komarovsky</i> A/63/40		X	X	
	1460/2006, <i>Yklymova</i> A/64/40			X	
	1530/2006, <i>Bozbey</i> A/66/40			X	
	1883/2009, <i>Orazova</i> A/67/40			X	
Turquie (2)	1853/2008 et 1854/2008, <i>Atasoy et Sarkut</i> A/67/40	X A/68/40		X A/68/40	
Ukraine (5)	781/1997, <i>Aliev</i> A/58/40	X A/60/40		X	
	1405/2005, <i>Pustovoit</i> A/69/40			X	
	1412/2005, <i>Butovenko</i> A/66/40		X	X A/68/40	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Uruguay (39)	1535/2006, <i>Shchetka</i> A/66/40		X	X	
	1803/2008, <i>Bulgakov</i> A/68/40			X	
	A. [5/1977, <i>Massera</i> Septième session 43/1979, <i>Caldas</i> Dix-neuvième session 63/1979, <i>Antonaccio</i> Quatorzième session 73/1980, <i>Izquierdo</i> Quinzième session 80/1980, <i>Vasiliskis</i> Dix-huitième session 83/1981, <i>Machado</i> Vingtième session 84/1981, <i>Dermit Barbato</i> Dix-septième session 85/1981, <i>Romero</i> Vingt et unième session 88/1981, <i>Bequio</i> Dix-huitième session 92/1981, <i>Nieto</i> Dix-neuvième session 103/1981, <i>Scarone</i> Vingtième session 105/1981, <i>Cabreira</i> Dix-neuvième session 109/1981, <i>Voituret</i> Vingt et unième session 123/1982, <i>Lluber</i> Vingt et unième session]	X 43 réponses reçues A/59/40*		X	Informations fournies le 17 octobre 1991 (non publiées). Concernant les affaires regroupées en A , l'État partie fait savoir que la compétence des juridictions civiles a été rétablie le 1 ^{er} mars 1985 et que la loi d'amnistie du 8 mars 1985 a bénéficié à toutes les personnes impliquées comme auteurs ou complices de crimes politiques ou de crimes commis à des fins politiques entre le 1 ^{er} janvier 1962 et le 1 ^{er} mars 1985. La loi a permis à toutes les personnes déclarées coupables d'homicide volontaire d'obtenir la révision de la déclaration de culpabilité ou la réduction de leur peine. En vertu de l'article 10 de la loi d'apaisement, toutes les personnes emprisonnées au titre des «mesures de sécurité» ont été libérées. Dans les affaires qui ont été réexaminées, les juridictions d'appel ont soit acquitté soit condamné les intéressés. En vertu de la loi n° 15.783 du 20 novembre, toutes les personnes qui avaient auparavant occupé une fonction publique ont été autorisées à reprendre leur poste. Concernant les affaires regroupées en B , l'État partie indique que les intéressés ont été graciés en vertu de la loi n° 15.737 et libérés le 10 mars 1985. Pour les affaires regroupées en C , les intéressés ont été libérés le 14 mars 1985, la loi n° 15.737 leur ayant été appliquée. Pour les affaires regroupées en D , depuis le 1 ^{er} mars 1985, toutes les victimes des violations des droits de l'homme perpétrées sous le gouvernement de facto ont la possibilité
	B. [103/1981, <i>Scarone</i> 73/1980, <i>Izquierdo</i>				

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Uruguay (<i>suite</i>)	92/1981, <i>Nieto</i> 85/1981, <i>Romero</i> C. [63/1979, <i>Antonaccio</i> 80/1980, <i>Vasiliskis</i> 123/1982, <i>Lluber</i>] D. [4/1977, <i>Ramirez</i> Quatrième session 6/1977, <i>Sequeiro</i> Sixième session 25/1978, <i>Massiotti</i> Seizième session 28/1978, <i>Weisz</i> Onzième session 32/1978, <i>Touren</i> Douzième session 33/1978, <i>Carballal</i> Douzième session 37/1978, <i>De Boston</i> Douzième session 44/1979, <i>Pietraroia</i> Douzième session 52/1979, <i>Lopez Burgos</i> Treizième session 56/1979, <i>Celiberti</i> Treizième session 66/1980, <i>Schweizer</i> Dix-septième session 70/1980, <i>Simones</i> Quinzième session 74/1980, <i>Estrella</i> Dix-huitième session 110/1981, <i>Viana</i> Vingt et unième session				d'engager une action en dommages-intérêts. Depuis 1985, 36 actions civiles en dommages-intérêts ont été engagées, dont 22 pour détention arbitraire et 12 pour obtenir la restitution de biens. Dans le cas de M. Lopez, le Gouvernement a réglé l'affaire en lui versant en date du 21 novembre 1990 une somme de 200 000 dollars des États-Unis. Le procès engagé par M ^{me} Lilian Celiberti est toujours en cours. Outre les affaires susmentionnées, aucune autre victime n'a engagé d'action contre l'État pour obtenir une indemnisation. Pour les affaires regroupées en E, le 22 décembre 1986, le Congrès a voté la loi n° 15.848, dite «d'extinction de l'action publique», en vertu de laquelle l'État ne peut plus engager de poursuites pour des crimes commis avant le 1 ^{er} mars 1985 par des membres de l'armée ou de la police à des fins politiques ou en exécution des ordres reçus de leurs supérieurs. Il a été mis un terme à toutes les procédures en cours. Le 16 avril 1989, la loi a été confirmée par référendum; elle prescrivait que les juges d'instruction devaient renvoyer les rapports soumis aux autorités judiciaires concernant les victimes de disparition au Gouvernement, pour que celui-ci ouvre des enquêtes.

État partie et nombre d'affaires de violation	Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité	Réponse reçue de l'État partie	Pas de réponse	Dialogue en cours	Observations
Uruguay (<i>suite</i>)	139/1983, <i>Conteris</i> Vingt-cinquième session				
	147/1983, <i>Gilboa</i> Vingt-sixième session				
	162/1983, <i>Acosta</i> Trente-quatrième session]				
	E. [30/1978, <i>Bleier</i> Quinzième session				
	84/1981, <i>Dermitt Barbato</i> Dix-septième session				
	107/1981, <i>Quinteros</i> Dix-neuvième session]				
	159/1983, <i>Cariboni</i> A/43/40 Sélection de décisions, vol. 2		X	X	
	322/1988, <i>Rodríguez</i> A/51/40, A/49/40		X A/51/40	X	
	1887/2009, <i>Peirano Basso</i> A/66/40			X A/68/40	
	1637/2007, 1757/2008, et 1765/2008, <i>Canessa Albareda et consorts</i> A/67/40			X A/68/40	
Venezuela (République bolivarienne du) (2)	156/1983, <i>Solórzano</i> A/41/40 Sélection de décisions, vol. 2	X A/59/40		X	
	1940/2010, <i>Eligio Cedeño</i> A/68/40			X	
Zambie (6)	390/1990, <i>Lubuto</i> A/51/40	X A/62/40	X	X	
	821/1998, <i>Chongwe</i> A/56/40	X A/56/40, A/57/40, A/59/40, A/61/40, A/64/40, A/66/40		X A/68/40	

<i>État partie et nombre d'affaires de violation</i>	<i>Numéro de la communication, auteur et rapport du Comité</i>	<i>Réponse reçue de l'État partie</i>	<i>Pas de réponse</i>	<i>Dialogue en cours</i>	<i>Observations</i>
Zambie (<i>suite</i>)	856/1999, <i>Chambala</i> A/58/40	X A/62/40	X	X	
	1132/2002, <i>Chisanga</i> A/61/40	X A/61/40, A/63/40, A/64/40, A/65/40		X	
	1303/2004, <i>Chiti</i> A/68/40		X	X	
	1859/2009, <i>Kamoyo</i> A/67/40		X	X	